



Enquête régionale sur les stratégies
d'atténuation et de résilience des
structures sanitaires et médico-
sociales des Pays de la Loire face au
changement climatique

– Analyse brute des données quantitatives –

RAPPORT COMPLET

Février 2024

Remerciements

Rédacteur : Félix LEDOUX, Chargé de projet Décarbonation à la MAPES

Relecteurs :

- Laurent BIZIEN, Chargé de mission Développement Durable à la MAPES
- Aude MENU, Directrice de la MAPES
- François LE GUILCHER, ARS Pays de la Loire
- Laurie MARRAULD, enseignante chercheuse à l'EHESP

La MAPES souhaite tout particulièrement remercier les parties prenantes qui ont contribué, chacun dans leur expertise, à la réalisation de ce diagnostic régional :

- [ARS Pays de la Loire](#) : Bernard PRUDHOMME-LACROIX, Gwenaëlle HIVERT et Florian PARISOT
- [SRAE Nutrition](#) : Charlotte BAUDRY, Aurélie TURPAUD et Sabrina LECHEVALLIER
- [Novabuild](#) : Lola DUMESNIL
- [QualiREL Santé](#) : Noémie TERRIEN
- [ACEP49](#) : Juliette KLING
- [Chaire RESPECT de l'EHESP](#) : Raphaël KERMAÏDIC et Marie-Pierre VASLET
- [The Shift Project](#) : Mathis EGNELL et Baptiste VERNEUIL

La MAPES souhaite enfin remercier l'ensemble des acteurs et structures sanitaires et médico-sociales ayant participé à cette étude, à travers leurs réponses et retours d'expérience précieux.

CITATION DE CE RAPPORT

LEDOUX Félix. MAPES. 2024. Diagnostic régional des stratégies d'atténuation et de résilience des structures sanitaires et médico-sociales des Pays de la Loire face au changement climatique. Analyse brute des données quantitatives. 143 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne sur le [site de MAPES](#).

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
1. Contexte et périmètre de l'étude :	3
1.1. Emergence du diagnostic régional :	3
1.2. Périmètre de l'étude :	4
2. Profils des structures répondantes :	7
3. Contexte global des structures répondantes	12
4. Médicaments et dispositifs médicaux :	24
4.1. Connaissance des structures répondantes sur les émissions de GES liées aux achats de médicaments et dispositifs médicaux :	24
4.2. Actions des structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées aux achats de médicaments et dispositifs médicaux :	26
4.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs territoriaux du secteur des médicaments et dispositifs médicaux :	48
5. Bâtiments et consommation énergétique liée aux bâtiments	51
5.1. Connaissance des structures répondantes sur les émissions de GES liées aux bâtiments et aux énergies :	51
5.2. Actions des structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées aux bâtiments et aux énergies :	53
5.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs territoriaux des secteurs du bâtiment et des énergies :	80
6. Alimentation :	85
6.1. Connaissances des structures répondantes sur les émissions de GES liées à l'alimentation :	85
6.2. Actions mises en place par les structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées à l'alimentation :	86
6.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs territoriaux du secteur de l'alimentation :	105



7.	Adaptation :	110
7.1.	Connaissance des structures répondantes sur les risques environnementaux du territoire : 110	
7.2.	Actions des structures répondantes pour maîtriser les risques environnementaux auxquels elles sont exposées :	121
7.3.	Collaboration des structures répondantes avec les acteurs du territoire sur le domaine de l'adaptation :	131
8.	Ouverture	135
9.	L'enquête et vous	142

1. Contexte et périmètre de l'étude :

1.1. Emergence du diagnostic régional :

Depuis 2018, la MAPES est identifiée comme porteuse d'une thématique environnementale prioritaire : la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables. C'est ainsi que la MAPES contribue à la création du dispositif de conseiller en énergie partagé en Santé, mieux connu depuis sous le nom de Dispositif Efficacité et Transition Energétique en Santé en Pays de la Loire.

A compter de 2022, 3 nouvelles orientations viennent renforcer l'**offre Développement Durable** de la MAPES : Stratégie et gouvernance RSE, Décarbonation, Bâtiment durable. La MAPES renforce alors son appui aux structures avec notamment :

- Des **formations** et **accompagnements** collectifs à la décarbonation ainsi que sur la stratégie et gouvernance RSE
- L'animation d'un **groupe de travail** régional sur la responsabilité sociétale des organisations
- Ou encore la mise en ligne sur son site internet d'une **base documentaire** sur le DD en Santé.

De concert avec l'ARS Pays de la Loire, partie prenante impliquée dans les orientations développement durable portées par la MAPES et apportant son expertise en santé environnementale, la MAPES a fait le choix de recruter un apprenti en alternance sur l'année universitaire 2022-2023 afin de répondre au questionnement suivant :

« Dans quelle mesure les établissements et structures sanitaires et médico-sociales peuvent atténuer les impacts environnementaux et sanitaires de leurs activités tout en améliorant leur résilience sur le territoire ? Pistes et leviers sur le bâtiment, l'alimentation, les médicaments et les dispositifs médicaux en région Pays de la Loire. »

A noter que cette étude s'ancre pleinement dans les **politiques publiques régionales de l'ARS Pays de la Loire** qui vient d'inscrire comme objectif opérationnel au sein du futur Projet Régional de Santé (PRS) 2023-2028 l'enjeu de « *Développer la résilience du système de santé face aux crises* » (Schéma Régional de Santé Pays de la Loire 2023-2028, 2023).

1.2. Périmètre de l'étude :

La MAPES a souhaité **cibler 3 domaines d'activités prioritaires** (issus du rapport de The Shift Project) de par leur forte empreinte carbone (77% des émissions du secteur), environnementale et la capacité d'actions des structures sanitaires et médico-sociales sur ces domaines.

Le travail a consisté, dans un premier temps, à identifier les **impacts environnementaux** et **sanitaires** des 795 ESSMS des Pays de la Loire¹ sur les 3 domaines d'activités. Sont entendus par impacts environnementaux les émissions de GES et les pollutions des milieux naturels (air, eaux et sols). Sont entendus par impacts sanitaires, les activités susceptibles de causer des impacts directs sur la santé humaine des usagers des ESSMS (patients/résidents, professionnels, proches et familles). **Cette étude cherche à identifier les pistes, leviers et freins d'atténuation de ces impacts tout en les confrontant aux enjeux de résilience du territoire.**

La définition des termes et les périmètres des domaines d'activités choisis sont explicités dans le détail ci-après.

Atténuation

L'ADEME définit l'atténuation du changement climatique comme « *une diminution de son degré de réchauffement [qui] passe par la réduction des émissions de GES qui en sont la cause* ». (ADEME, 2023). Ainsi, cette étude aborde l'atténuation des impacts environnementaux et sanitaires pour parler des actions mises en place par les ESSMS pour « *réduire* » leurs impacts.

Résilience

Le concept de résilience est généralement définie comme « *la capacité d'un système à absorber les perturbations et à se réorganiser tout en subissant des changements afin de conserver essentiellement la même fonction, la même structure, l'identité et les rétroactions* » (Hosseini et al., 2016; Walker et al., 2004). La résilience est considérée comme un processus qui évolue dans le temps, qui est susceptible de changer en fonction du développement et de l'interaction avec l'environnement (Southwick et al., 2014). Cette dimension systémique et dynamique la distingue du concept d'adaptation (qui n'intègre pas par exemple la notion d'apprentissage par l'expérience) (Anderson et al., 2020). Aussi, ce concept de résilience a la capacité de favoriser les approches intégrées des enjeux quel que soit le secteur qui le mobilise, s'érigeant ainsi en modèle théorique pertinent pour aborder les systèmes complexes souvent multiacteurs et plurifactoriels (Béné et al., 2012). C'est pourquoi ce concept a été choisi pour cette étude qui tente d'appréhender la contribution des ESSMS à la résilience du territoire.

Alimentation

Le périmètre de l'alimentation correspond à tous les repas servis aux usagers (résidents/patients et visiteurs) et professionnels dans les 795 ESSMS de la région Pays de la Loire. Ainsi, cela porte sur les petits déjeuners, les déjeuners, les diners et les collations. Les conséquences environnementales et sanitaires sont considérées sur l'ensemble du cycle de vie des produits alimentaires, soit de leur production à leur élimination/valorisation.

¹ Sur le secteur PH, le nombre pris en compte est le nombre d'organismes gestionnaires (OG)

Médicaments et Dispositifs médicaux

Médicament

Définition de l'article L.5111-1 du Code de la Santé Publique : « toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales, ainsi que toute substance ou composition pouvant être utilisée chez l'homme ou chez l'animal ou pouvant leur être administrée, en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier leurs fonctions physiologiques en exerçant une action pharmacologique, immunologique ou métabolique. ». Ainsi, le médicament contient : un principe actif et des excipients.

Dispositifs Médicaux

D'après l'OMS, on compte aujourd'hui environ 10 000 catégories de DM, soit entre 90 000 et 1.5 millions de produits différents. Définition de l'article L.5211-1 du Code de la Santé Publique : « tout instrument, appareil, équipement, matière, produit, à l'exception des produits d'origine humaine, ou autre article utilisé seul ou en association, y compris les accessoires et logiciels nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci, destiné par le fabricant à être utilisé chez l'homme à des fins médicales et dont l'action principale voulue n'est pas obtenue par des moyens pharmacologiques ou immunologiques ni par métabolisme, mais dont la fonction peut être assistée par de tels moyens ». Cela comprend donc le matériel médical (consommables), les implants, les équipements médicaux (IRM, scanners, ...), etc.

Dans cette étude, le périmètre de ce domaine d'activités correspond à l'ensemble des médicaments et dispositifs médicaux achetés au sein des 795 ESSMS de la région Pays de la Loire. Les conséquences environnementales et sanitaires sont considérées sur l'ensemble du cycle de vie des produits, soit prenant en compte : la phase de préparation (recherche, essais précliniques et essais cliniques), phase d'autorisations et mise en production (AMM, prix et remboursement), phase de vie du produit (fabrication, conditionnement, maintenance, logistique, distribution et mise à disposition auprès des pharmacies et des hôpitaux), phase de consommation et d'élimination.

Bâtiment et énergies

Bâtiment

Définition du bâtiment selon l'Article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitat : « bien immeuble couvert et destiné à accueillir une occupation, une activité ou tout autre usage humain ».

Energies

Est entendu par « énergies » : les consommations d'énergie dans les sources fixes de combustion (chauffage, groupes électrogènes, etc), la consommation d'électricité ainsi que les éventuelles productions d'énergies (électricité via des panneaux photovoltaïques par exemple).

Dans cette étude, le périmètre de ce domaine d'activités correspond à l'ensemble des bâtiments possédés par les 795 ESSMS de la région Pays de la Loire ainsi que les énergies consommées et/ou produites. Les conséquences environnementales et sanitaires sont considérées sur l'ensemble du cycle de vie des produits, soit prenant en compte la construction/rénovation, l'exploitation et la démolition des bâtiments ainsi que l'extraction, la transformation, le transport et la consommation des énergies

Synthèse globale du périmètre de l'étude

- **795 structures sanitaires et médico-sociales** des Pays de la Loire (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**)
- **3 domaines d'activités :**
 - Alimentation : *tous les repas et collations servis aux usagers (résidents/patients, visiteurs) et professionnels*
 - Médicaments et dispositifs médicaux : *tous les médicaments et dispositifs médicaux achetés*
 - Bâtiments et énergies : *tous les bâtiments possédés par l'établissement et toutes les énergies consommées et/ou produites pour ses activités*
- **3 critères :**
 - Impacts environnementaux : *émissions de GES et pollutions des milieux naturels (air, eau, sol)*
 - Impacts sanitaires : *effets directs sur la santé humaine*
 - Résilience : *évaluation de la contribution des ESSMS à la résilience du territoire*
- **Approche d'analyse de cycle de vie sur les produits :** de l'extraction des matières premières à l'élimination/valorisation

Pour cette étude, la MAPES a utilisé une approche mixte en mobilisant 3 outils méthodologiques :

- Une **revue de la littérature** permettant de caractériser les conséquences environnementales et sanitaires de chaque domaine d'activités
- Une **enquête régionale** par questionnaire auprès des 795 ESSMS ligériens pour dresser un état des lieux des actions d'atténuation et d'adaptation des structures sanitaires et médico-sociales ligériennes face au changement climatique
- Des **entretiens semi-directifs** auprès de professionnels de terrains et d'experts régionaux et nationaux pour approfondir les freins et leviers rencontrés et investiguer des retours d'expérience.

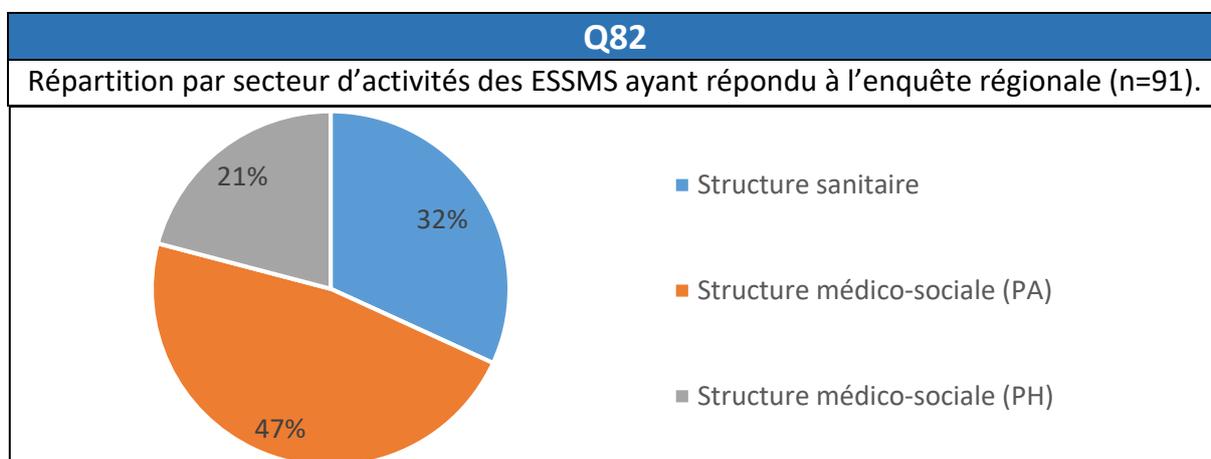
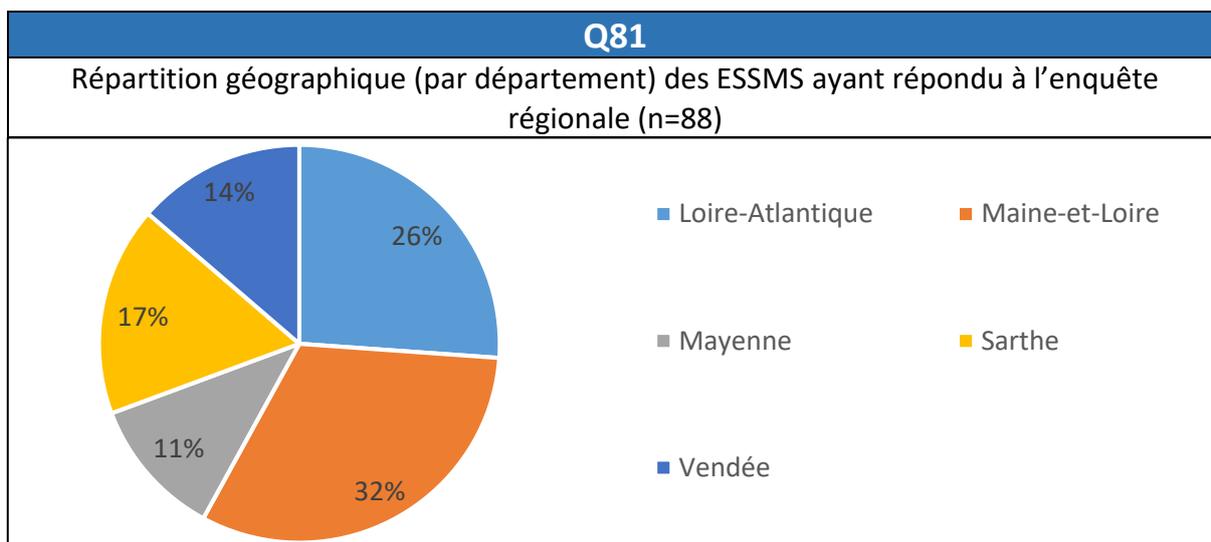
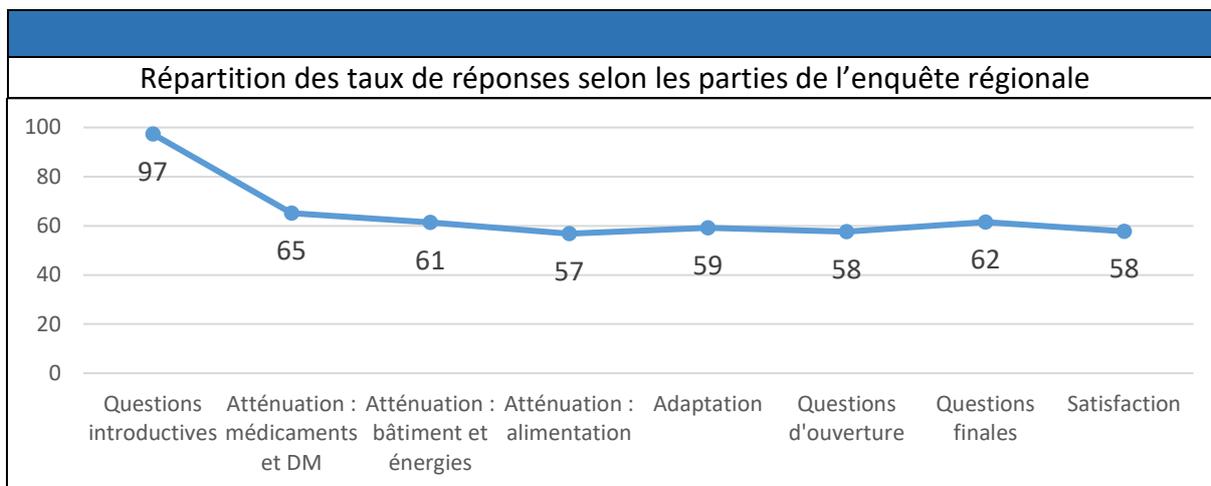
La méthodologie est explicitée dans le détail dans le **rapport technique du diagnostic régional** présent dans la [base documentaire de la MAPES](#). Le rapport présente **l'analyse brute des données quantitatives**, soit des données issues de l'enquête par questionnaire. Pour consulter les résultats de l'analyse croisée des données quantitatives, qualitatives (issues des entretiens) et de la revue de la littérature, rendez-vous sur la [base documentaire de la MAPES](#).

Biais des données quantitatives

Cette enquête, par sa méthodologie et son déroulement, comporte certains biais. Le premier est le biais de sélection : si l'enquête avait vocation à s'adresser à l'ensemble des ESSMS de la région, nous savons que les répondants sont sûrement ceux ayant le plus d'attrait pour la thématique donc potentiellement ceux menant le plus d'actions. Ce biais est par ailleurs renforcé par le fait que la diffusion de l'enquête s'est faite par les canaux de communication de la MAPES, soit les ESSMS ayant déjà bénéficié de notre offre de services (même si l'ARS a communiqué de son côté, il faut prendre en compte qu'il est plus aisé pour une structure de répondre si elle connaît la MAPES). De plus, l'autre biais est celui de la granularité des saisies : les réponses sont saisies à une échelle macro (entité juridique ou organisme gestionnaire) plutôt que micro (entité géographique). De fait, les réponses saisies sont susceptibles de lisser des dynamiques d'actions réalisées au sein d'un site particulier, voire même d'occulter ces actions par manque d'information.

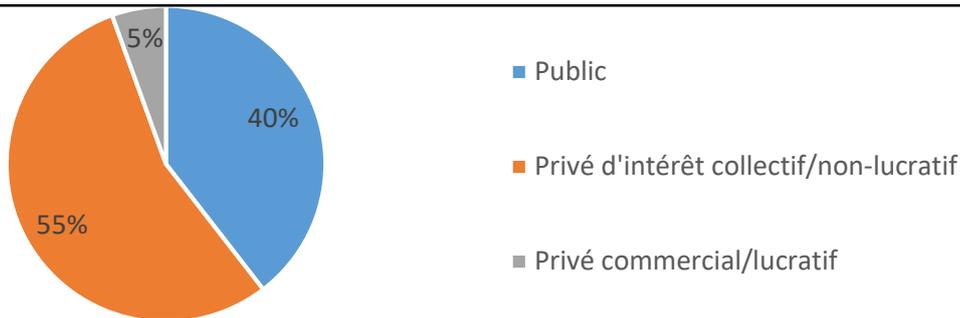


2. Profils des structures répondantes :

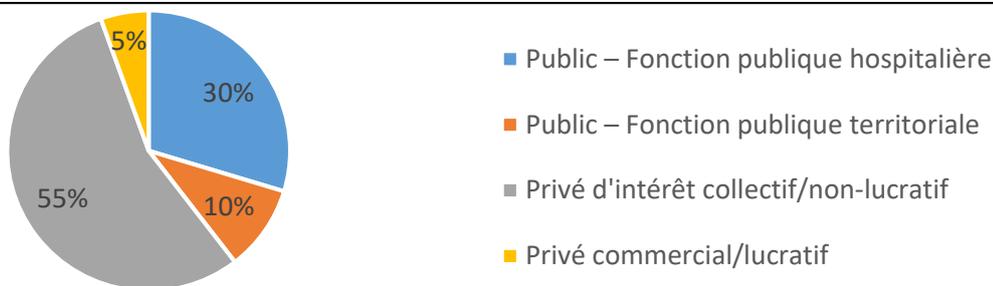


Q83

Répartition par statut juridique des ESSMS ayant répondu à l'enquête régionale (n=91).

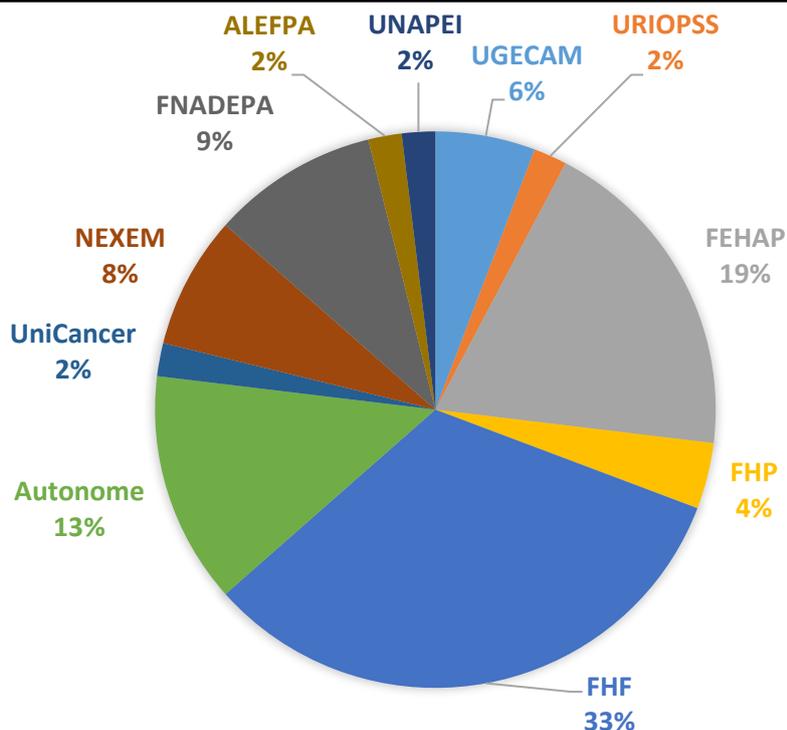


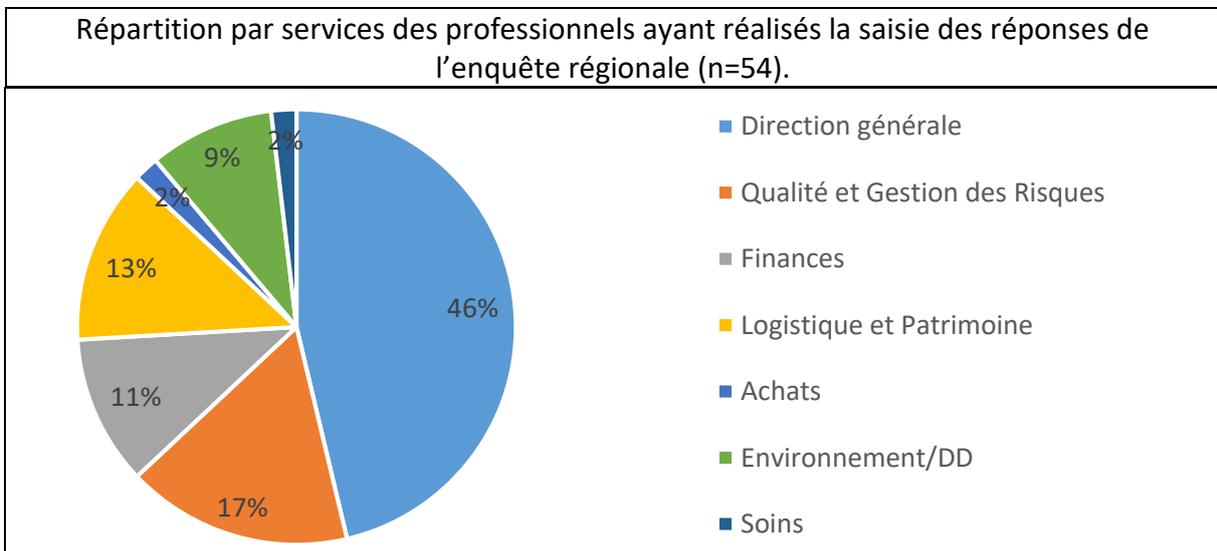
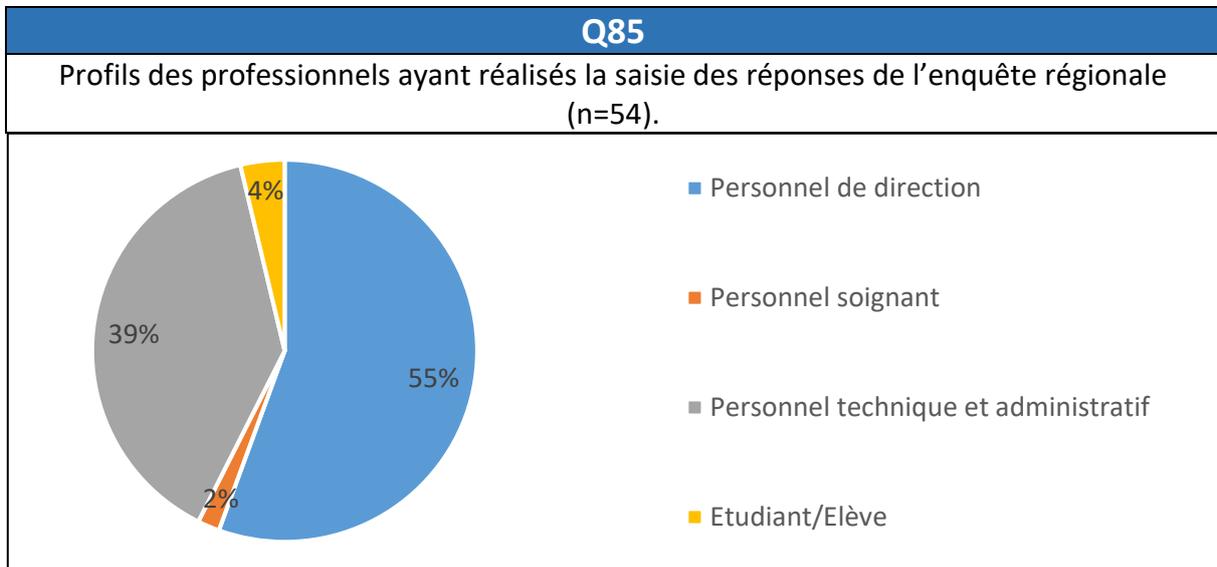
Répartition approfondie par statut juridique des ESSMS ayant répondu à l'enquête régionale (n=91).



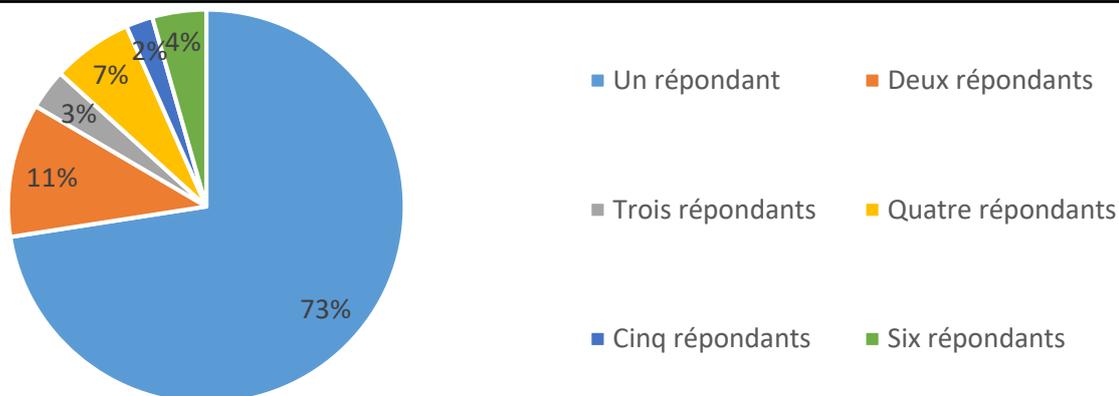
Q84

Répartition des ESSMS ayant répondu à l'enquête régionale par organismes/fédérations de rattachement (n=54).

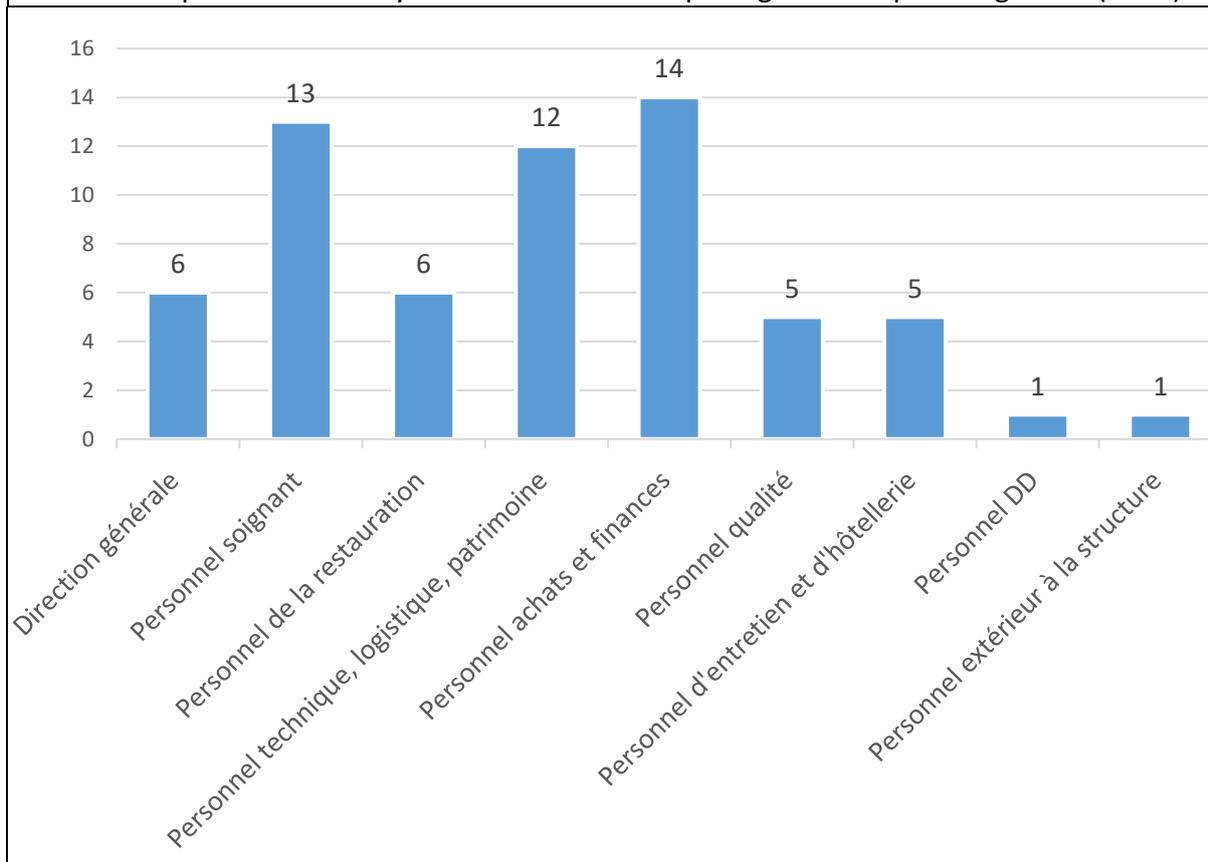


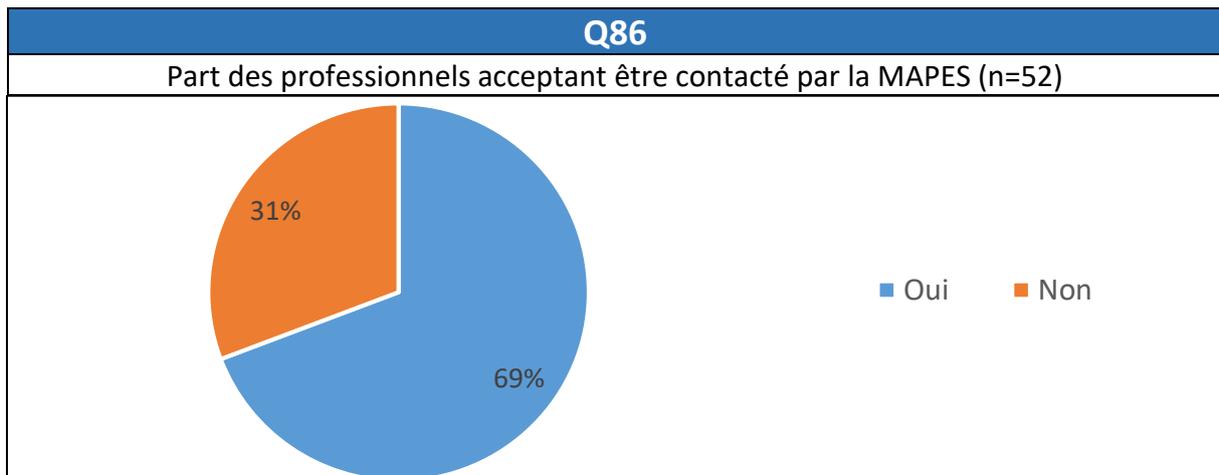


Répartition du nombre de saisies selon le nombre de professionnels impliqués dans la réponse à l'enquête régionale (n=91).

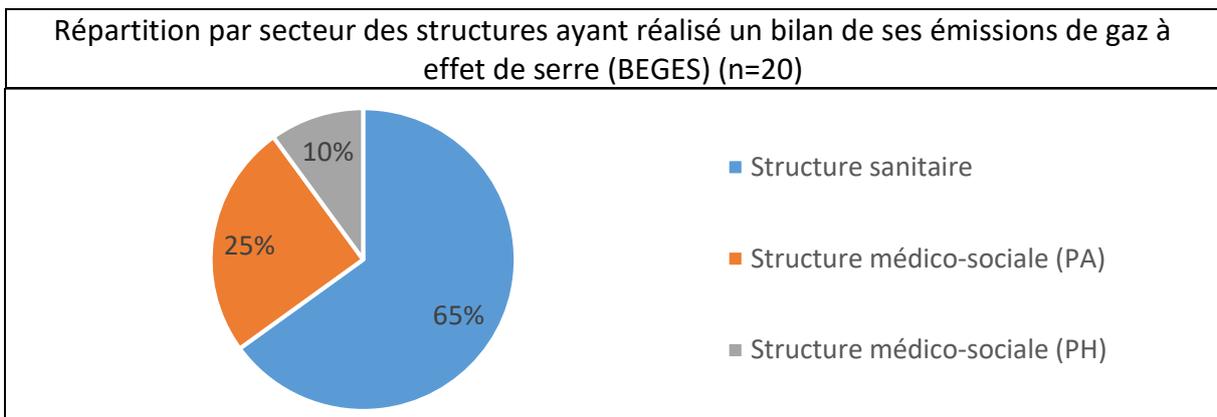
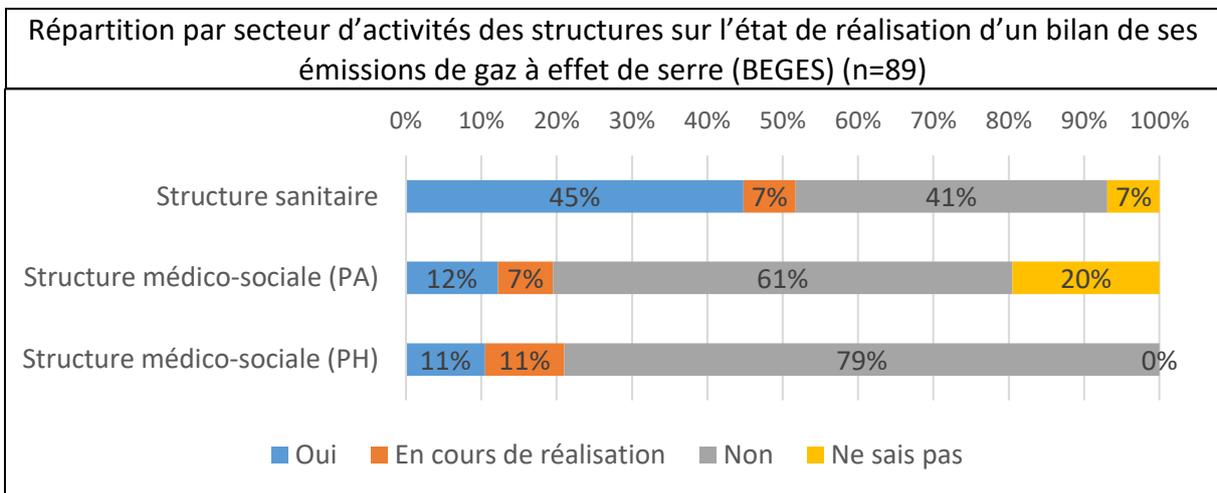
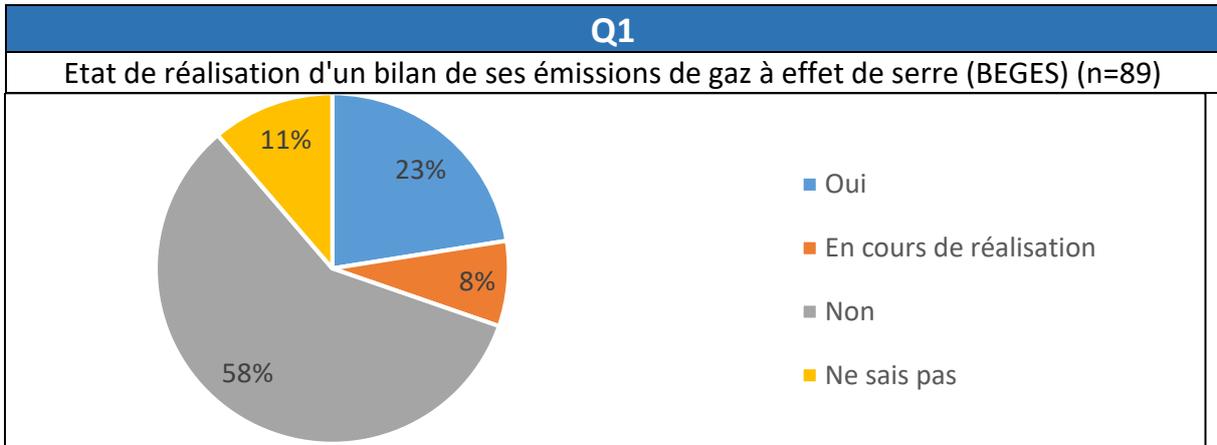


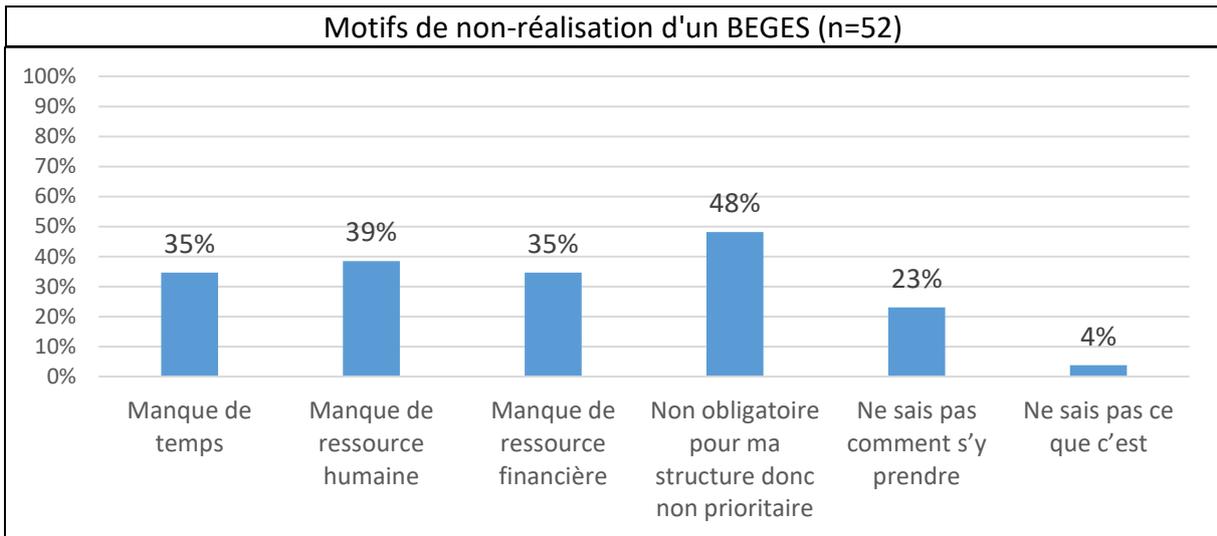
Profils des professionnels ayant contribué au remplissage de l'enquête régionale (n=25).





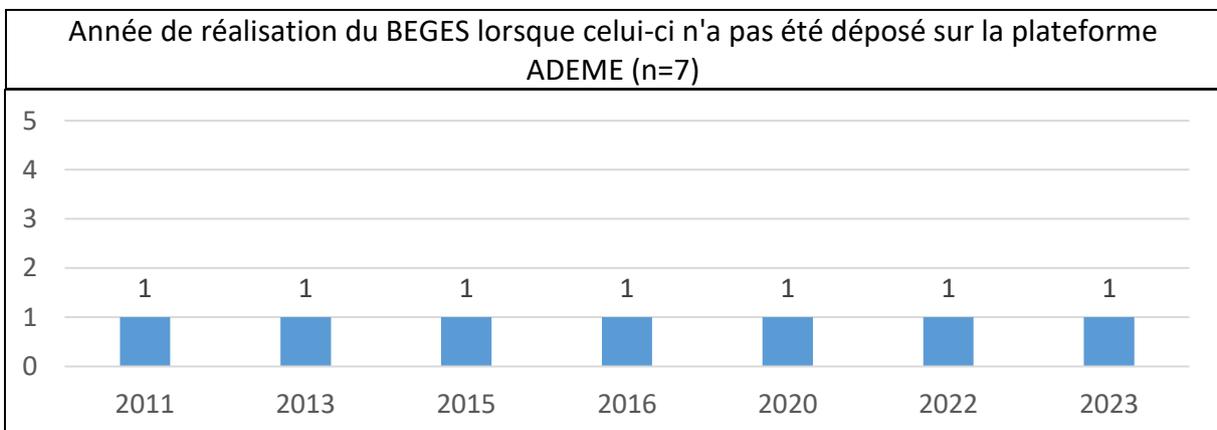
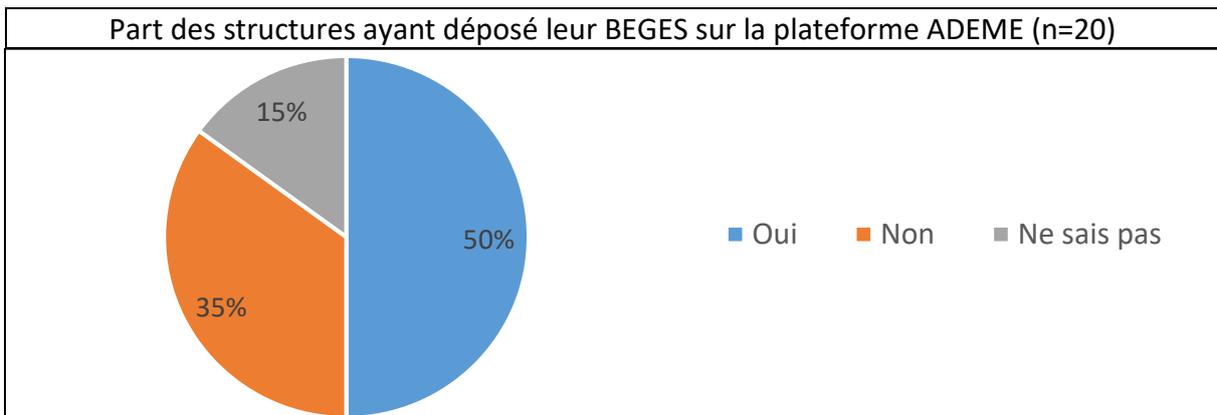
3. Contexte global des structures répondantes





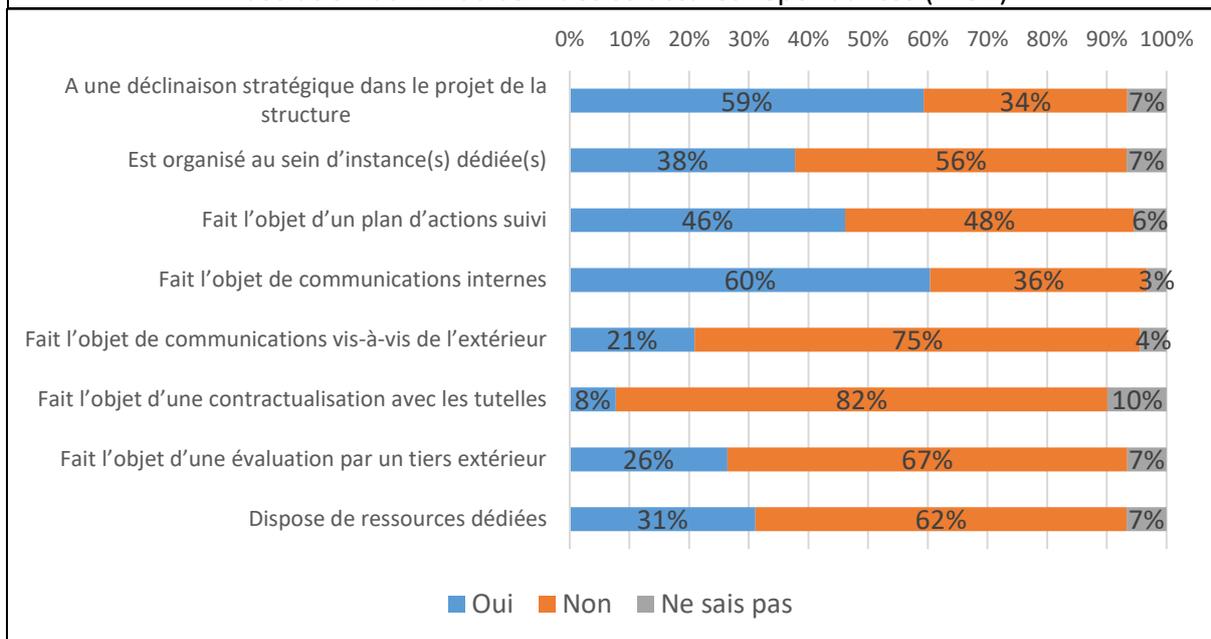
Verbatim des autres motifs de non-réalisation d'un BEGES (N=3)

Etablissement en cours de reconstruction
 La structure n'est pas propriétaire des bâtiments donc n'a pas de leviers suite à l'état des lieux.
 prévu à l'étude

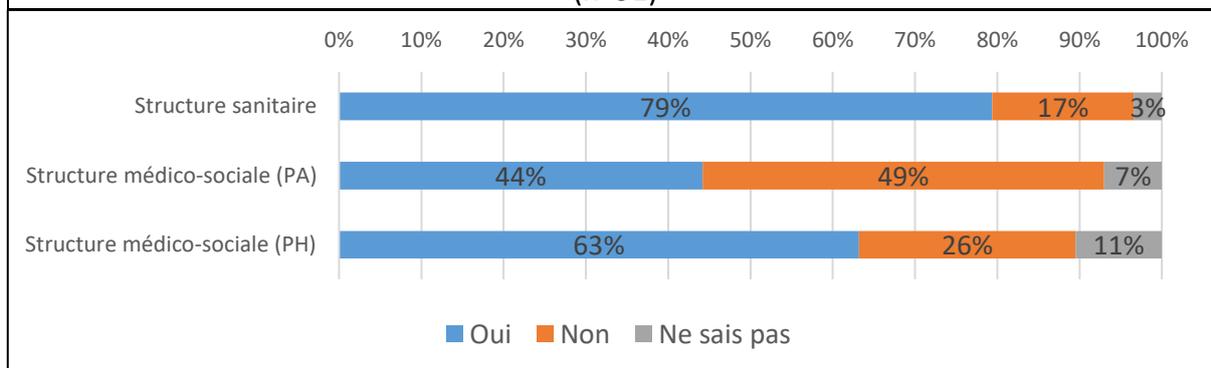


Q2

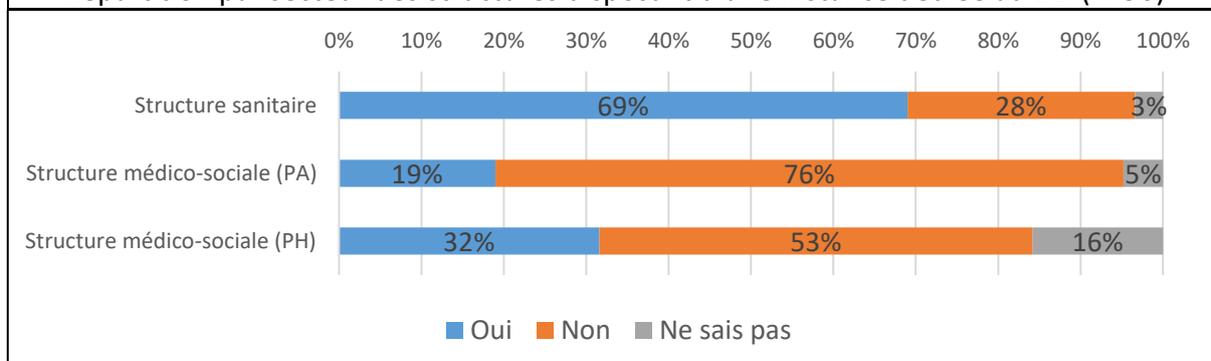
Illustration du DD au sein des structures répondantes (n=91)

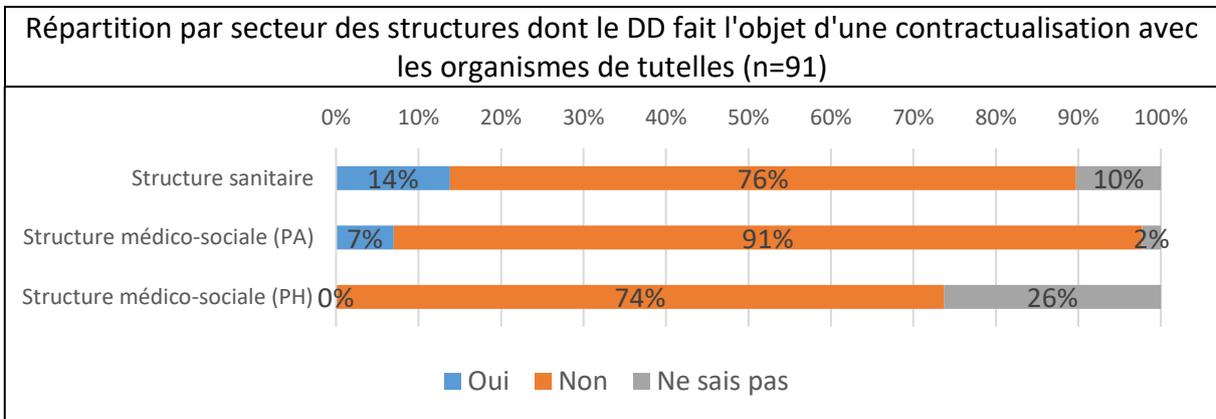
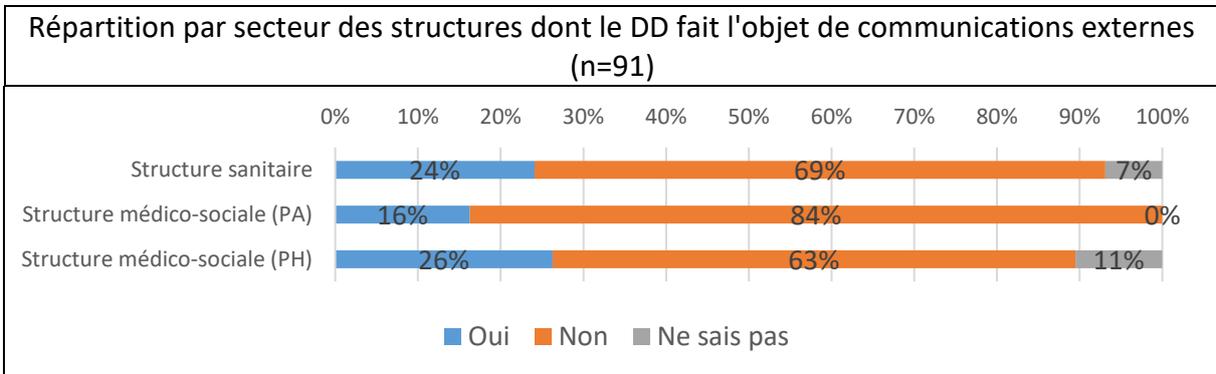
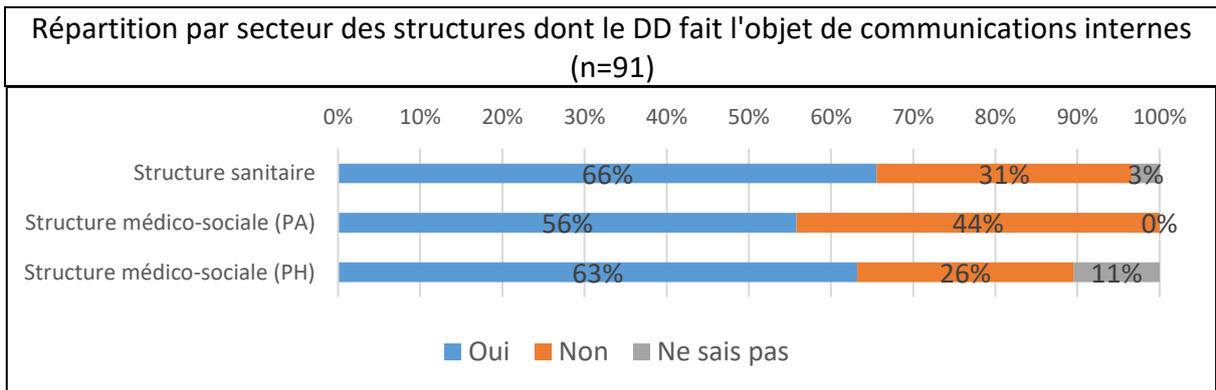
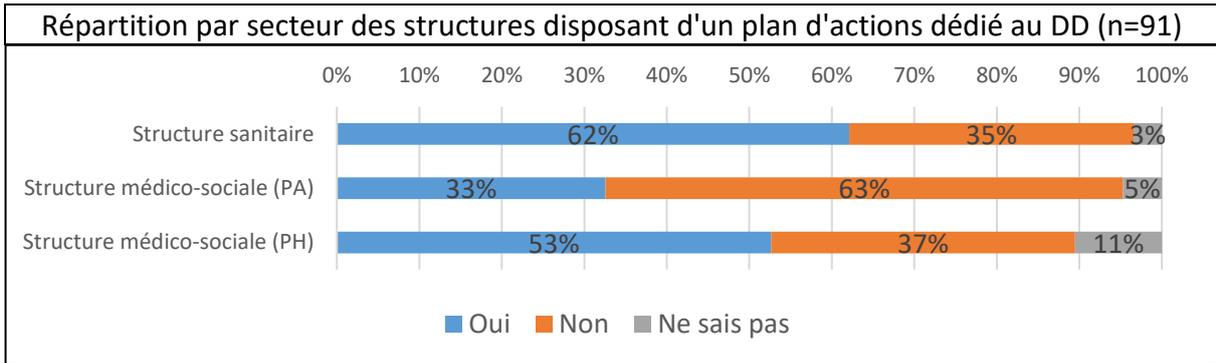


Répartition par secteur des structures disposant d'une déclinaison stratégique du DD (n=91)

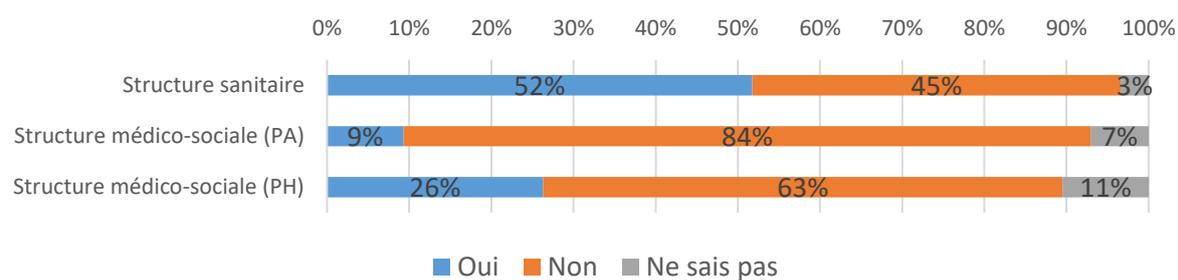


Répartition par secteur des structures disposant d'une instance dédiée au DD (n=90)

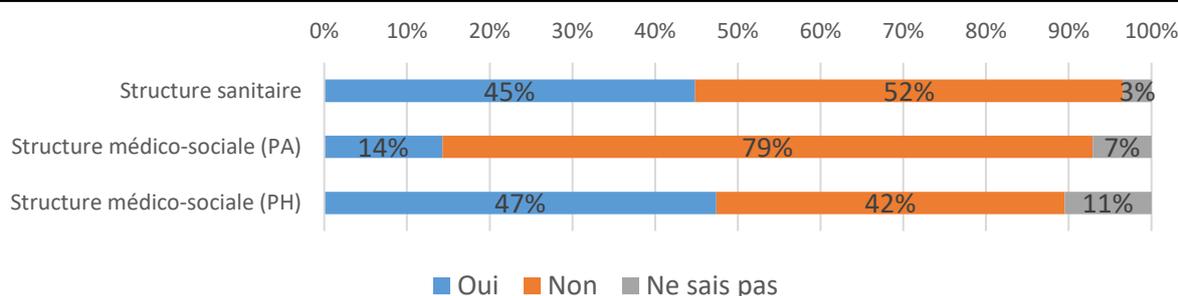




Répartition par secteur des structures dont le DD fait l'objet d'une évaluation par un tiers extérieur (n=91)



Répartition par secteur des structures disposant de ressources dédiées sur le DD (n=90)



Verbatim des autres illustrations du DD au sein des structures répondantes (n=7)

COPIL mis en place sur des segments spécifiques :

- Energies
- Transport
- Déchets (structuration filières)

Dans le cadre de l'AMI de l'ANAP, je partage avec d'autres associations l'appui d'un CTES qui nous accompagne dans les projets de diagnostic et aménagement. Il y a donc une aide partielle au soutien de l'association.

En cours de réalisation, suite à la réalisation en cours de deux dispositifs d'accompagnement par la MAPES : Décarbonation et RSO.

L'association XXX s'est engagée cette année dans une démarche RSE

Participation des résidents à la commission

Journée du développement durable

Accompagnement par le conseiller en transition énergétique

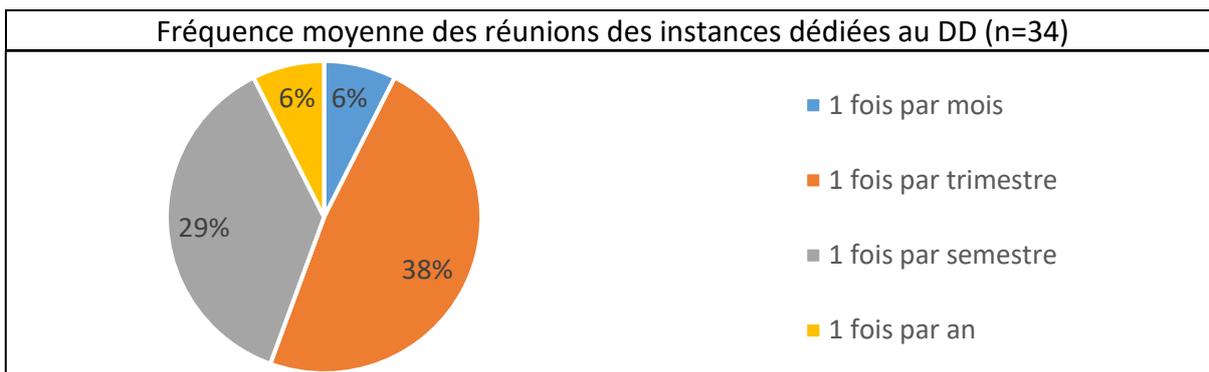
Accompagnement de la MAPES pour la décarbonation

Accompagnement mise en place de la RSE par le cabinet Goodwill

Participation à des journées organisées par la MAPES

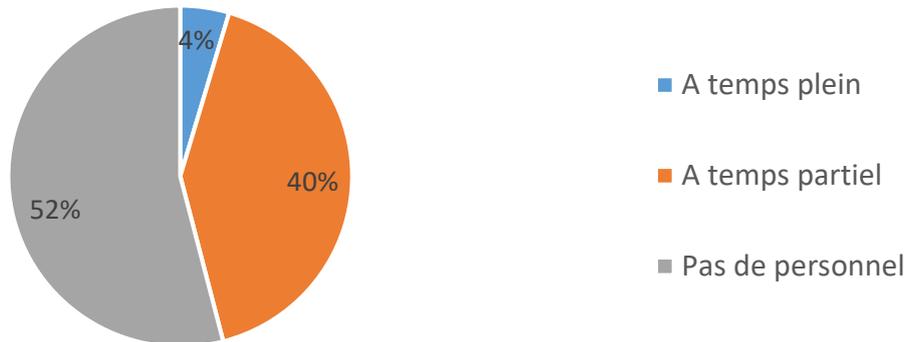
Suivi avec le projet ETE et ACEP 49

Une démarche de développement durable est envisagée

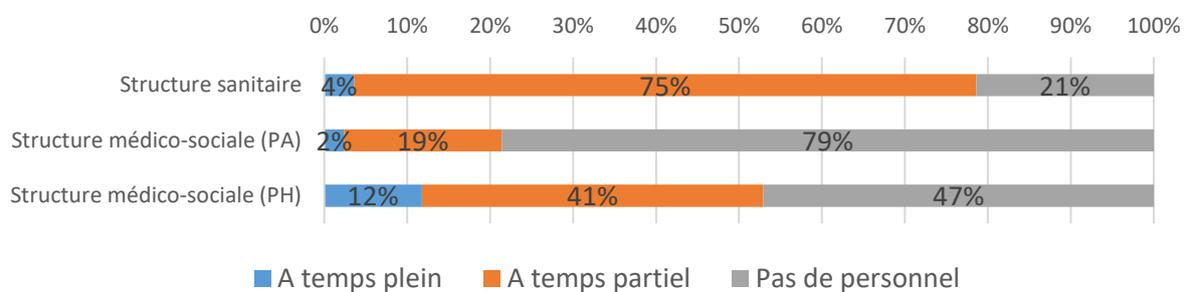


Q3

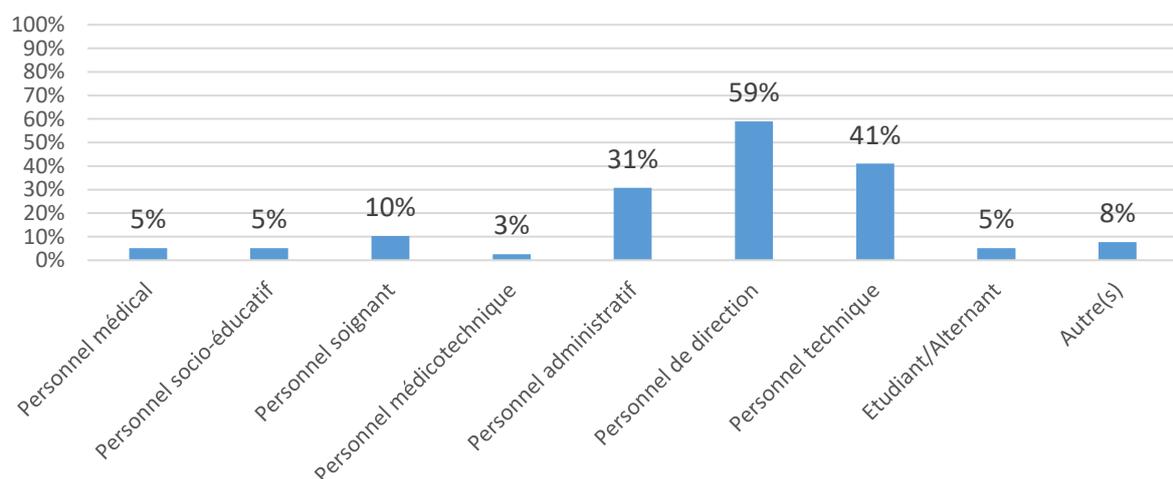
Part des structures disposant de personnel dédié au développement durable (n=91)



Répartition par secteur des structures disposant de personnel dédié au développement durable (n=91)



Profils des professionnels dédiés au DD parmi les structures en disposant (n=39)



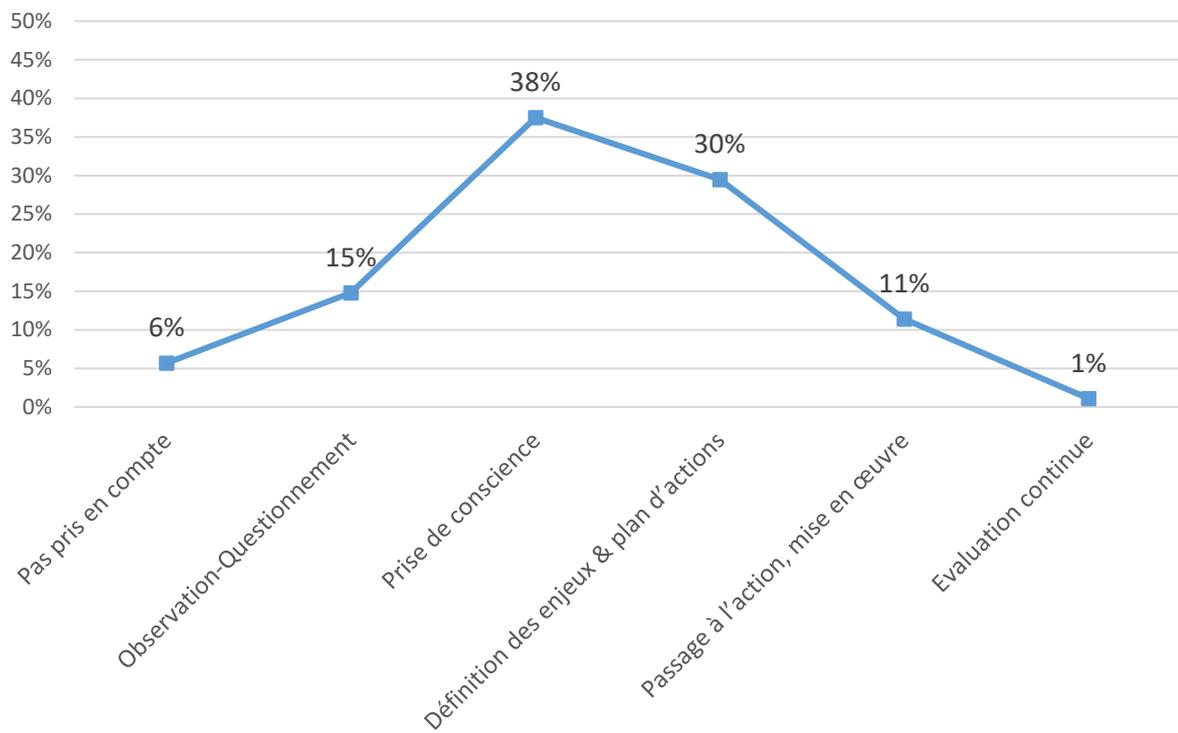
Verbatim des autres profils des professionnels dédiés au DD (n=2)

ENVIRON UNE QUINZAINE DE PERSONNES DEDIEES AU GROUPE DEVELOPPEMENT DURABLE

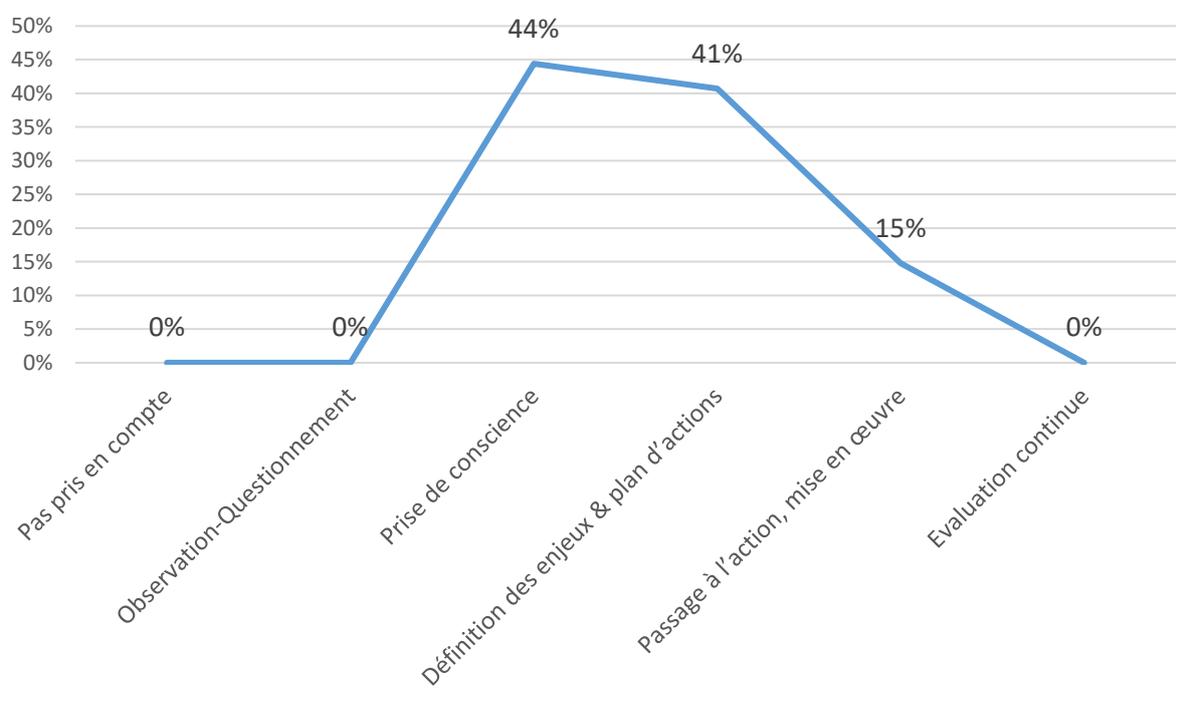
Plusieurs personnes investies en plus des missions de base

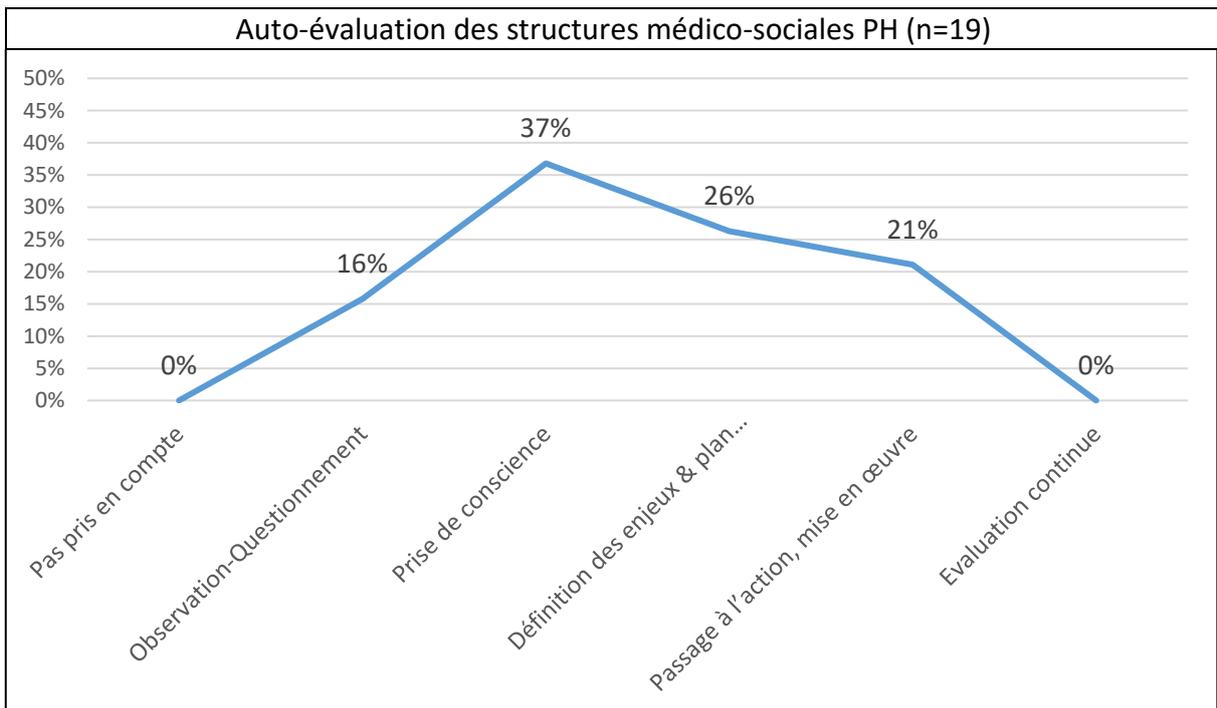
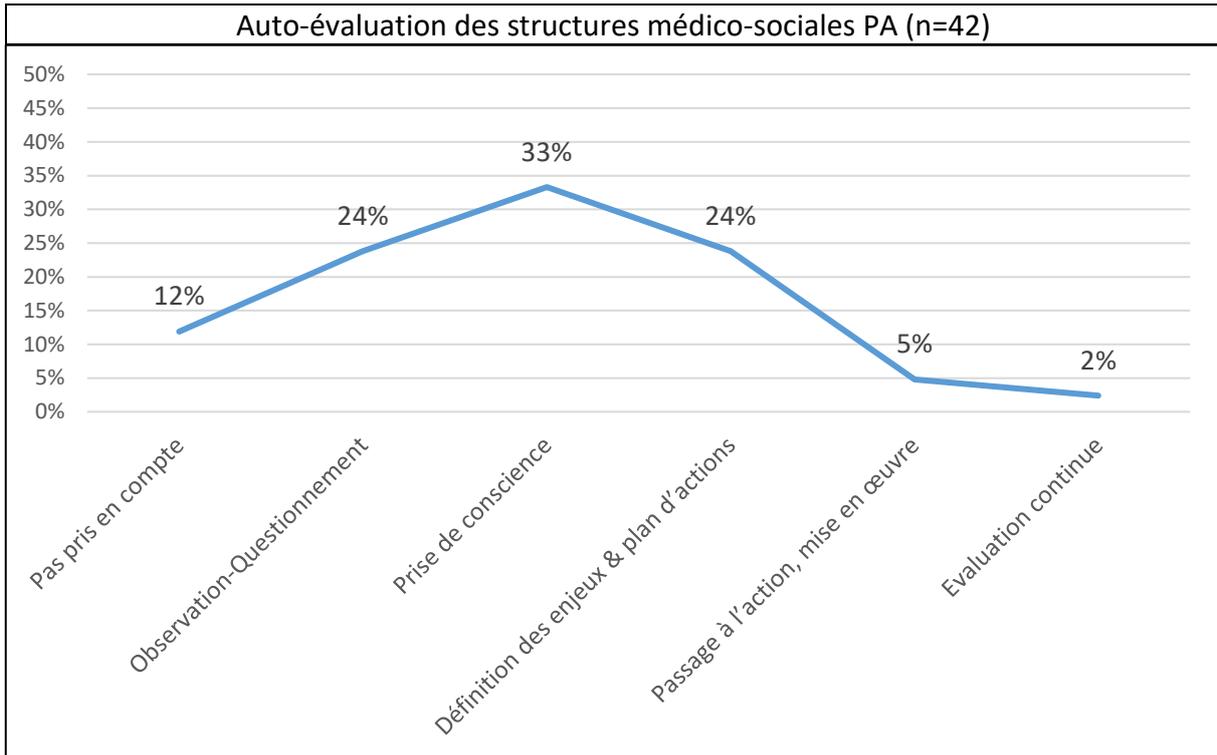
Q4

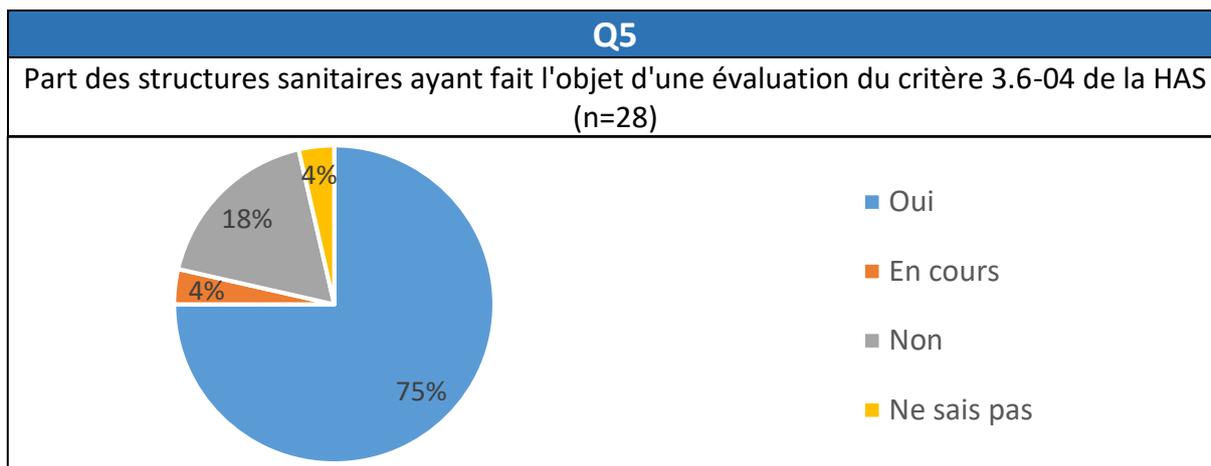
Auto-évaluation de la dynamique développement durable interne par les structures répondantes (n=88)



Auto-évaluation des structures sanitaires (n=27)







Verbatim des actions mises en place par les structures sanitaires pour répondre au critère HAS (n=14)
Certification, audits systèmes, charte dev durable, plan d'action. Point fort de la démarche de certification. En 2027 pour le médicosocial
Comité de pilotage, Plan d'actions, Communication, Suivi des effluents, des déchets, Audit environnementaux
Création d'un COPII dédié et de groupes de travail
Evaluation Externe sur XXX, construction d'une réponse direction commune.
Existence d'un bilan assez complet des risques environnementaux dans le plan de gestion des crises et surtout des actions DD inscrites au PAQSS ARS en 2019 inspection sur le plan de gestion des risques
Existence d'un plan blanc prenant en compte les risques environnementaux auxquels peut être exposés l'établissement. + Règles spécifiques et plan de continuité de l'activité sur certaines situations.
Les éléments ont été communiqués par téléphone à mes collègues.
Les supports des soins des usagers sont des ateliers thérapeutiques dont des cultures maraichères labellisées Agricultures Biologiques AB
Objectifs et actions Améliorer les filières déchets "1- Réaliser des audits 2- Rencontrer des prestataires" Améliorer la communication Mise à jour des affichages en lien avec le Développement Durable Enquête de mobilité Mise en place d'un plan d'action mobilité douce et covoiturage Définir une démarche Développement Durable "1- Définir et mettre en œuvre un groupe de travail Développement Durable 2- Définir les objectifs du groupe de travail 3- Réaliser une Auto-évaluation de la démarche (outil QUALIREL SANTE ou baromètre FHF)" Mettre à jour la gestion documentaire en lien avec la thématique "1- Mettre à jour des protocoles et procédures 2- Mettre à jour la Politique de Développement Durable" Mettre en œuvre des indicateurs pertinents en lien avec la thématique "1- Suivre les indicateurs en lien avec les biodéchets 2- Evaluer la production des déchets et des rejets d'effluents 3- Mettre en œuvre d'indicateur de valorisation économique (visio-conférence) 4- Suivre les indicateurs en lien avec les réseaux de chauffage" Augmenter la part de l'énergie solaire dans notre consommation électrique Installer des panneaux photovoltaïques parking Valoriser nos déchets "1- Mettre en pratique le tri sélectif 2- Réfléchir sur des filières de valorisation spécifiques (mégots, masques...)" Installer des bornes électriques Etudier la faisabilité Mettre en œuvre l'éco-pâturage Réduire la production de déchets "1- Faire des achats éco-responsable : Emballages biodégradables pour supprimer le carton 2- Contrôler les impacts 3- Supprimer le plastique en restauration (loi EGALIM)"
Plan d'urgence= plan blanc + plan bleu

Réduction des conso d'énergie, baisse des consommation d'eau, intégration du développement durable dans la politique achat, valorisation des déchets et réduction des quantité produites.

Tri des déchets

Energies renouvelables

Véhicules propres

Politique dans le projet d'établissement

Visite de certification prévue pour février 2024.

- les économies d'énergie : plan de rénovations des toitures, huisseries, isolations des combles et suivi des consommations

- la consommations de l'eau : motorisation des vannes 2 voies pour le chauffage, changement des lave-vaisselles,

- sur la qualité de l'air : ventilation double flux

- gestion du patrimoine : schéma patrimonial pour définir les bâtiments à conserver et à céder ou à mettre en location ; regroupement de structures, veille régulière du patrimoine végétal et plan de replantation, éco pâturage, absence de produits phytosanitaires depuis plus de 12 ans, partenariat avec des acteurs locaux et plan de chasse.

- Mise en place de la dématérialisation des PJ aux services achats et financiers, imprimantes en réseau

- Filières fermentescibles

- transport : mutualisation des transports patients, voiture électrique et mise en place de liaison logistiques pour les structures hospitalières.

- Nutrition : mise en place de plat végétarien, de l'éducation thérapeutique des patients, travail sur le gaspillage alimentaire

Part des structures médico-sociales (PA) ayant fait l'objet d'une évaluation du critère 3.14-01 de la HAS (n=42)



Verbatim des actions mises en place par les structures médico-sociales (PA) pour répondre au critère HAS (n=5)

Cela se fait notamment par le plan bleu et le PCA initié lors de la crise sanitaire de la COVID

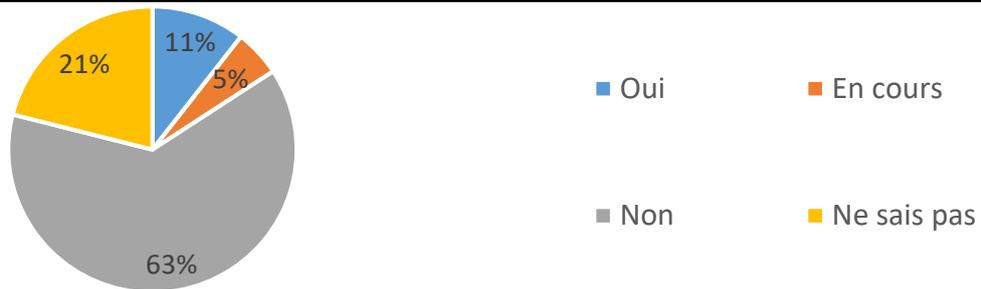
LABELLISATION RSE EN COURS

PLAN BLEU

Plusieurs procédures pour les risques inondation, coupure de courant, épidémies, intoxication au monoxyde de carbone

Réécriture du plan de gestion de crise et de son plan d'actions en cours

Part des structures médico-sociales (PH) ayant fait l'objet d'une évaluation du critère 3.14-01 de la HAS (n=19)



Verbatim des actions mises en place par les structures médico-sociales (PH) pour répondre au critère HAS (n=2)

Le XXX fait l'objet d'évaluations régulières par les organismes habilités.

LE PLAN BLEU EST EN COURT DE FINALISATION

Verbatim des commentaires et remarques sur la partie "Mieux appréhender le contexte de votre structure" (n=11)

A noter la difficulté de mise en oeuvre de la loi EGALIM avec la compatibilité du GHT et des marchés publics. Injonctions contradictoires entre une filière circuit court et locale et les marchés UNIHA.

Actuellement, nous débutons l'étude de réhabilitation de l'installation solaire qui ne fonctionne plus depuis de nombreuses années. Nous collaborons à la politique RSE au sein du groupe XXX.

cela dépasse le rôle d'un directeur d'établissement

En cours de suivi du dispositif RSE et Décarbonation avec la MAPES.

Je désire en savoir plus et avoir plus d'informations à ce sujet

La réflexion est à l'état embryonnaire

Le CH XXX est en direction commune avec le CH XXX. Les instances sont communes (y compris avec XXX) et organisées par le XXX

Le développement durable s'il ne fait pas actuellement pas l'objet d'une activité bien cadrée est malgré tout présent dans nos actions de relamping par exemple et le souhait d'améliorer nos consommations en les réduisant.

Nous avons intégré le groupe Univi au 1 janvier 2023. Ce dernier fait du développement durable un axe prioritaire, intégré à la labellisation du groupe

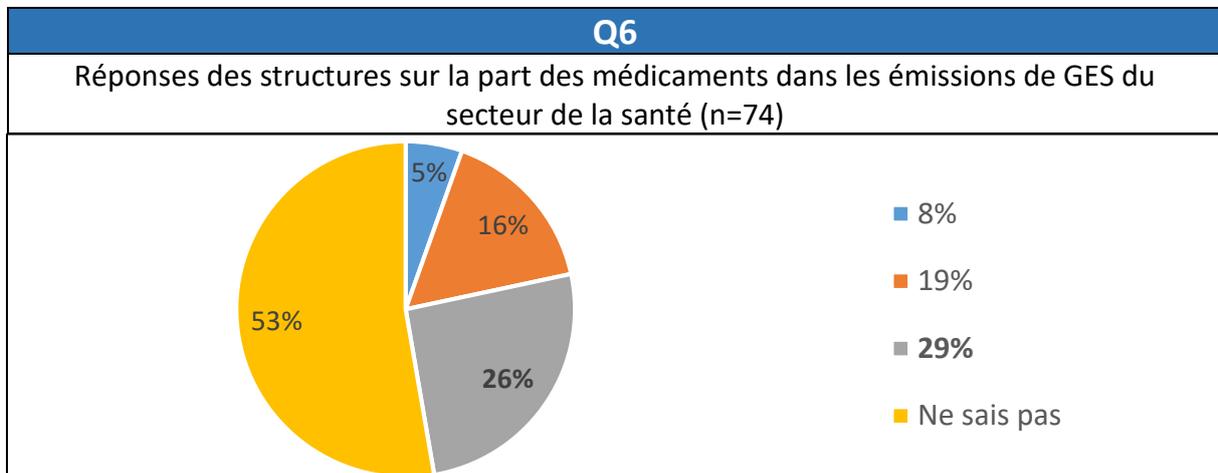
Les analyses d'émission de gaz à effet de serre sont en cours d'exploitation

Nous réalisons actuellement avec la MAPES et NEPSN notre bilan Carbone si ce n'est le financement par l'appel à projet. le financement est assuré par les fonds propres de l'établissement

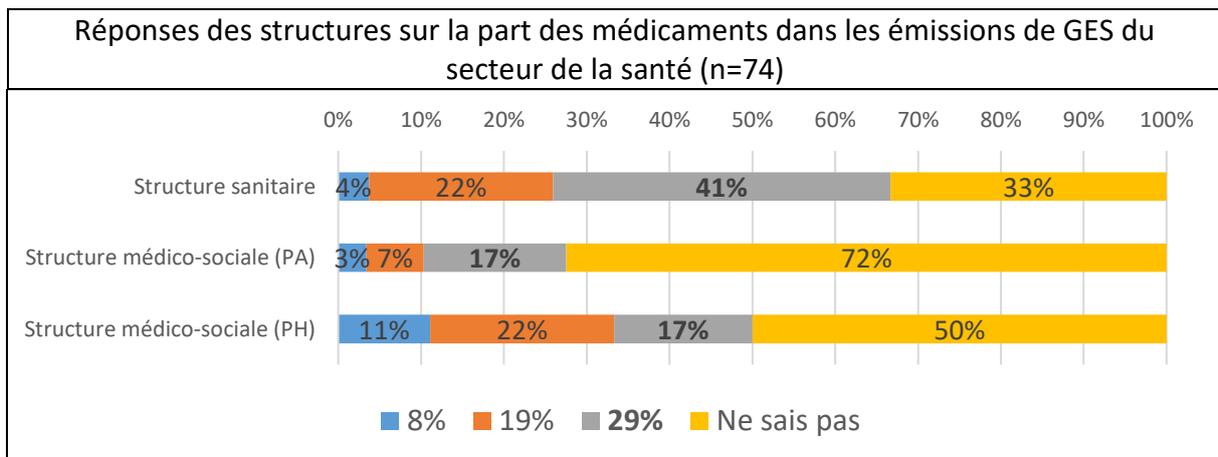
Réunions BEGES annuelles, mais il vient d'être récemment créé un COPIL et Groupe de travail dont un spécifique à la sobriété énergétique, dont la récurrence est de 2 à 3 COPIL et 3 à 4 GT.

4. Médicaments et dispositifs médicaux :

4.1. Connaissance des structures répondantes sur les émissions de GES liées aux achats de médicaments et dispositifs médicaux :



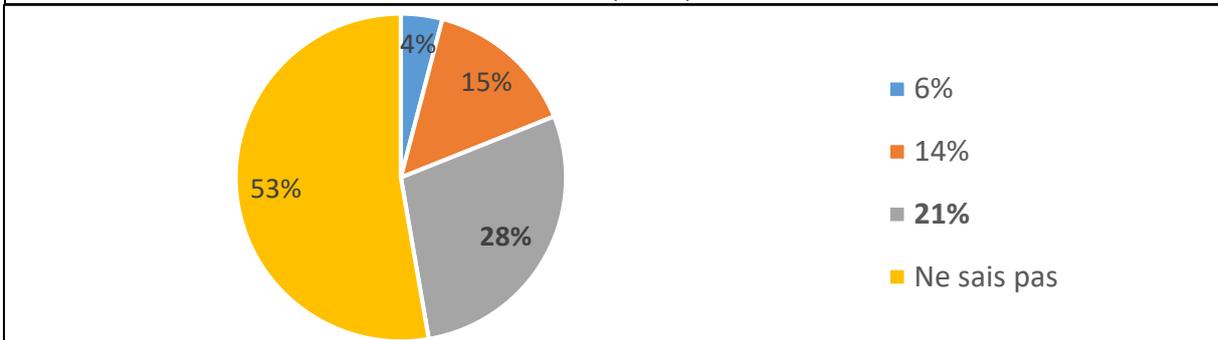
NB : La réponse juste est en **gras**.



NB : La réponse juste est en **gras**.

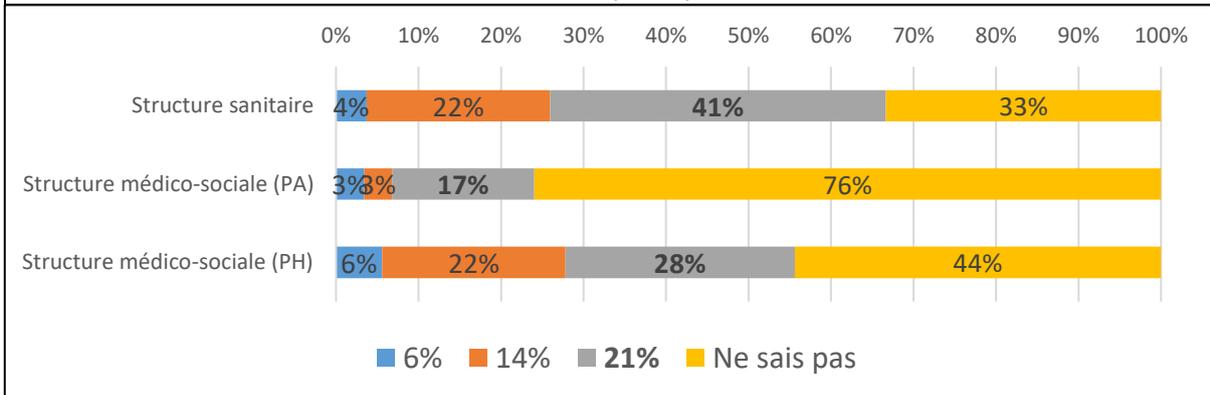
Q7

Réponses des structures sur la part des DM dans les émissions de GES du secteur de la santé (n=74)



NB : La réponse juste est en **gras**.

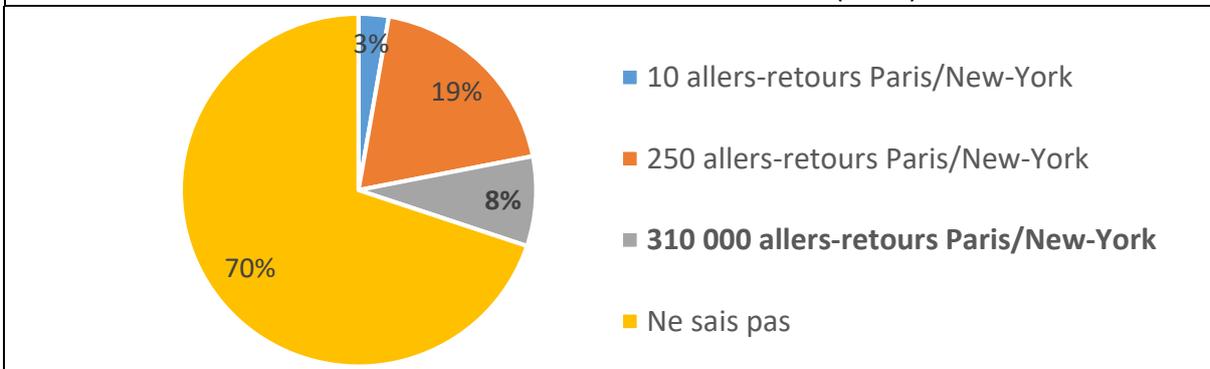
Réponses des structures sur la part des DM dans les émissions de GES du secteur de la santé (n=74)



NB : La réponse juste est en **gras**.

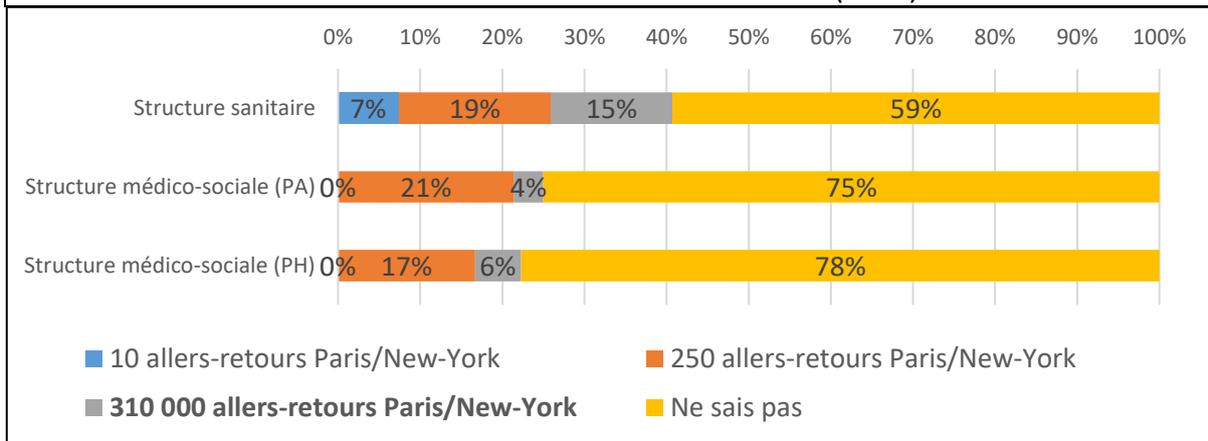
Q8

Réponses des structures sur l'équivalence de l'empreinte carbone de la consommation des inhalateurs associés à la DCI Salbutamol (n=73)



NB : La réponse juste est en **gras**.

Réponses des structures sur l'équivalence de l'empreinte carbone de la consommation des inhalateurs associés à la DCI Salbutamol (n=73)



NB : La réponse juste est en gras.

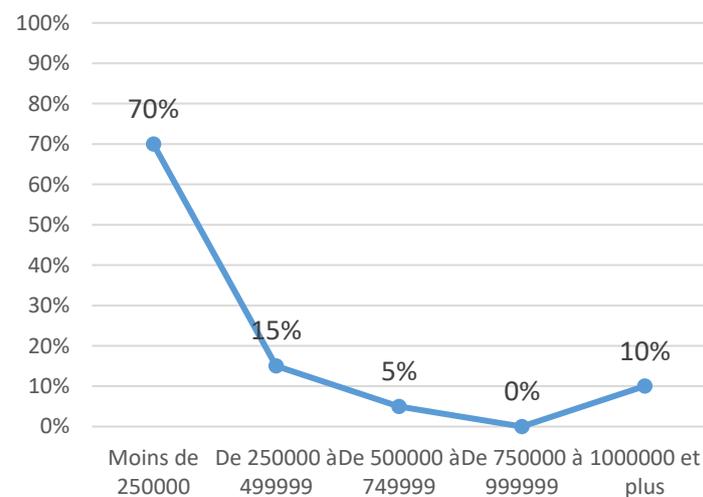
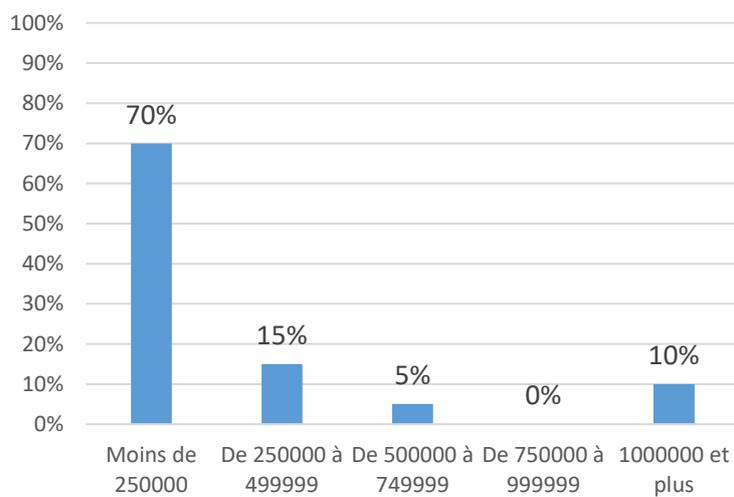
4.2. Actions des structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées aux achats de médicaments et dispositifs médicaux :

Q9
Montant annuel (en k€) des médicaments achetés par les structures (n=45)

Par les structures sanitaires (n=20)

Moyenne = 4056551,75 Médiane = 41805,50

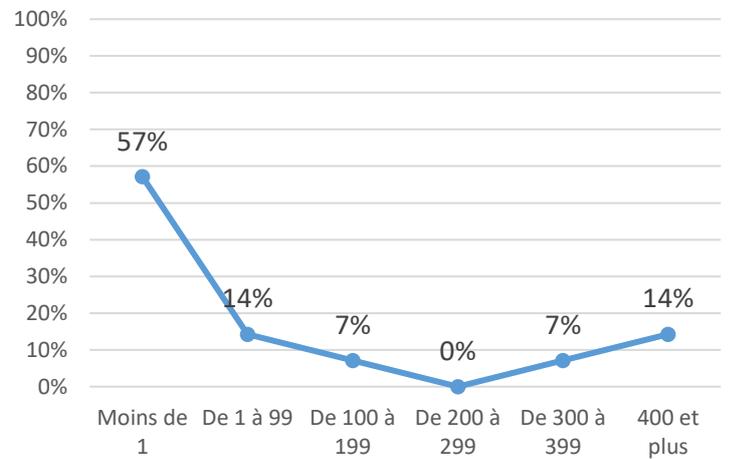
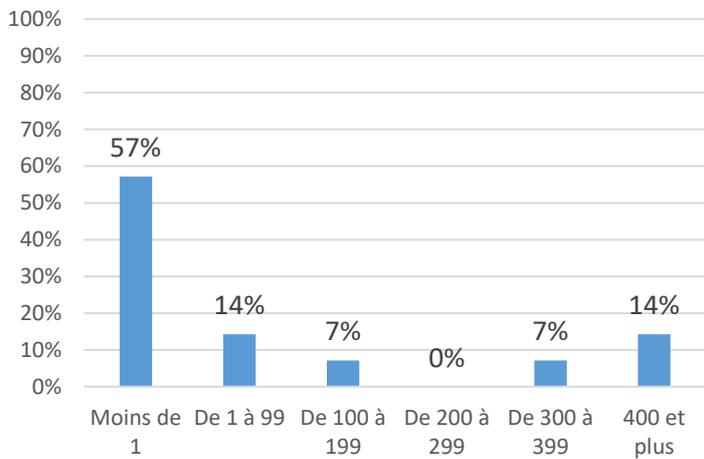
Min = 65 Max = 65000000



Par les structures médico-sociales PA (n=14)

Moyenne = 895,21 Médiane = 0,00

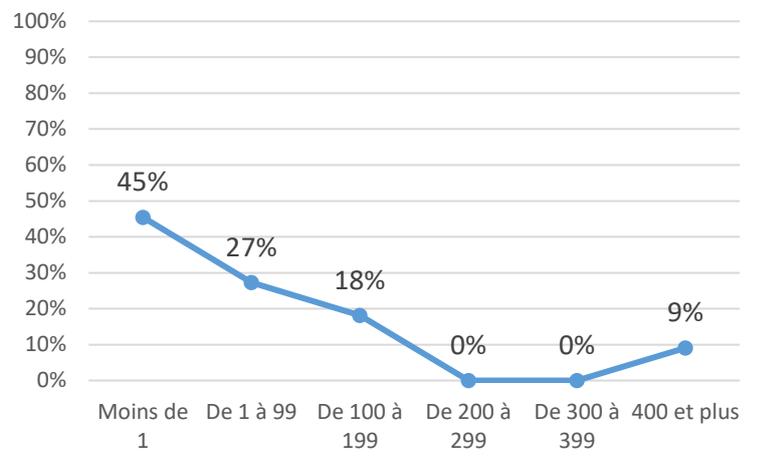
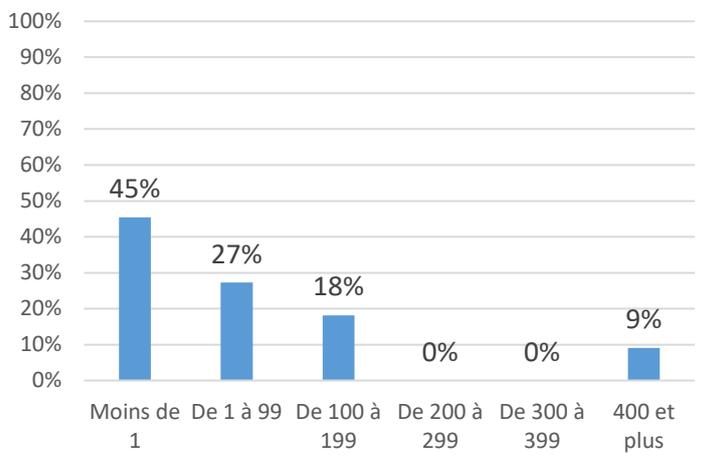
Min = 0 Max = 10000



Par les structures médico-sociales PH (n=11)

Moyenne = 6519,00 Médiane = 1,00

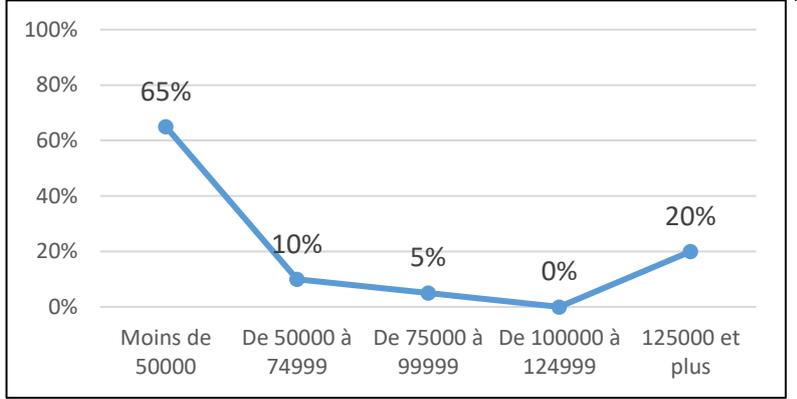
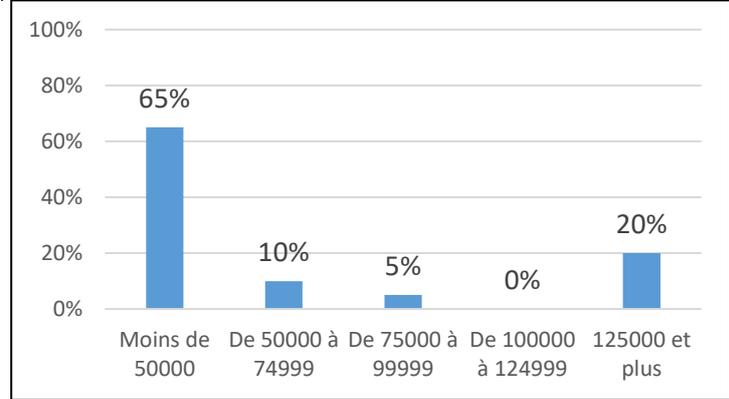
Min = 0 Max = 71330



Q10
Montant annuel (en k€) des dispositifs médicaux achetés par les structures (n=44)

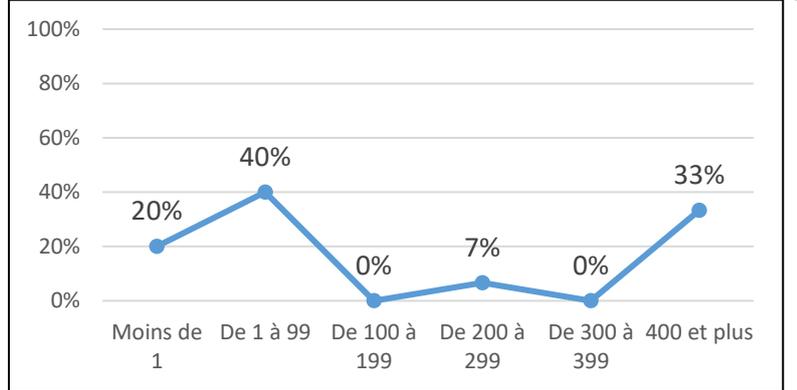
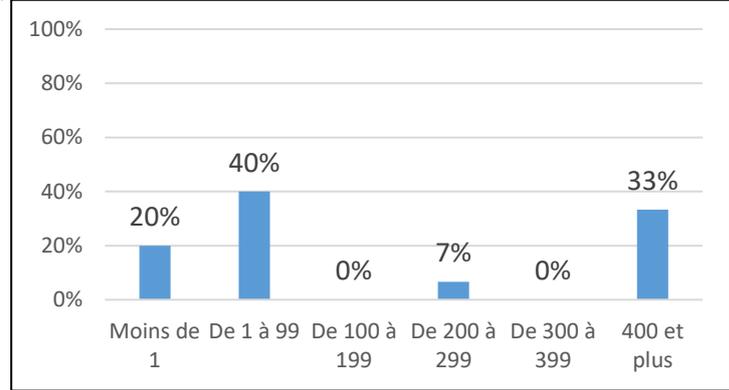
Par les structures sanitaires (n=20)

Moyenne = 1101637,10 Médiane = 13905,50
 Min = 9 Max = 15000000



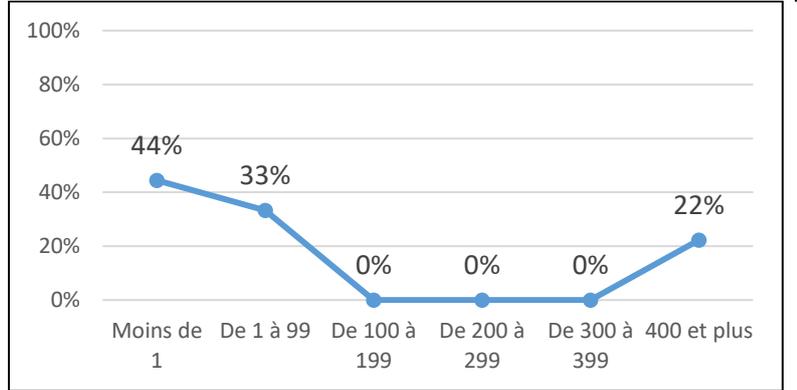
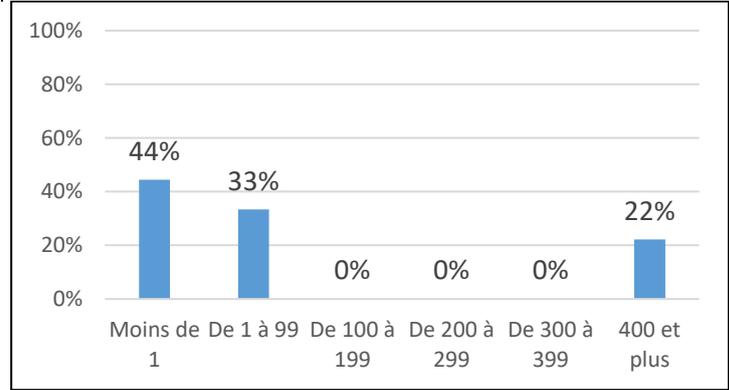
Par les structures médico-sociales PA (n=15)

Moyenne = 8736,13 Médiane = 30,00
 Min = 0 Max = 35000



Par les structures médico-sociales PH (n=9)

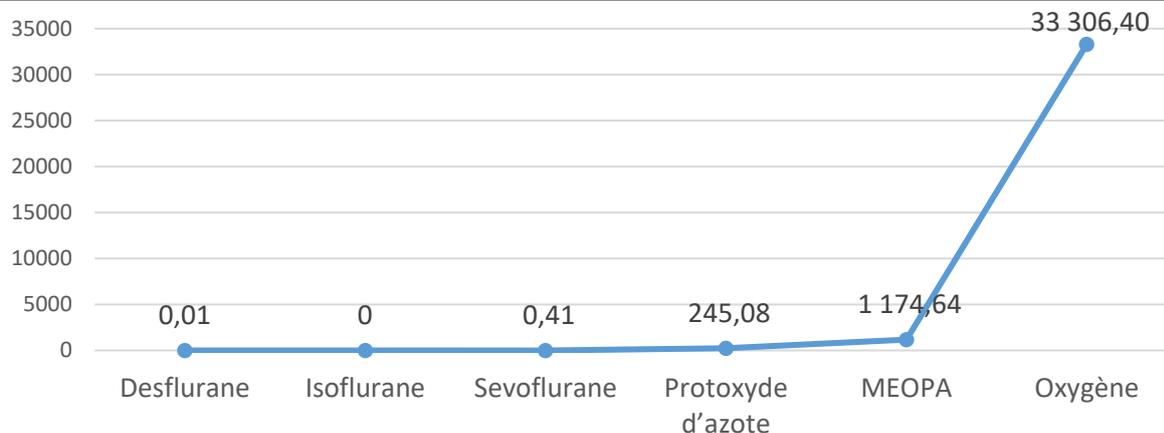
Moyenne = 12619,89 Médiane = 1,00
 Min = 0 Max = 110000



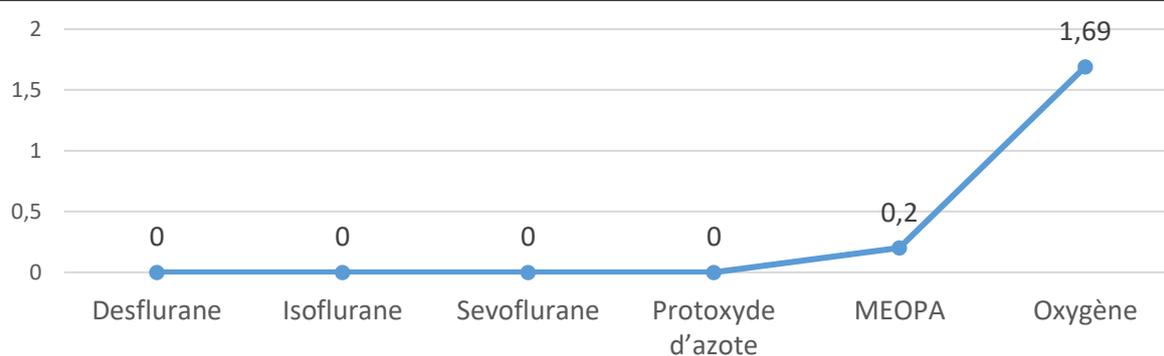
Q11

Quantité annuelle (en m3) de fluides et gaz médicaux achetés par les structures

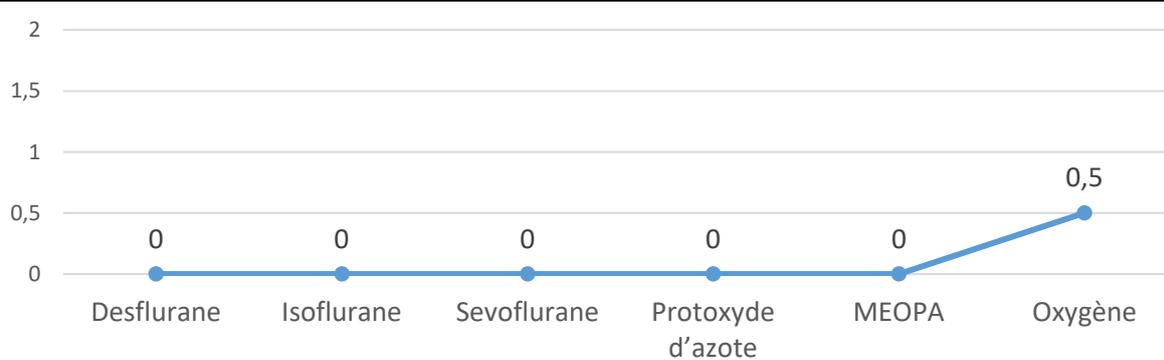
Quantité annuelle moyenne (en m3) de fluides et gaz médicaux achetés par les structures sanitaires (n=16)



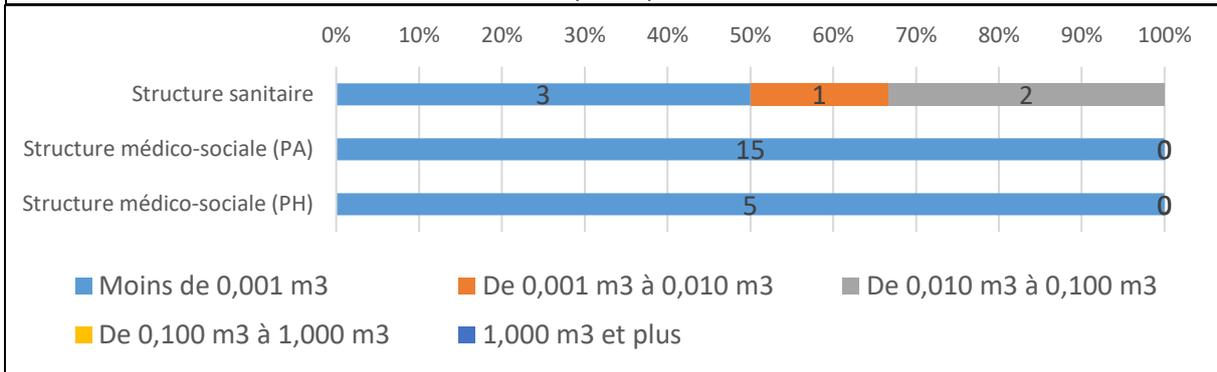
Quantité annuelle moyenne (en m3) de fluides et gaz médicaux achetés par les structures médico-sociales PA (n=16)



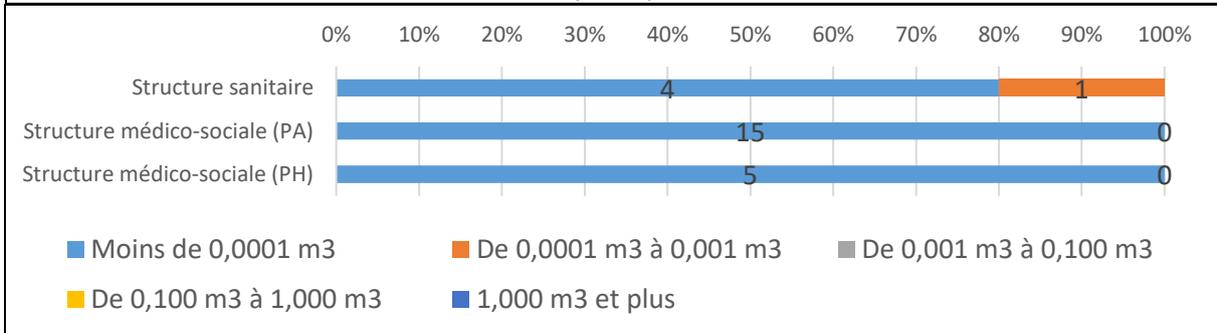
Quantité annuelle moyenne (en m3) de fluides et gaz médicaux achetés par les structures médico-sociales PH (n=6)



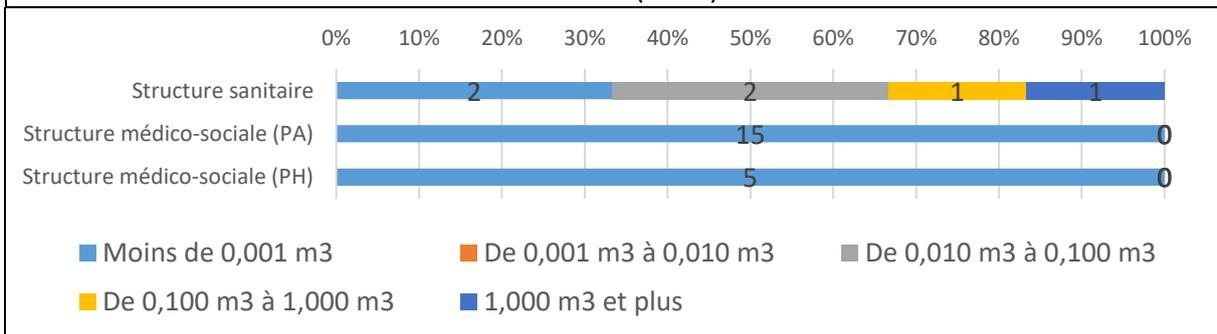
Quantité annuelle (en m3) de Desflurane achetée selon le secteur d'activité de la structure (n=26)



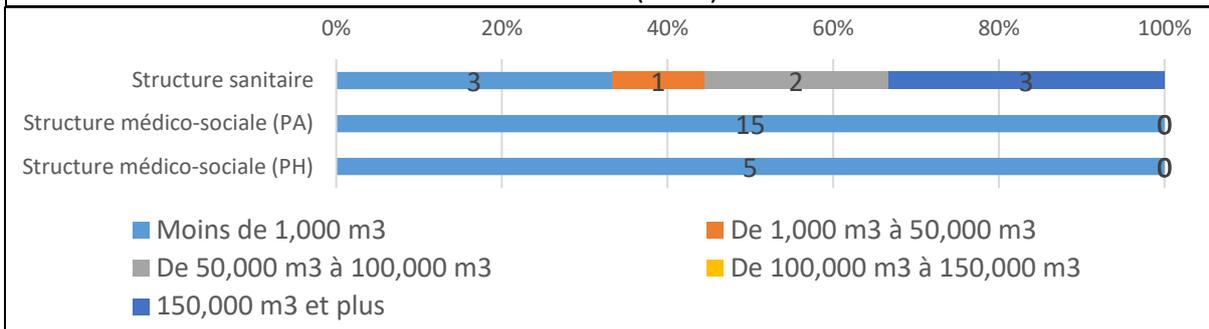
Quantité annuelle (en m3) de Isoflurane achetée selon le secteur d'activité de la structure (n=25)



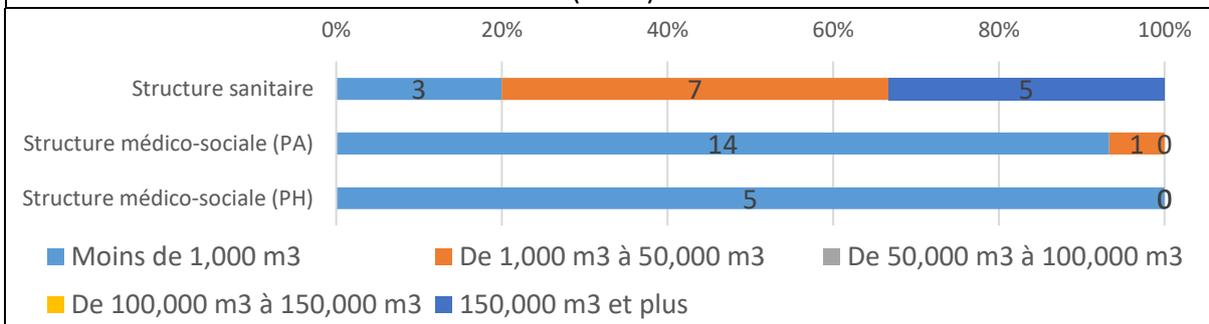
Quantité annuelle (en m3) de Sevoflurane achetée selon le secteur d'activité de la structure (n=26)



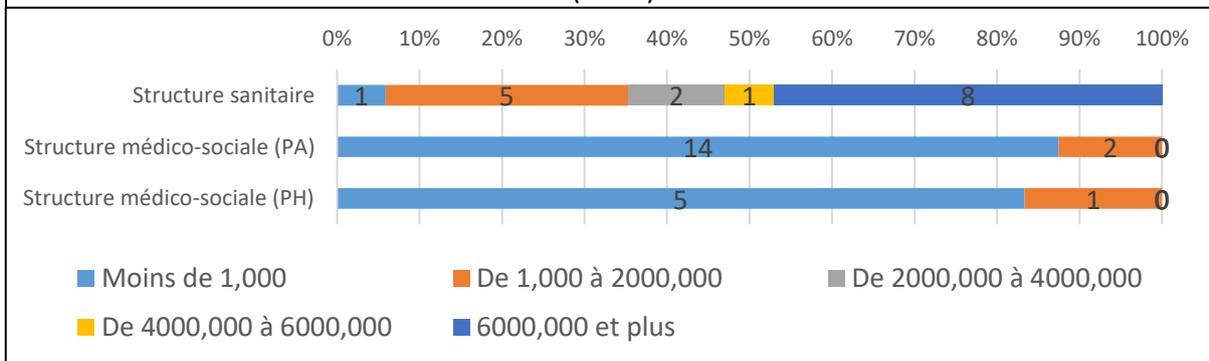
Quantité annuelle (en m3) de Protoxyde d'azote achetée selon le secteur d'activité de la structure (n=29)



Quantité annuelle (en m3) de MEOPA achetée selon le secteur d'activité de la structure (n=35)



Quantité annuelle (en m3) d'oxygène achetée selon le secteur d'activité de la structure (n=39)



Verbatim des autres fluides et gaz médicaux (n=4)

Co2 : 200 m3 (coelio)

Air 440 m3

Desflurane arrêté en 2023

Mélange EFR (He/O2/N2) 0.075m3

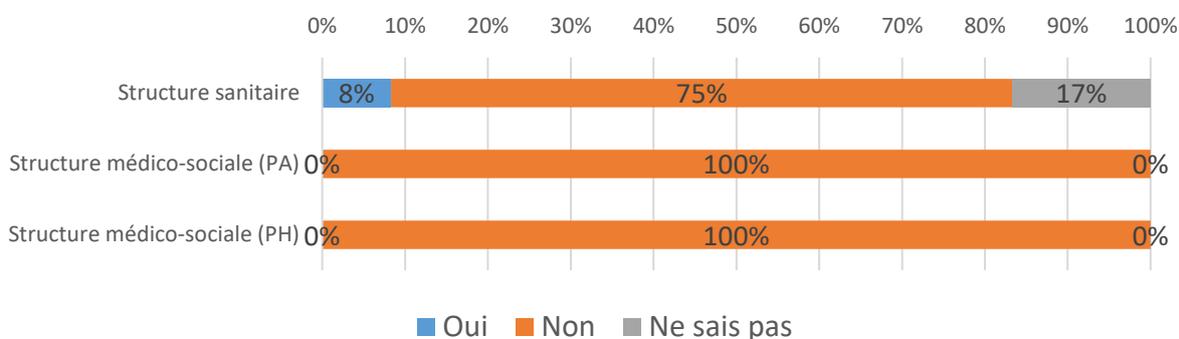
Non concernés

Q12

Connaissances des structures sur la quantité annuelle de médicaments et/ou DM non-utilisés ou jetés (n=57)



Connaissances des structures sur la quantité annuelle de médicaments et/ou DM non-utilisés ou jetés (n=57)



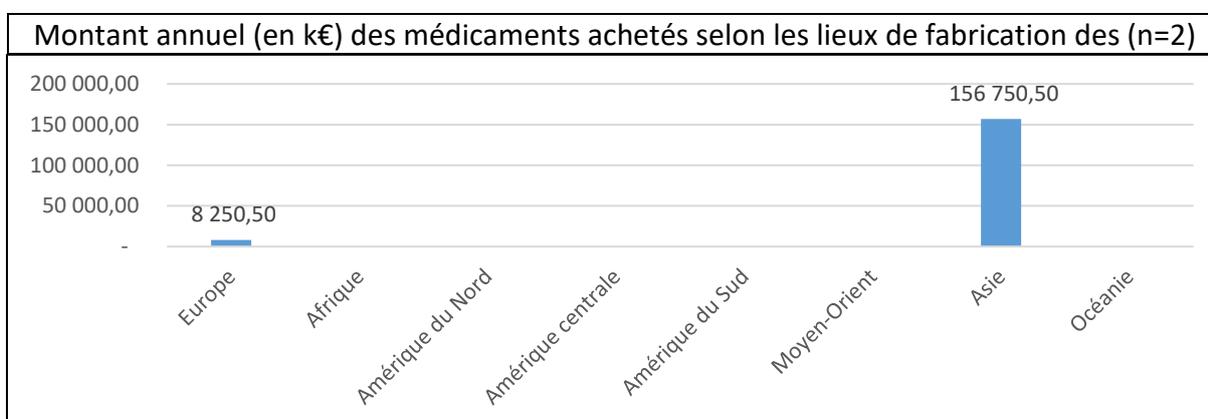
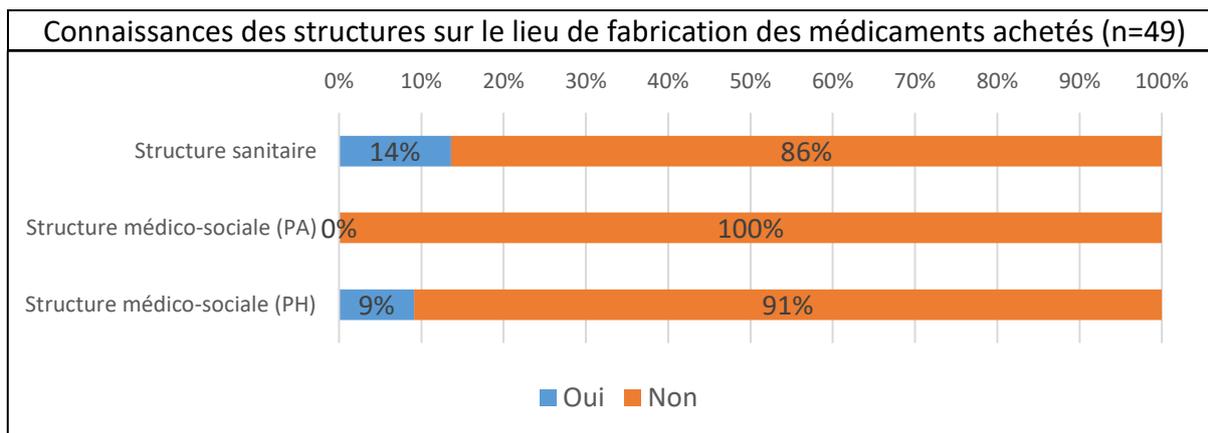
Cas d'étude de la structure sanitaire XXX

Montant annuel (en k€) de médicaments et/ou DM non-utilisés ou jetés	Montant annuel (en k€) de médicaments achetés	Montant annuel (en k€) des DM achetés	Part de MNU (en %)	Part de DM non utilisés (en %)
29	35 200	22 800	0,08%	0,13%

Q13

Connaissances des structures sur le lieu de fabrication des médicaments achetés (n=49)





Cas d'étude de la structure sanitaire XXX

Montant annuel (en k€) des médicaments achetés	Montant annuel (en k€) des médicaments achetés produits en Asie	Part des médicaments achetés produits en Asie (en %)	Montant annuel (en k€) des médicaments achetés produits en Europe	Part des médicaments achetés produits en Europe (en %)
330 000	313 500	95%	16 500	5%

Verbatim des autres lieux de fabrication des médicaments achetés (n=1)

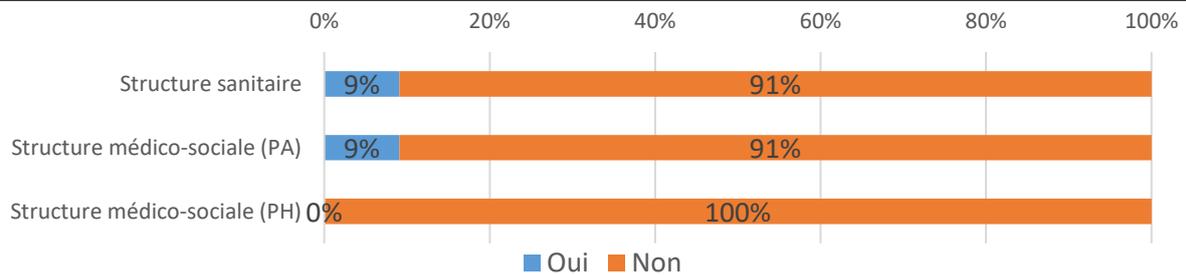
Europe et Asie

Q14

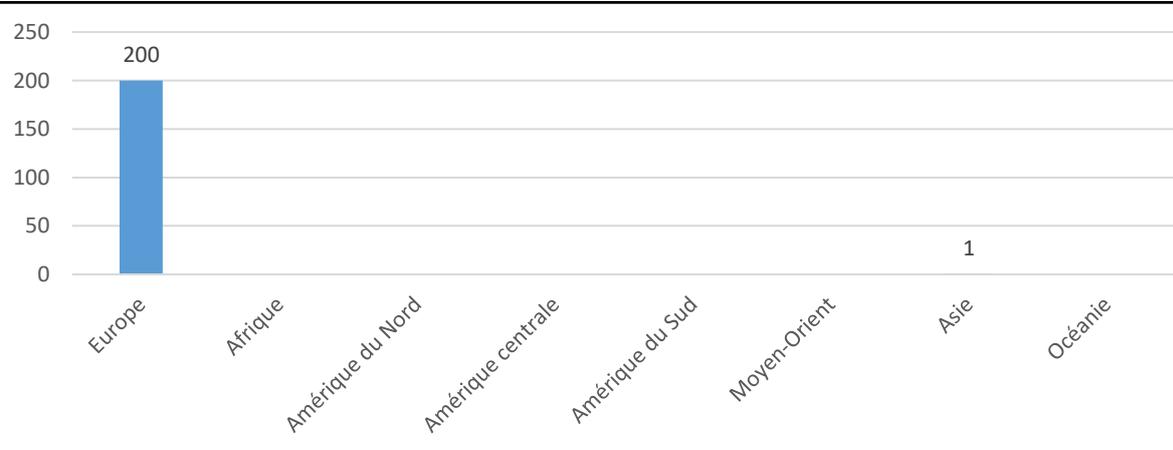
Connaissances des structures sur le lieu de fabrication des DM achetés (n=56)



Connaissances des structures sur le lieu de fabrication des DM achetés (n=56)



Montant annuel (en k€) des DM achetés selon les lieux de fabrication des (n=2)



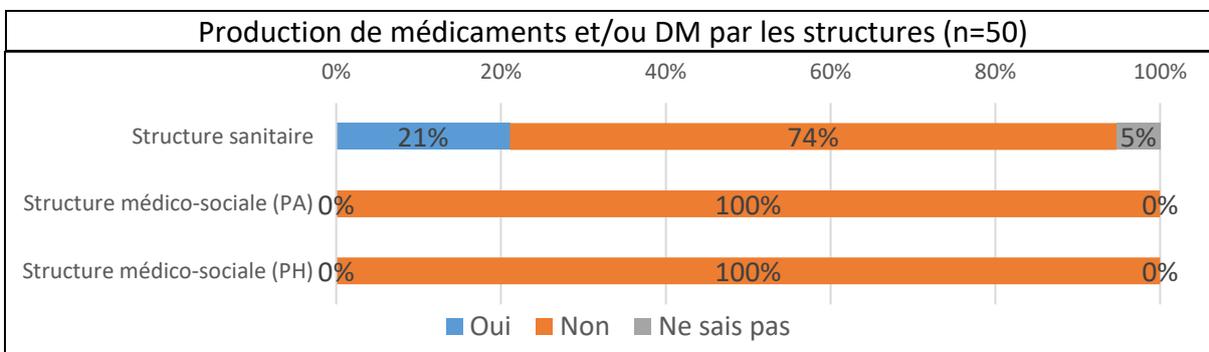
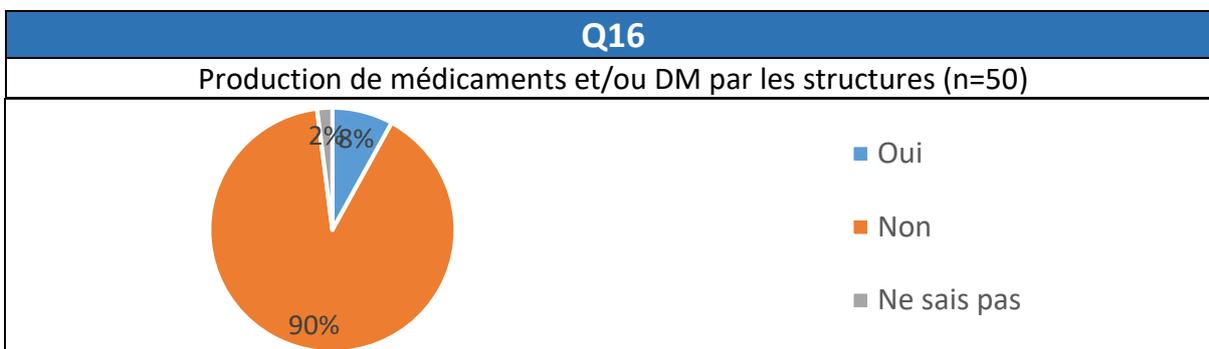
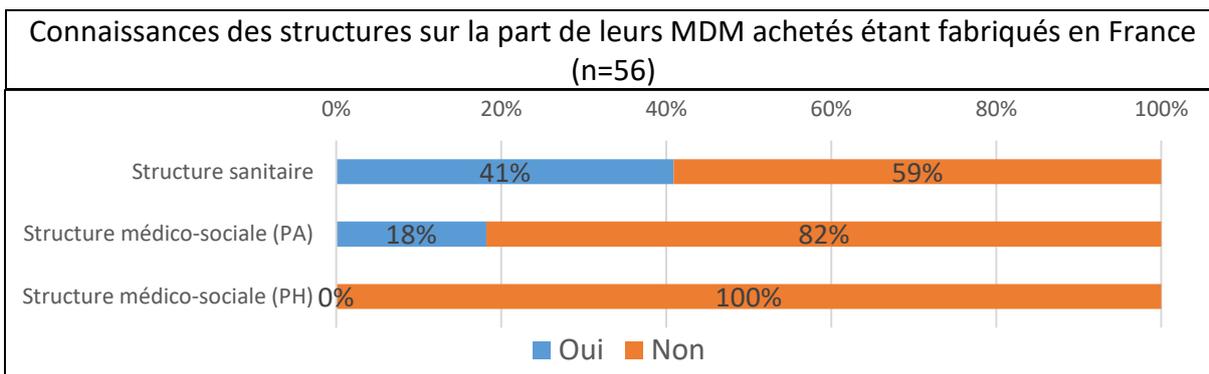
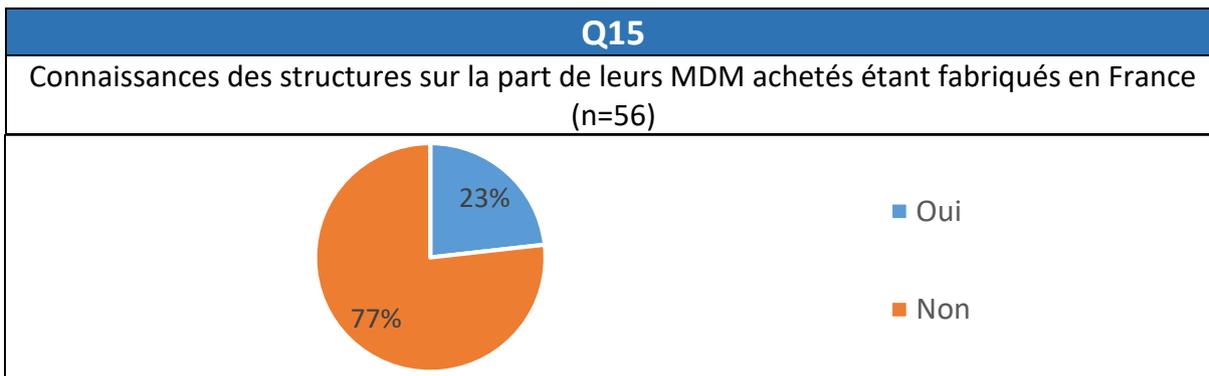
Verbatim des autres lieux de fabrication des DM achetés (n=3)

Ce sont nos gants, masques, et tabliers de protection que nous avons renseignés comme DM. Ainsi que des roly.

Sinon, en XXX, nous utilisons ce que les usagers achètent ou obtiennent pas prescription du médecin en pharmacie ou GMS (changes), auprès des pharmaciens ou fournisseurs de matériels (DM) ; et pour les soins techniques IDE (kits pansements, etc., grand gaspillage constaté !!!), ce sont les IDELS qui s'organisent eux-mêmes.

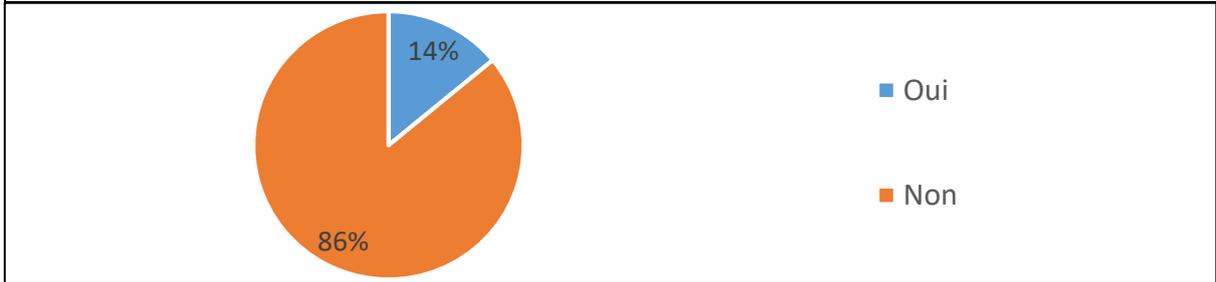
Europe, Amérique du Nord et Asie

Impossible à mesurer !

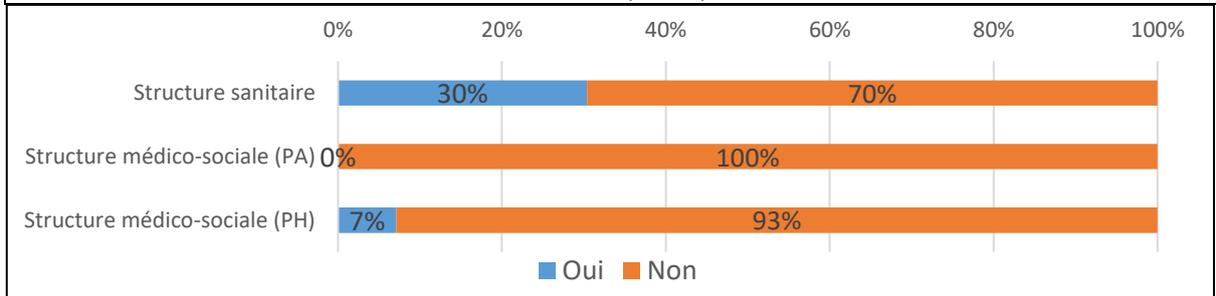


Q17

Connaissances des structures sur les procédés de fabrication des médicaments et/ou DM achetés (n=57)



Connaissances des structures sur les procédés de fabrication des médicaments et/ou DM achetés (n=57)

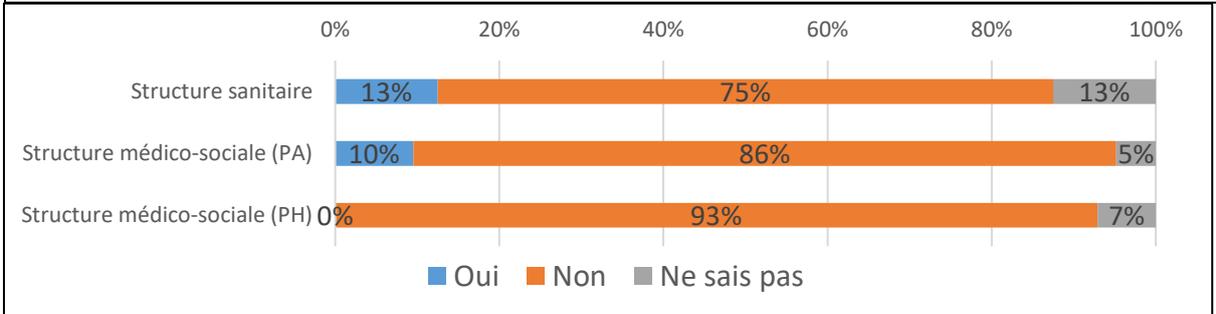


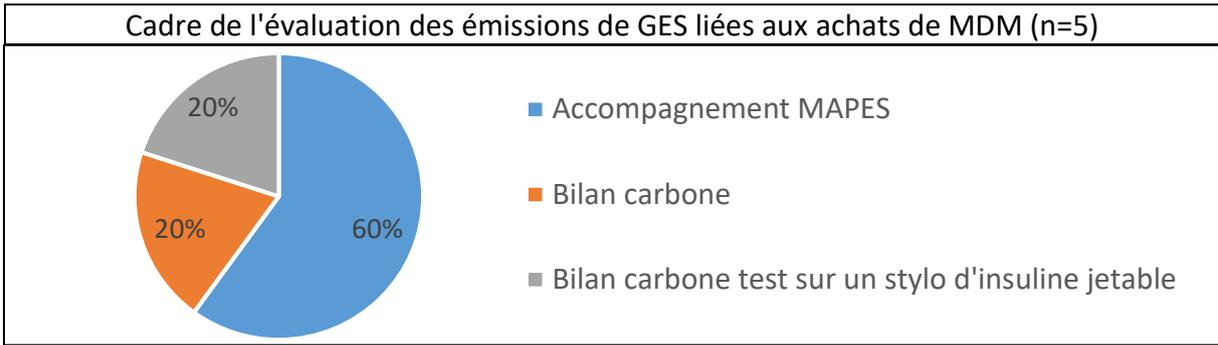
Q18

Evaluation des émissions de GES liées aux achats de médicaments et/ou DM (n=59)



Evaluation des émissions de GES liées aux achats de médicaments et/ou DM (n=59)



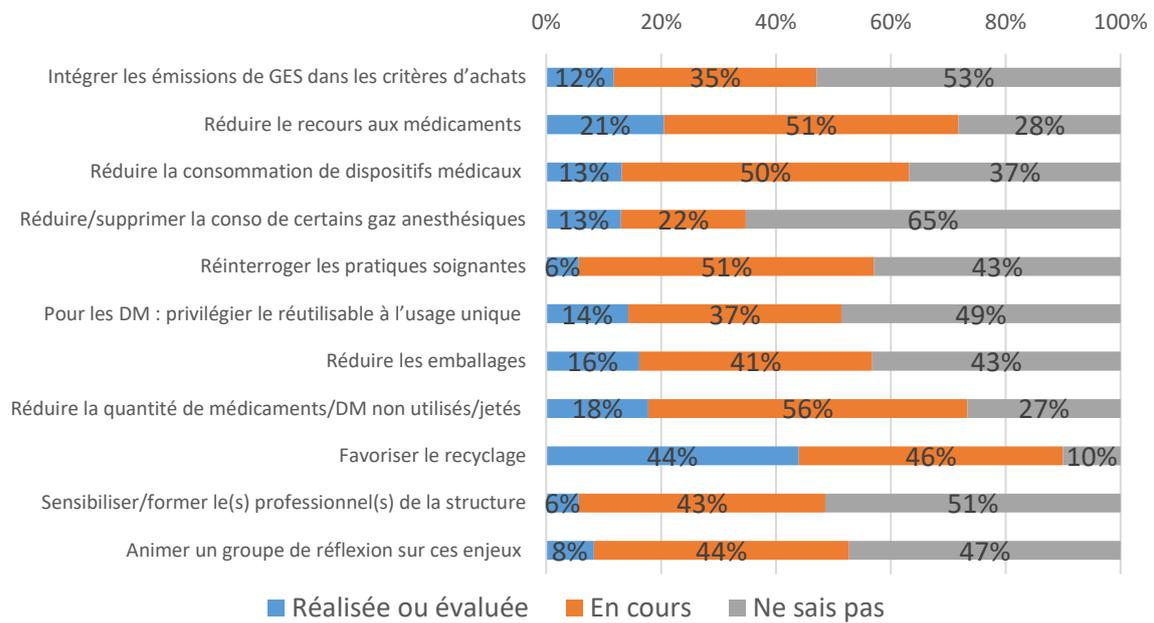


Quantité des émissions de GES liées aux achats de MDM (n=2)

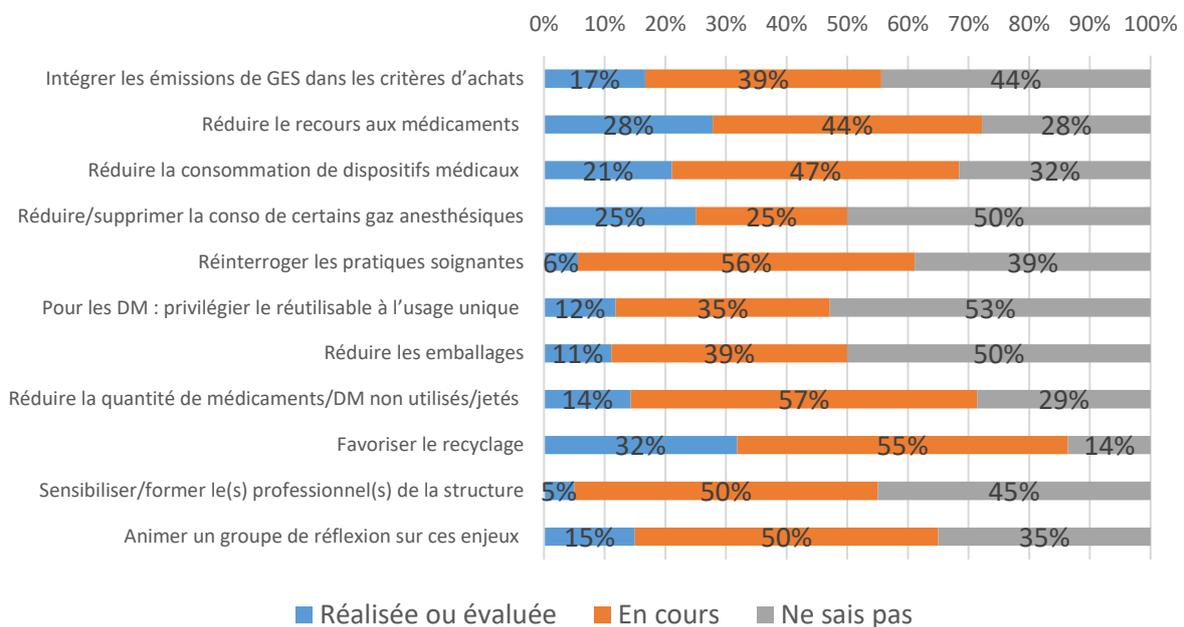
11071
187080

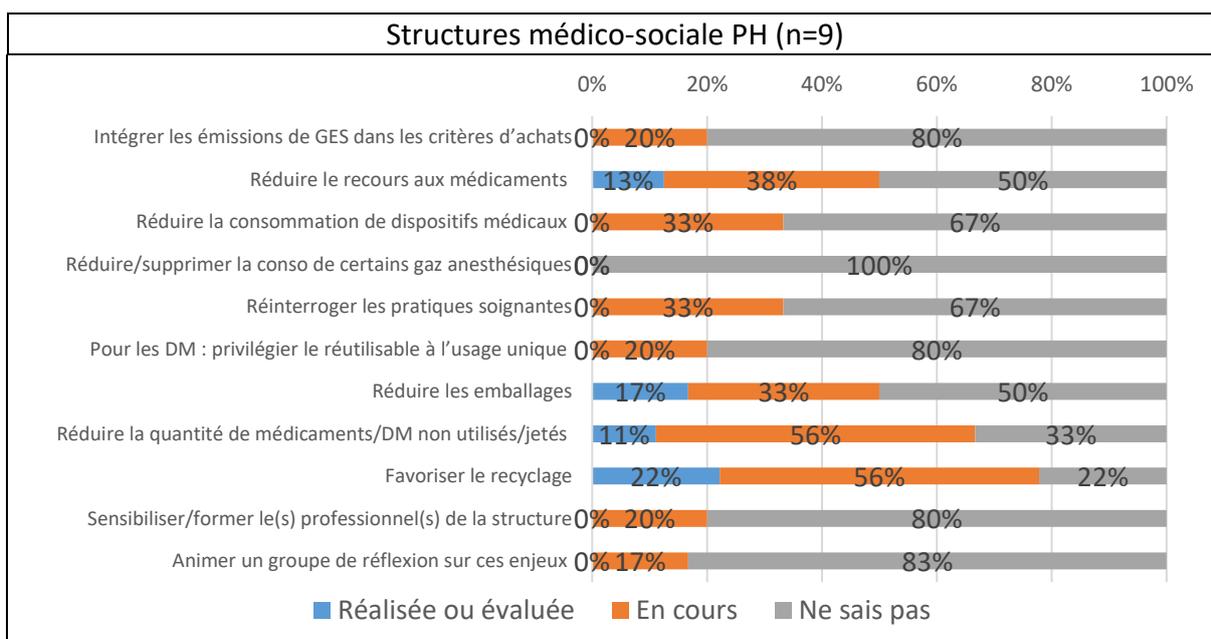
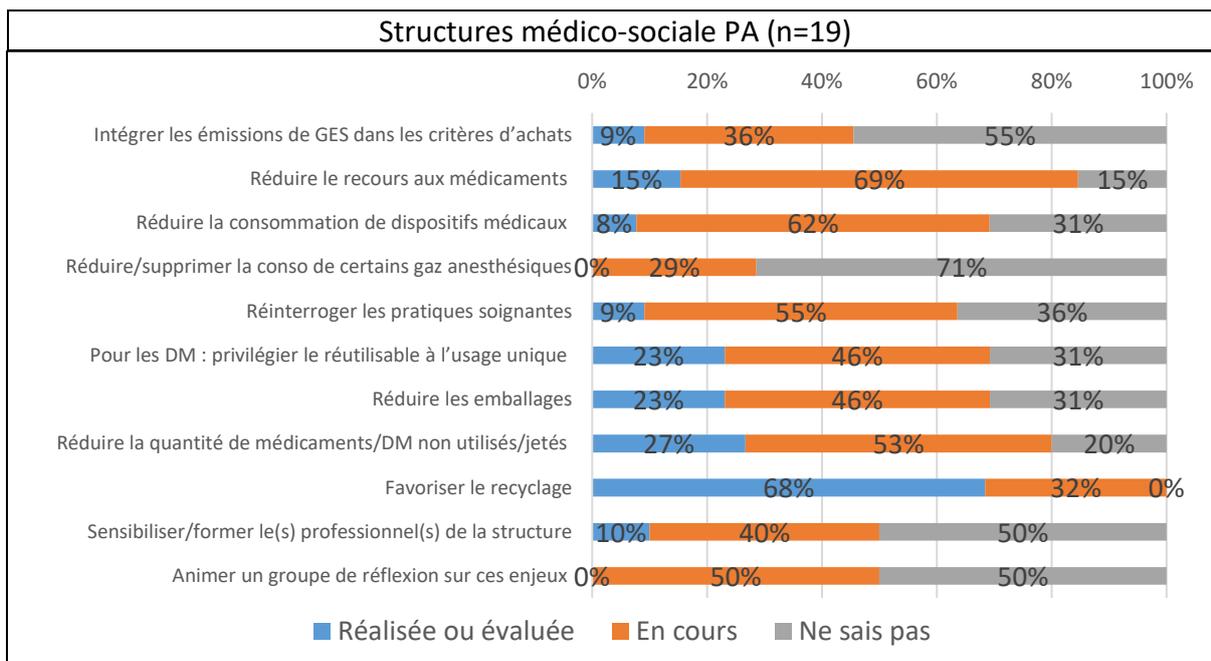
Q19

Répartition des actions réalisées par les structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées aux achats de MDM (n=50)



Structures sanitaires (n=22)



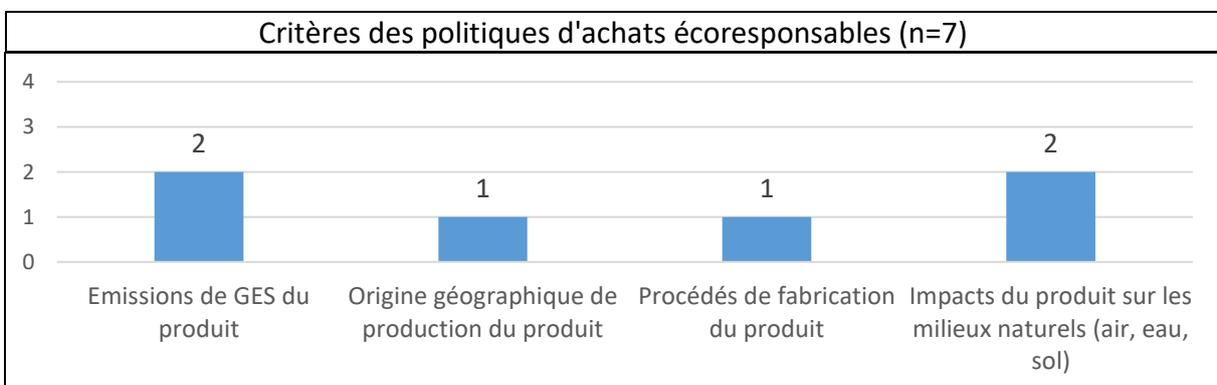
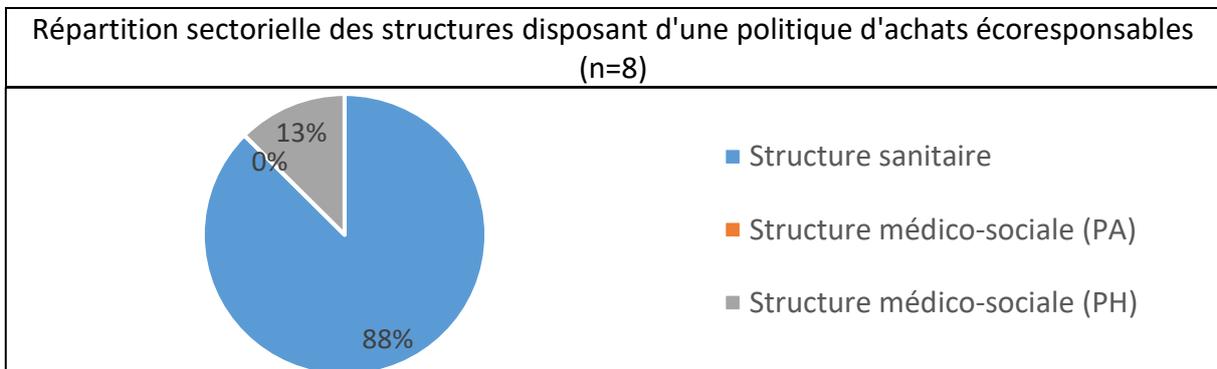
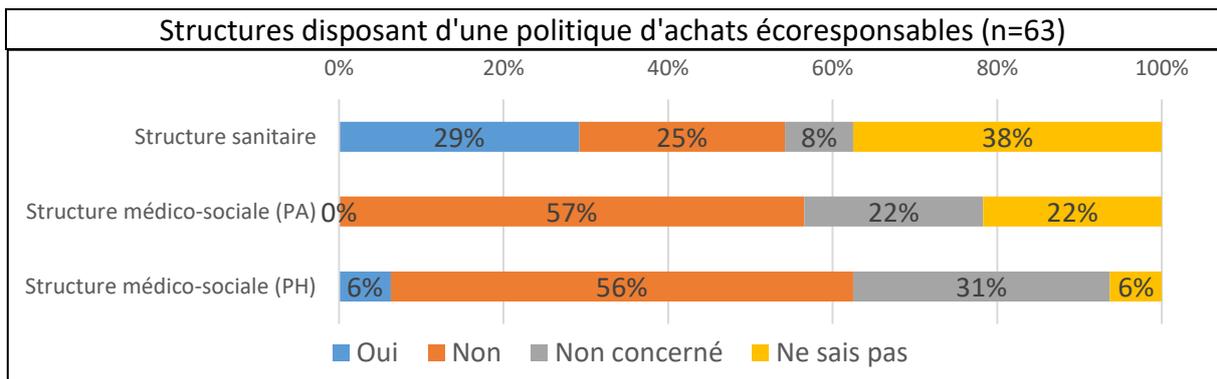
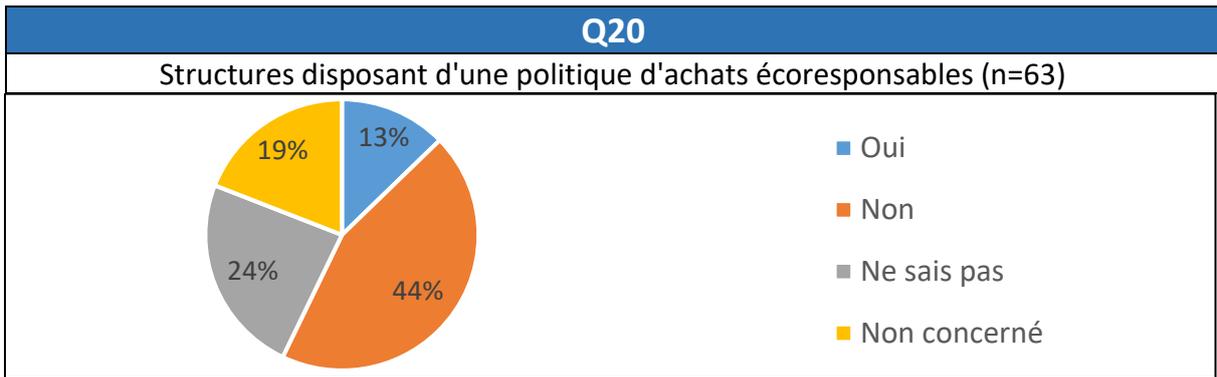


Verbatim des actions portant sur les pratiques soignantes (n=6)

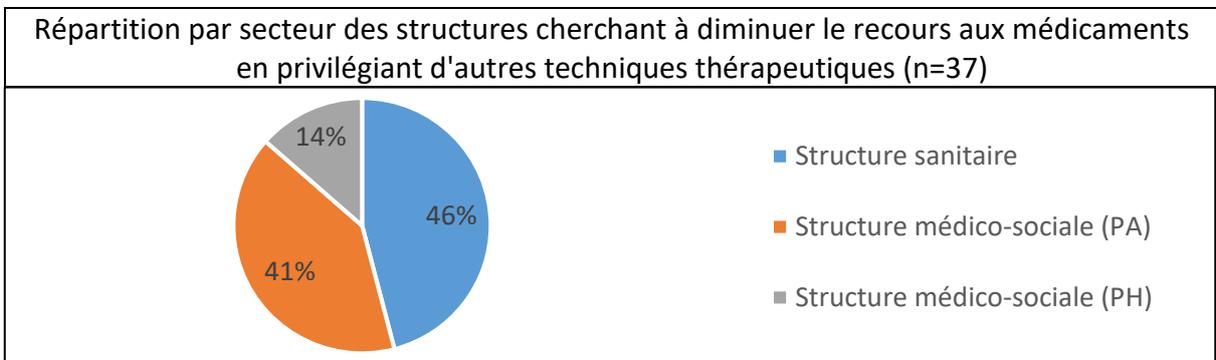
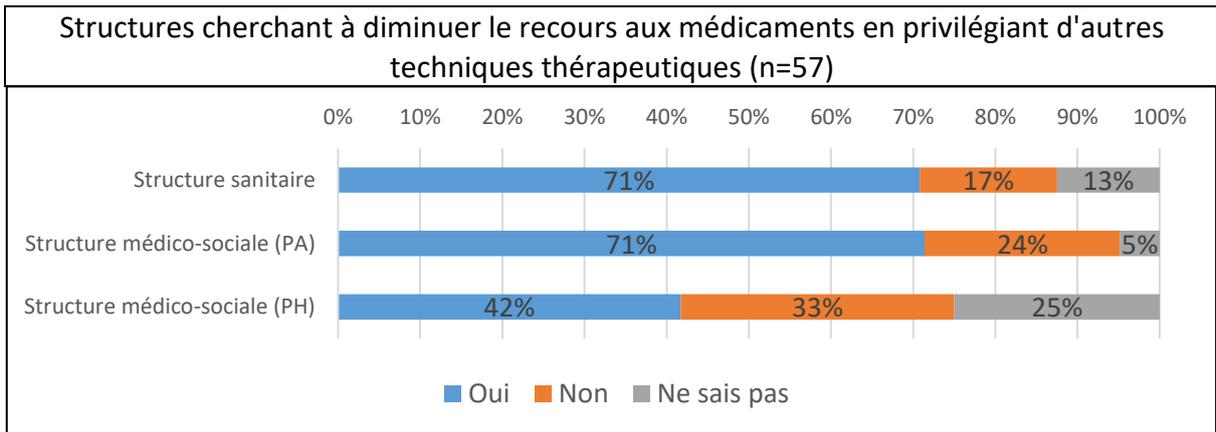
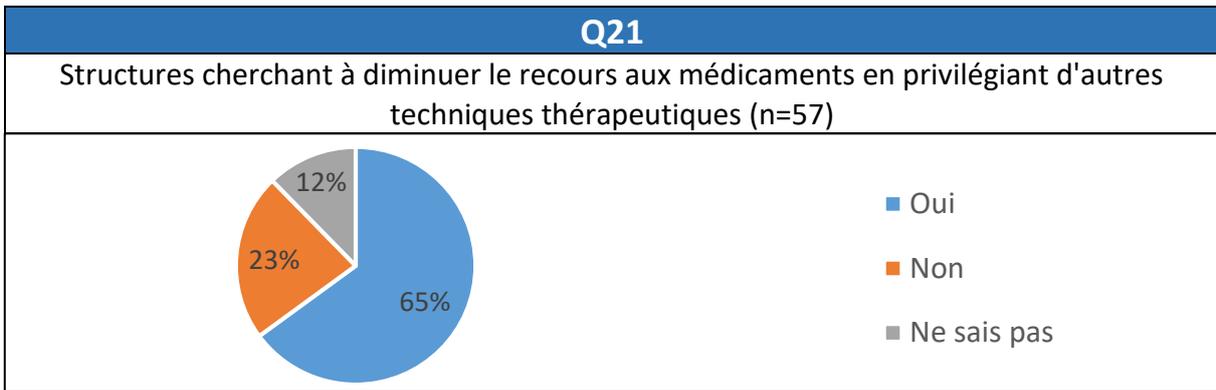
dans nos allers et retours aux domicile (mobilité) notamment, organisation des tournées
Etude menée actuellement par le groupe de travail développement durable de la Neurologie pour réduire les IV (intra veineuses) en faveur des PO (prises orales) quand cela est possible.
Gestion des périmés
Pansements,
Réfection des pansements, changement de perfuseurs, pinces automatiques au bloc opératoire
Thérapies non médicamenteuses

Verbatim des actions portant sur la réutilisation de DM (n=6)
Alèses tissus, tenues professionnelles tissus entretenus par blanchisserie plutôt que tablier plastique jetable
Bassin, montauban, urinaux, lunette de protection, blouse, chaussure
gants, masques, sets de pansements, crachoirs, etc
Instrumentation bloc opératoire et services de soins
Nos sur blouses depuis covid sont tissu et sont recousues ponctuellement au cours d'un atelier invitant des usagers couturiers !!! lien social en même temps ! Ne pas renouveler nos smartphones soignants (tous équipés pour dossier de soins, transmissions, etc) acheter d'occasion quant nécessaire : envie autonomie (et faisons passer l'info aux usagers) ; idem informatique
Tests en cours sur les tenues de bloc opératoire, mais je ne sais pas si cela fait partie des dispositifs médicaux.

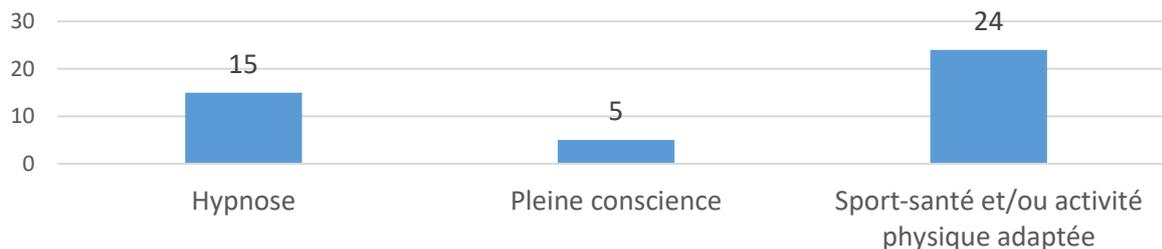
Verbatim des autres actions portant menées par les structures répondantes (n=10)
Activité Physique Adapté, Protocole Imagerie Motrice, Hypnose, Electrostimulation
Aucune démarche en ce sens.
difficile d'œuvrer au regard des conformités (ex : une boîte nominative pour chaque résident pour médicaments ponctuels type doliprane ou laxatifs qui pourraient être collectif car sous emballage)
Mise en place de protocoles afin de réduire le recours aux médicaments, dès lors que c'est possible. PDA mise en place sur toutes les structures de XXX (réduction des commandes à la prescription stricte), PDA en escargot sur toutes les structures sauf une (officine ayant arrêté le système, car machine en fin de vie et économiquement non remplaçable).
Nous nous sentons impuissants quant à l'usage des médicaments : nous aimerions engager une démarche avec le C2DS là-dessus, mais est-ce que les médecins généralistes, spécialistes changeront pour autant leurs pratiques ? En mode libéral, c'est dur. Nous n'avons pas de prise directe...
Nous sommes en donation direct avec la pharmacie pour les médicaments, les emballages sont triés dans le bac jaune..
Passation d'un marché public de fourniture de médicaments, application au 5 oct. 2023, thématique sera abordée. Le critère environnemental était un des critères de sélection du candidat retenu.
Pour les dispositifs médicaux : il est impossible d'utiliser du réutilisable.
Suppression du Desflurane en 2023 ! Choix du système BAXTER (recyclage des gaz non assimilés par le patient avec un filtre en noix de coco) de chez UniHA pour le Sevoflurane en 2023 !
Un groupe de développement durable est actif mais ne traite pas de ces sujets .



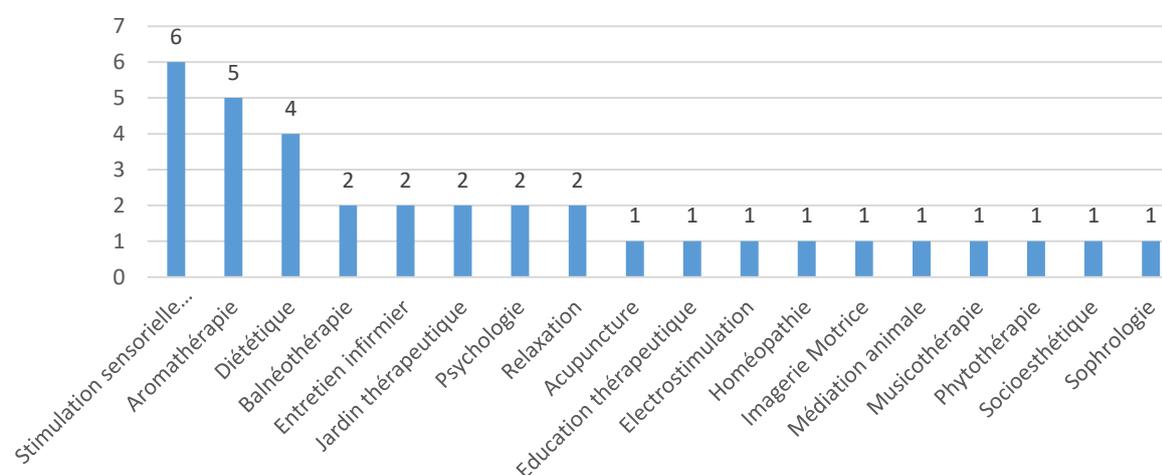
Verbatim des autres critères des politiques d'achats éco-responsables (n=3)
Marché traité au niveau national par XXX
Oui , sujet préoccupant mais une absence de maîtrise totale de nos achats car nous devons nous conformer aux marchés d'UNIHA et une massification excessive qui ne laisse aucun choix et crée année après année , des situations de monopole .
PDA en escargot (réduction des déchets) et partenariat avec officine locale.



Techniques thérapeutiques mises en place pour diminuer le recours aux médicaments (n=36)

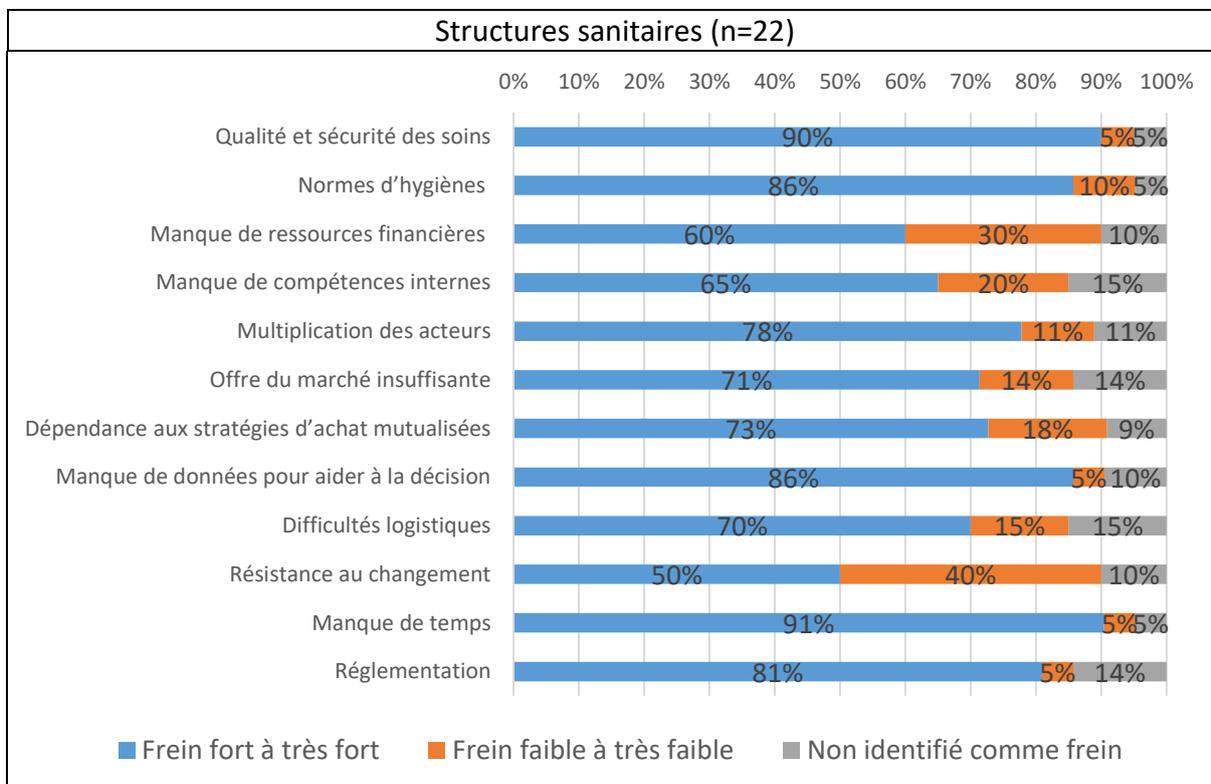
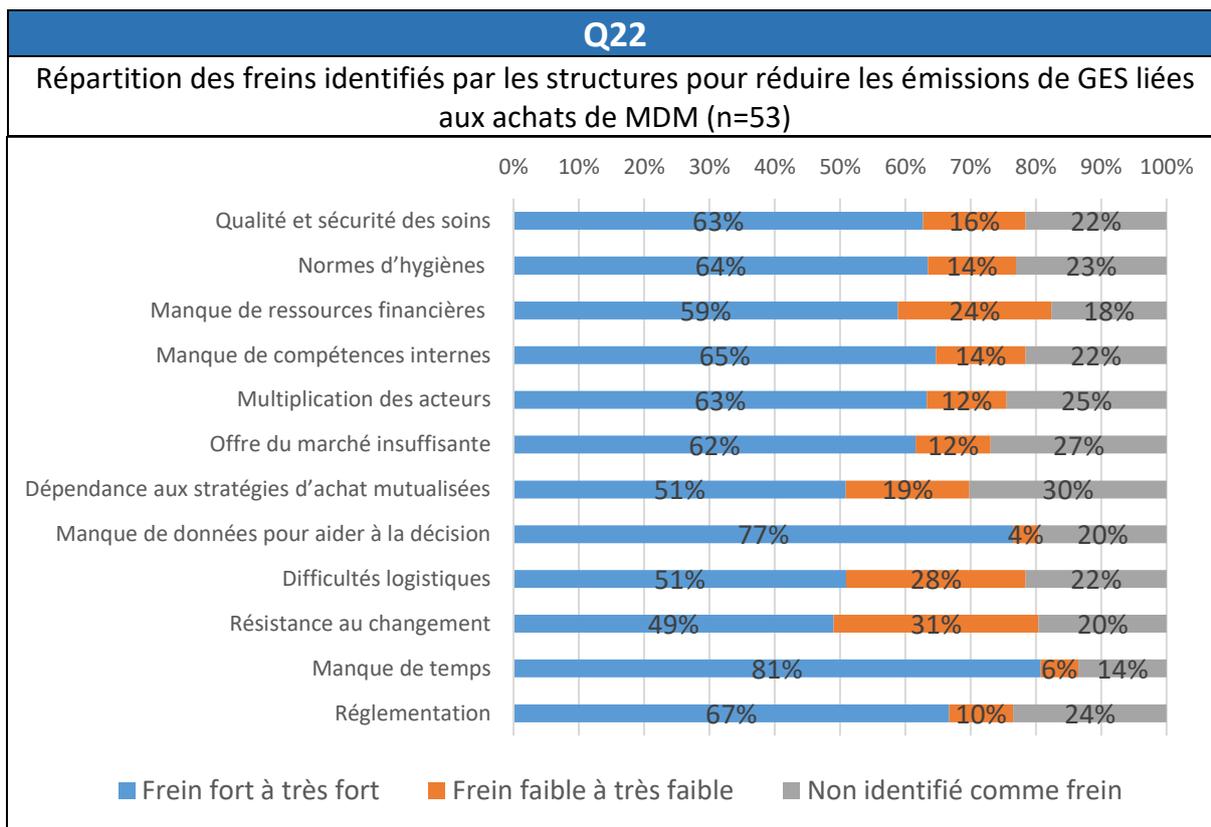


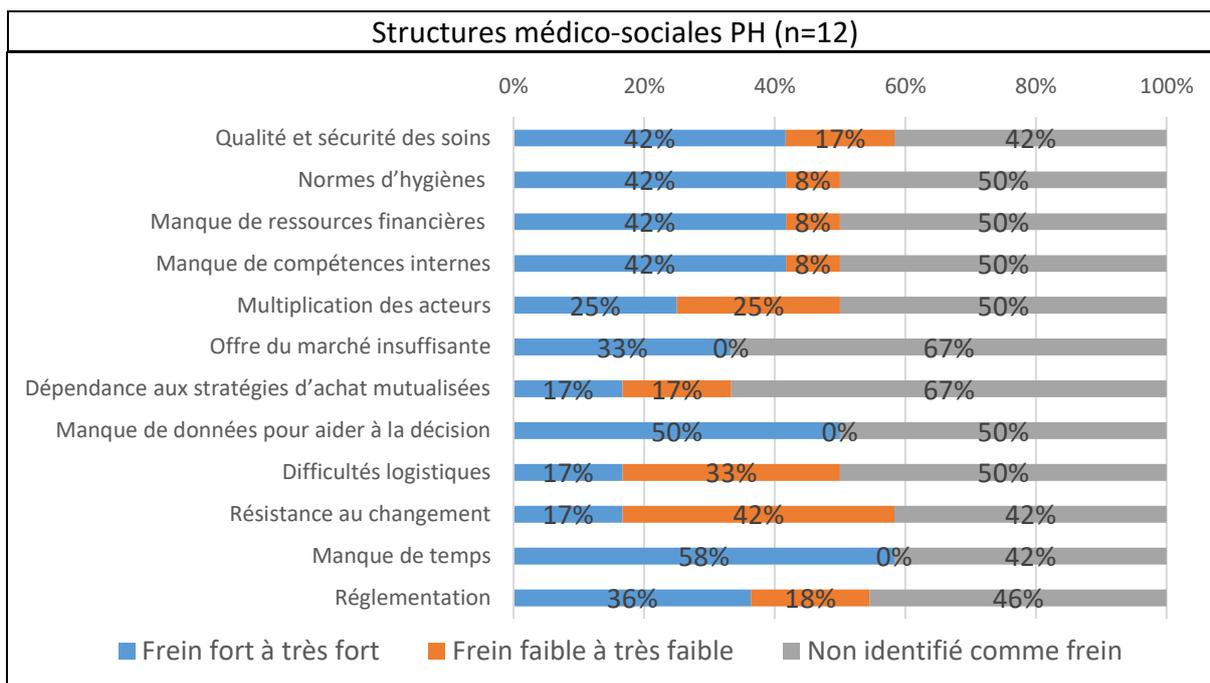
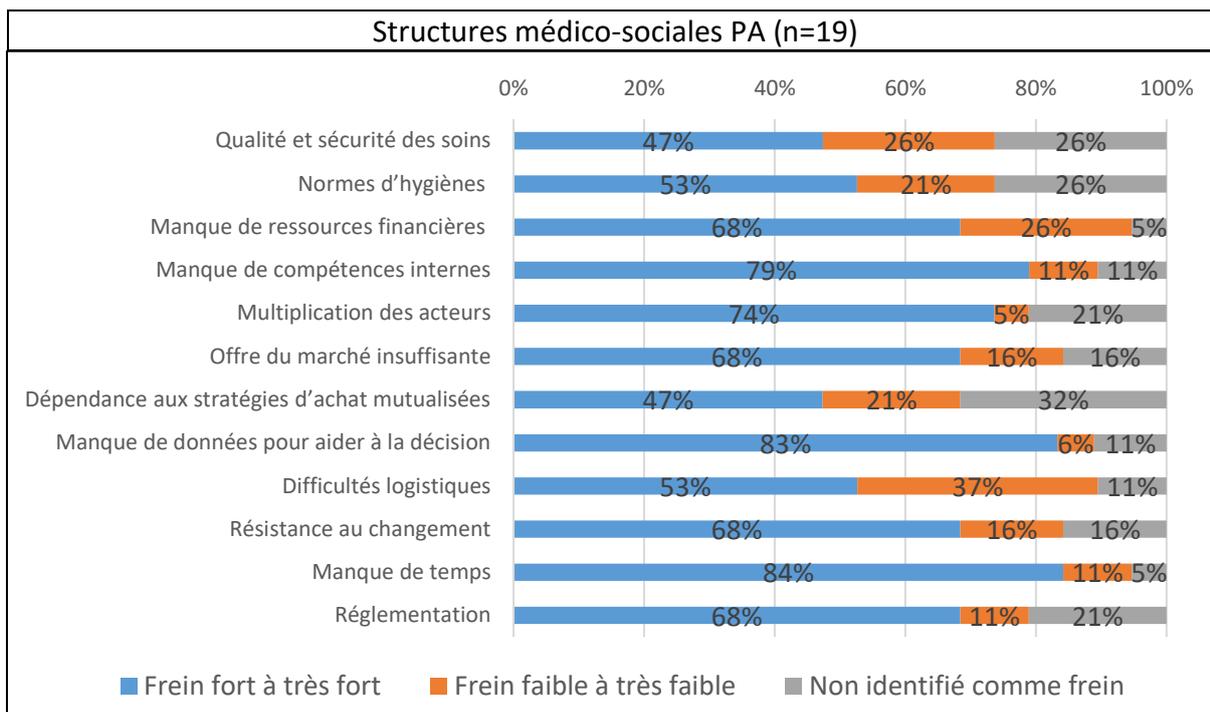
Autres techniques thérapeutiques mises en place pour diminuer le recours aux médicaments (n=20)



Autres techniques thérapeutiques mises en place pour diminuer le recours aux médicaments (n=20)

Alternatives non médicamenteuse pour la prise en charge de la douleur (plan d'action CLUD)
alternatives non médicamenteuses
Animations
BLISS, poupées empathies,)
Bougies auriculaires, miel, coca, cranberries, eau gazeuse,
Humanitude
Massages bien-être
Objectif bien être du patient prioritaire.
Prévention des chutes
protocole révision des prescriptions, unité d'accompagnement spécifique avec des professionnels sensibilisés à la non médication (report de soins,...)
Réévaluation des traitements
Soins d'apaisement dispensés par l'APH, En plus pratique de l'EMDR , Achat de matériels comme des couvertures lestées, boites à morphée
Stimulation sensorielle (dont snoezelen) ; Entretien infirmier
TNM

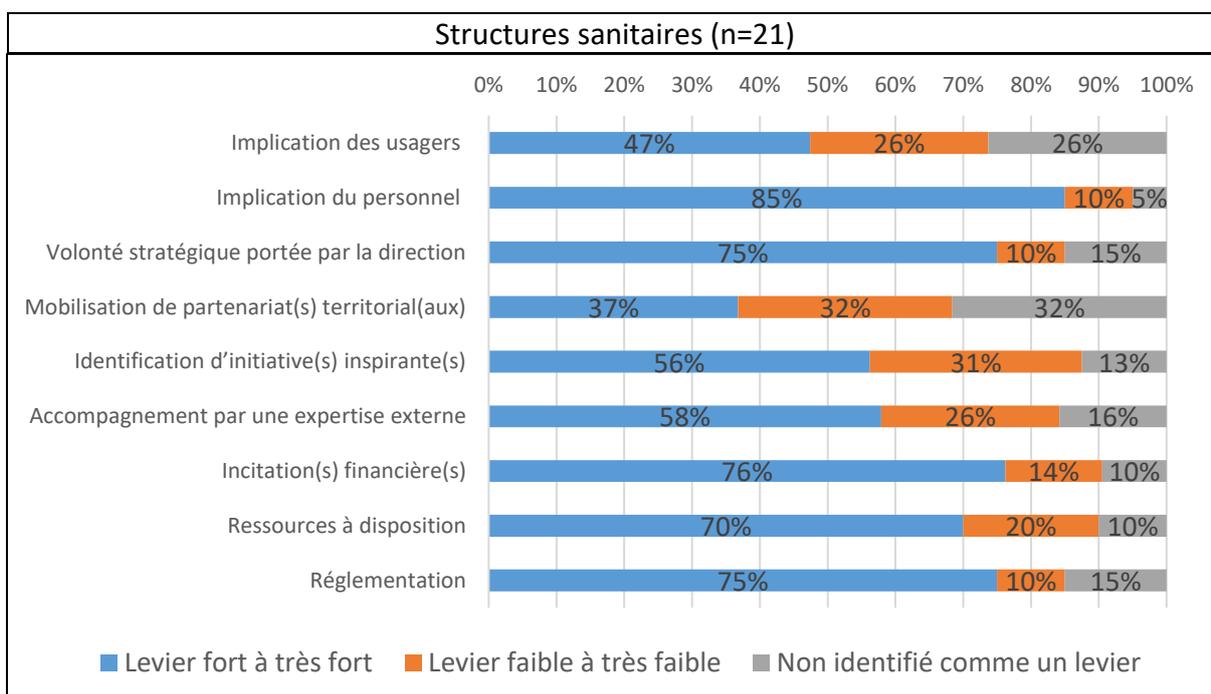
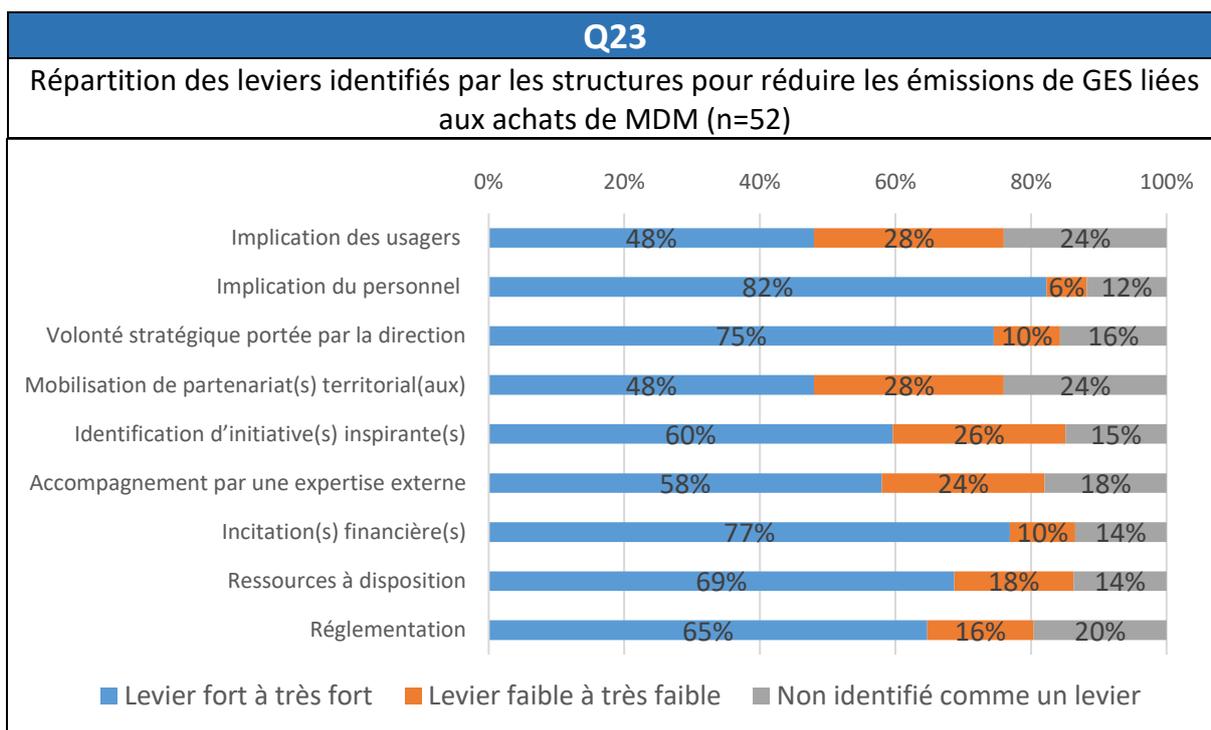


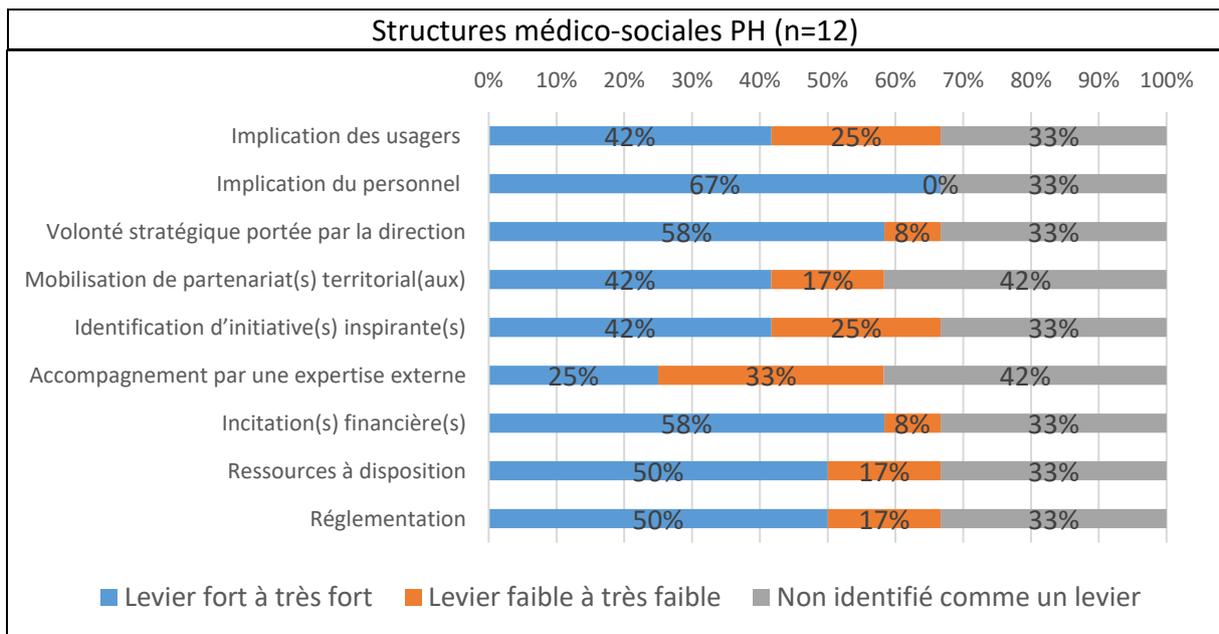
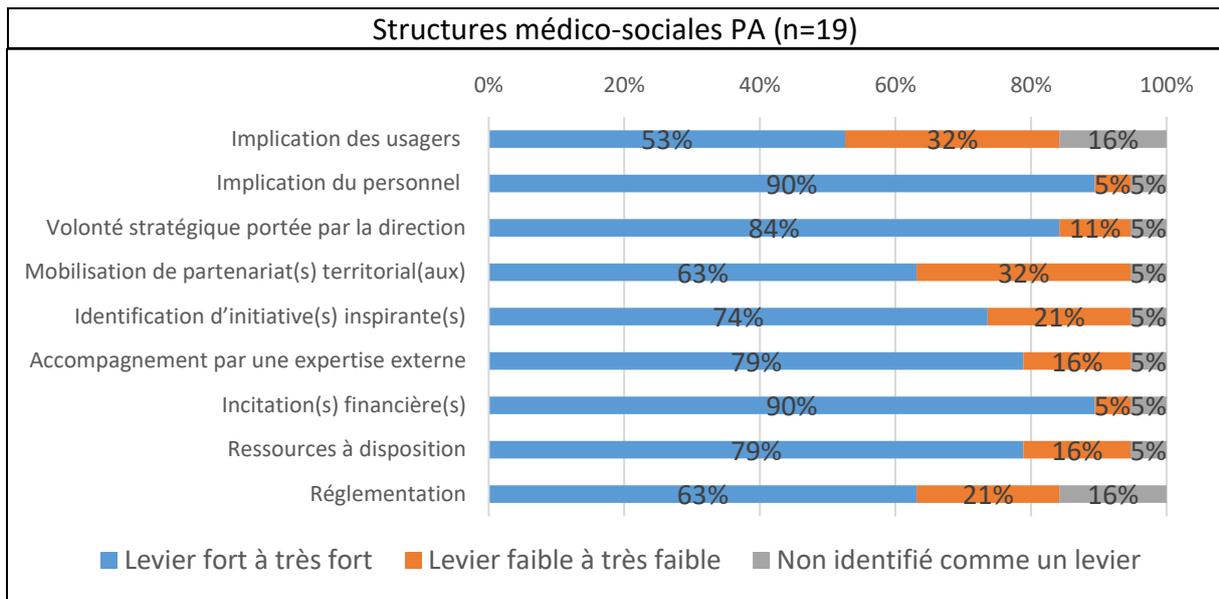


Verbatim des autres freins identifiés par les structures pour réduire les émissions de GES liées aux achats de MDM (n=2)

Dépendance aux stratégies d'achat mutualisées (ex : GHT) : Fonction achat intégré au sein du GHT

Résistance au changement (pratiques professionnelles, habitudes, etc.) peut être un frein très fort, mais il y a aussi des professionnels qui sont moteurs et acteurs du changement. Donc on peut répondre par les 2 extrêmes à cette question.

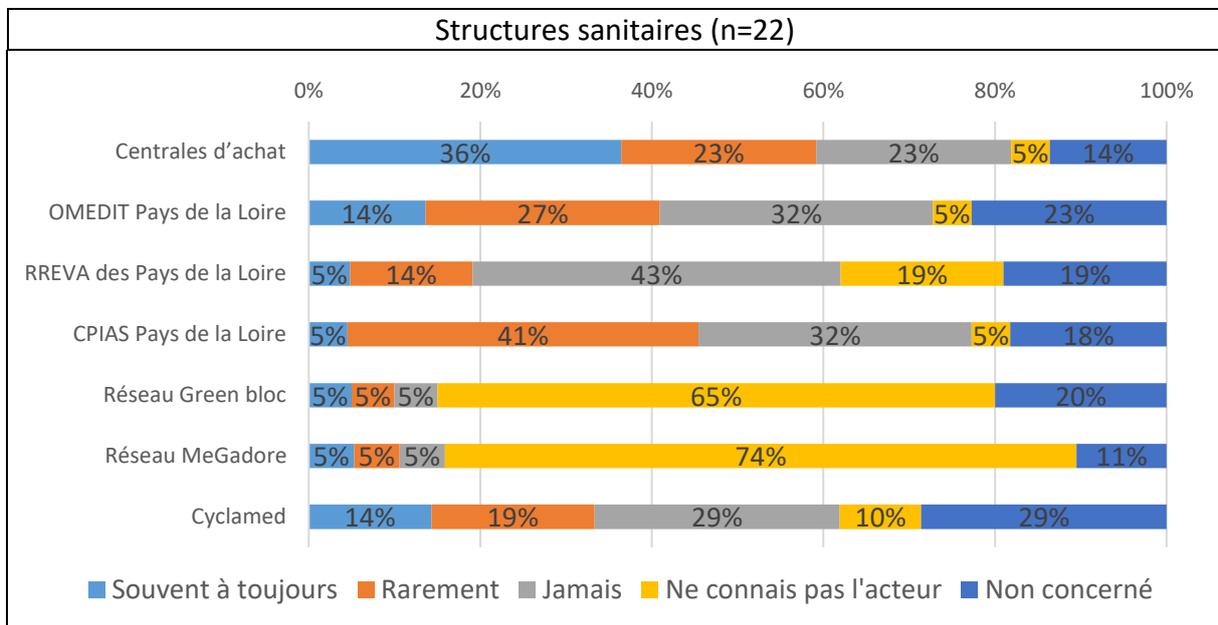
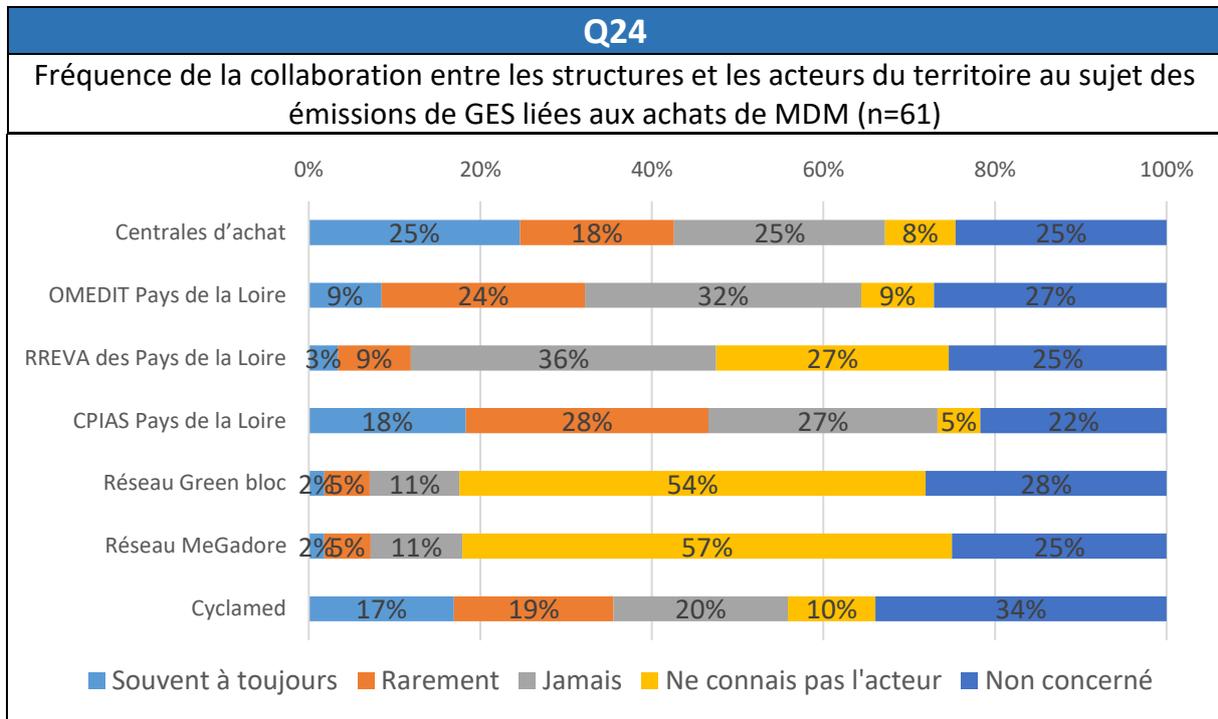


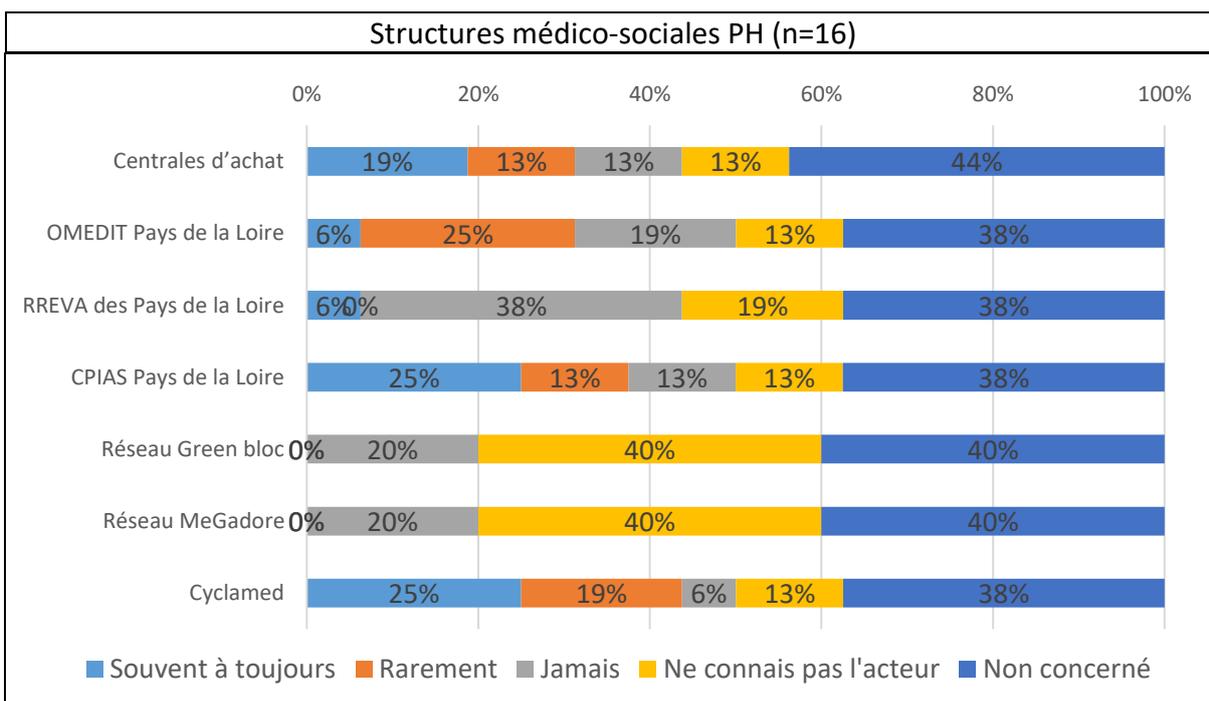
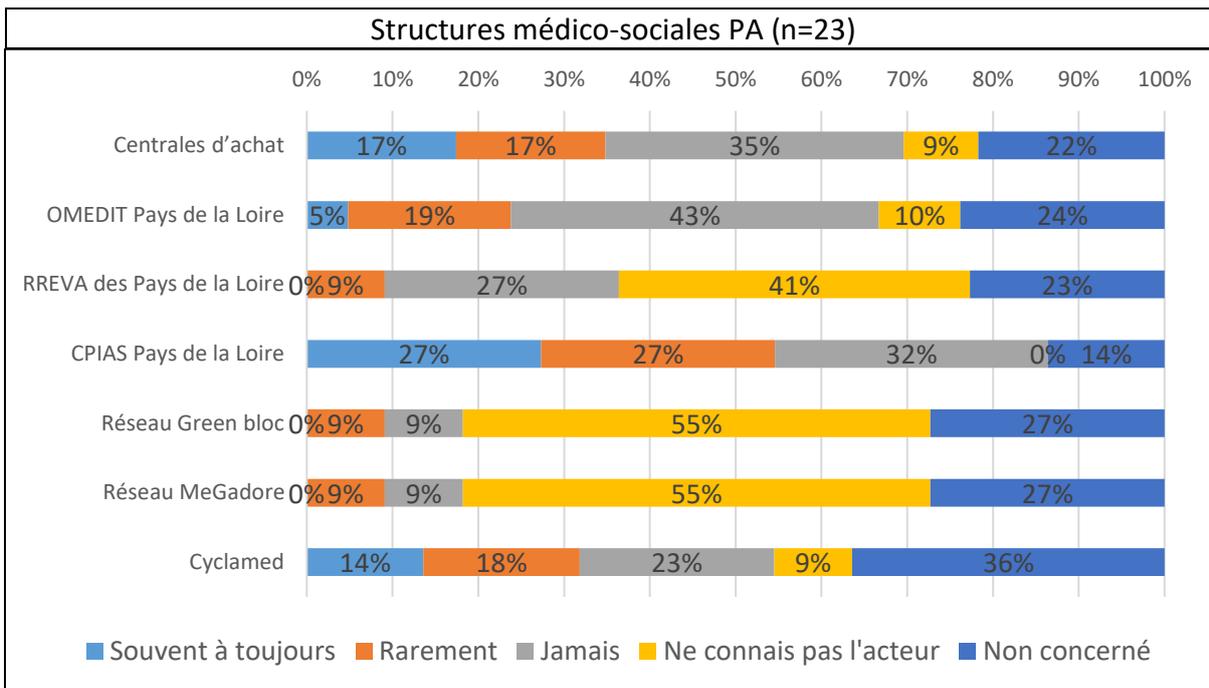


Verbatim des autres leviers identifiés par les structures pour réduire les émissions de GES liées aux achats de MDM (n=1)

Politique GHT

4.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs territoriaux du secteur des médicaments et dispositifs médicaux :

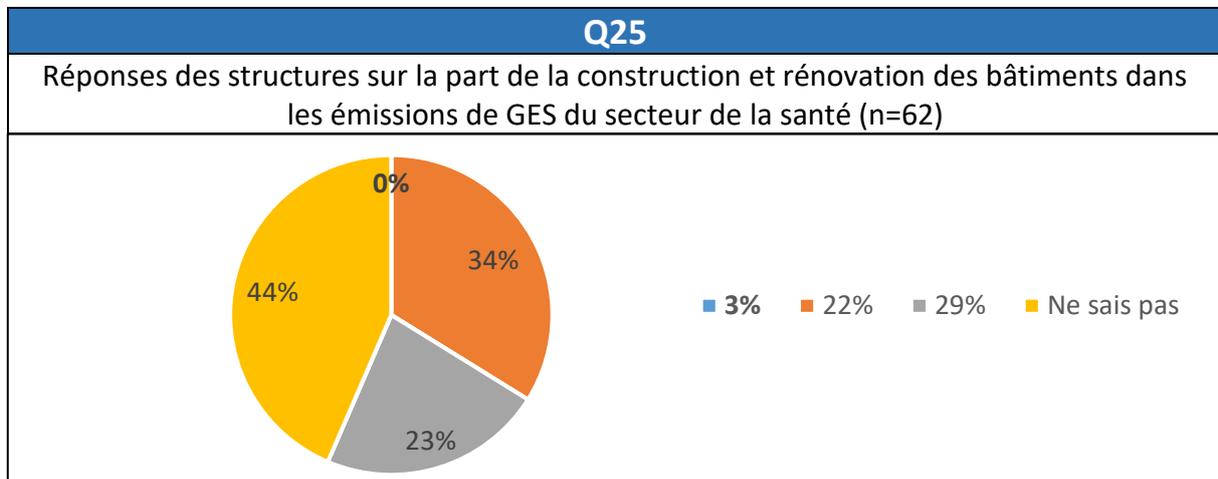




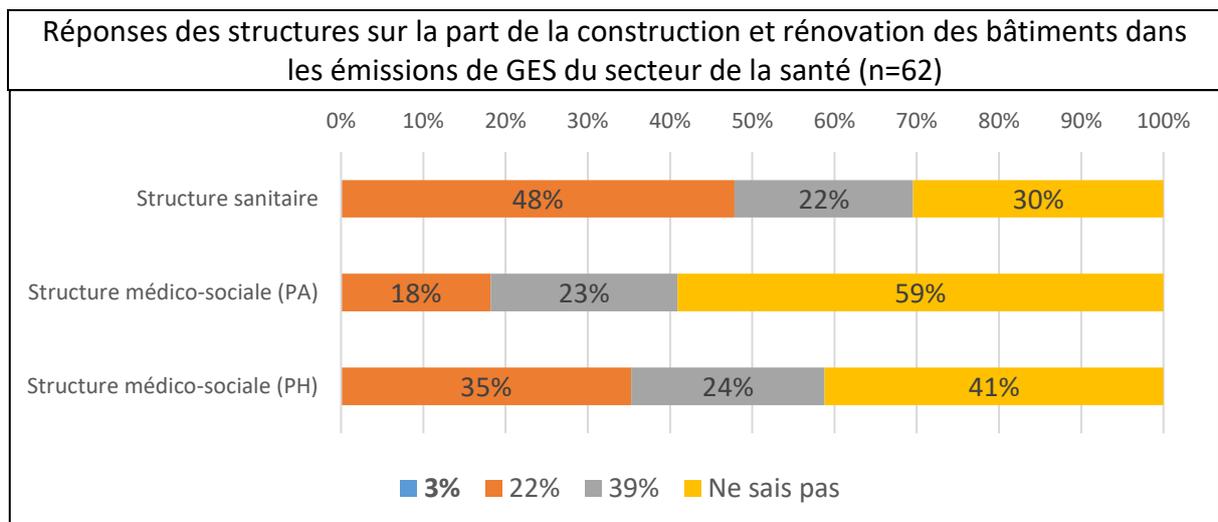
Verbatim des commentaires et remarques des structures sur la partie "Médicaments et DM" (n=5)
Les médicaments sont prescrits par des médecins libéraux indépendants et remboursés par la Sécurité Sociale. L'Ehpad n'a pas de vision des flux de dépenses de médicaments, ni de leviers sur ces dépenses.
Notre structure n'achète pas de médicaments et n'est pas médicalisée (pas de dispositifs médicaux), les médicaments sont achetés par les personnes accueillies
nous n'achetons pas les médicaments, nous avons une convention avec la pharmacie locale
Pas de pharmacie dans notre établissement, nous n'avons donc pas la possibilité de répondre à ces questions
Passation d'un marché public de fourniture de médicaments, application au 5 oct. 2023, thématique sera abordée. Le critère environnemental était un des critères de sélection du candidat retenu.

5. Bâtiments et consommation énergétique liée aux bâtiments

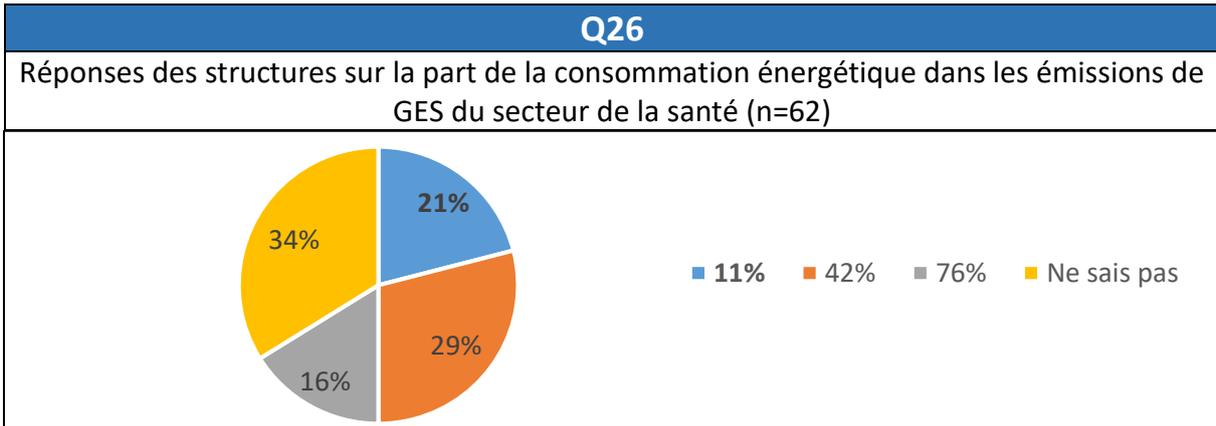
5.1. Connaissance des structures répondantes sur les émissions de GES liées aux bâtiments et aux énergies :



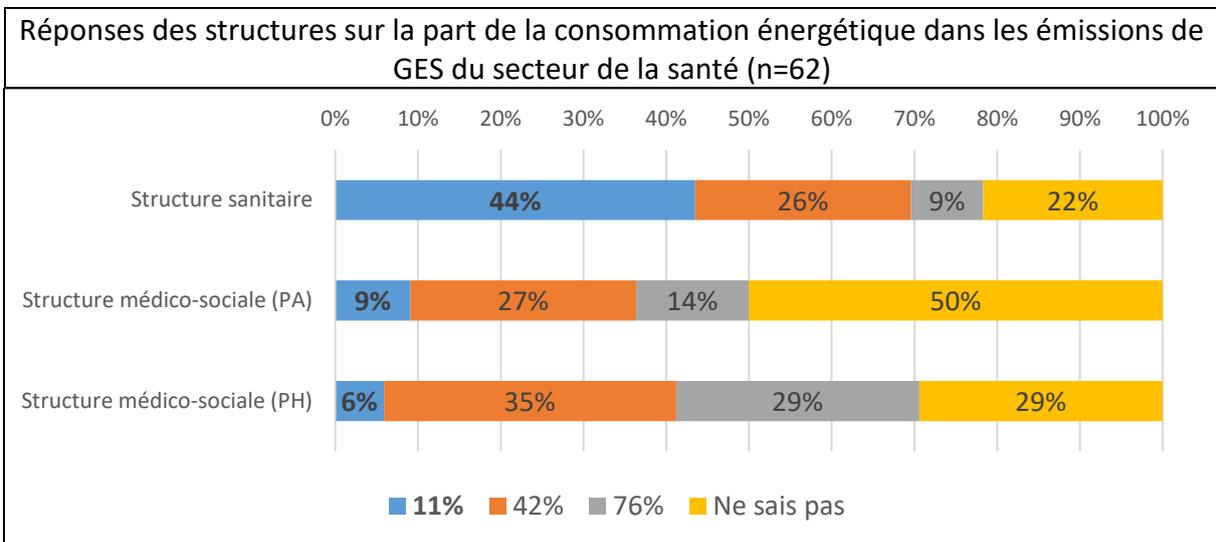
NB : La réponse juste est en **gras**.



NB : La réponse juste est en **gras**.

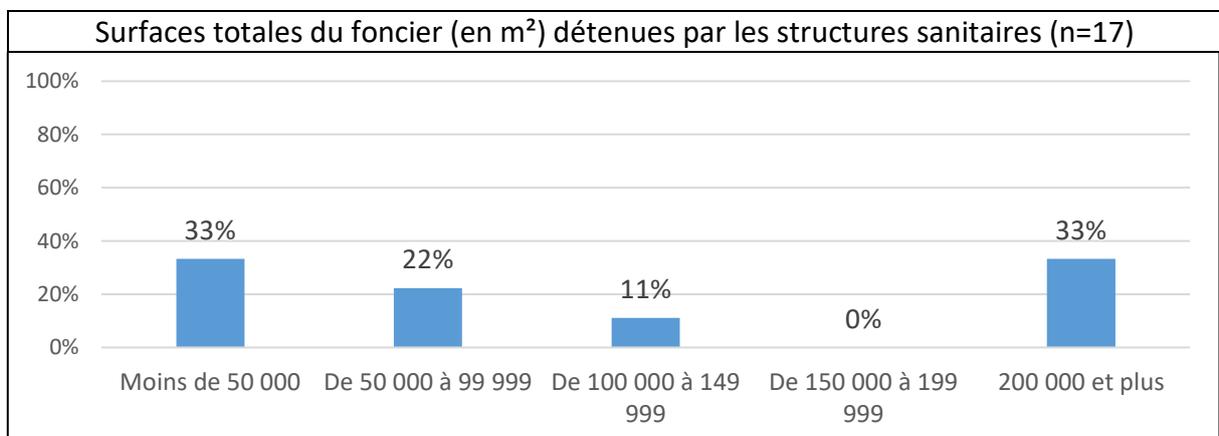
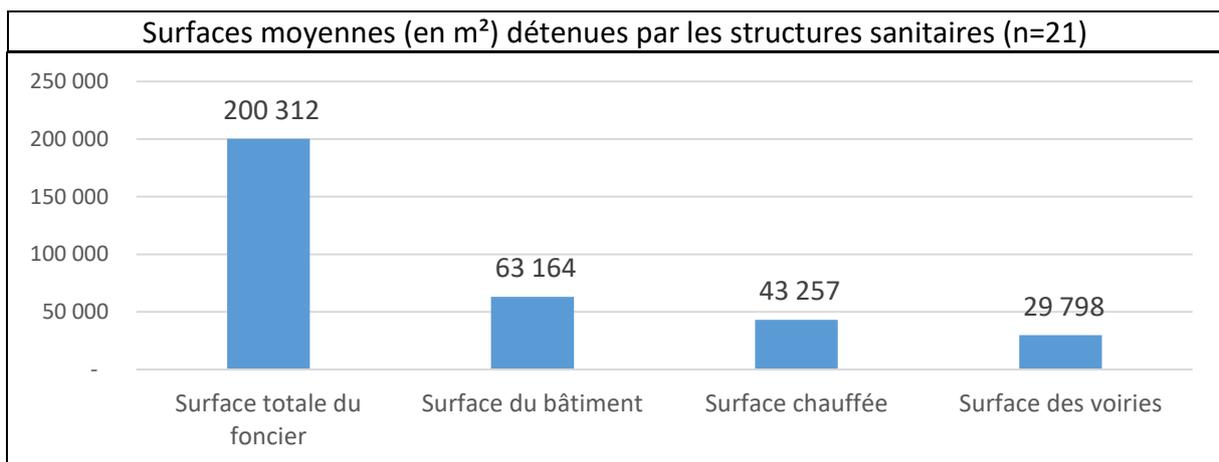
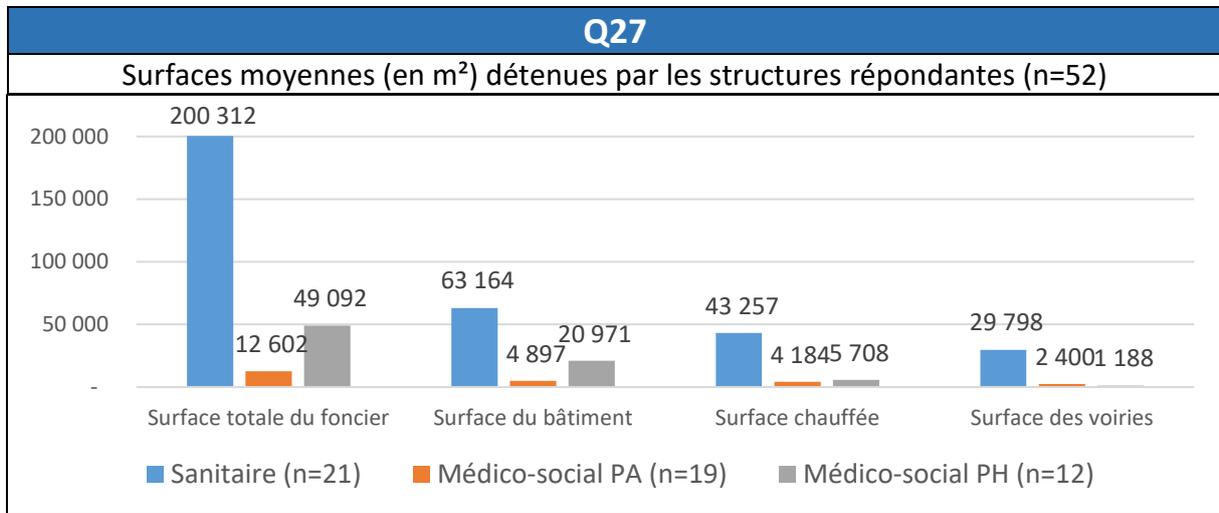


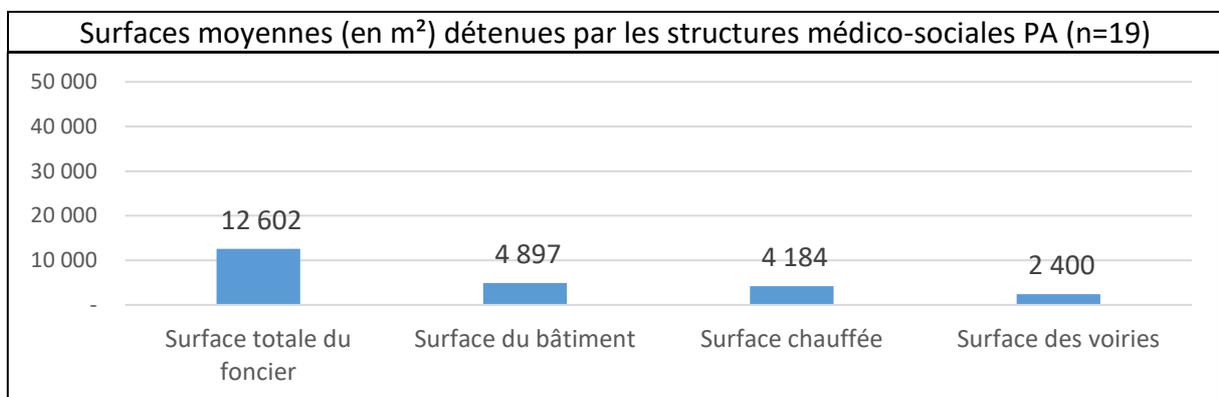
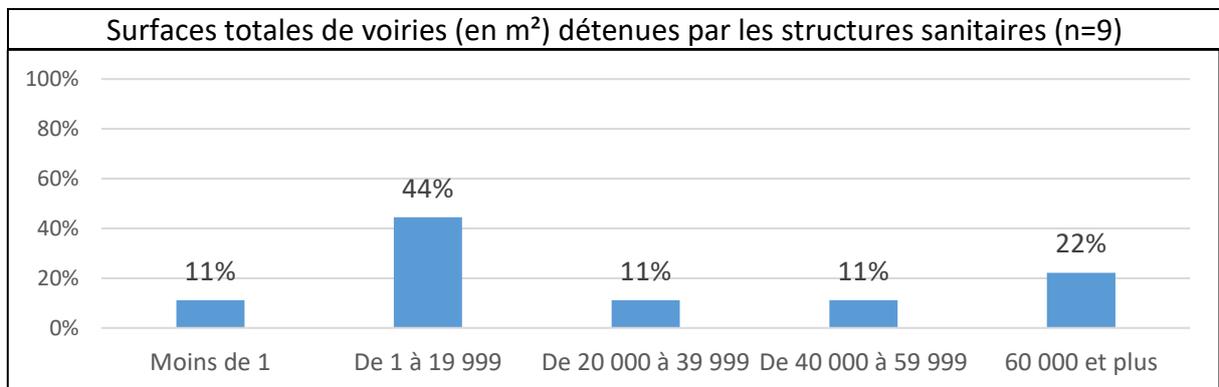
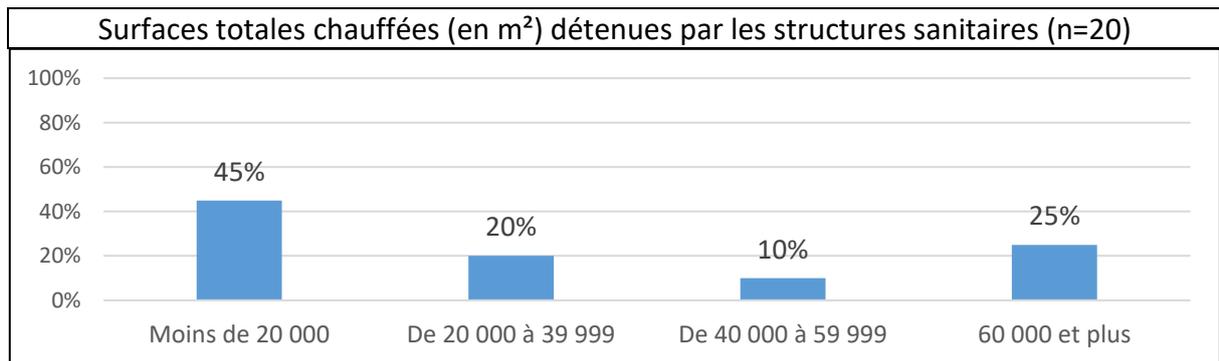
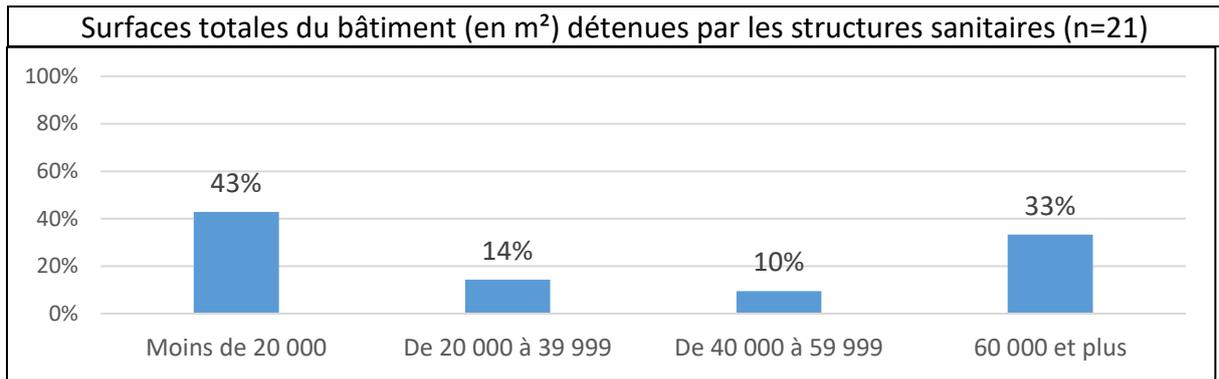
NB : La réponse juste est en **gras**.

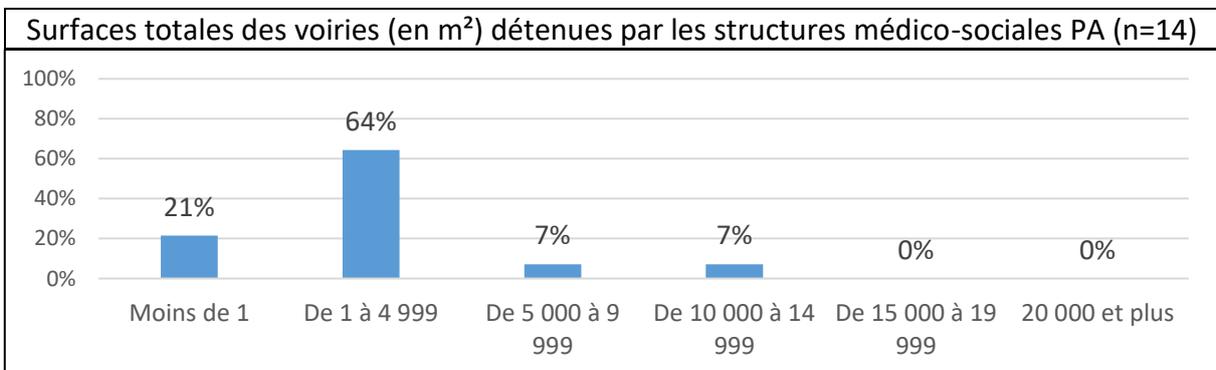
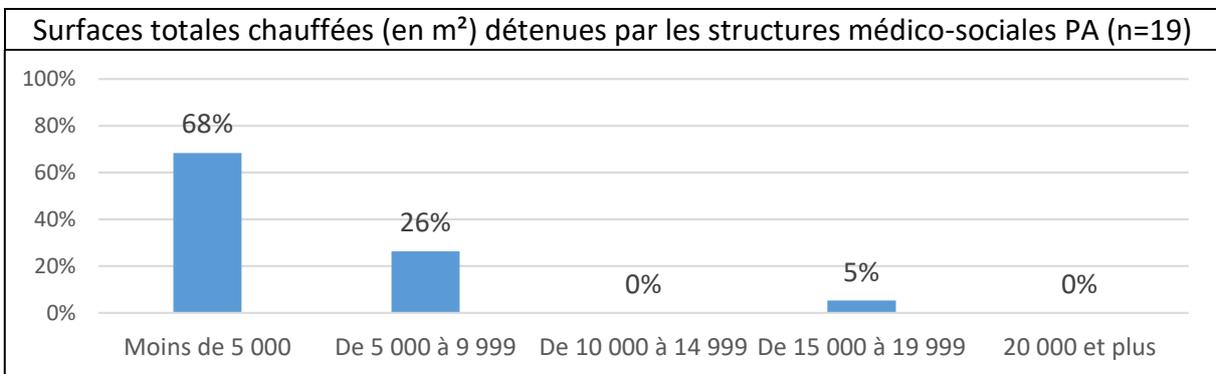
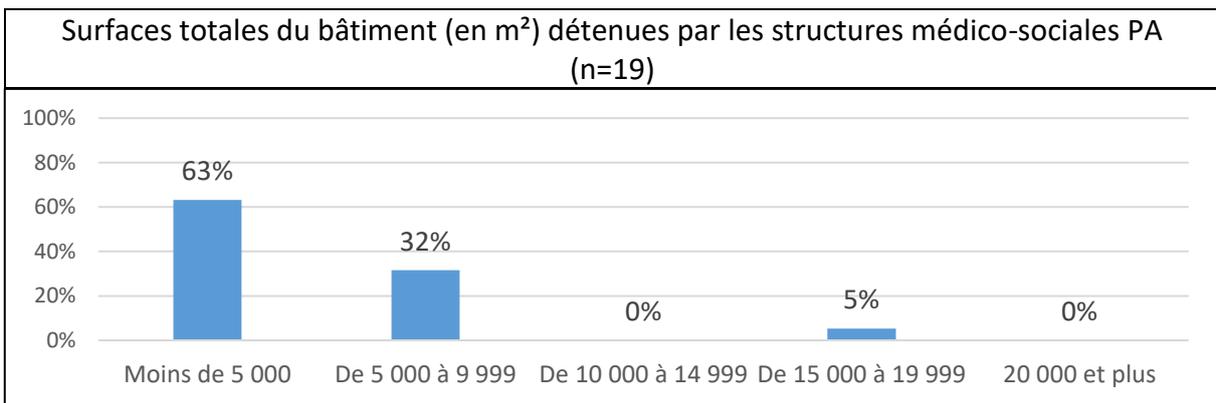
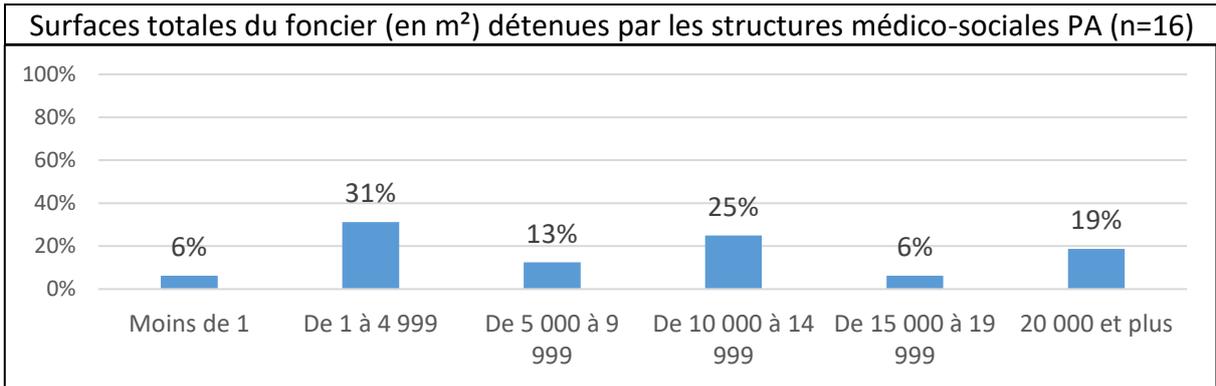


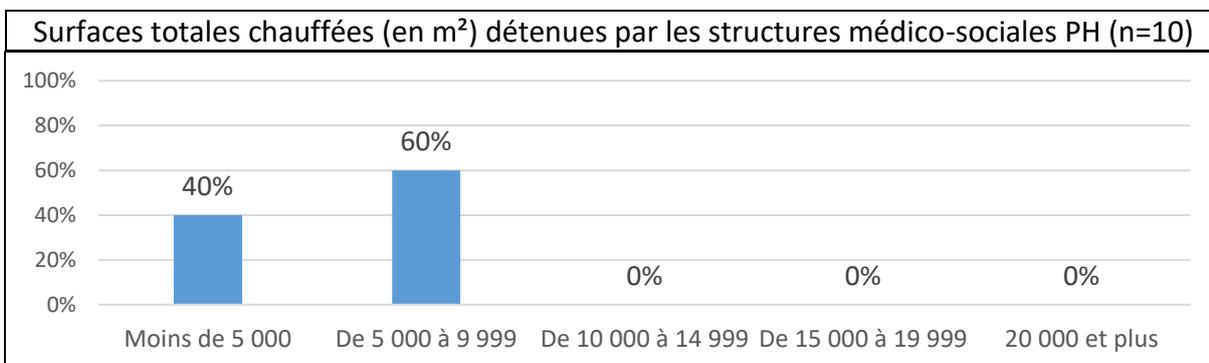
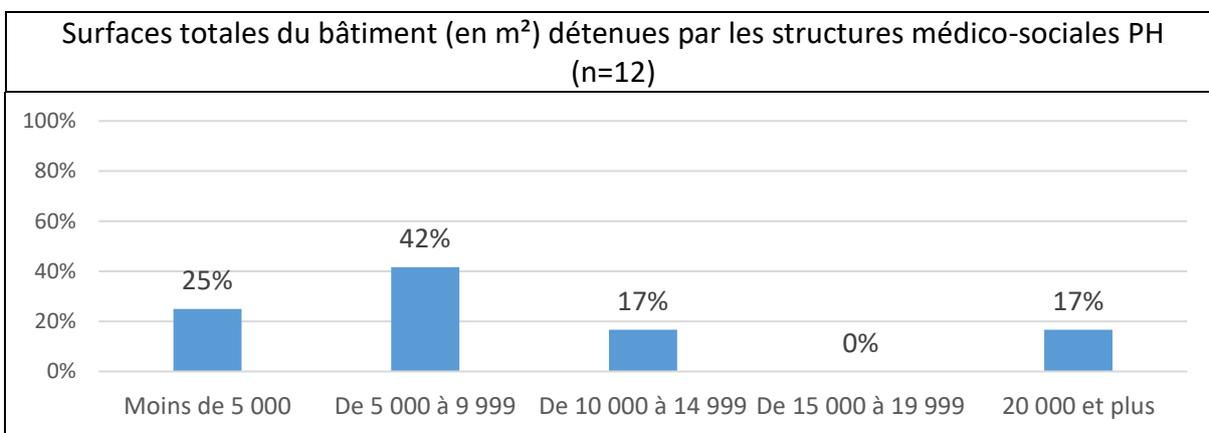
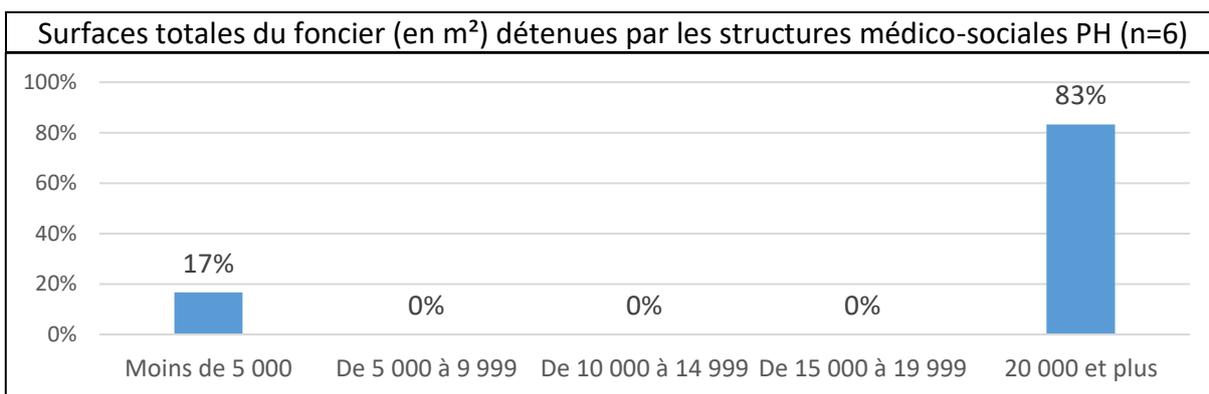
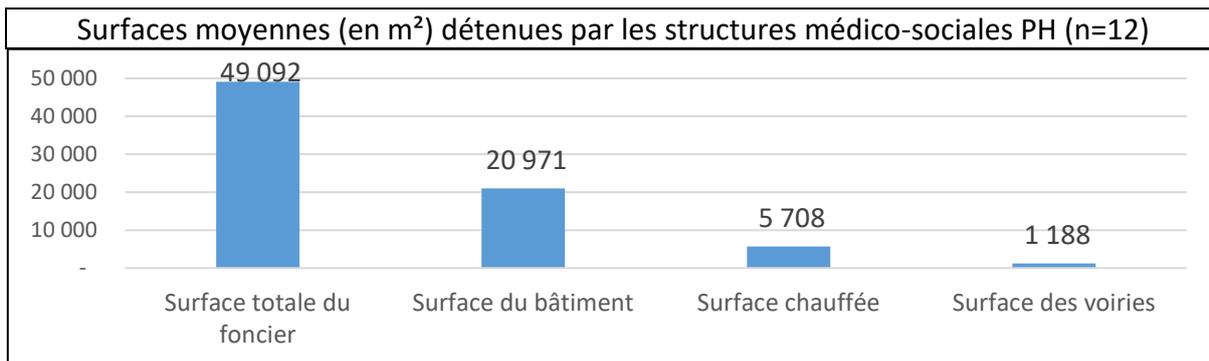
NB : La réponse juste est en **gras**.

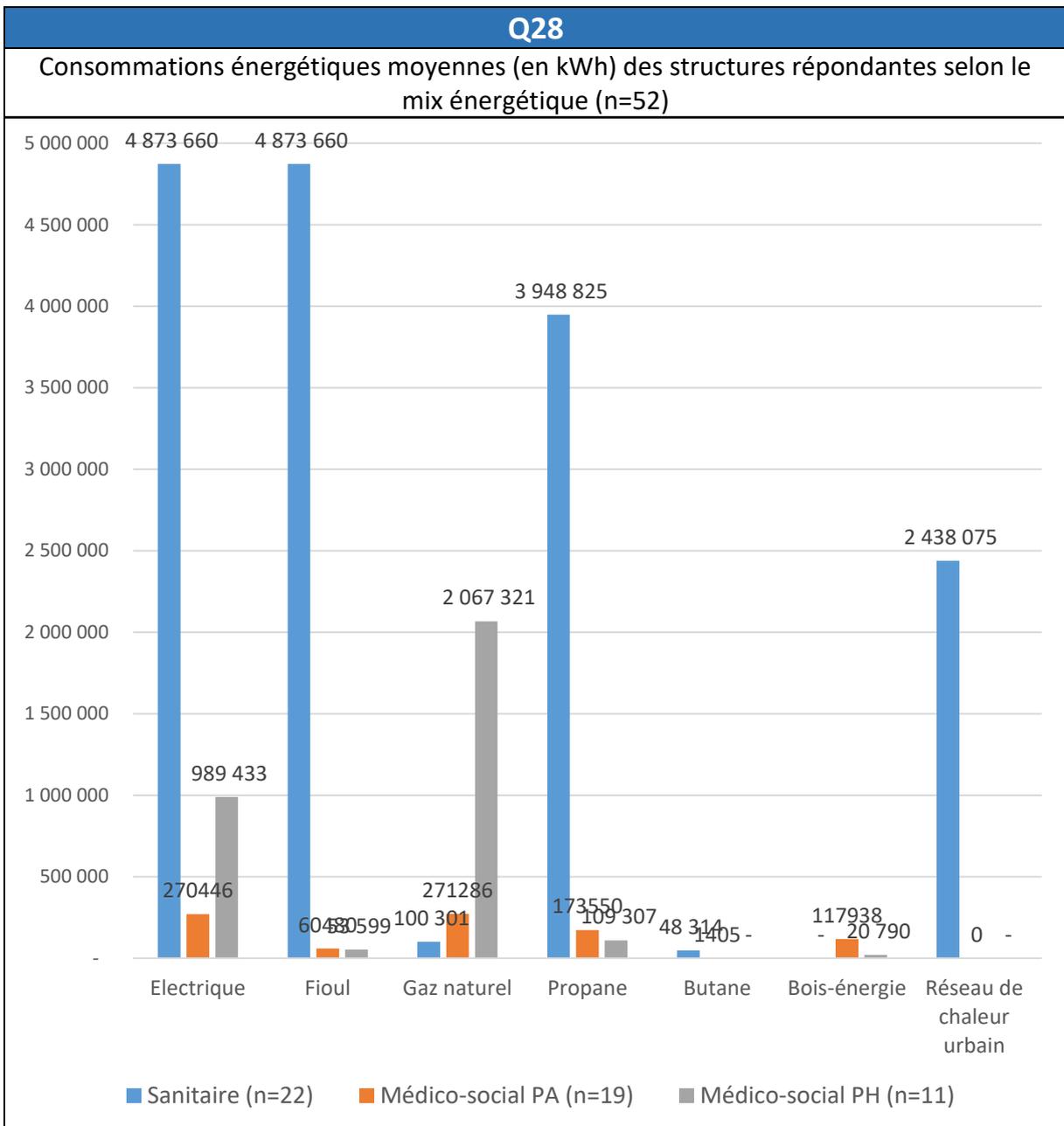
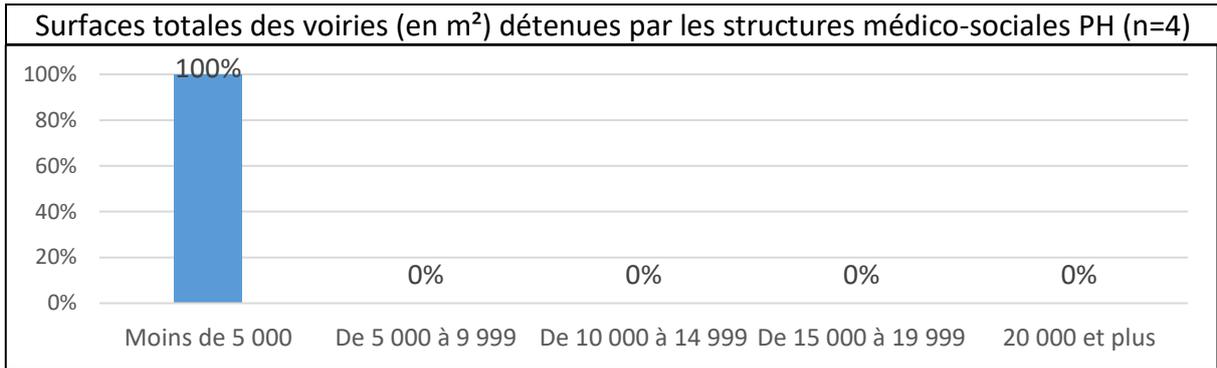
5.2. Actions des structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées aux bâtiments et aux énergies :



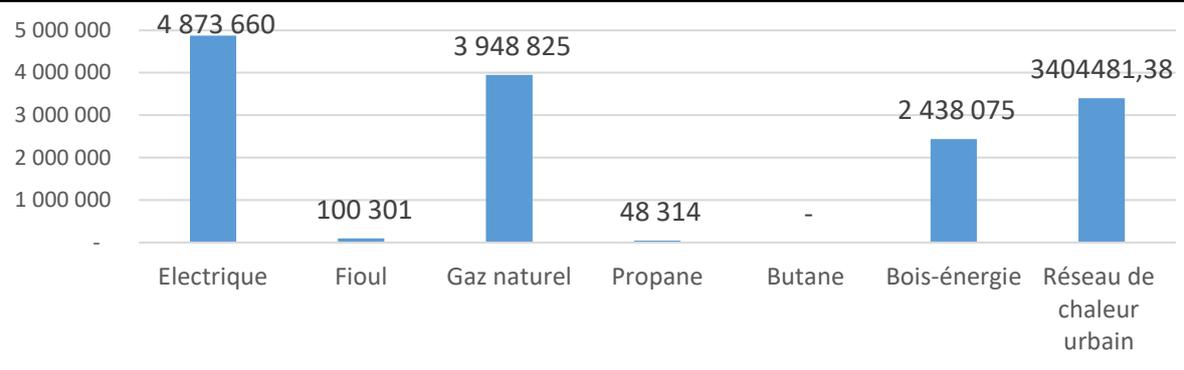




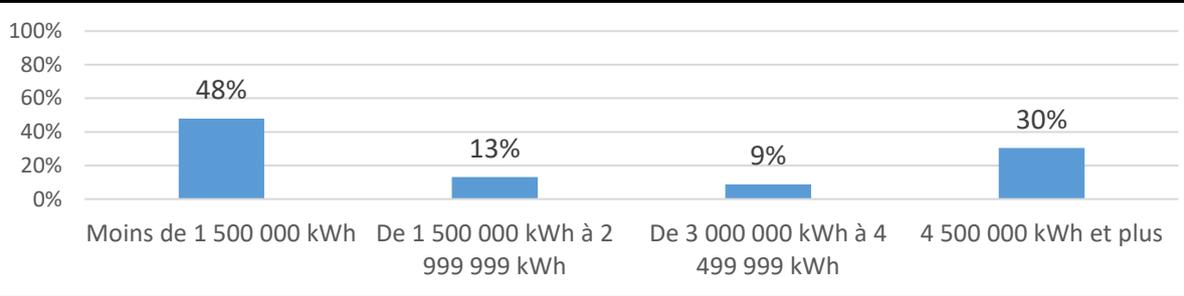




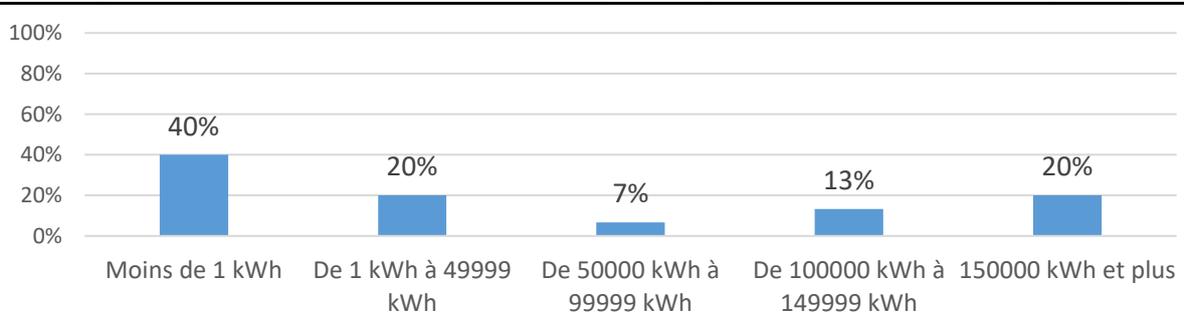
Consommations énergétiques moyennes (en kWh) des structures sanitaires selon le mix énergétique (n=22)



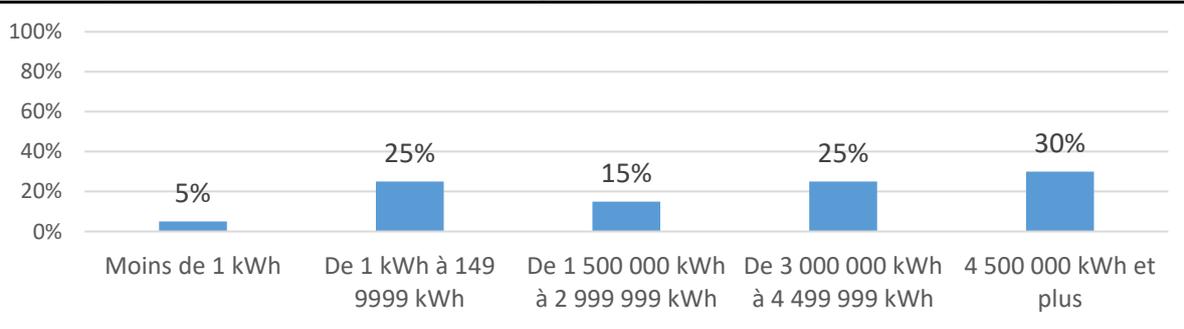
Répartition des consommations électriques (en kWh) des structures sanitaires (n=22)



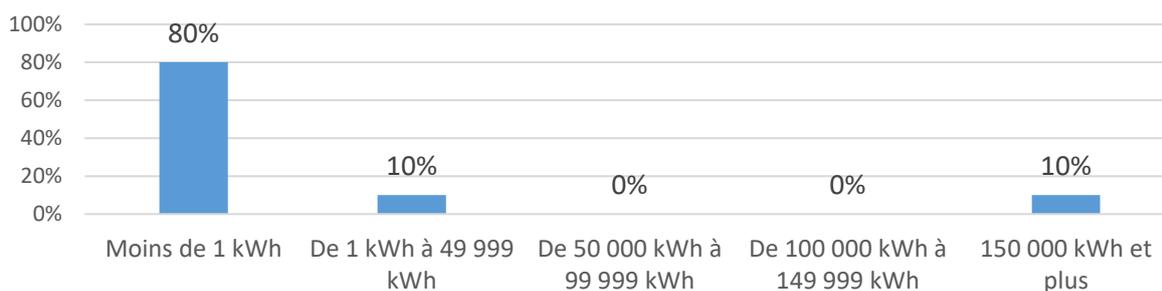
Répartition des consommations de fioul (en kWh) des structures sanitaires (n=14)



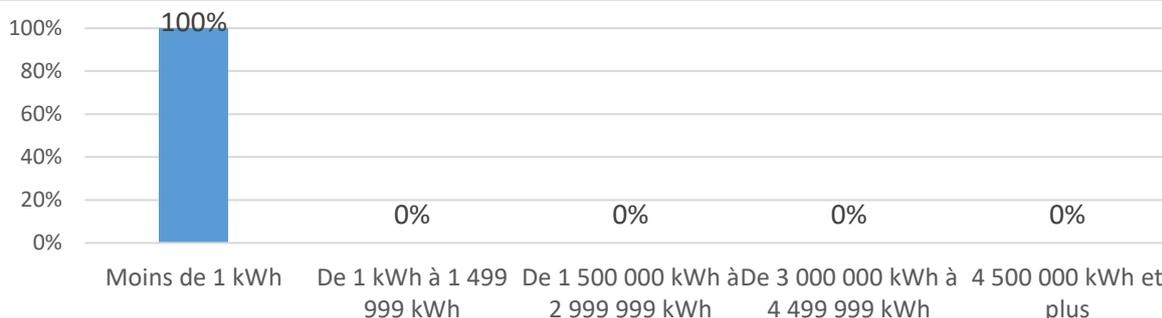
Répartition des consommations de gaz (en kWh) des structures sanitaires (n=19)



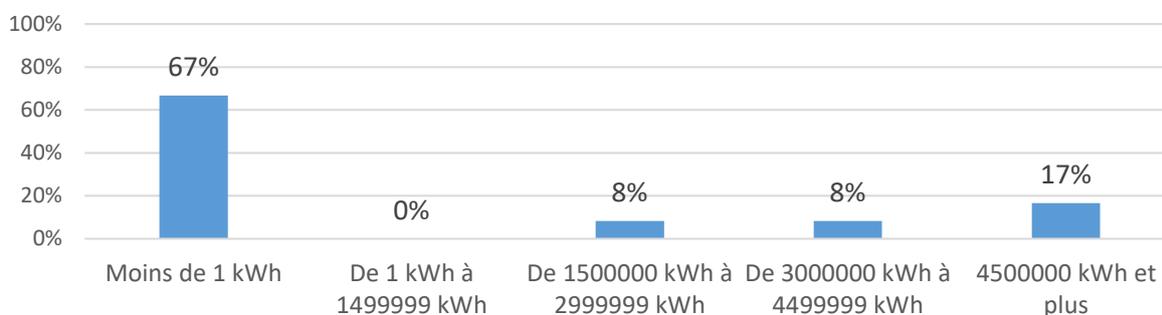
Répartition des consommations de propane (en kWh) des structures sanitaires (n=10)



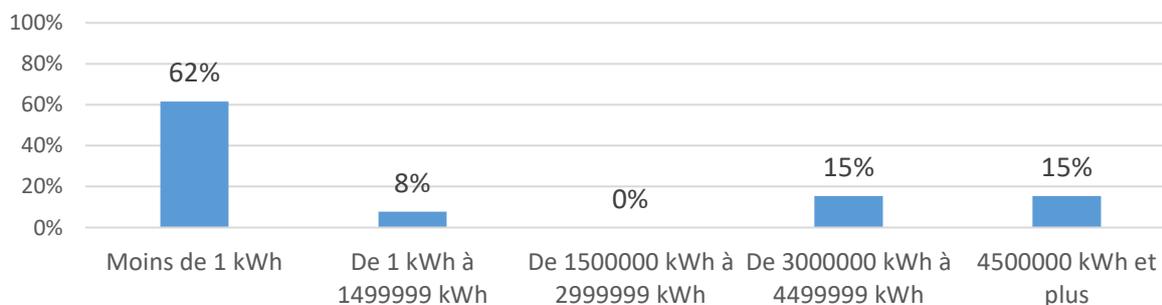
Répartition des consommations de butane (en kWh) des structures sanitaires (n=9)



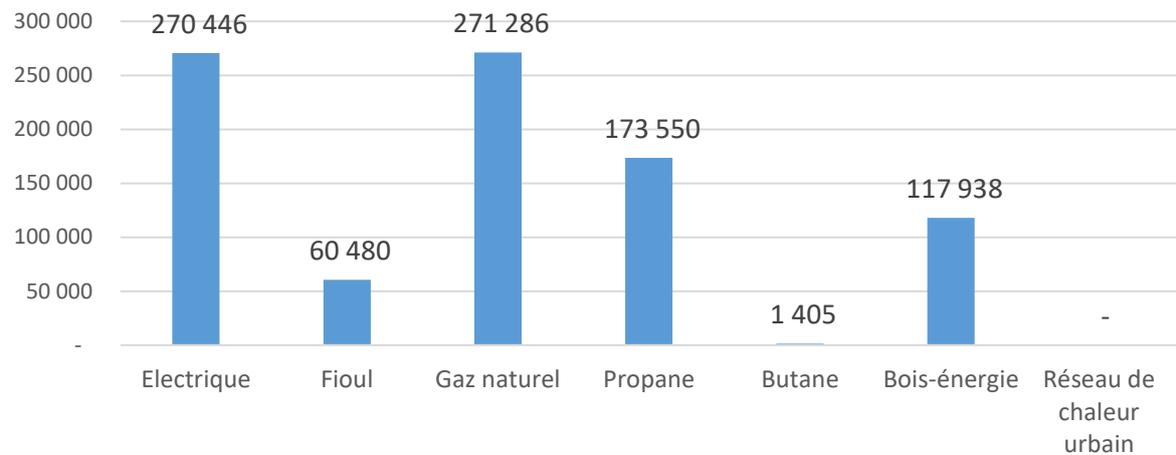
Répartition des consommations de bois-énergie (en kWh) des structures sanitaires (n=11)



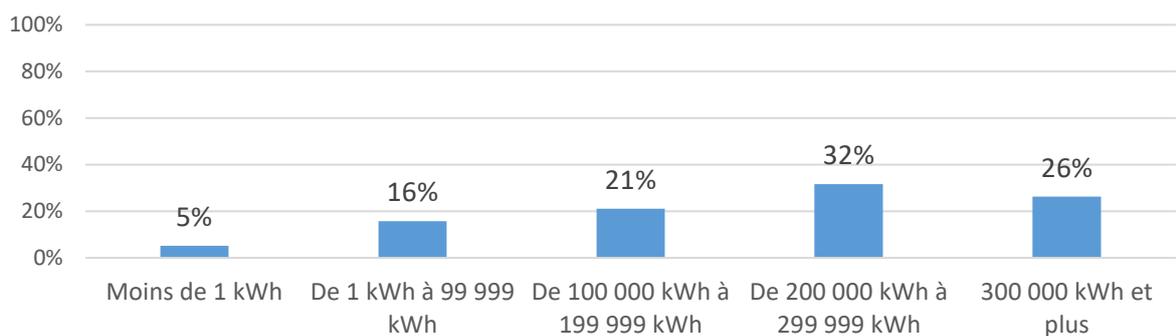
Répartition des consommations de RCU (en kWh) des structures sanitaires (n=11)



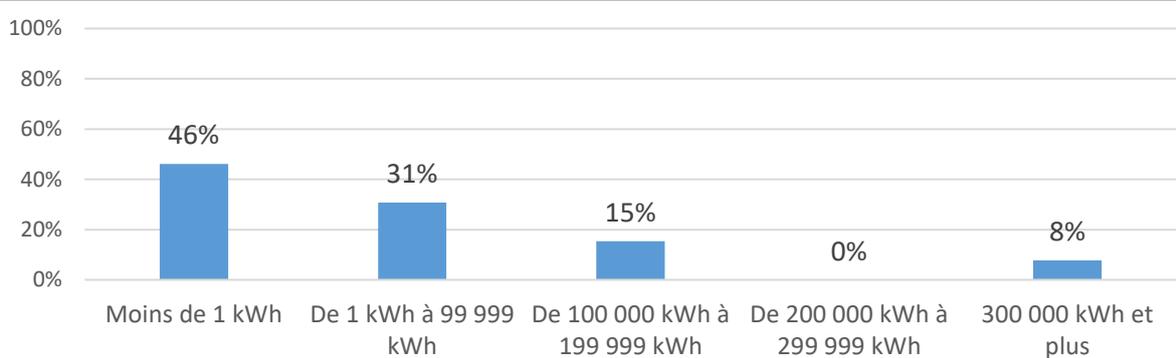
Consommations énergétiques moyennes (en kWh) des structures médico-sociales PA selon le mix énergétique (n=19)



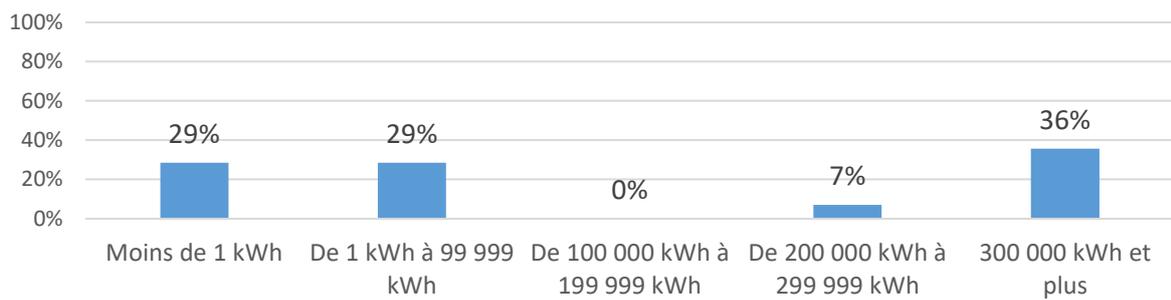
Répartition des consommations électriques (en kWh) des structures médico-sociales PA (n=19)



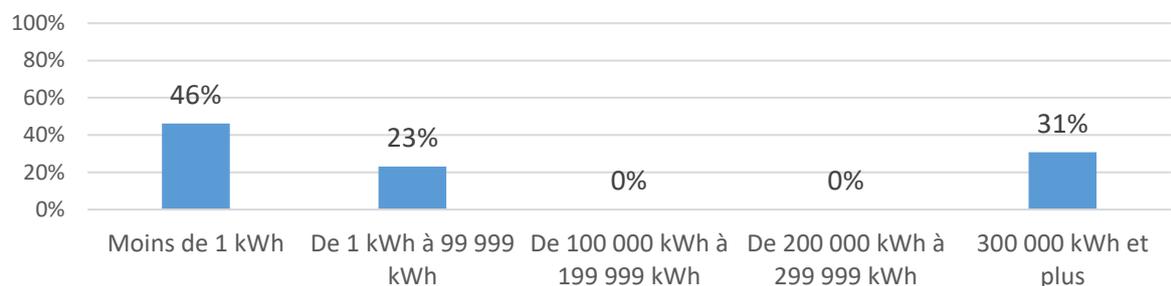
Répartition des consommations de fioul (en kWh) des structures médico-sociales PA (n=13)



Répartition des consommations de gaz (en kWh) des structures médico-sociales PA (n=14)



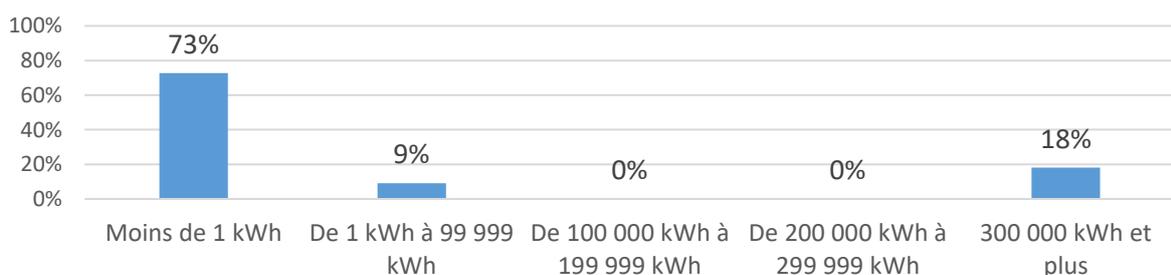
Répartition des consommations de propane (en kWh) des structures médico-sociales PA (n=13)

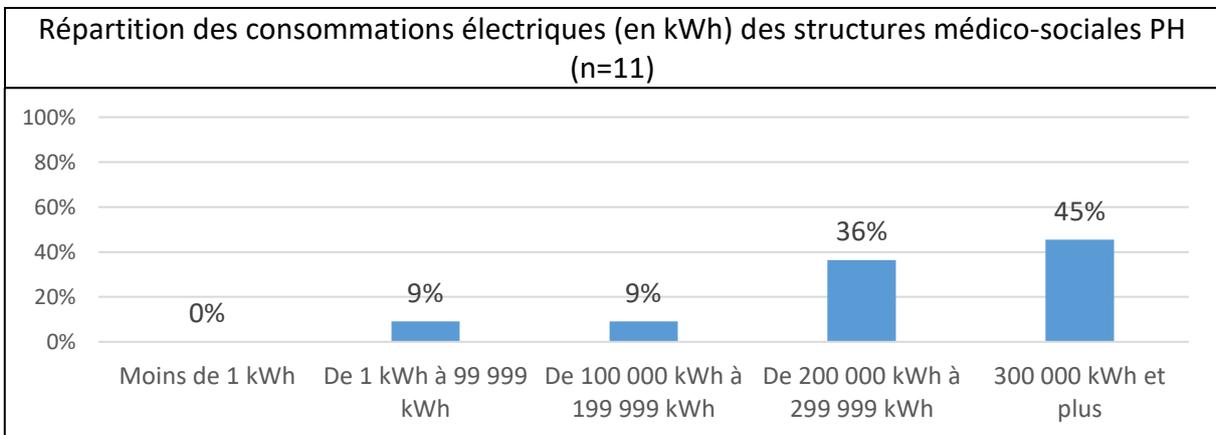
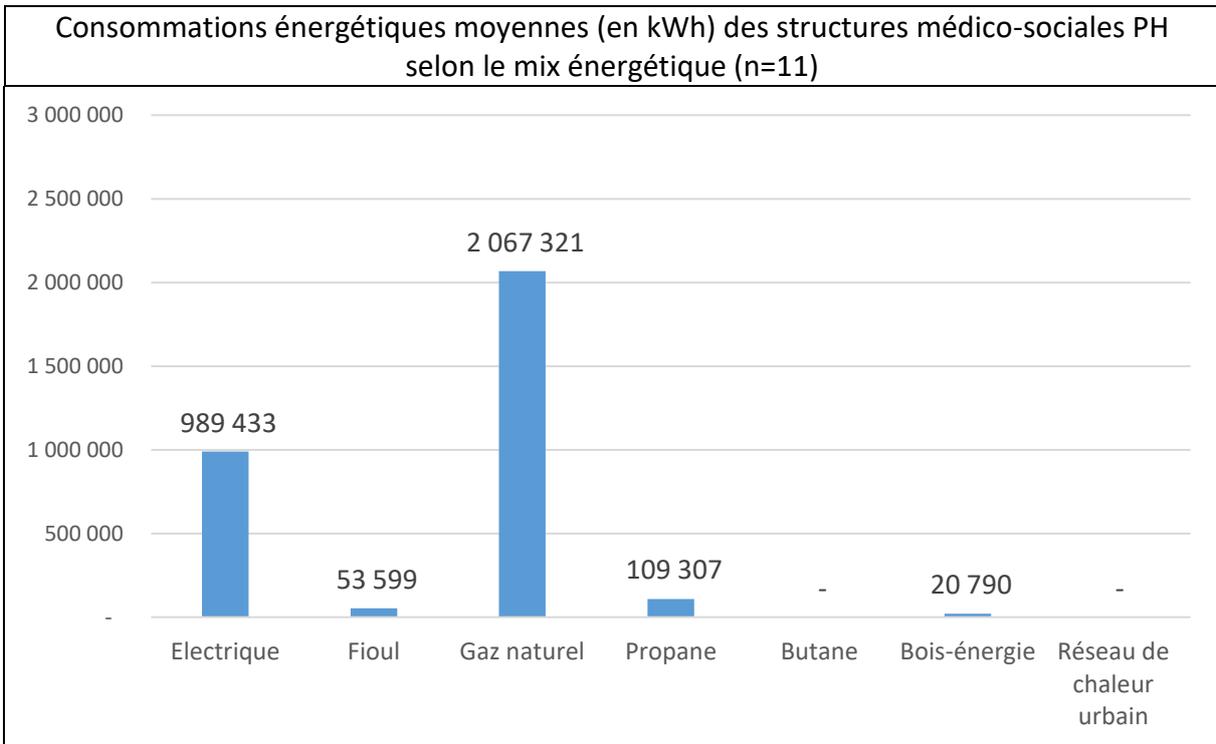
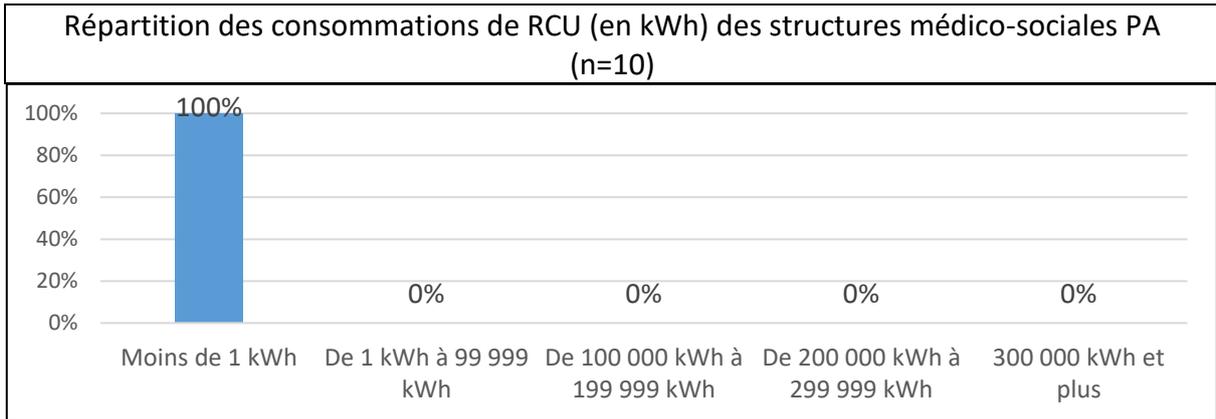


Répartition des consommations de butane (en kWh) des structures médico-sociales PA (n=11)

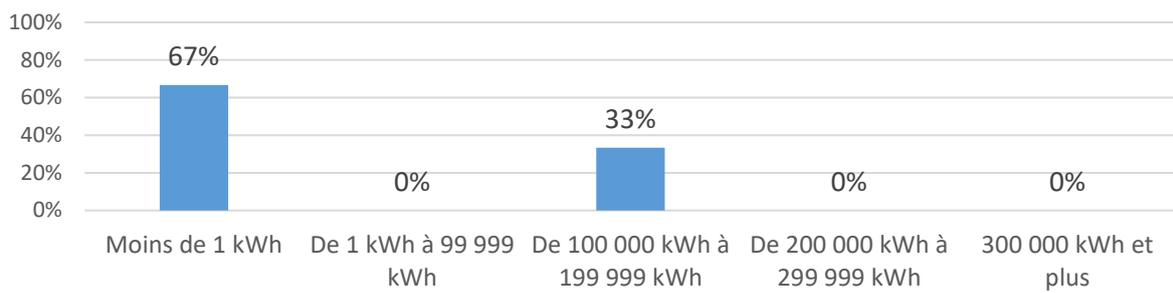


Répartition des consommations de bois-énergie (en kWh) des structures médico-sociales PA (n=11)

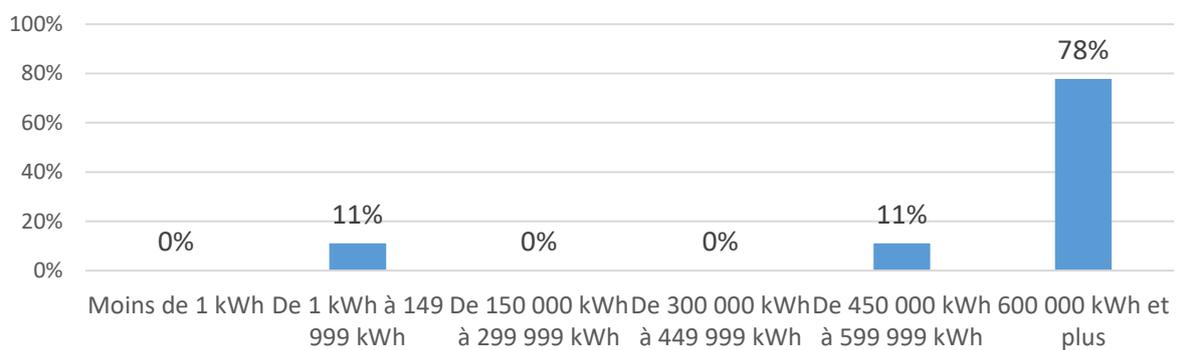




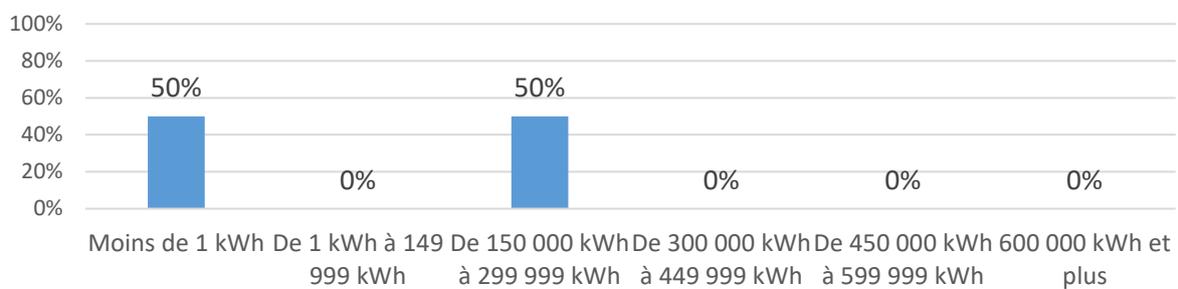
Répartition des consommations de fioul (en kWh) des structures médico-sociales PH (n=3)



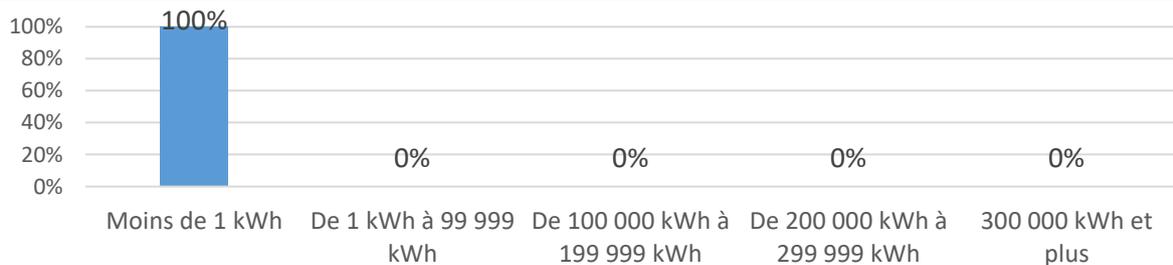
Répartition des consommations de gaz (en kWh) des structures médico-sociales PH (n=9)



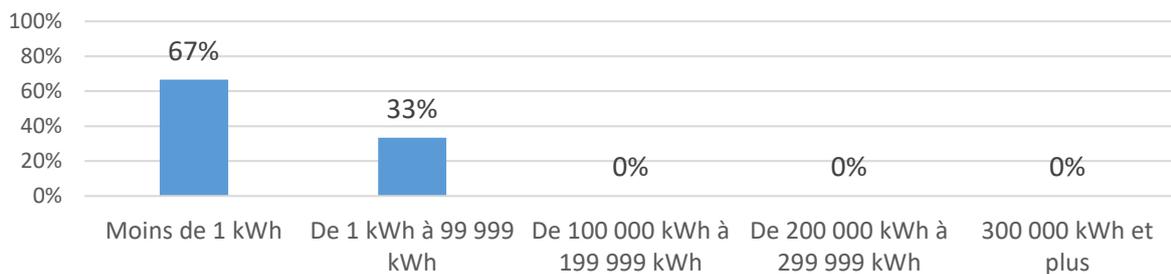
Répartition des consommations de propane (en kWh) des structures médico-sociales PH (n=4)



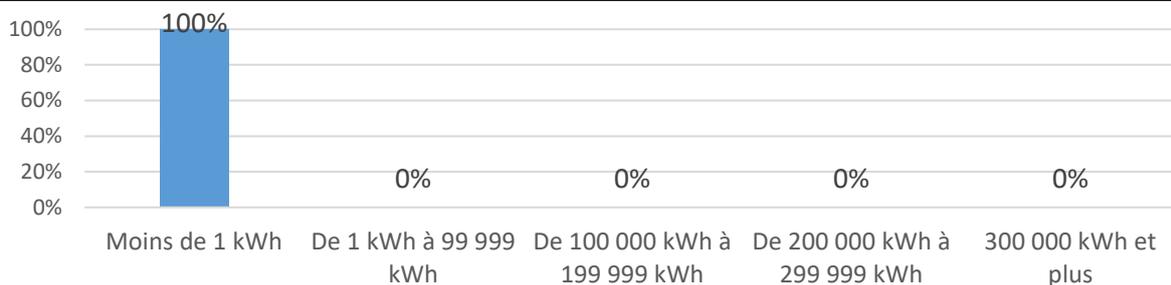
Répartition des consommations de butane (en kWh) des structures médico-sociales PH (n=3)



Répartition des consommations de bois-énergie (en kWh) des structures médico-sociales PH (n=3)



Répartition des consommations de RCU (en kWh) des structures médico-sociales PH (n=2)



Verbatim des autres consommations énergétiques (n=4)

+ 2 sites en plaquettes + 2 sites en RCU + 4 sites en gaz propane

FIOUL = LITRE

Le fioul est consommé partiellement lors du fonctionnement du groupe électrogène, impossible de quantifier une valeur annuelle.

sans objet

Q29

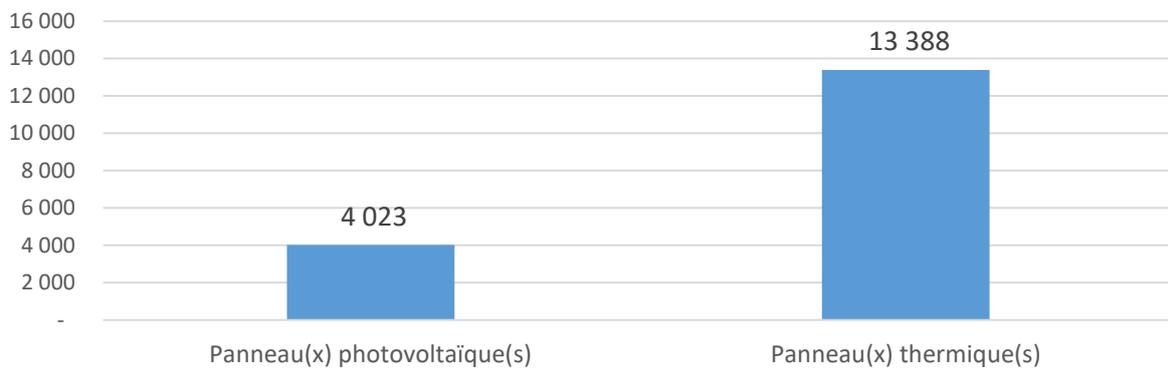
Part des structures produisant son énergie (n=62)



Répartition par secteurs d'activités des structures produisant leur énergie (n=13)



Production énergétique moyenne des structures selon le mode de production (n=5)

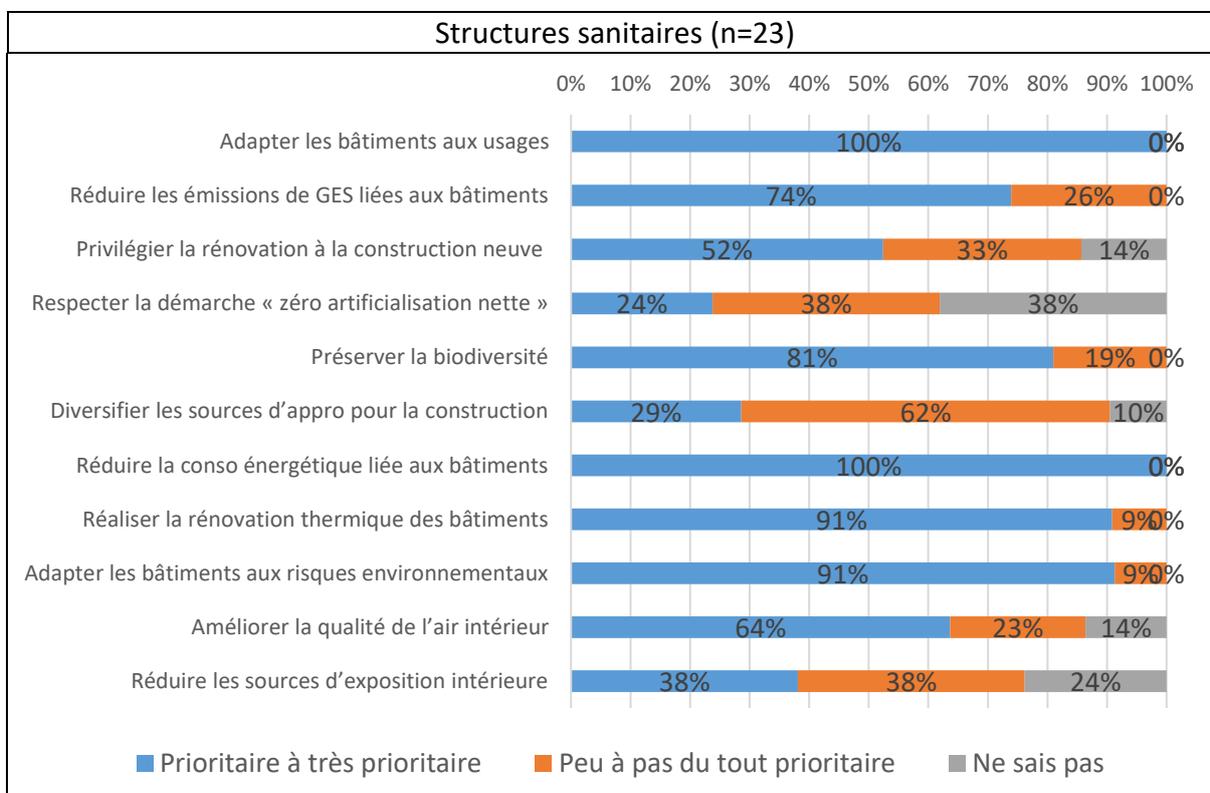
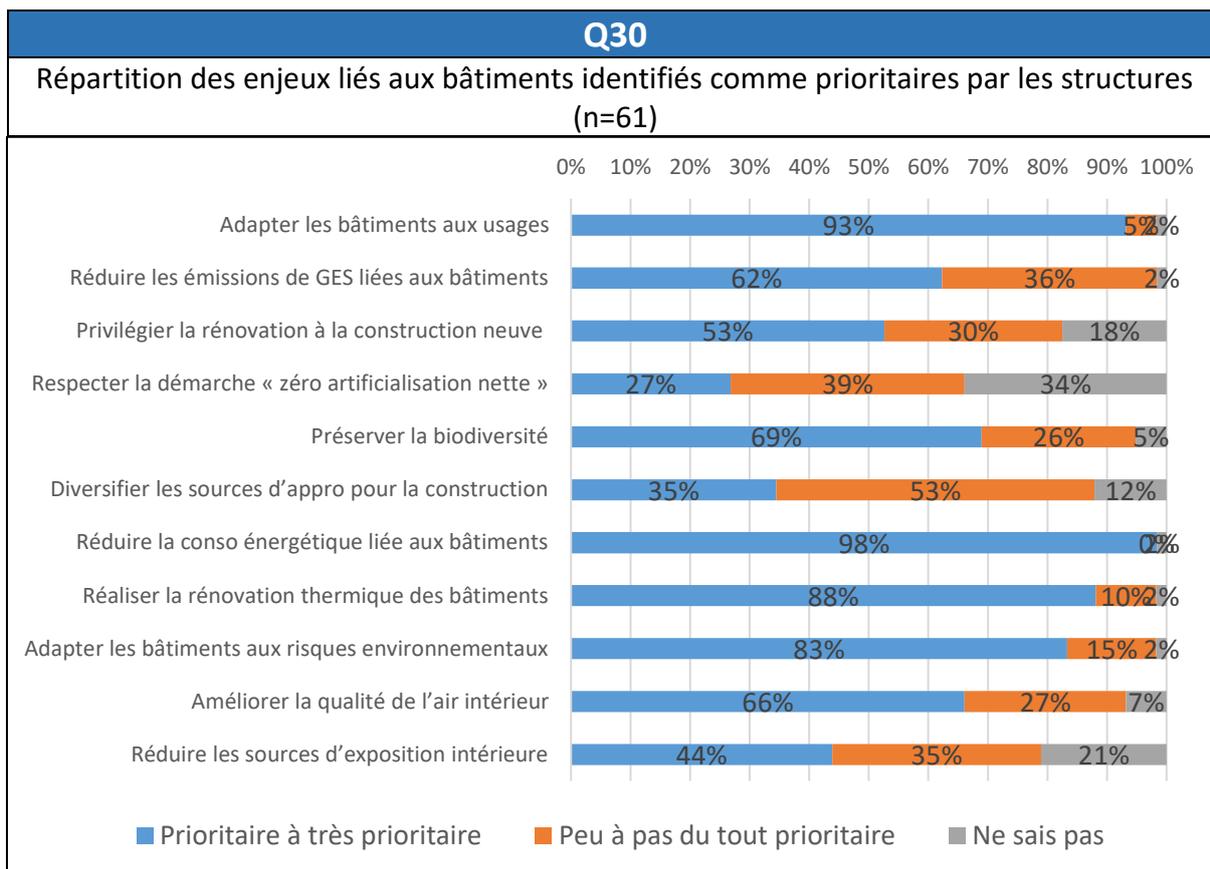


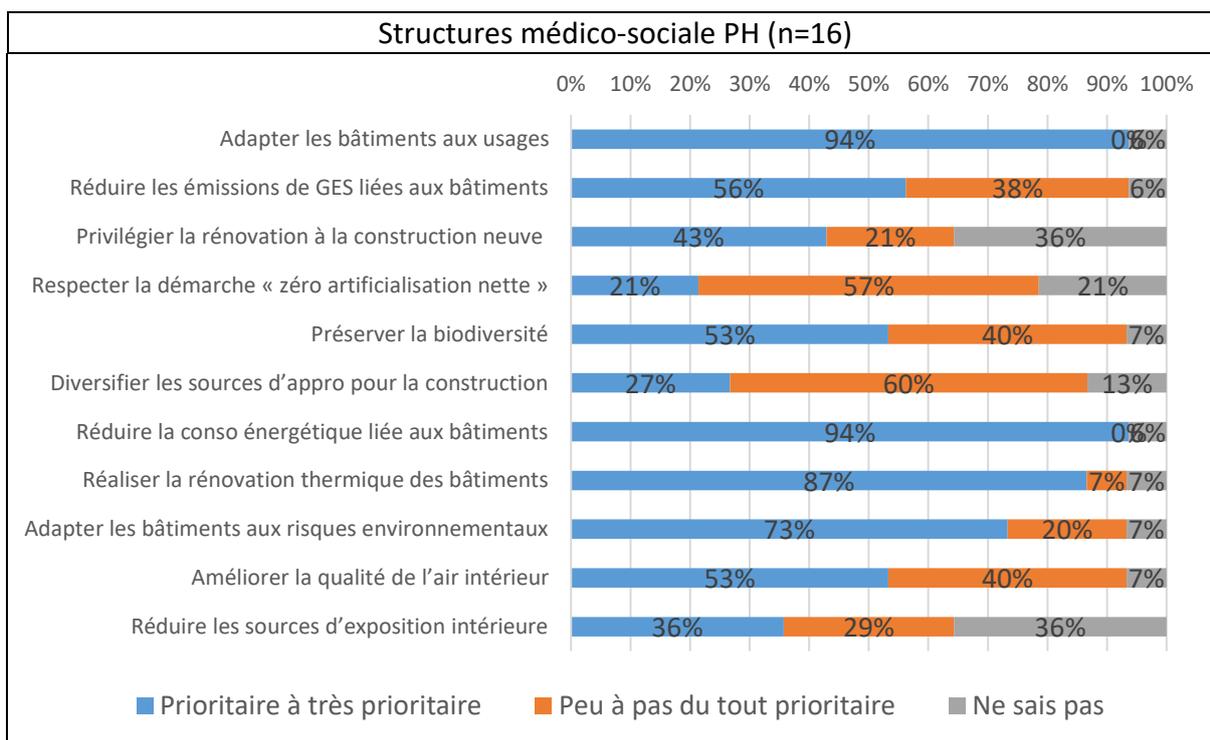
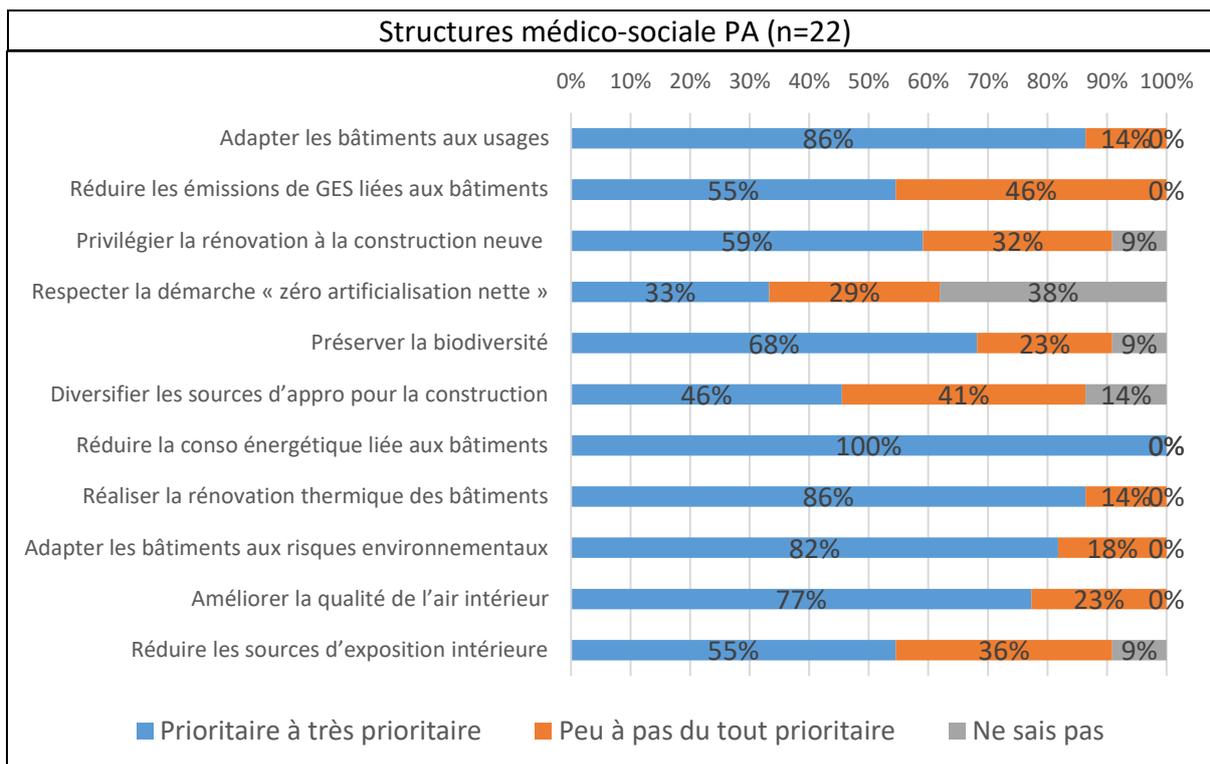
Verbatim des autres moyens de production énergétique des structures (n=3)

Données de production non identifiées

Panneaux thermiques

Production solaire thermique, production non évoluée en kWh





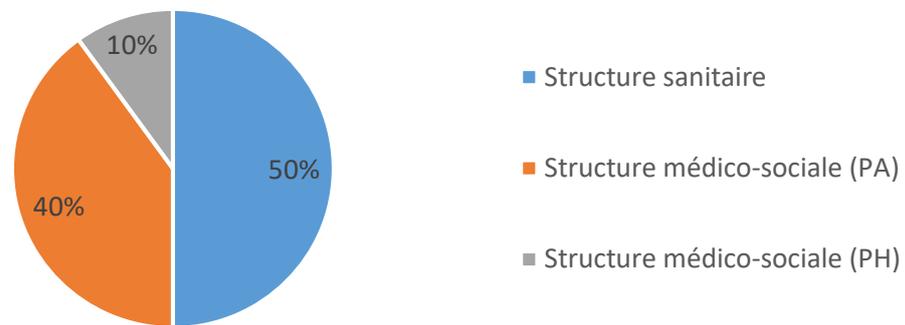
Verbatim des autres enjeux identifiés comme prioritaires par les structures (n=1)
 Un grand nombre des éléments très prioritaires le sont en raison de la réglementation (RE2020 notamment).

Q31

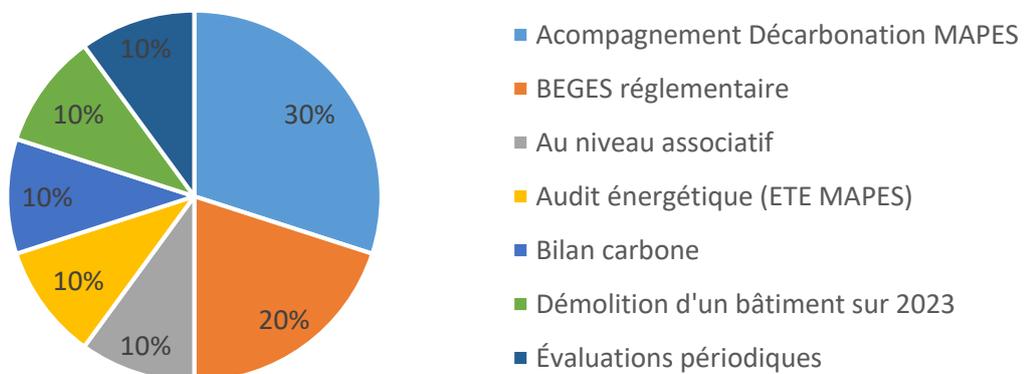
Part des structure ayant réalisé un bilan des émissions de GES liées au bâtiment (n=59)



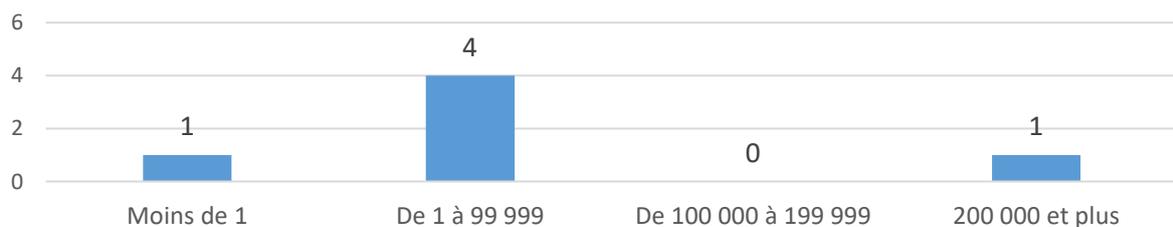
Répartition sectorielle des structures ayant calculé les émissions de GES liées au bâtiment (n=10)



Cadre de réalisation de l'évaluation des émissions de GES liées au bâtiment (n=10)



Répartition des émissions de GES (en kg eqCO2) liées au bâtiment (n=6)



Q32

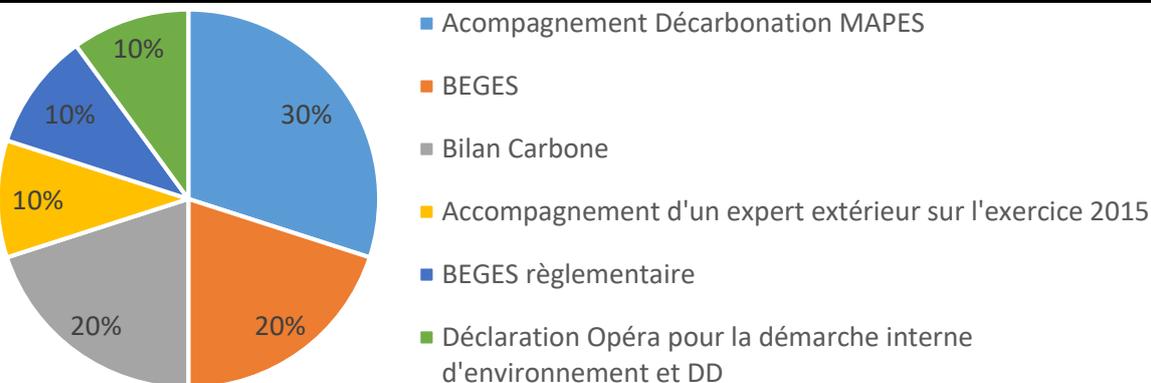
Part des structure ayant réalisé un bilan des émissions de GES liées à la consommation énergétique (n=58)



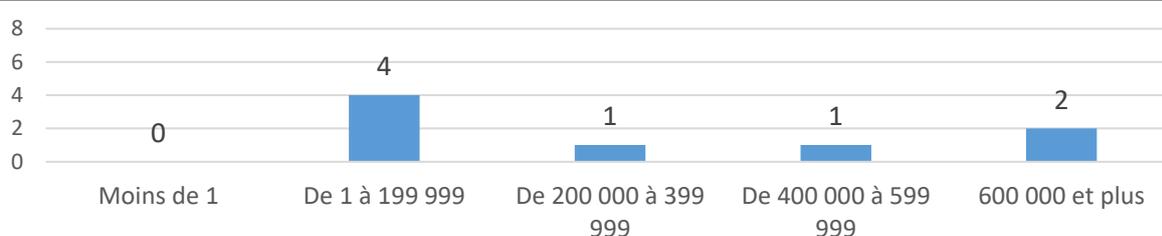
Répartition sectorielle des structures ayant calculé les émissions de GES liées à la consommation énergétique (n=10)



Cadre de réalisation de l'évaluation des émissions de GES liées à la consommation énergétique (n=10)

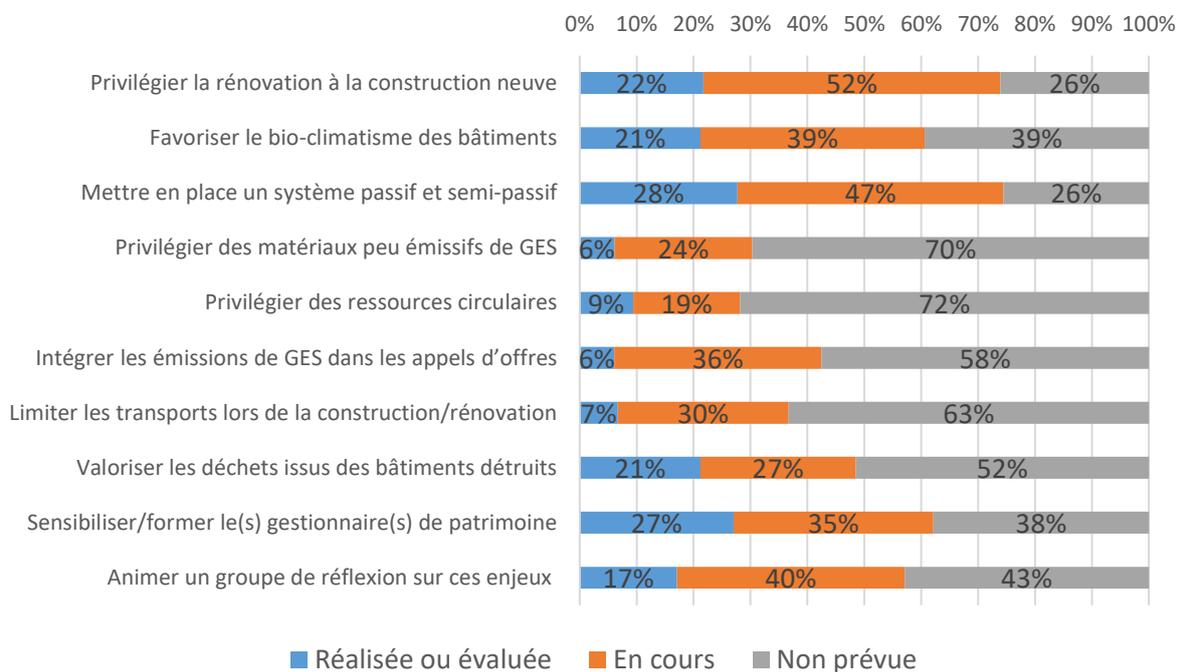


Répartition des émissions de GES (en kg eqCO₂) liées à la consommation énergétique (n=8)

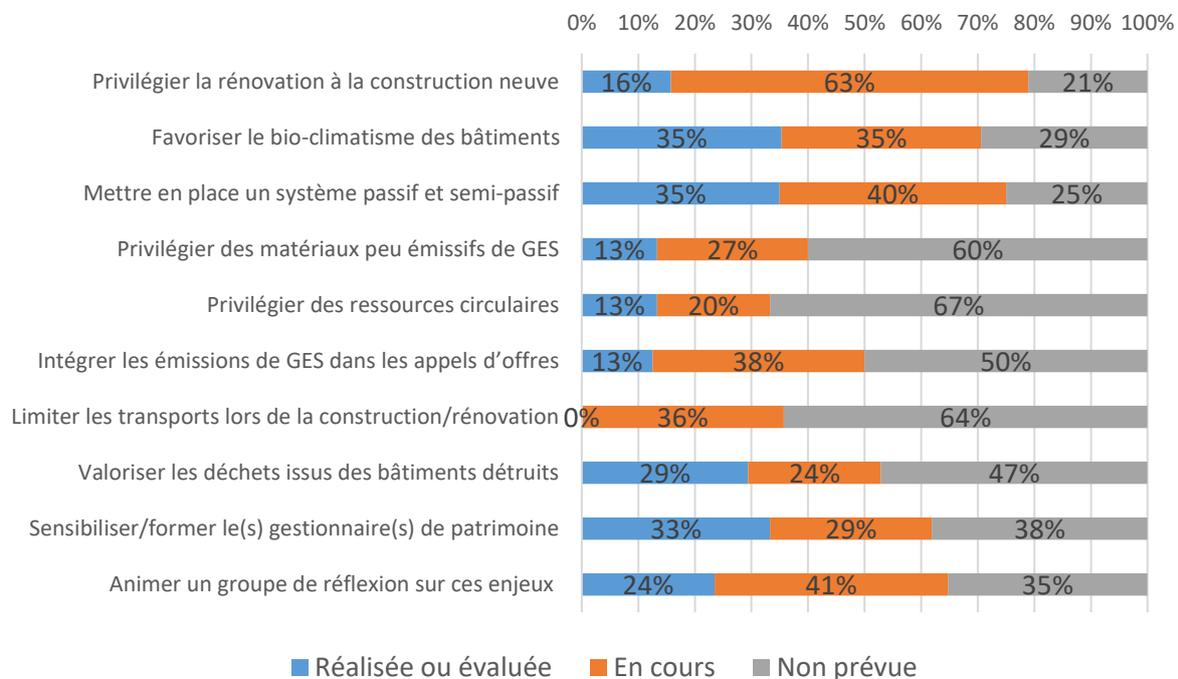


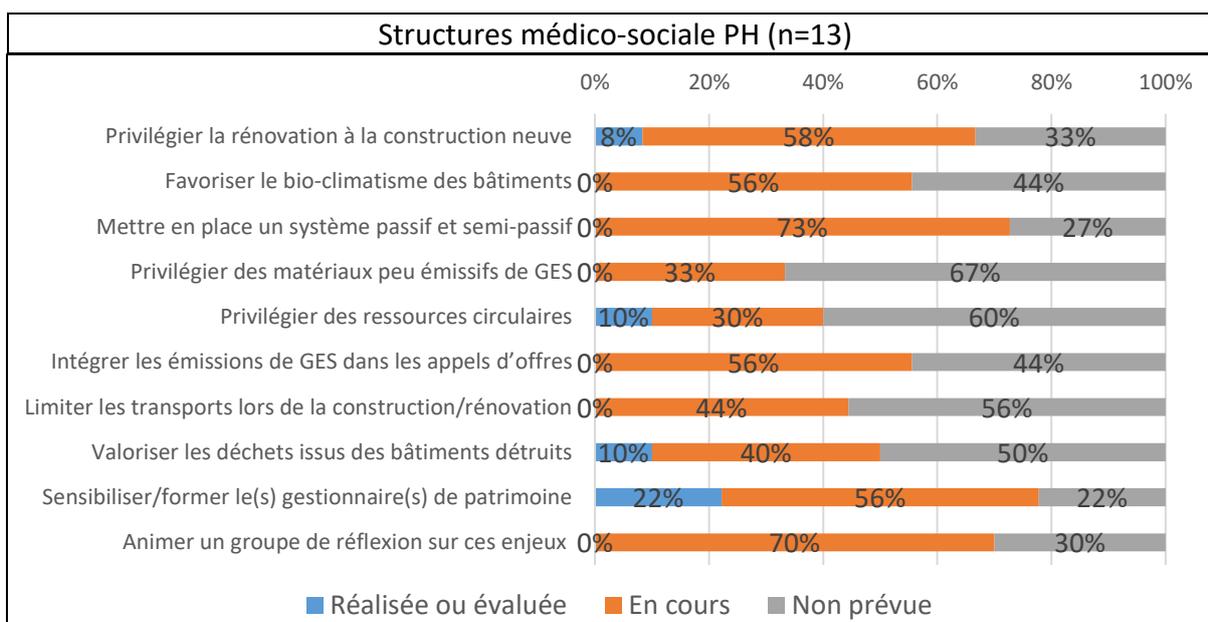
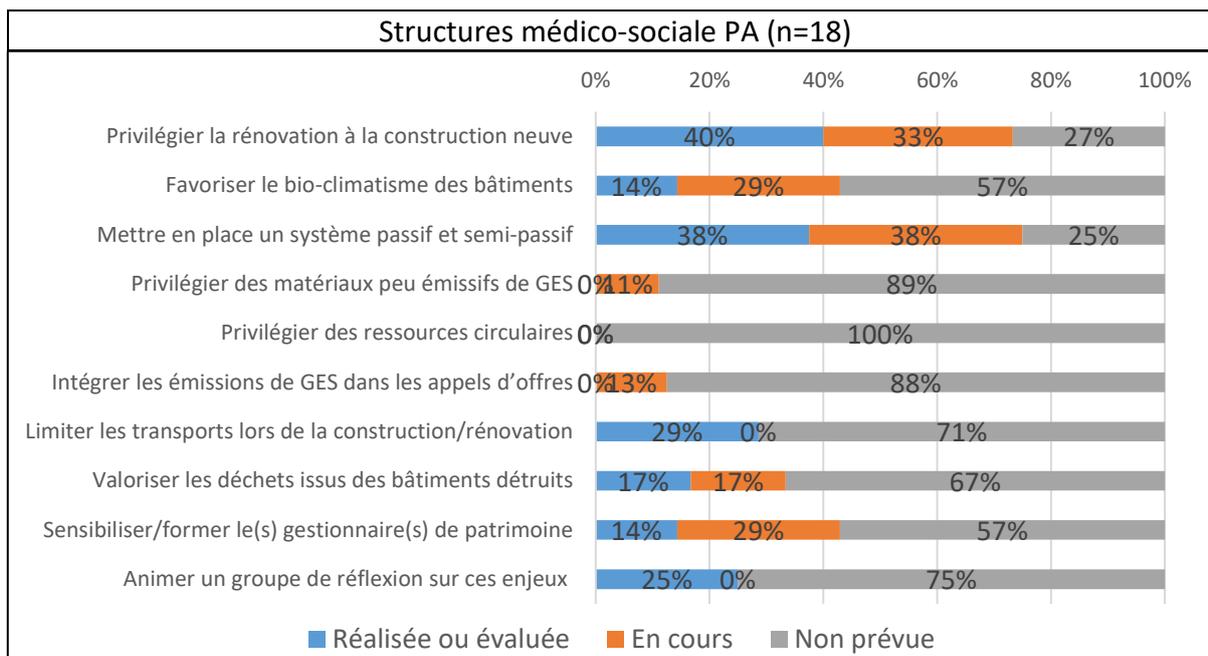
Q33

Répartition des actions réalisées par les structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées aux bâtiments (n=56)



Structures sanitaires (n=21)





Verbatim des descriptions des actions réalisées par les structures pour réduire les émissions de GES liées aux bâtiments (n=6)

La mesure des émissions GES est en cours (bilan carbone avec MAPES - NEPSÉN)

La structure n'est pas propriétaire des bâtiments donc non décideur

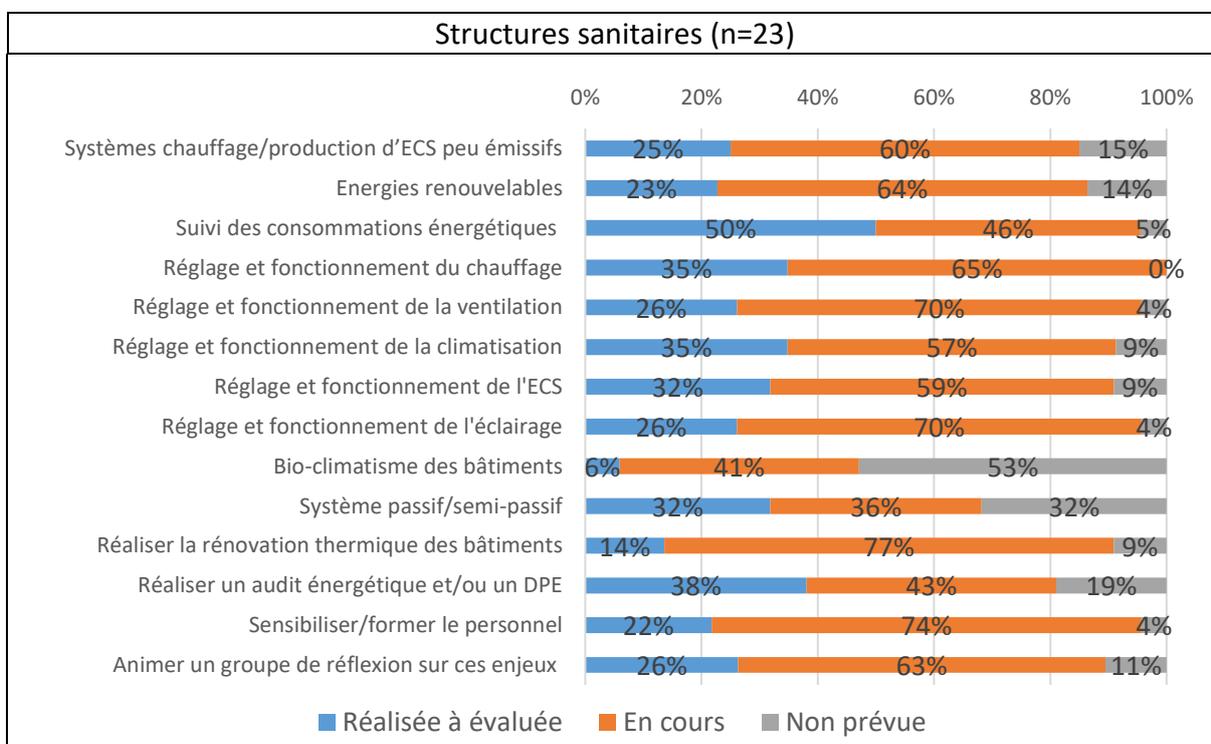
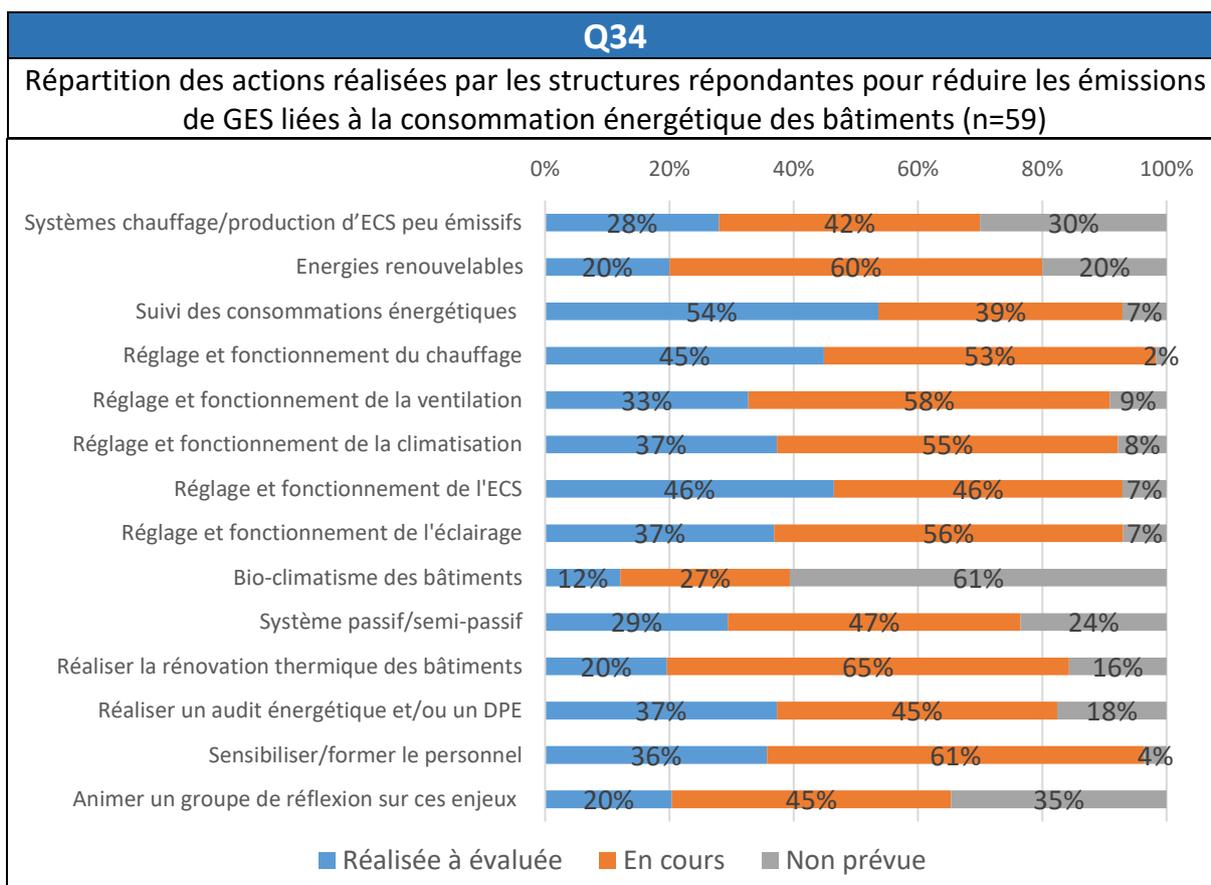
Nous ne sommes que locataires, et discutons avec Mairie et Maine et Loire Habitat pour un nouveau local sur le site d'une friche industrielle. avons peu de moyens de pression malheureusement, mais allons poser les questions !

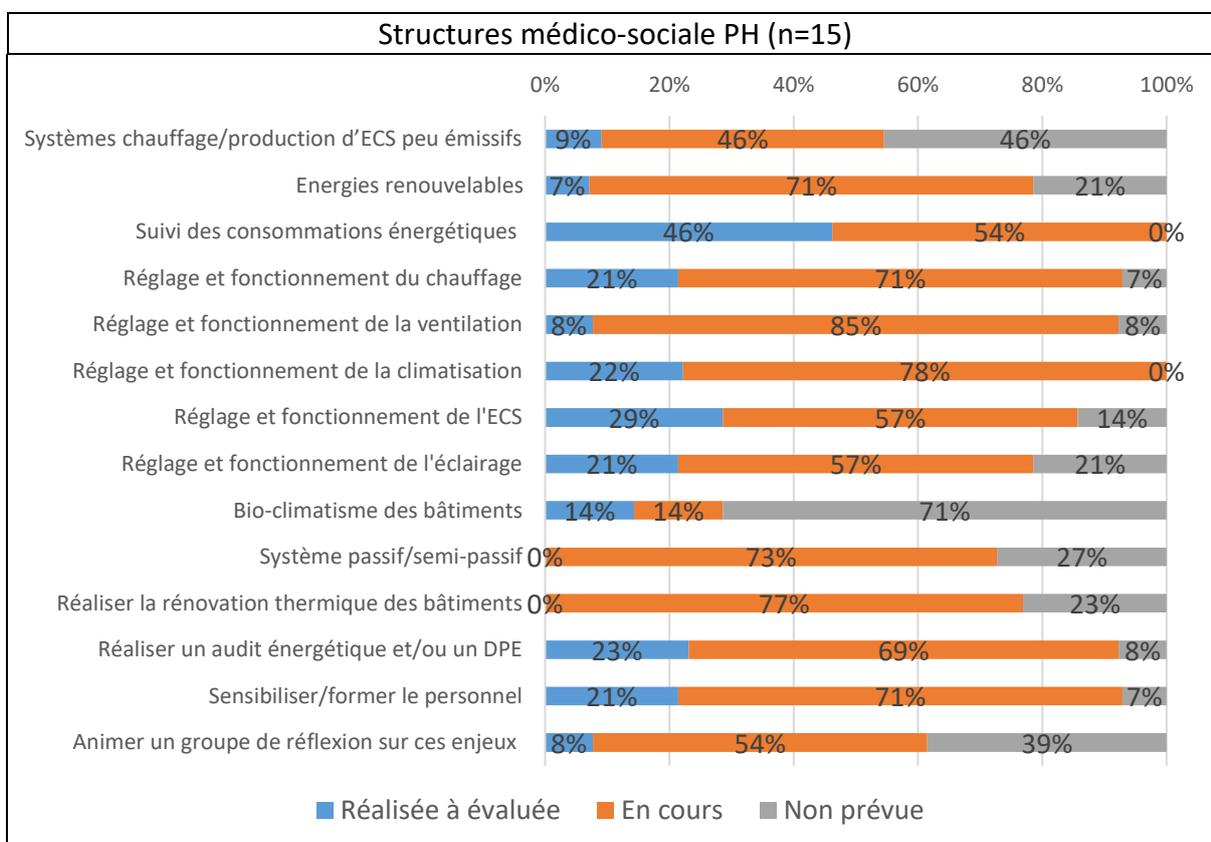
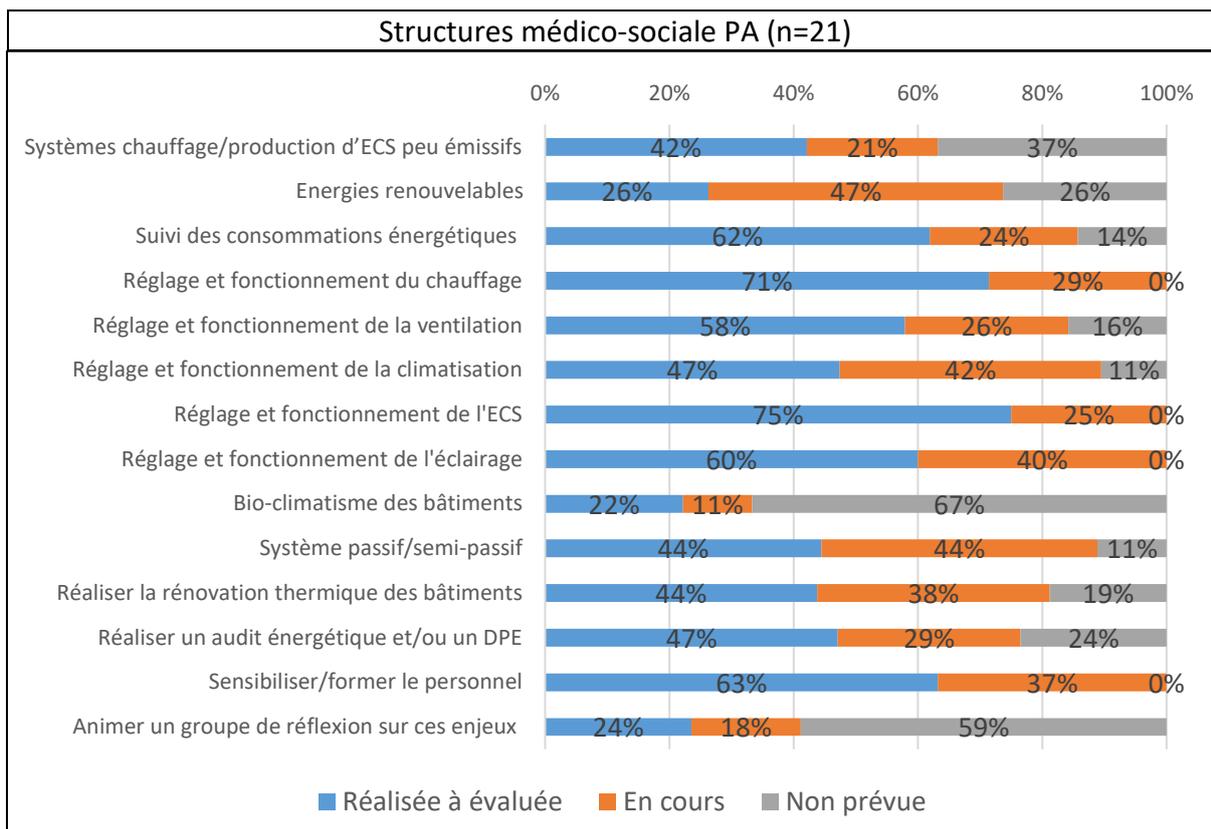
Nous sommes locataires du bâtiment.

Le bail social est Vendée Habitat, nous sommes tributaires de sa politique économique et environnemental.

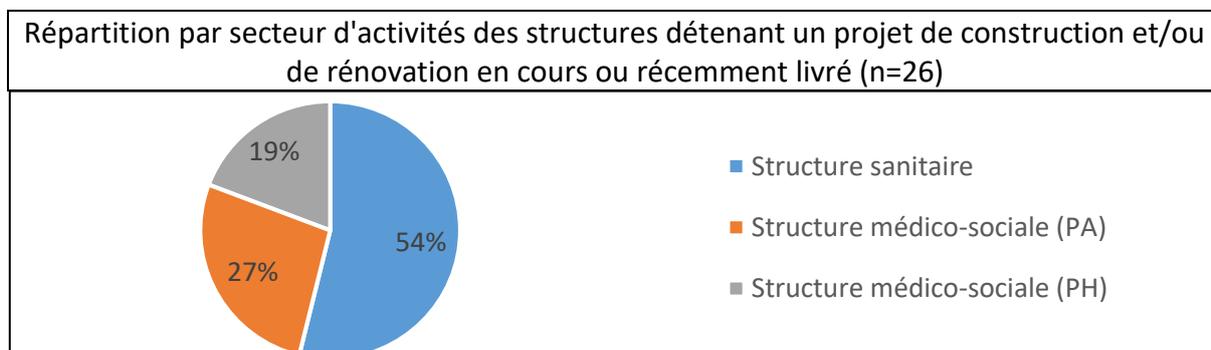
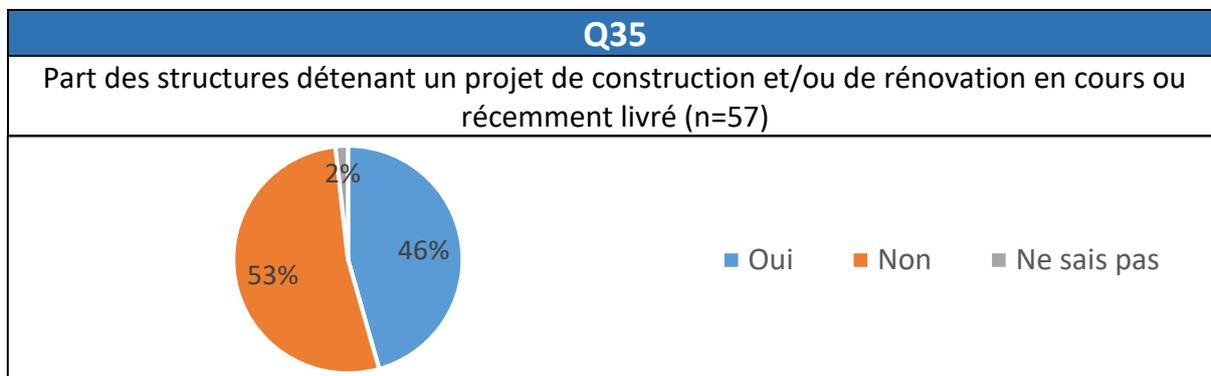
Réhabilitation finie en 2017

Restructuration effectuée en 2015

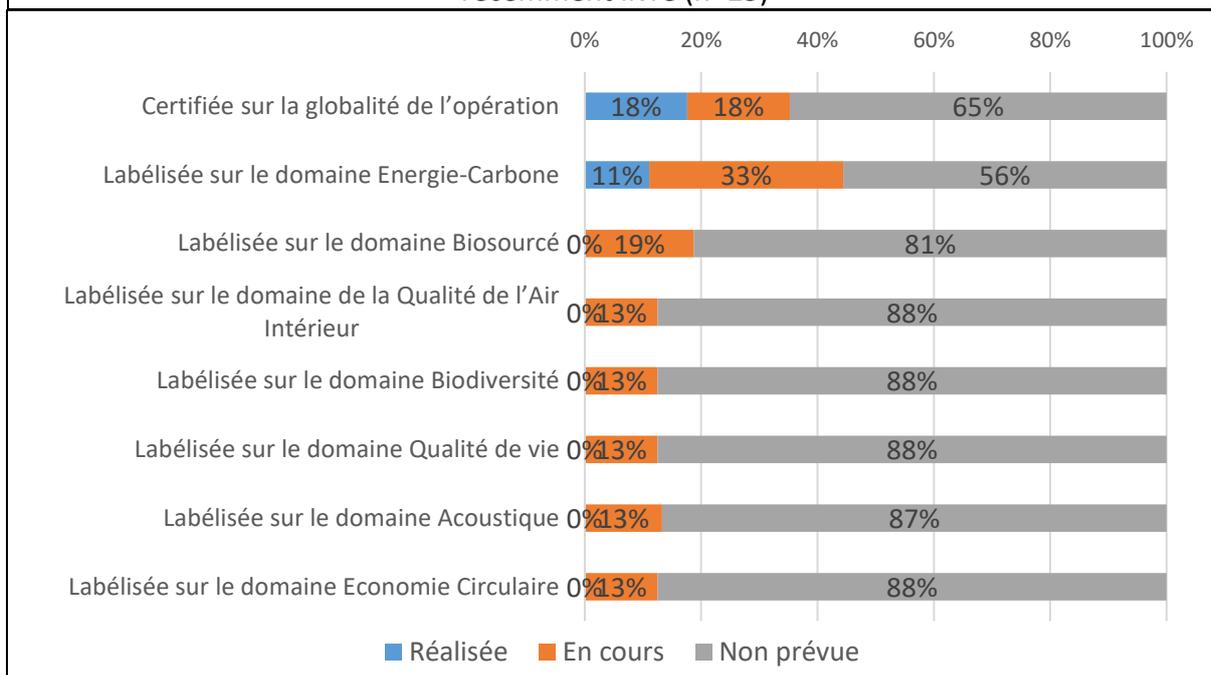




Verbatim des descriptions des actions réalisées par les structures pour réduire les émissions de GES liées à la consommation énergétique des bâtiments (n=8)
BALLON SOLAIRE ECS
FRESQUE DU CLIMAT MIS EN PLACE EN INTERNE
Le XXX s'est doté depuis plus de 2 ans d'un pôle patrimoine afin de mieux connaître son parc et de professionnaliser la gestion de son patrimoine bâti (opérations de construction/rénovation / suivi maintenance,...). La diminution des GES implique un certain nombre d'actions. Les plus simples et peu coûteuses ont été réalisées, le reste nécessite des investissements importants pour être réalisés et ne pourront être envisagés qu'à l'aune des financement parallèles.
Le XX est en cours d'élaboration d'un schéma directeur immobilier en lien avec l'ARS En perspective, un audit énergétique est en cours de consultation pour établie un SDE avec le concours de la MAPES
notre bâtiment actuel (mairie est propriétaire) s'est amélioré petit à petit, mais il a été pensé et construit façon début années 2000.
Nous sommes passée depuis 2019 d'une cuve a fioul a des panneaux solaire , pour l' ECS production gaz/solaire.
Remplacement des chaudière fioul par chaudière bois et gaz propane en soutien.
SUIVI ANNUEL DE TOUTES LES CONSOMMATIONS (eau gaz électricité) ÉTUDE DE MISE EN PLACE D'UNE RÉGULATION CHAUFFAGE HORLOGE SUR LES C.T.A DIMINUTION DES PROGRAMMATIONS ÉCLAIRAGES EXTÉRIEURS.(divisé par 3) ISOLATION SUR RÉSEAU HYDRAULIQUE DE CHAUFFAGE



Démarche dans lequel s'inscrit le projet de construction et/ou de rénovation en cours ou récemment livré (n=25)



Verbatim des descriptions des autres démarches réalisées et/ou en cours sur le projet de construction et/ou rénovation (n=2)

Nous visons certains seuils sans la labellisation elle-même en raison du coût lié à un organisme labellisateur. En revanche, des actions sont mises en place et contrôlées par un Bureau de contrôle.

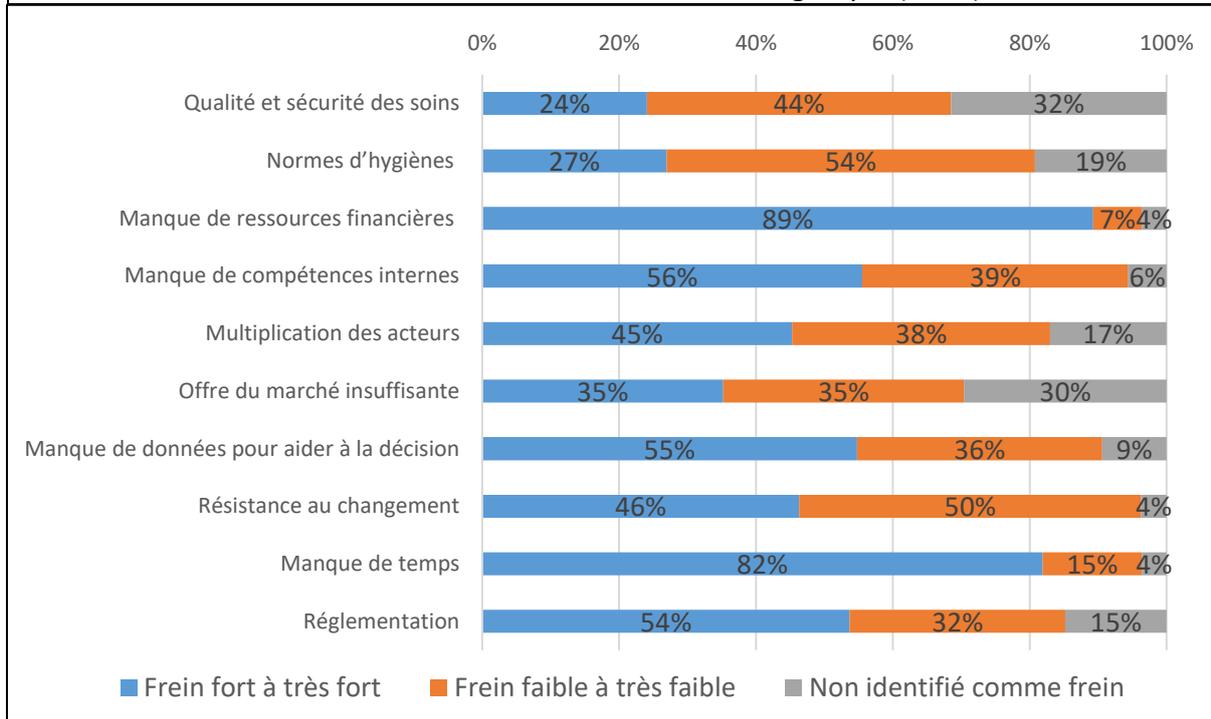
Toutes ces démarches sont suivies sans labellisation

Verbatim des descriptions des autres démarches réalisées et/ou en cours sur le projet de construction et/ou rénovation (n=2)

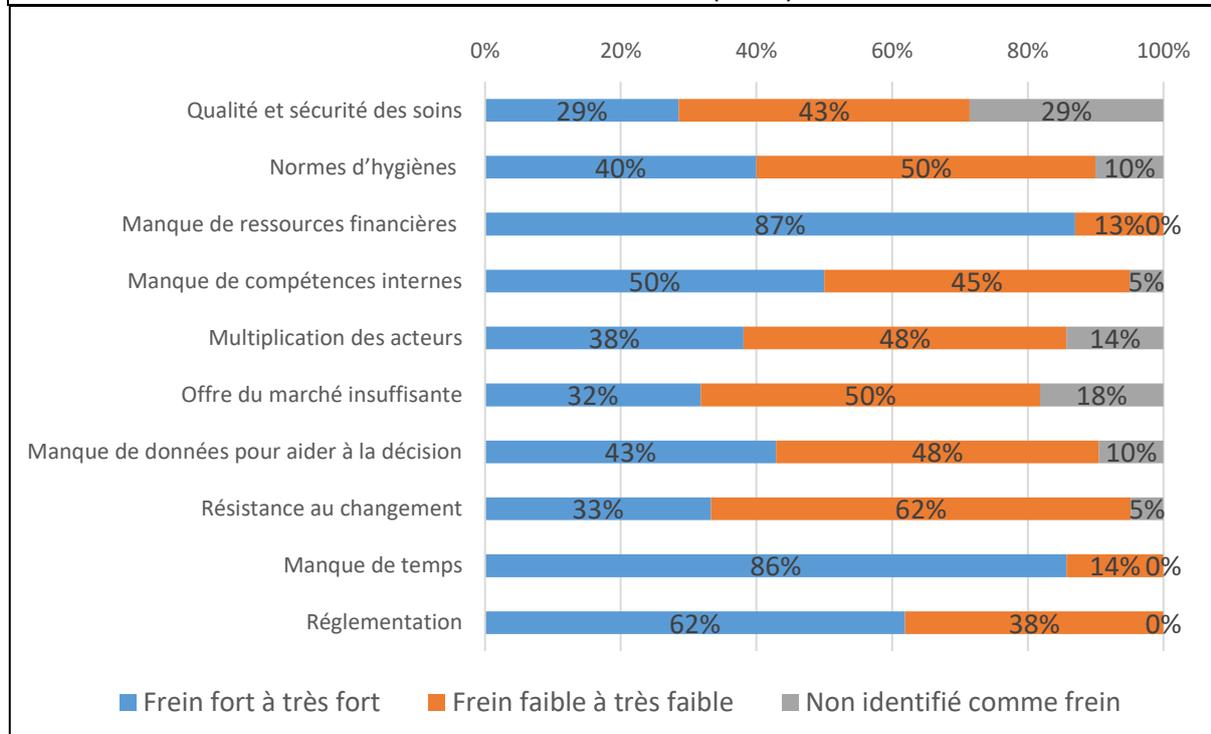
Etude du projet en cours avec un maître d'œuvre spécialisé dans les matériaux biosourcés

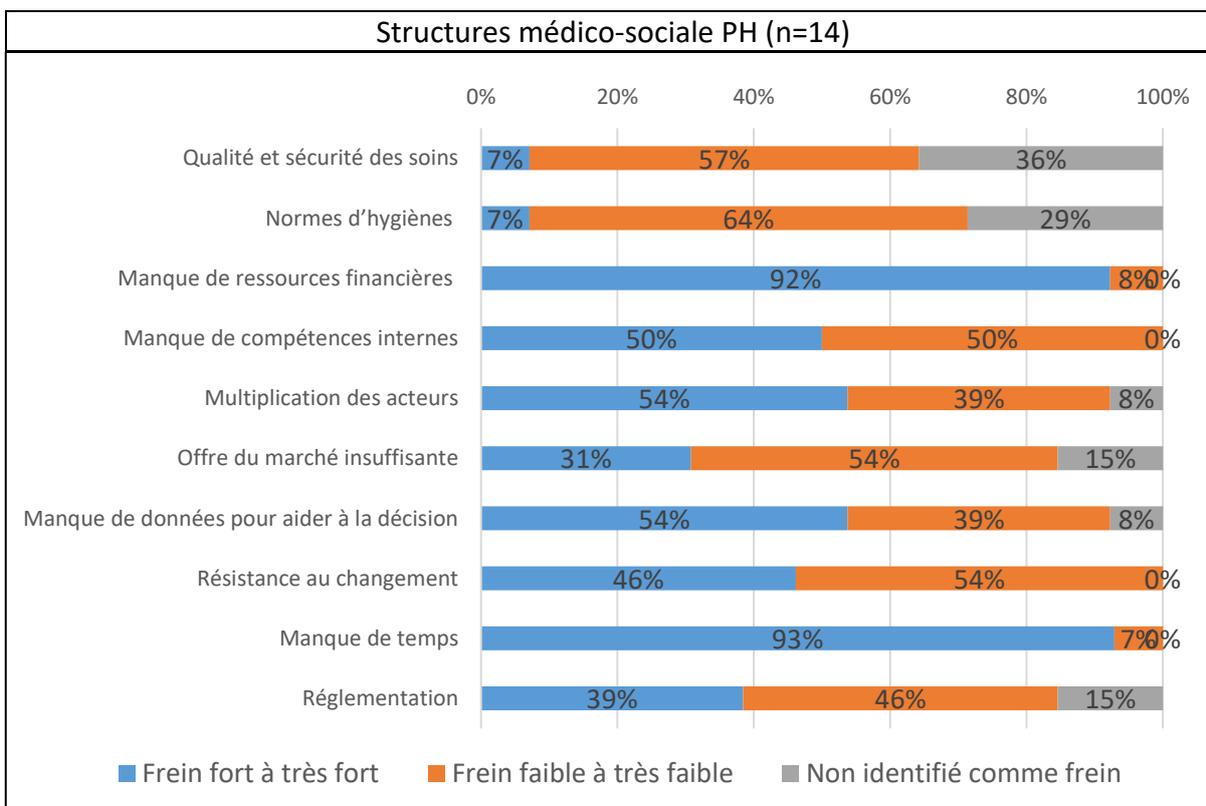
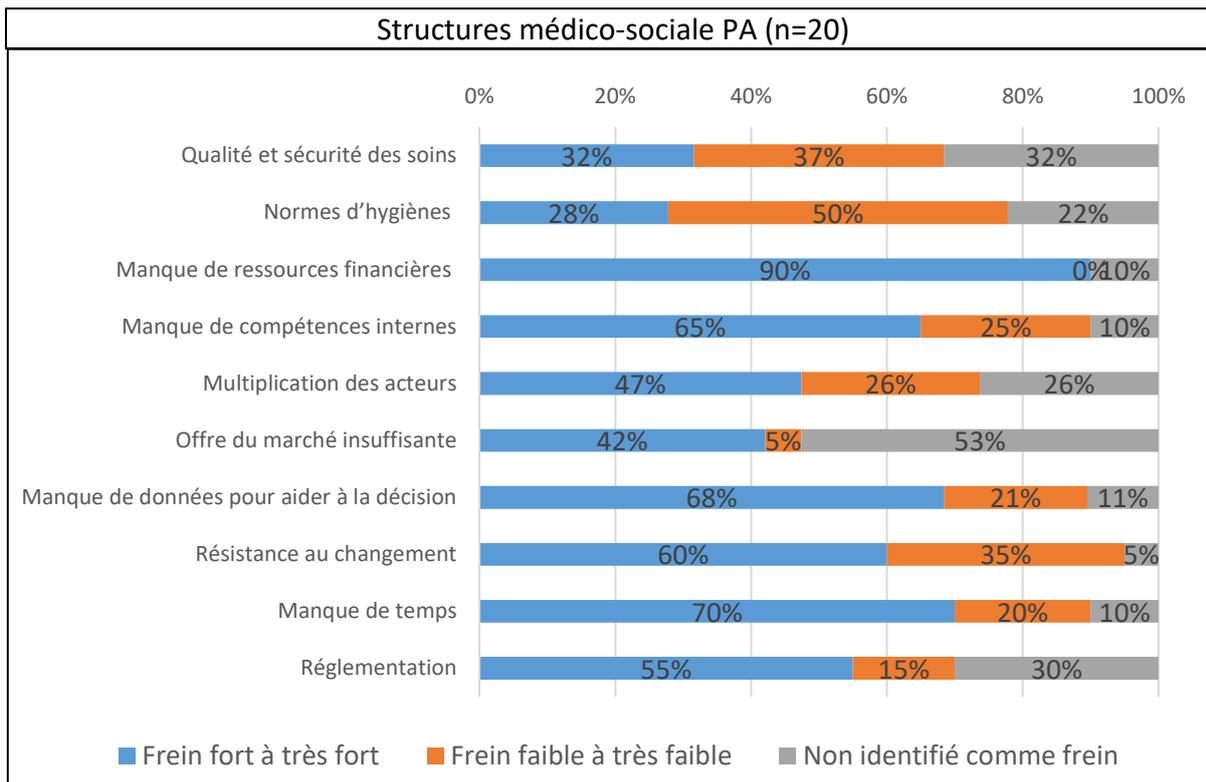
Q36

Répartition des freins identifiés par les structures pour réduire les émissions de GES liées aux bâtiments et à la consommation énergétique (n=56)



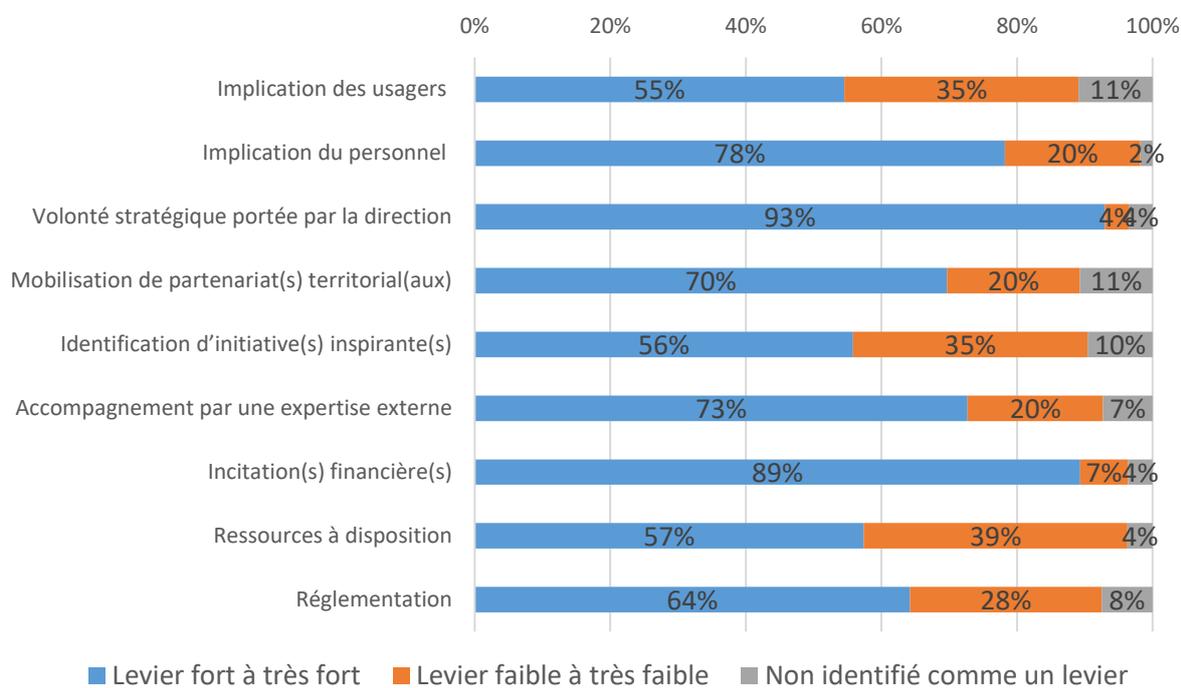
Structures sanitaires (n=23)



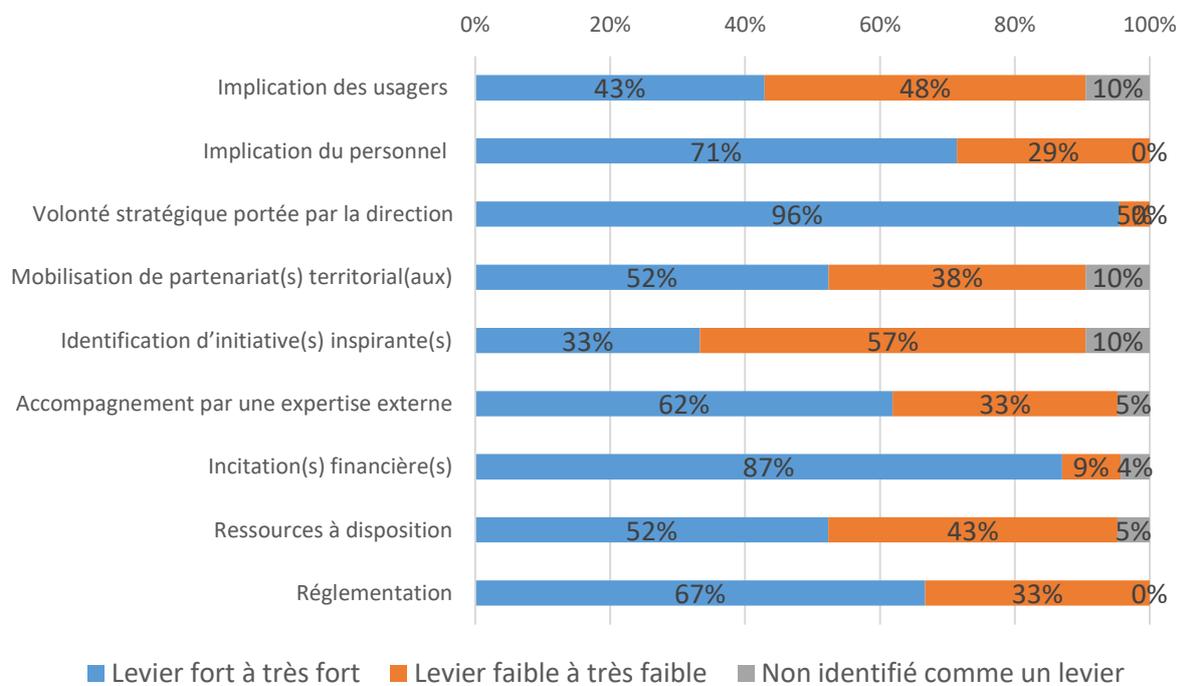


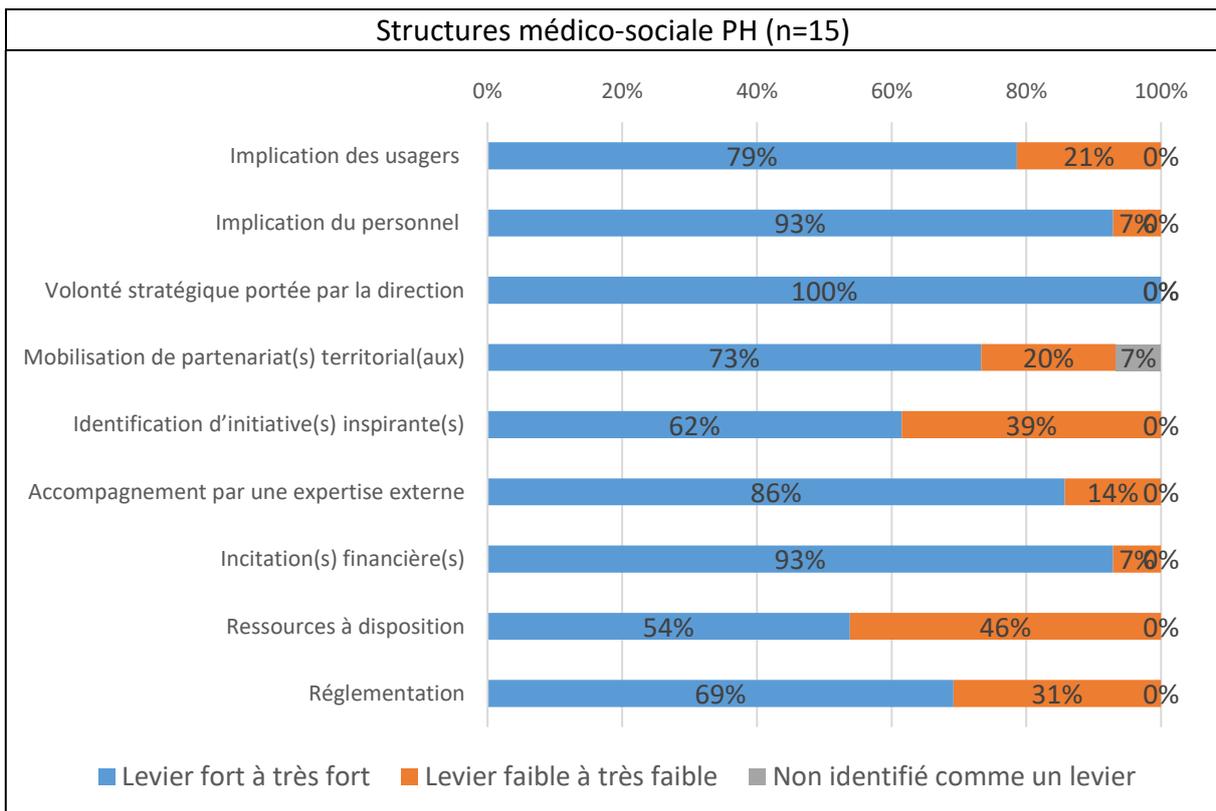
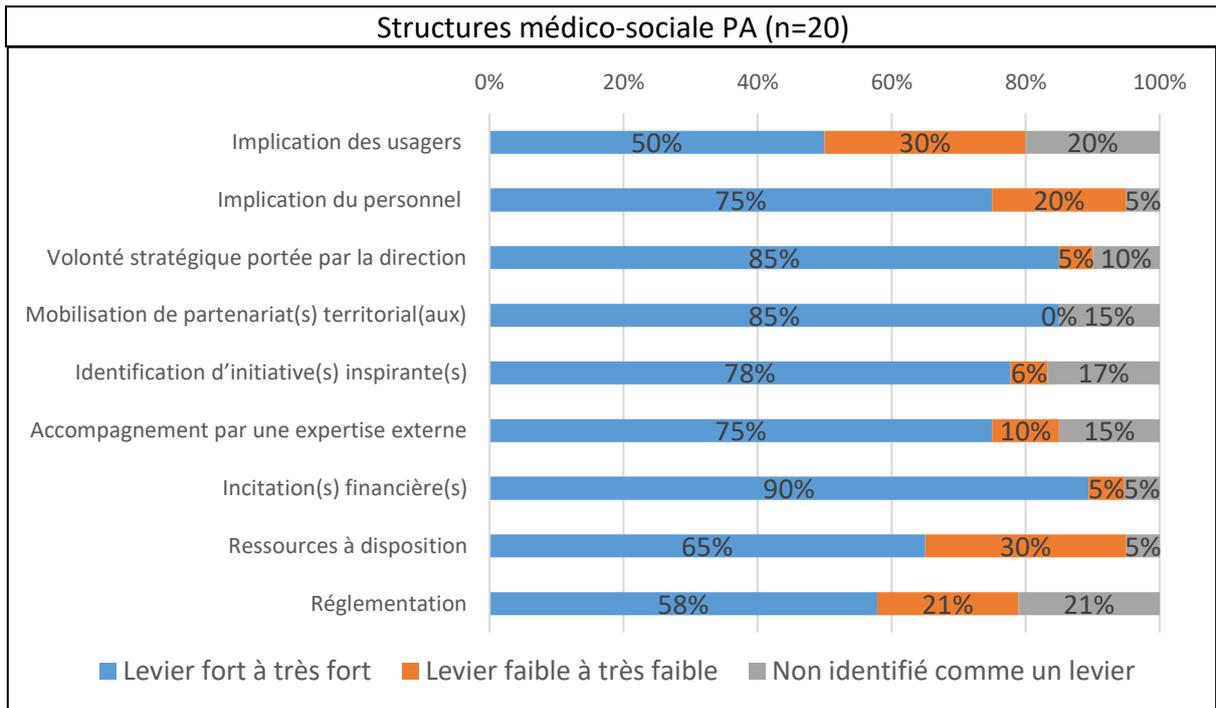
Q37

Répartition des leviers identifiés par les structures pour réduire les émissions de GES liées aux bâtiments et à la consommation énergétique (n=57)

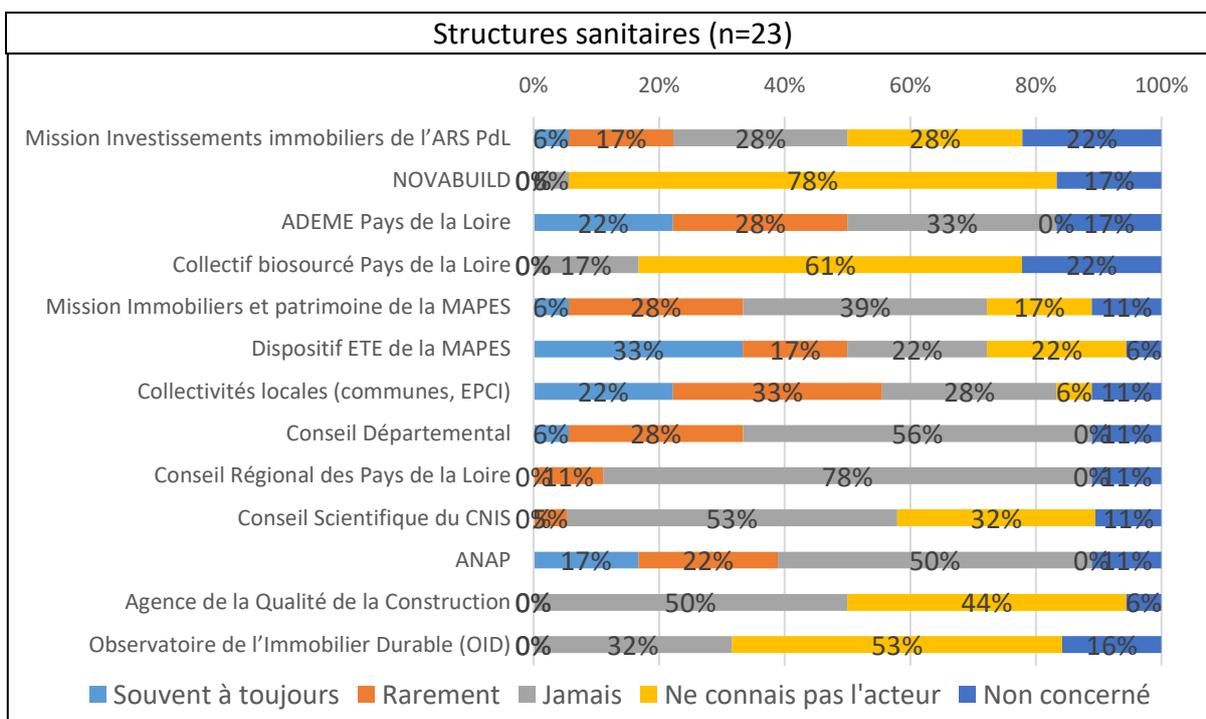
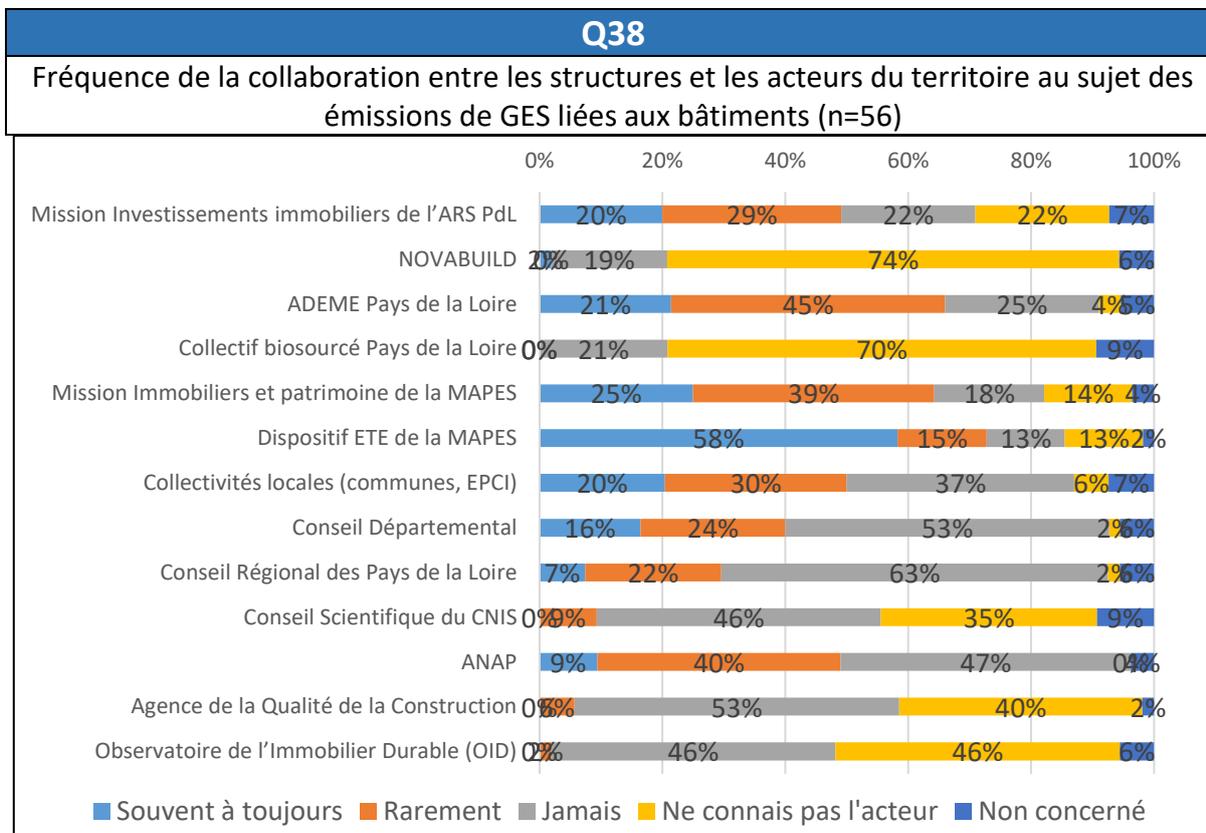


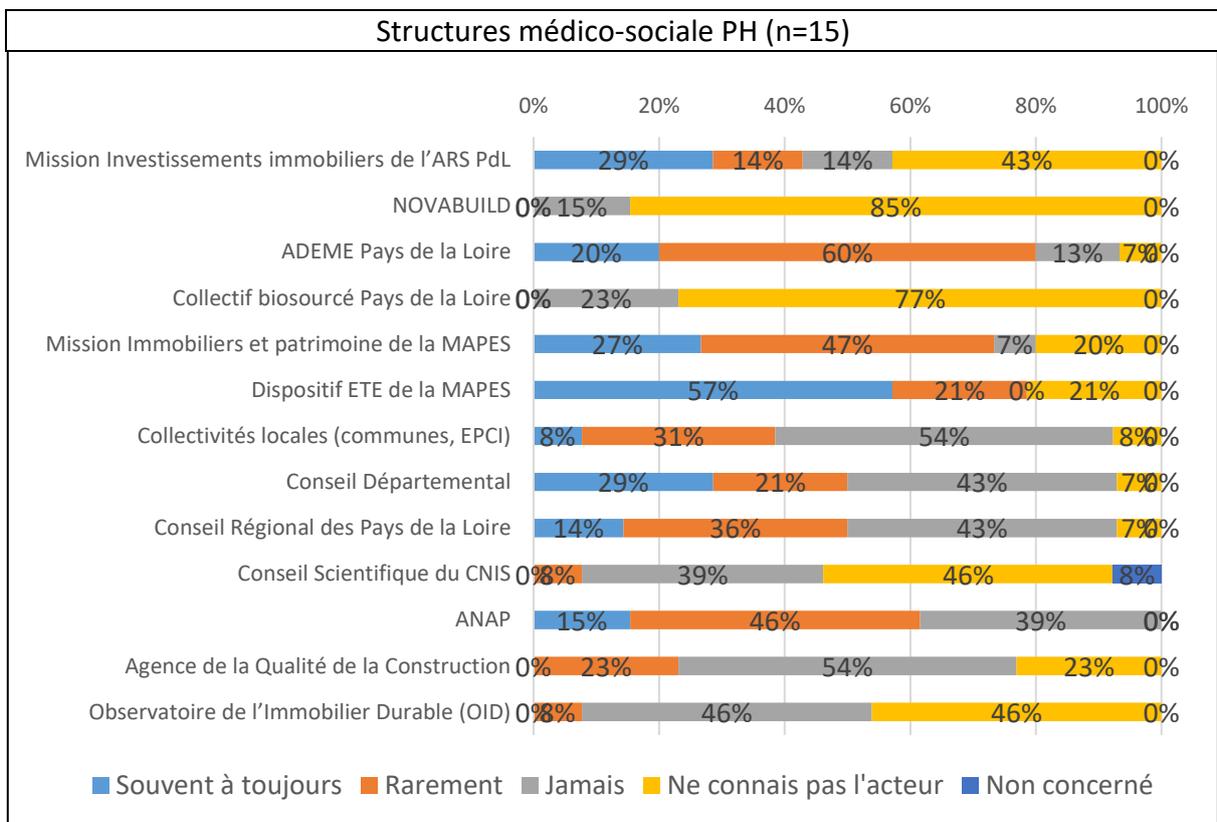
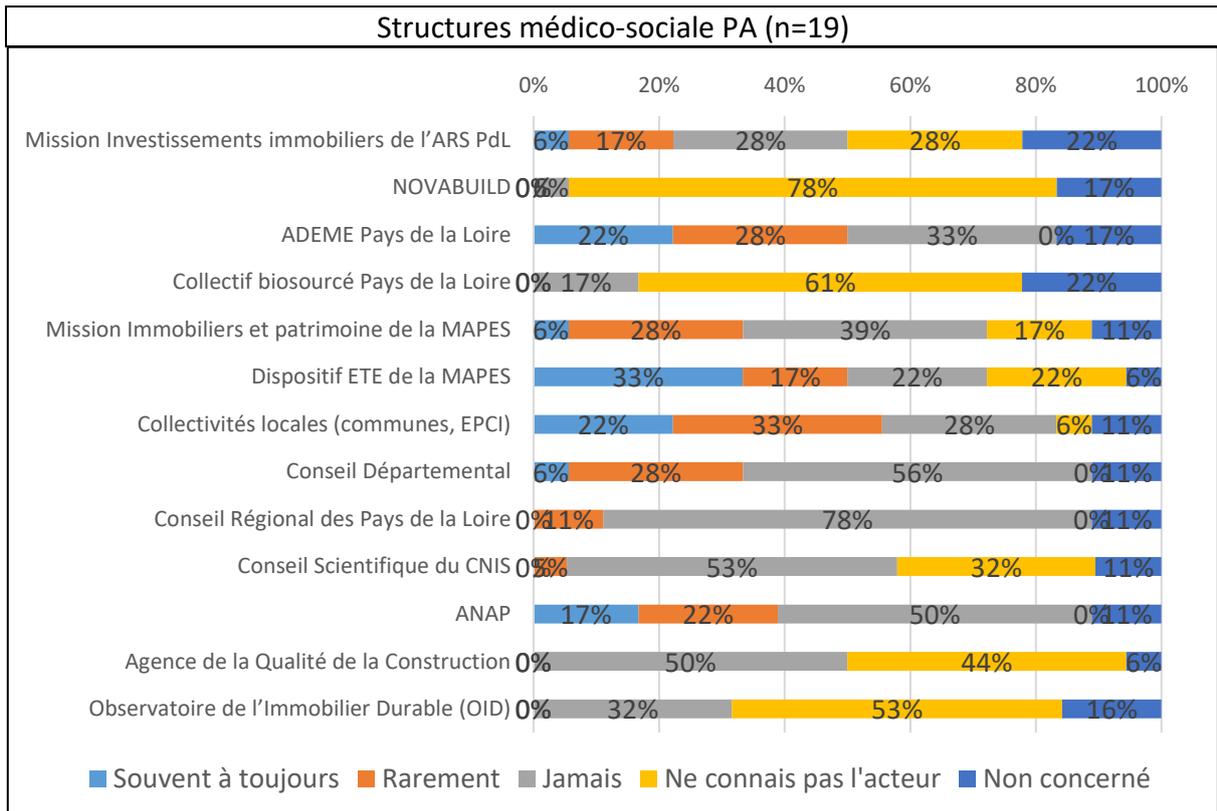
Structures sanitaires (n=23)





5.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs territoriaux des secteurs du bâtiment et des énergies :





Verbatim de la collaboration la plus aboutie entre les structures et les acteurs du territoire sur les émissions de GES liées aux bâtiments (n=9)

Actuellement travail soutenu avec la MAPES dans le cadre de la réalisation d'un bilan carbone au sein de notre structure

Avec le CET de la MAPES

Dispositif ETE MAPES Audit et accompagnement

Etablissement en direction commune avec le CH XXX

Travail en cours sur le GHT avec le dispositif ETE : audit des bâtiments, présence d'1 CME 1 jour par semaine

La conseillère en environnement et développement durable aussi en charge du suivi des énergies connaît d'avantage d'organismes et collabore plus souvent avec.

Nous sommes en constante collaboration avec l'acep49.

SDI en cours avec l'ARS et les outils de la MAPES pour le SDE.

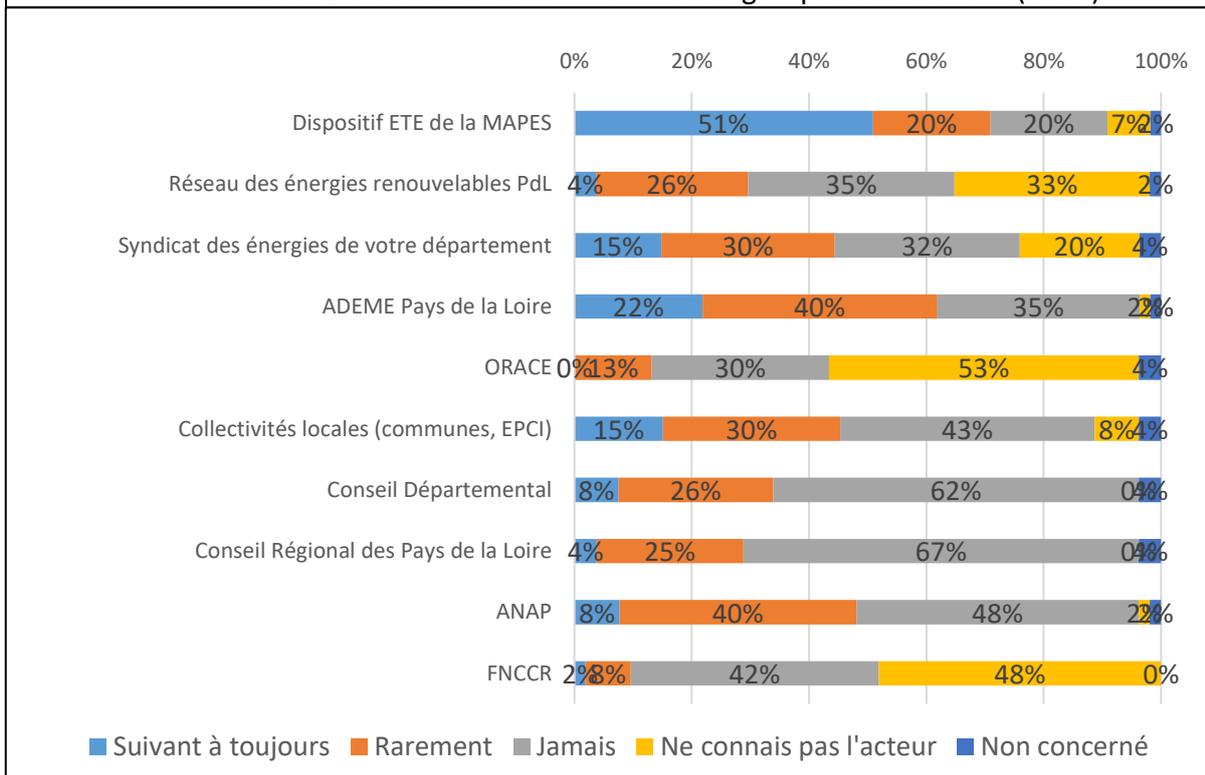
Les outils ANAP sont également un recours

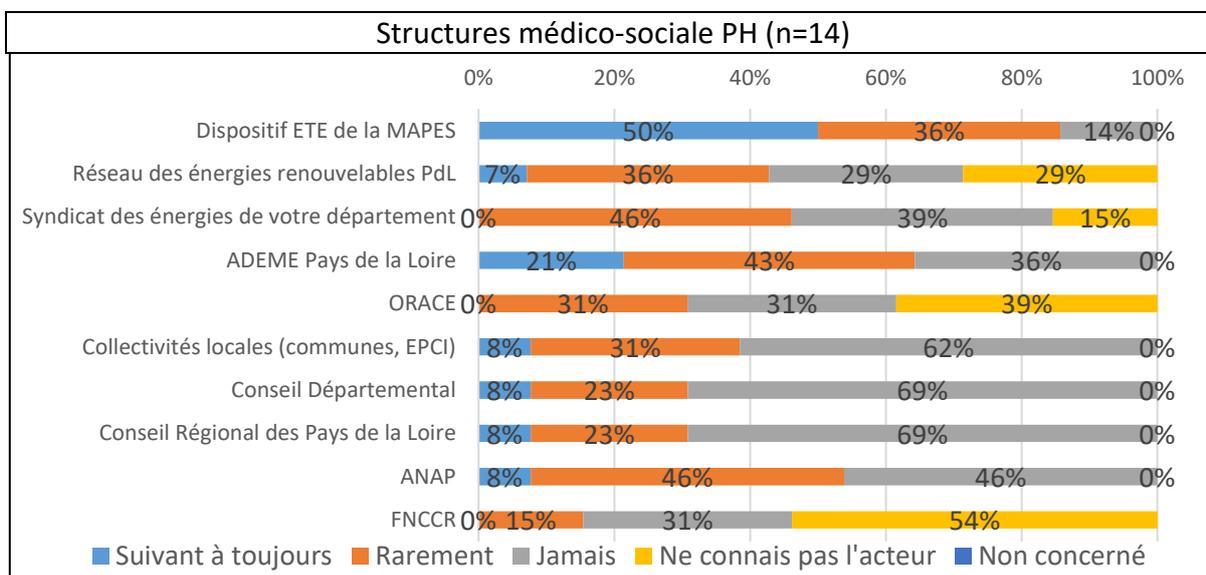
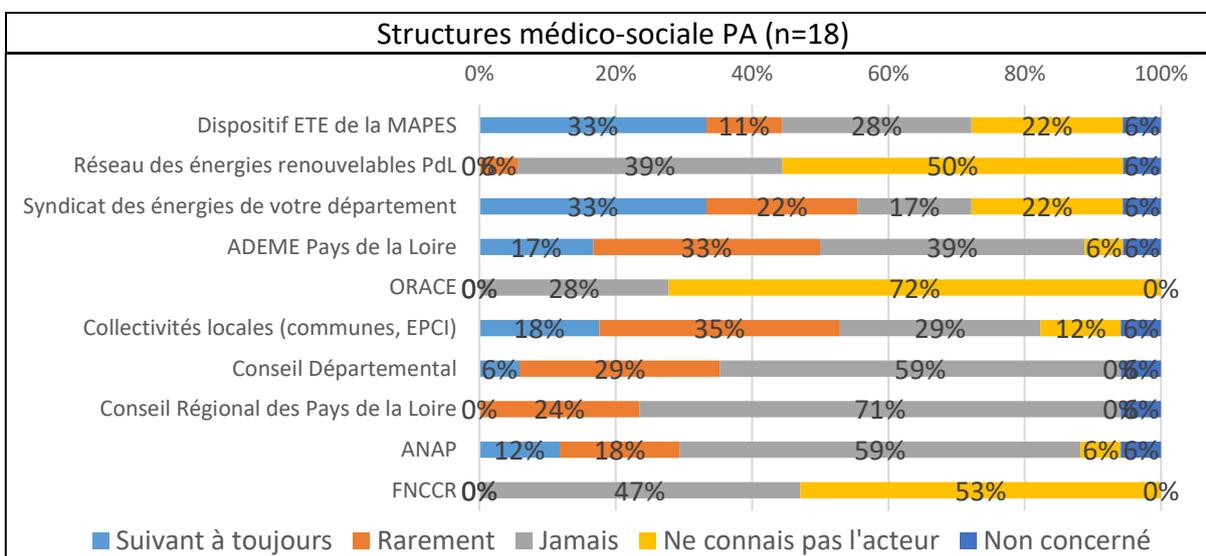
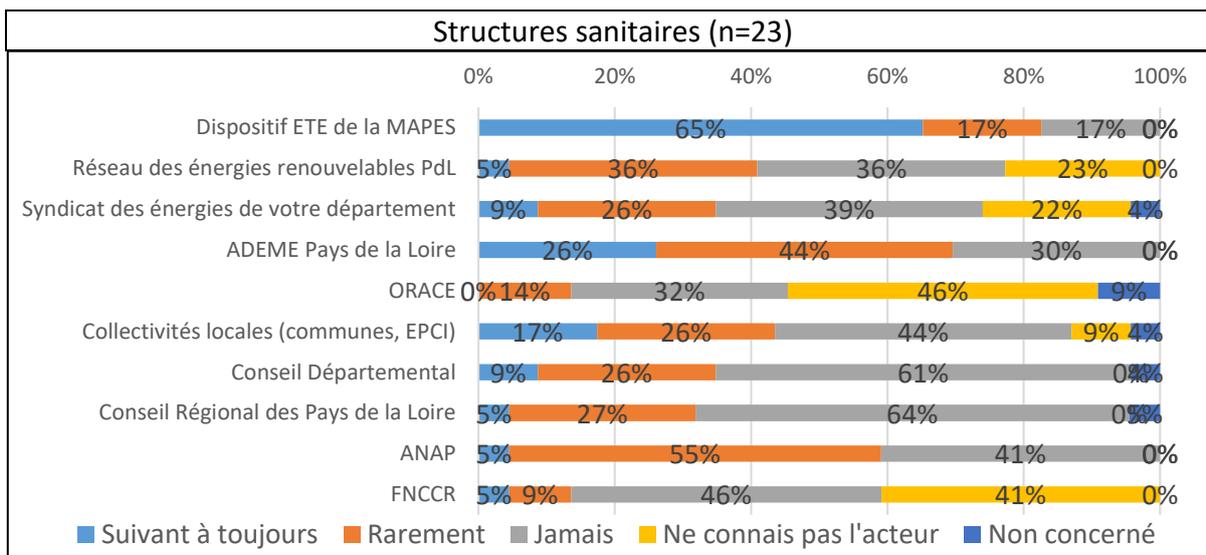
Suivi dans le cadre du dispositif ETE

Travail en cours avec la MAPES sur la décarbonation

Q39

Fréquence de la collaboration entre les structures et les acteurs du territoire au sujet des émissions de GES liées à la consommation énergétique du bâtiment (n=55)



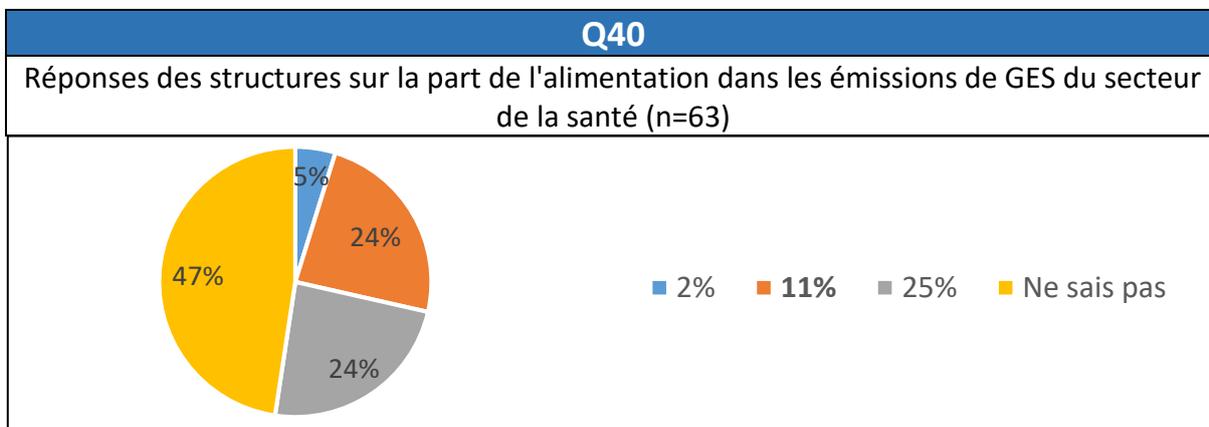


Verbatim de la collaboration la plus aboutie entre les structures et les acteurs du territoire sur les émissions de GES liées à la consommation énergétique des bâtiments (n=7)
Avec le CET de la MAPES, contacts avec Atlansun.
Bilan énergétique avec le SYDEV Projet photovoltaïque avec le SYDEV
La conseillère en environnement et développement durable aussi en charge du suivi des énergies connaît d'avantage d'organismes et collabore plus souvent avec.
Nous somme en constante collaboration avec l' acep49. Grace au dispositif ETE et l'accompagnement de l'acep49 nous avons pu évaluer et travailler sur nos économie d'énergie (isolation des point singulier dans nos chaufferie , passage en LED ect..)
Participation au journée pédagogiques Consultation des outils en ligne de la MAPES Inscrit au programme ÉTÉ
Projet ETE
SUIVI DES FORMATIONS MAPES ET LANCEMENT DEMARCHE LABELLISATION LUCIE MEMBRE GROUPES RSO REGIONAL POUR LA MAPES

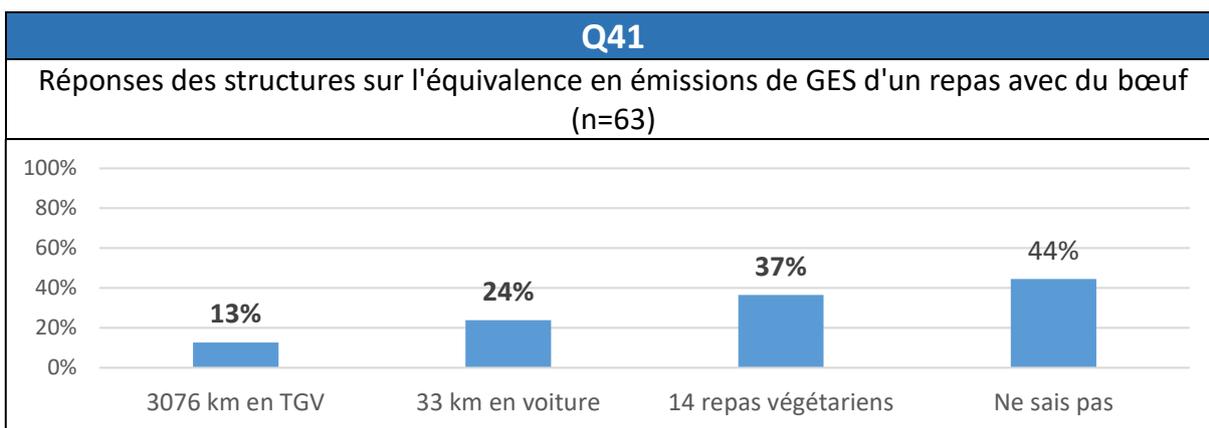
Réponses des structures sur la part de la construction et rénovation des bâtiments dans les émissions de GES du secteur de la santé (n=62)
Discussion en cours avec la commune de XXX pour la mise en œuvre d'un réseau de chaleur pour les deux entités.
Il existe une personne désignée DD pour le CH XXX (responsable logistique et technique) Mais il est malheureusement impossible de dédier du temps pour mener de grandes actions et encadrer des audits
Question 27 : - Site XXX : 27 000m ² - Site XXX : 25 000m ² Question 28 : - Consommation électrique : 9 383 572 (2 sites) - Consommation de fioul : 6 580 (Site XXX) - Consommation Gaz Naturel : 3 753 238 - Consommation de bois-énergie : 1 915 304 (site XXX) - Consommation de chaleur de réseau de chaleur urbain : 338 258 (XX)
Un Schéma Directeur Immobilier est en cours d'élaboration. La réduction des émissions de GES dues aux bâtiments et à l'énergie pourra être prise en considération

6. Alimentation :

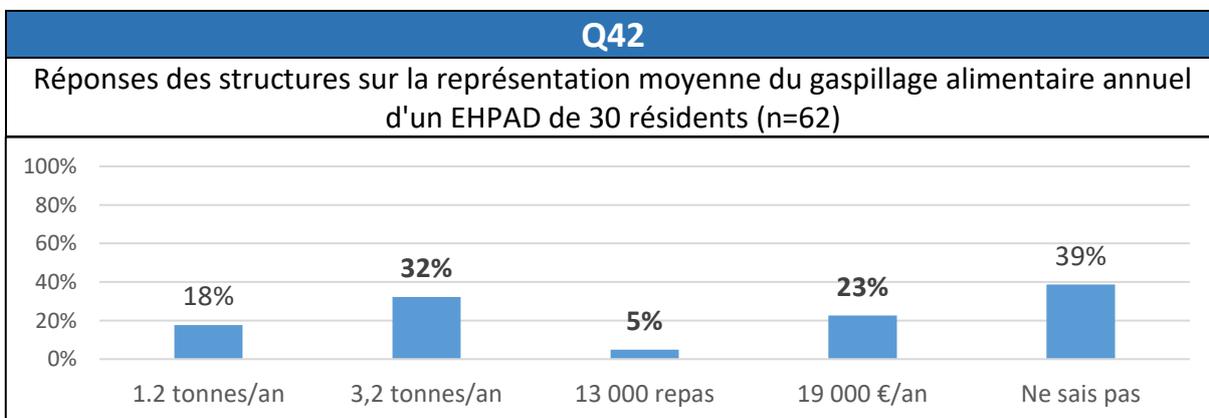
6.1. Connaissances des structures répondantes sur les émissions de GES liées à l'alimentation :



NB : La réponse juste est en **gras**.

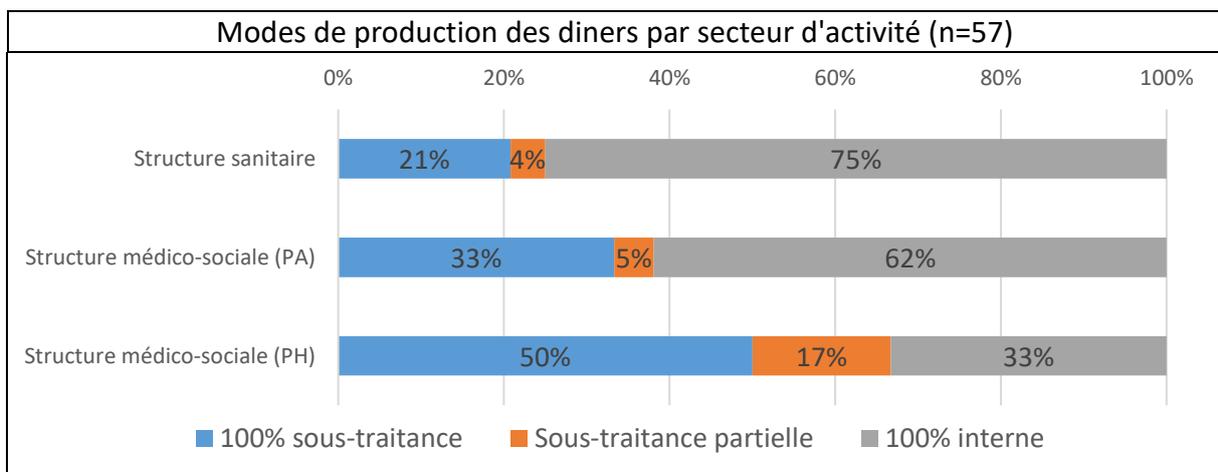
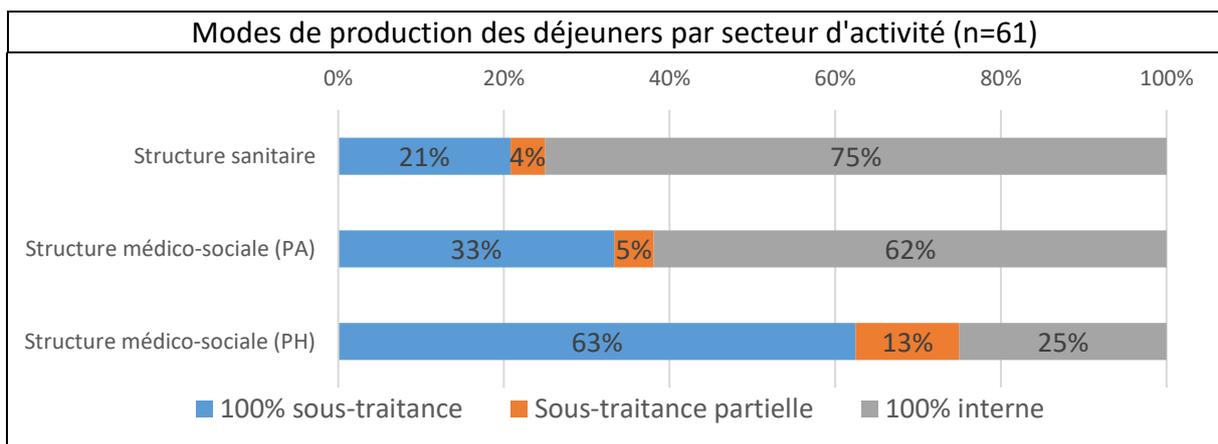
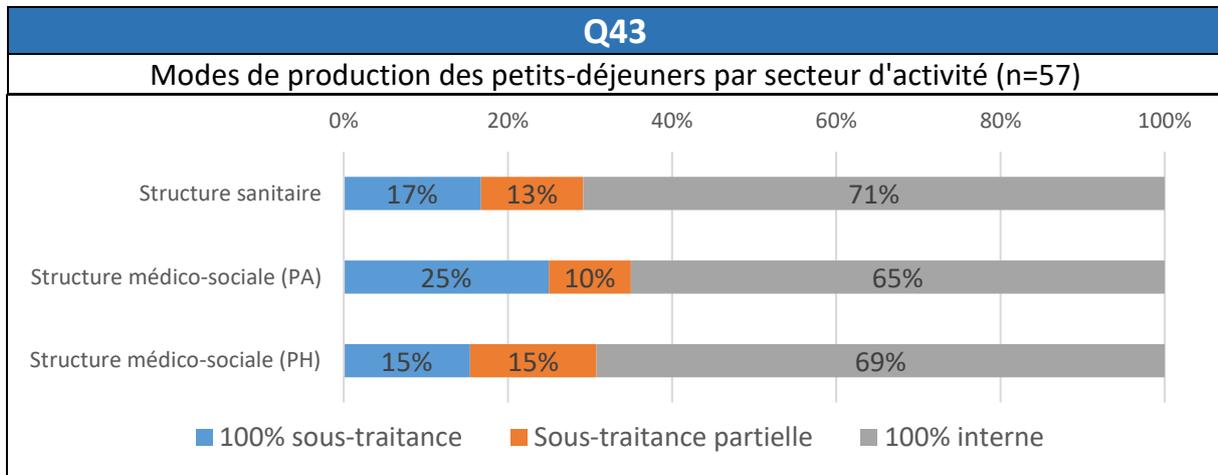


NB : La réponse juste est en **gras**.



NB : La réponse juste est en **gras**.

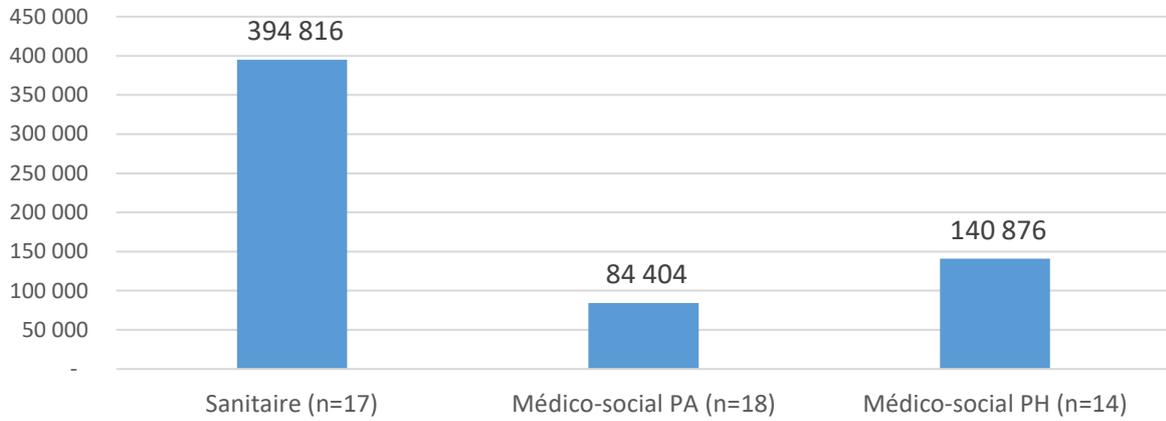
6.2. Actions mises en place par les structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées à l'alimentation :



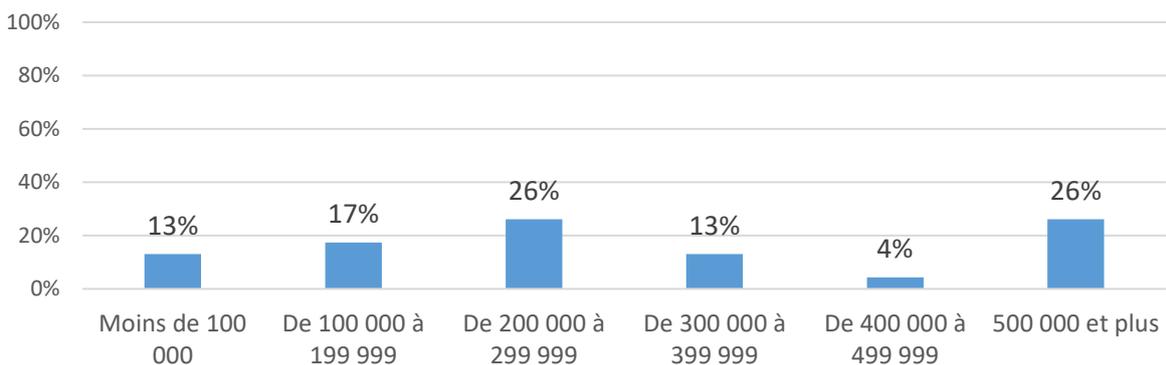
Q44

Nombre annuel de repas servis aux usagers

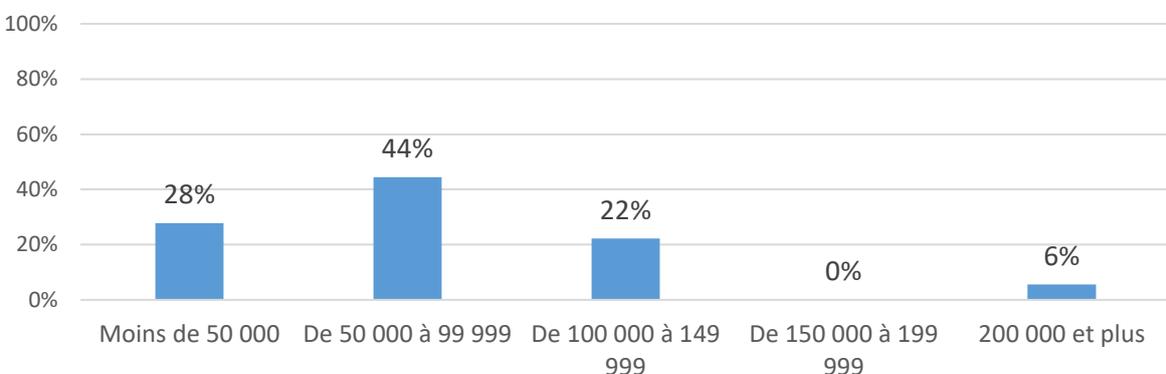
Nombre annuel moyen de repas servis aux usagers par secteur d'activités des structures répondantes (n=49)

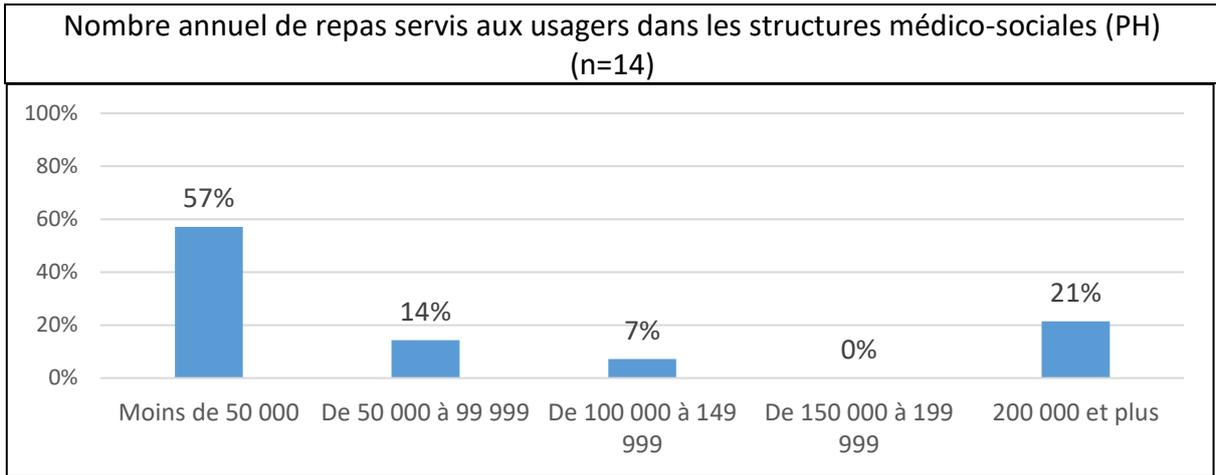


Nombre annuel de repas servis aux usagers dans les structures sanitaires (n=23)

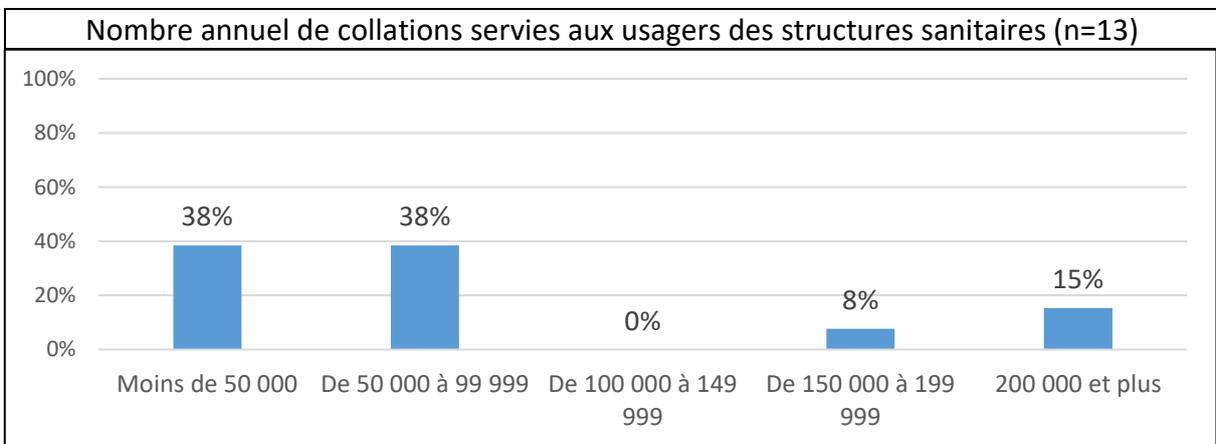
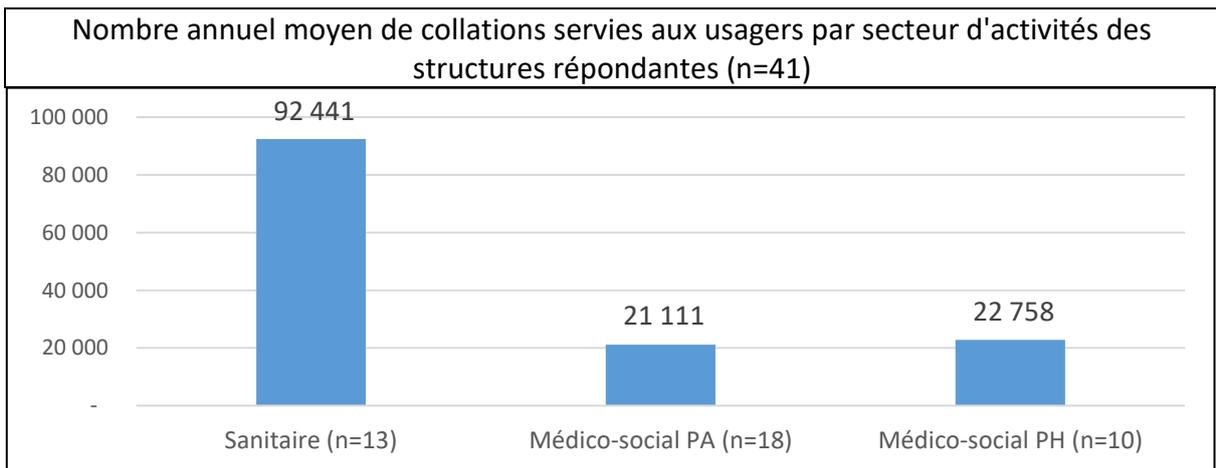


Nombre annuel de repas servis aux usagers dans les structures médico-sociales (PA) (n=18)

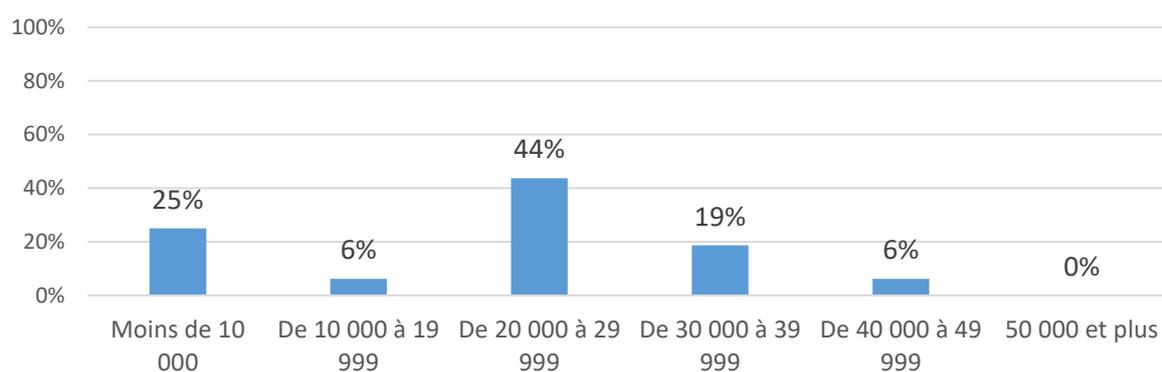




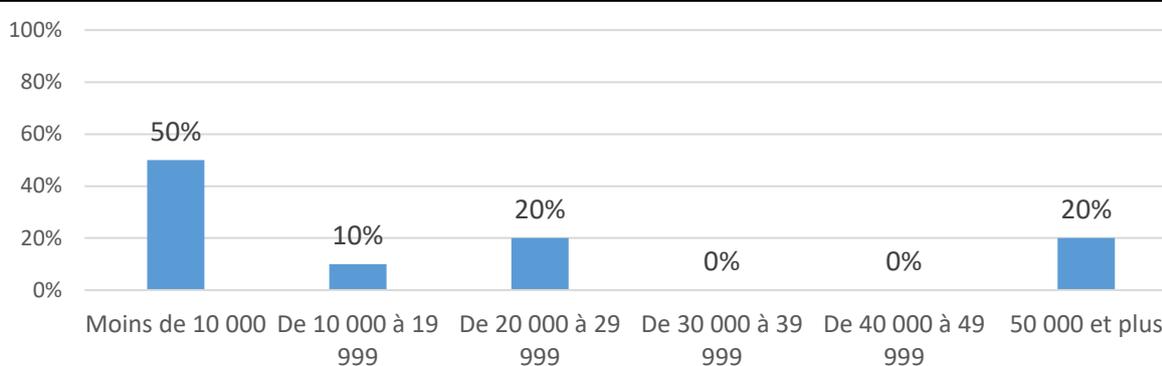
Q45
Nombre annuel de collations servies aux usagers



Nombre annuel de collations servies aux usagers des structures médico-sociales PA (n=16)



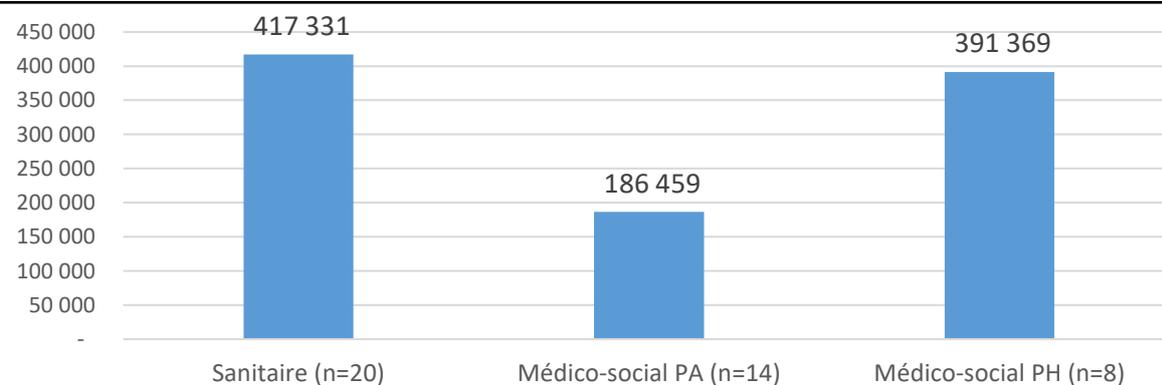
Nombre annuel de collations servies aux usagers des structures médico-sociales PH (n=10)



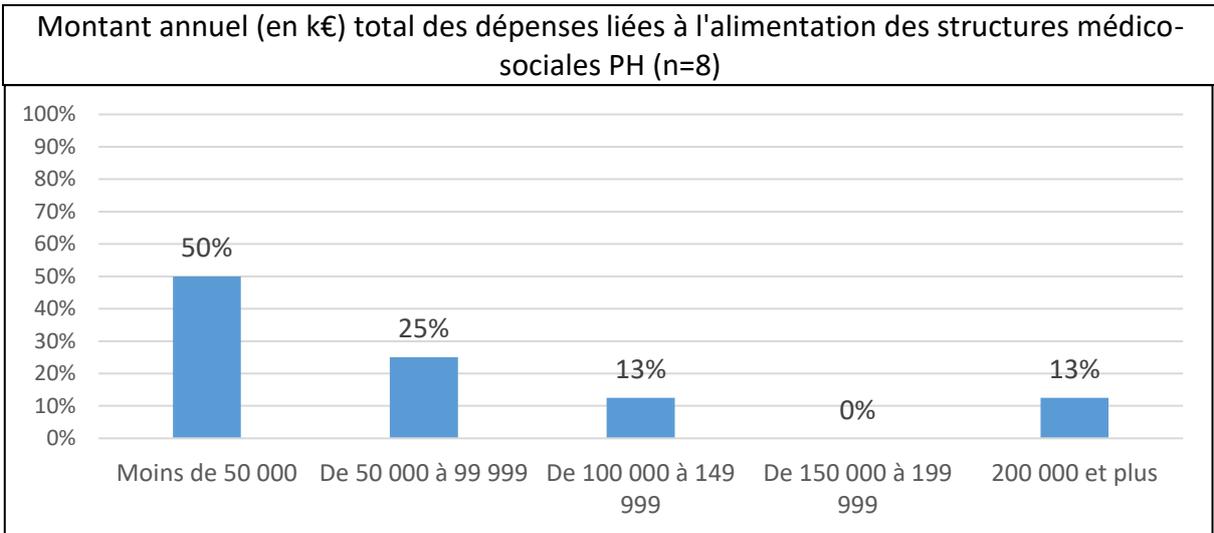
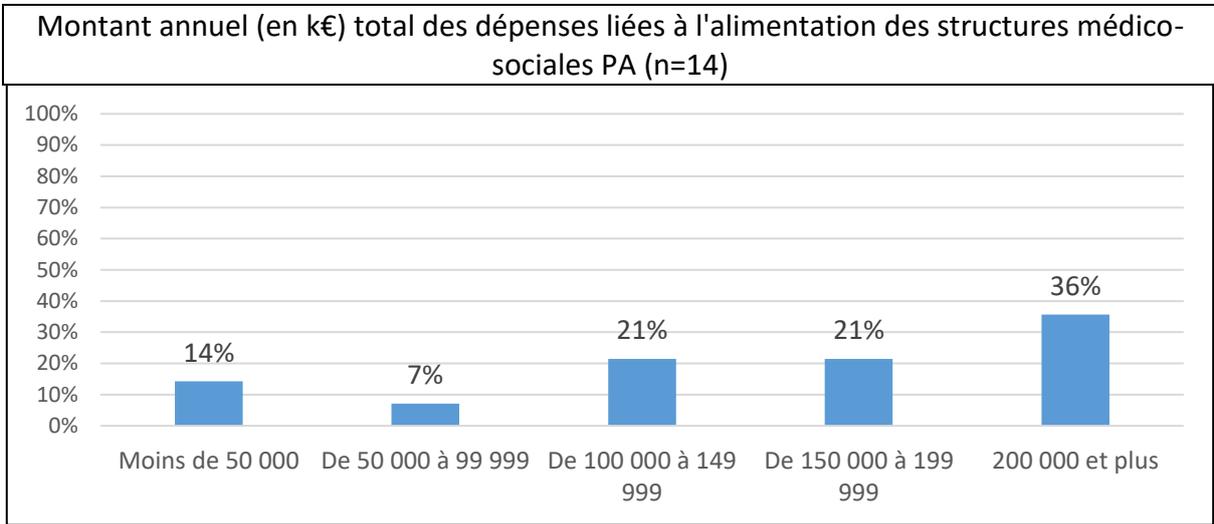
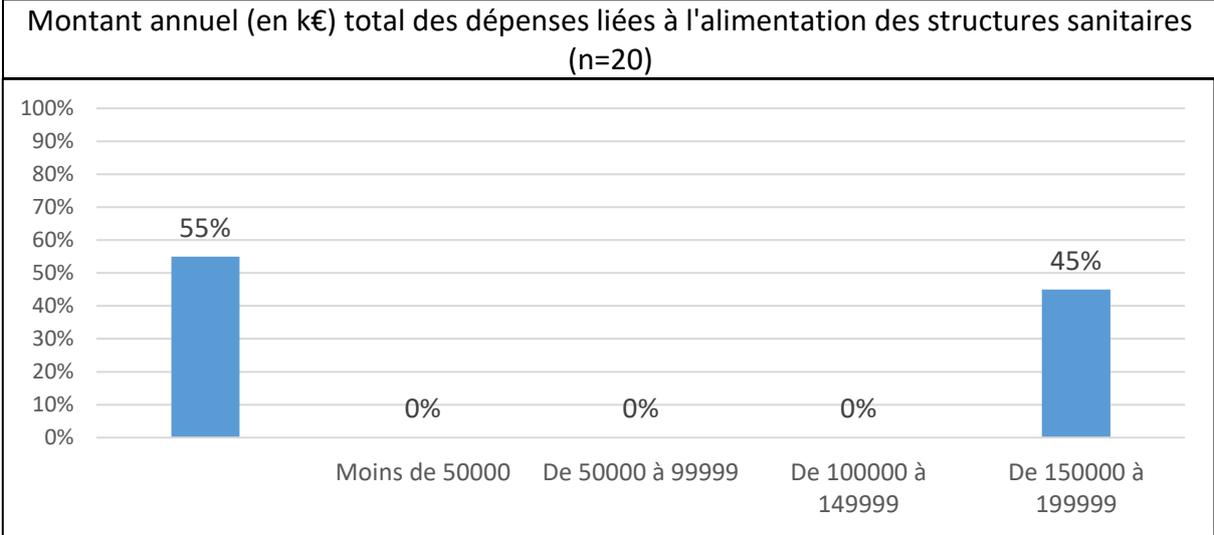
Q46

Montant annuel (en k€) total des dépenses liées à l'alimentation

Montant annuel moyen (en k€) total des dépenses liées à l'alimentation par secteur d'activités des structures répondantes (n=42)



NB : la moyenne PH est faussée par le montant k€ de l'ADAPEI 72 (2 800 000). Sans cette donnée, la moyenne est de 47 279.



Q47

Répartition par catégories d'aliments des quantités moyennes annuelles (en kg) achetées par les structures répondantes (n=14)

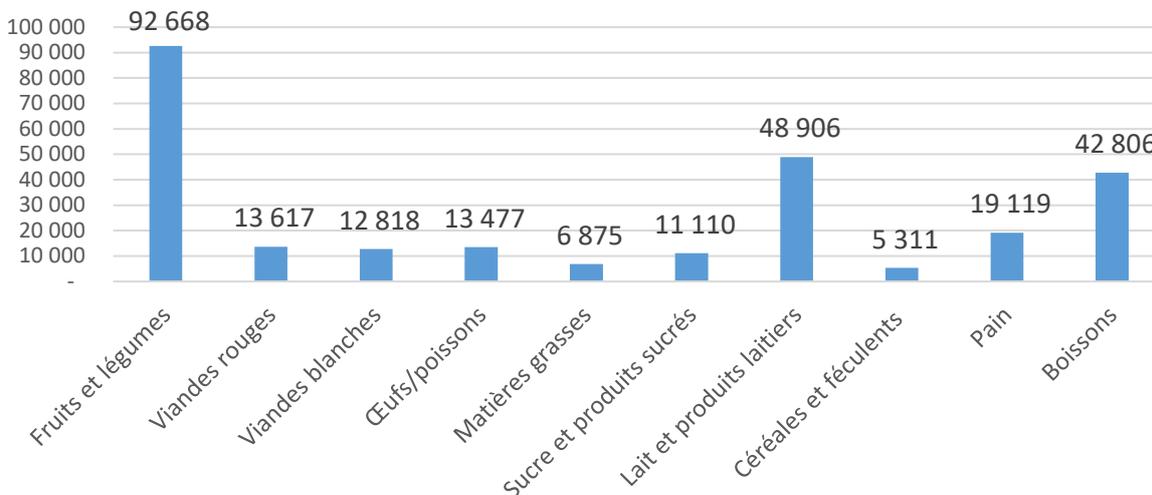
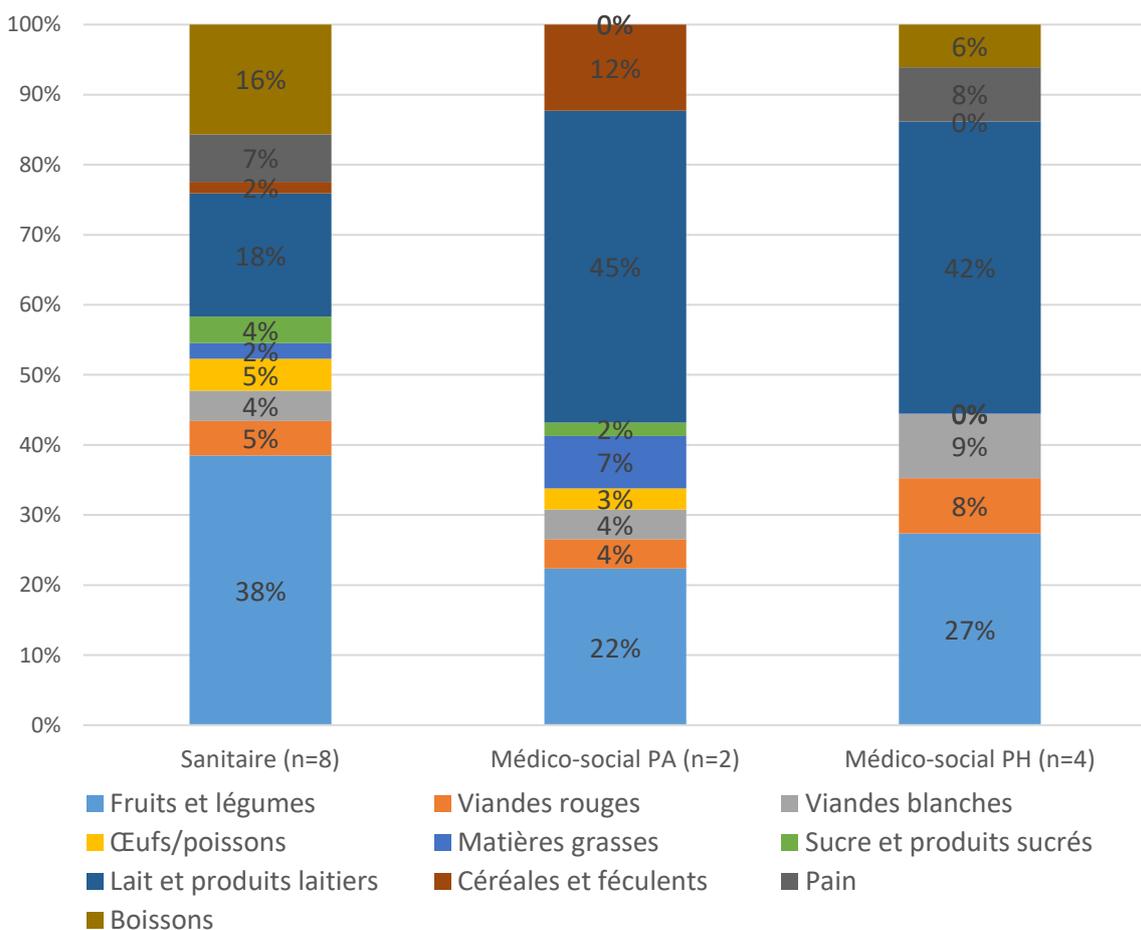
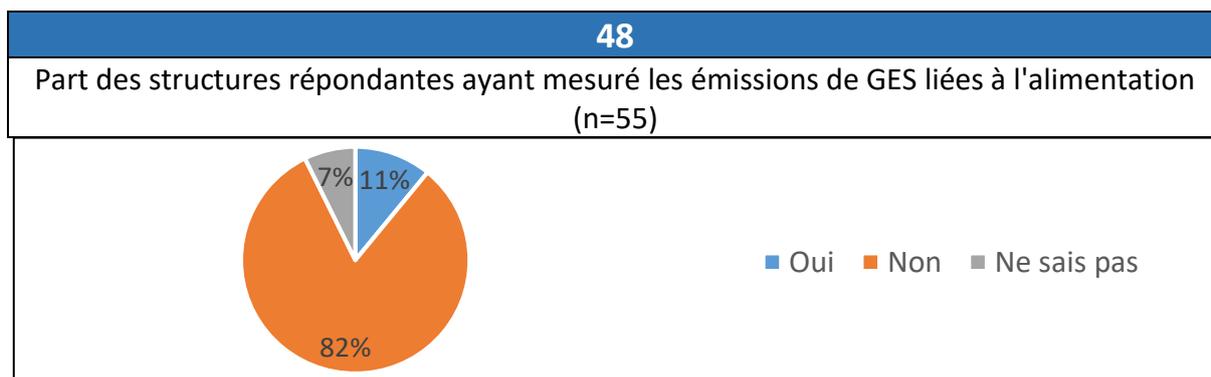


Tableau récapitulatif de répartition par catégories d'aliments des quantités moyennes annuelles (en kg) achetées par les structures selon leur secteur d'activité (n=14)



Verbatim des autres catégories d'aliments achetés par les structures répondantes (n=11)
autres catégories : soupes/sauces/ bouillons (3%) ; Charcuterie/traiteur (7,3%) ; Herbes/épices et condiments (1,1%) ; plats cuisinés (surgelés) 9,9%
Charcuterie : 9 240 kg
Impossible à mesurer.
Le recueil de ces données est en cours et notre prestataire est en train de recueillir les données afin de les aborder lors des réunions
Les comptes sont trop compliqués à décomposés pour vous donner une réponse plus précise.
Non évaluable car une grosse partie est sous-traitée
Nous n'avons pas de suivi du poids des aliments. Il n'est donc pas possible de répondre à cette question.
pas concerné société restauration externe
Produits diététiques : 34 457 kg
Epicerie: 58 218 kg
Sous-traitance restauration
Viandes et volailles fraîches ou surgelés : 19 388.35 € / an
Produits aquatiques frais et surgelés : 9912.29 € / an

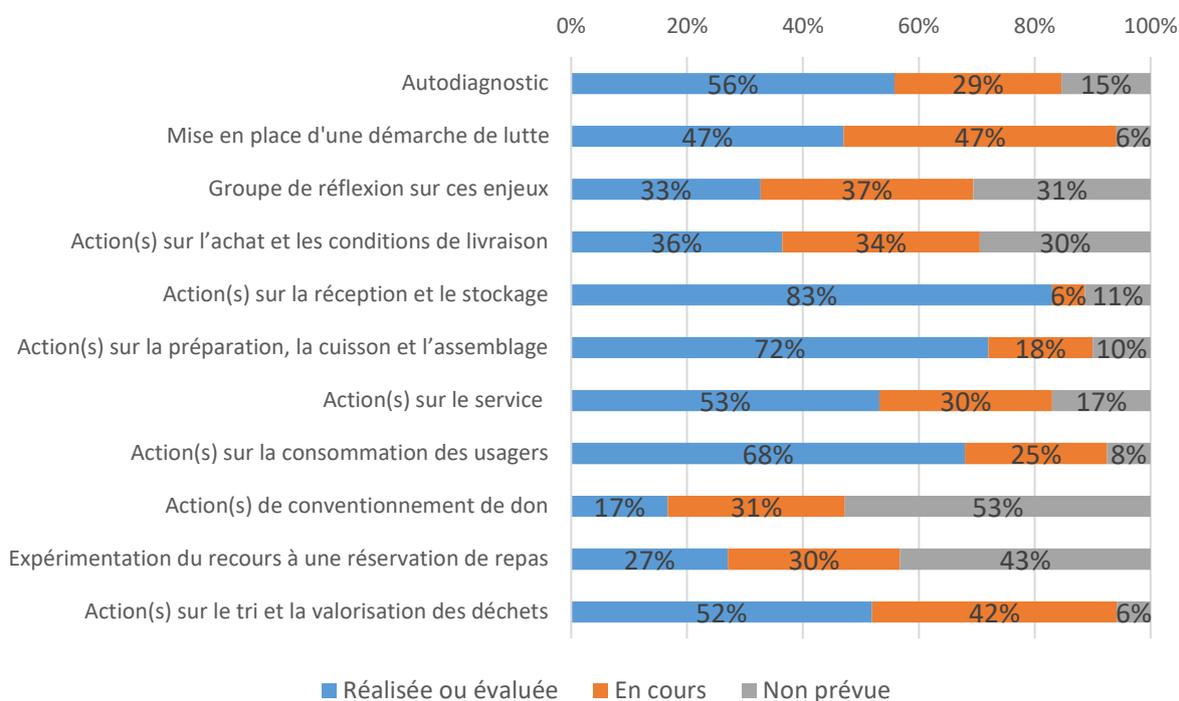


Quantité des émissions de GES liées à l'alimentation parmi les structures les ayant mesurées (n=3)
4270
101204
285486

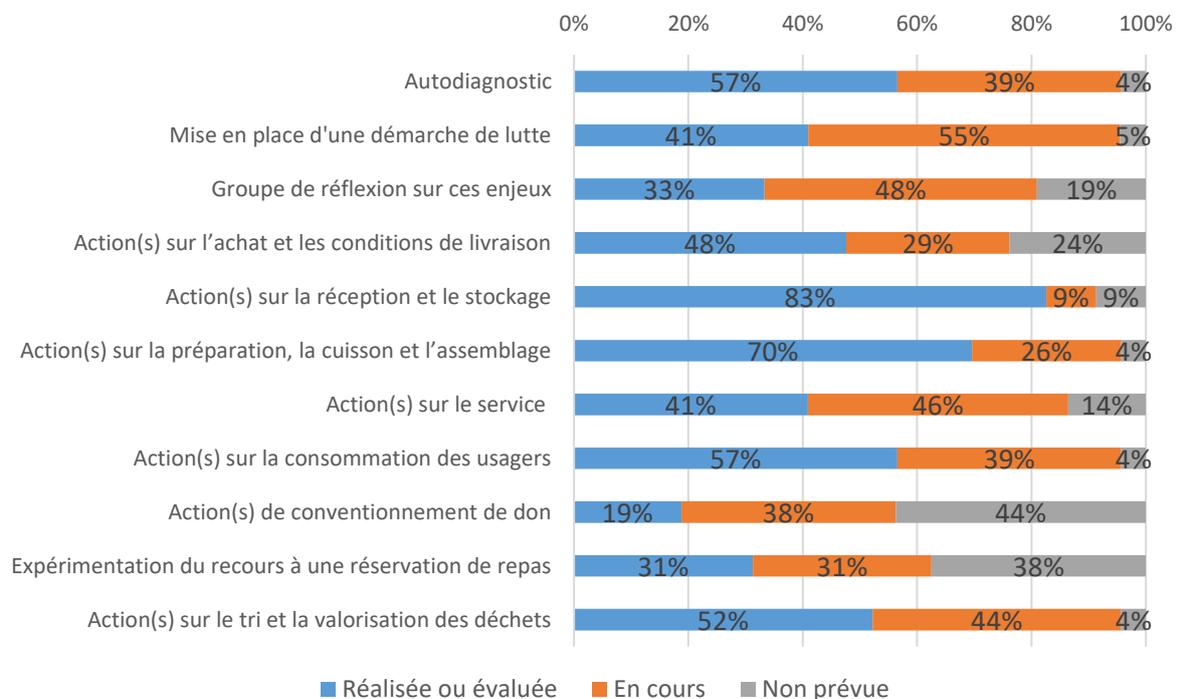
Quantité des émissions de GES liées à l'alimentation parmi les structures les ayant mesurées (n=4)
Bilan carbone
Bilan Carbone en cours de réalisation
Dispositif d'accompagnement MAPES : Décarbonation
MAPES NEPSN
UNE DEMANDE DE LA COMMISSION CLAN (comité de liaison alimentation et nutrition
mesure des déchets alimentaire)

Q49

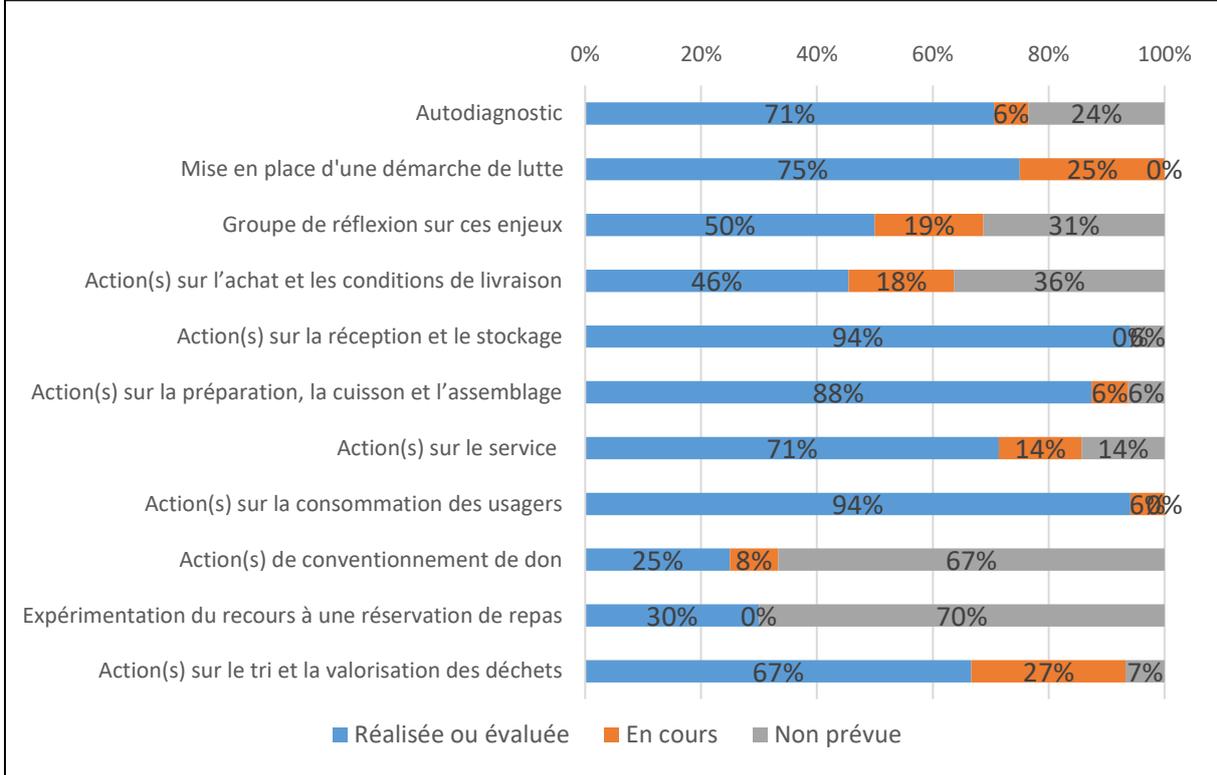
Répartition des actions réalisées par les structures répondantes pour réduire le gaspillage alimentaire (n=53)



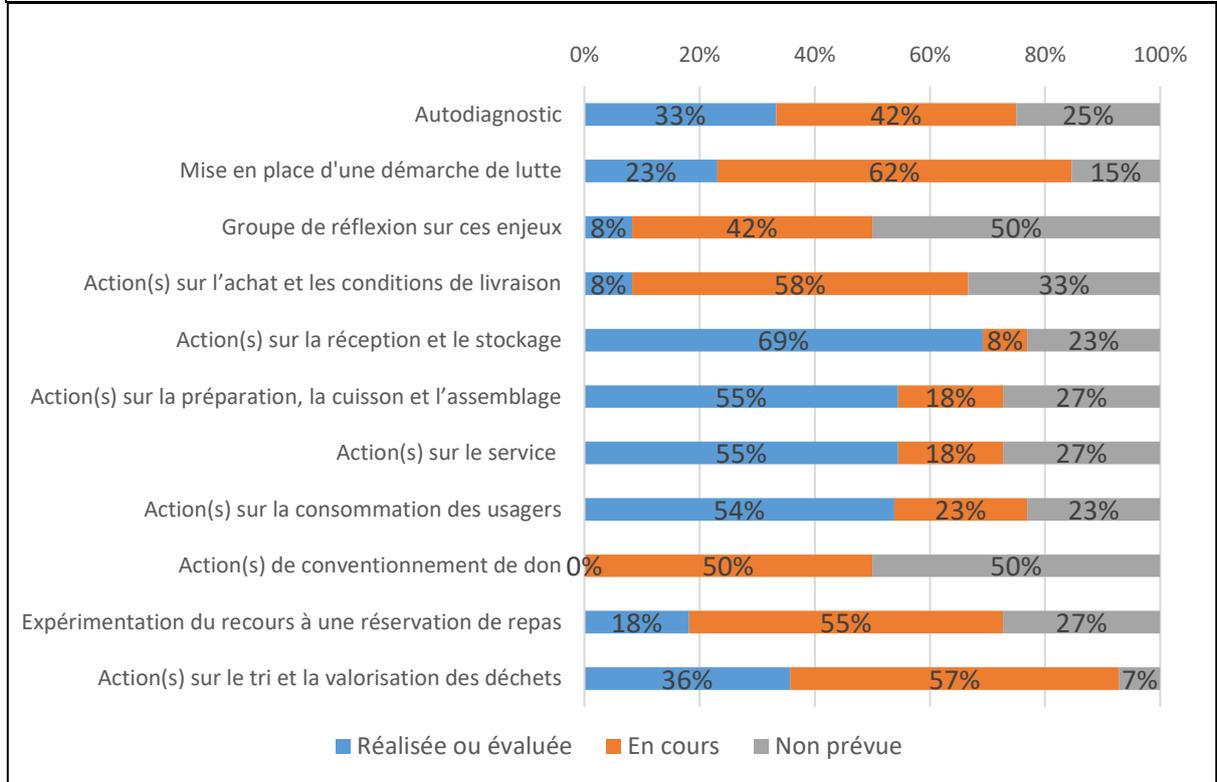
Structures sanitaires (n=23)



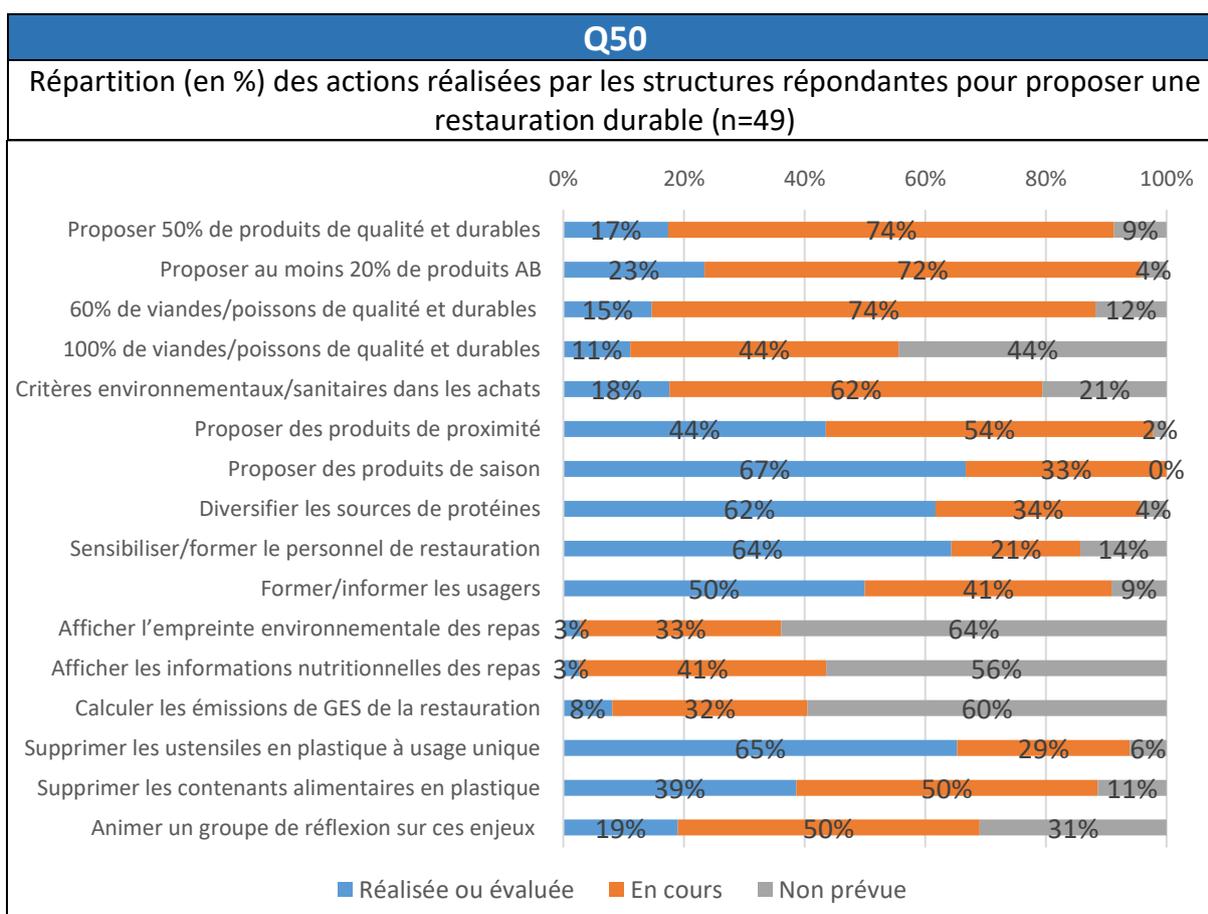
Structures médico-sociales PA (n=17)



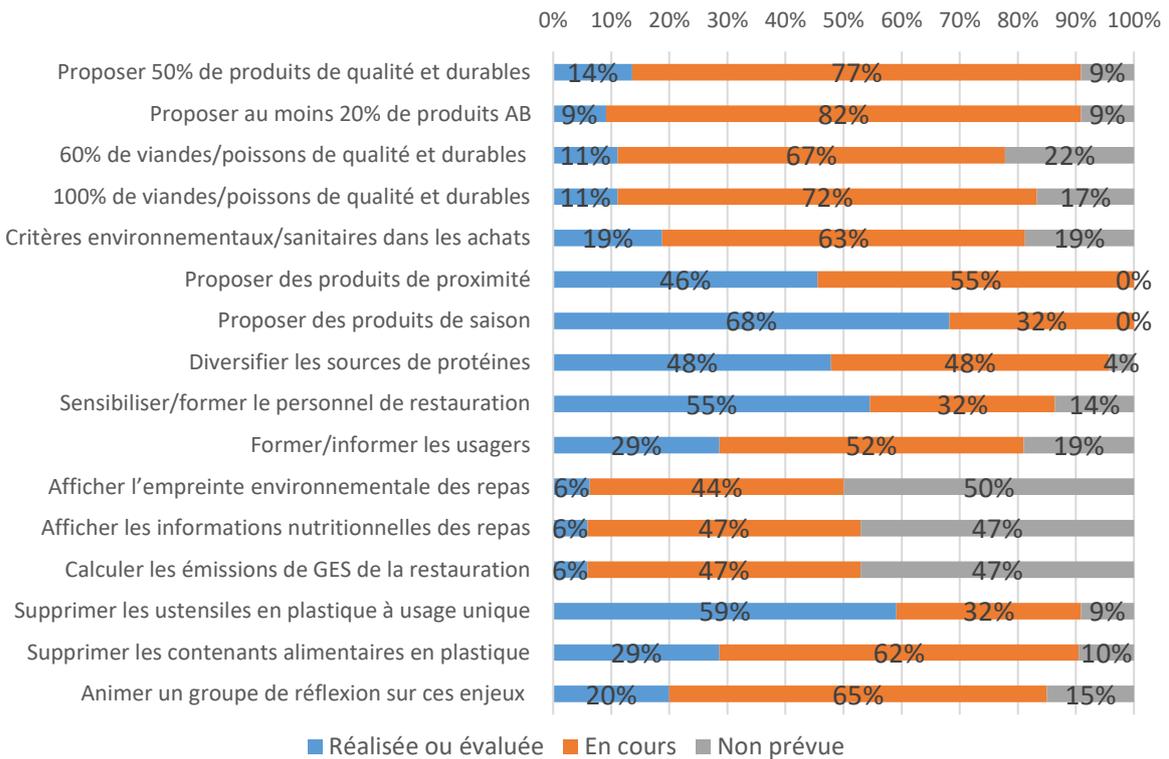
Structures médico-sociales PH (n=14)



Structures médico-sociales PH (n=14)
A l'heure actuelle, nous n'avons pas de politique alimentation à l'échelle associative.
En revanche, nous avons signé avec nos 4 prestataires de restauration une charte d'écoresponsabilité, basée sur les 7 composantes de l'ISO 26000. Les engagements sont mutuels pour garantir une valorisation des déchets, la lutte contre le gaspillage alimentaire etc. De ces chartes ont découlés certaines actions sur des établissements, mais vraiment à la marge.
Pour ce qui est de nos cuisines en interne, c'est également du cas par cas.
CHARTRE FOURNISSEURS ECO ACHAT
PRODUCTEURS LOCAUX PRIVILEGIÉS
Compagne de pesée mise en place avec l'ACEP49 sur le gaspillage alimentaire , mise en plus d'un compost fin d'année 2023 pour les légumes , fin d'année 2024 compostage des produits carnés.
éco-poulailler afin de réutiliser les déchets alimentaires et baisser notre poids de biodéchets
Les déjeuners et diners sont livrés par le CH de Blain
Mise en place de la filière Biodéchets sur la production et le self du personnel, extrapolation en étude sur les Unité de soin (collecte interne pour un regroupement en un point
substitution des barquettes à UU par du réutilisable
Suite au travail du groupe RSO
Mise en place des 5 flux (déchets) pour le personnel et les usagers
Récupérations des déchets alimentaires pour des animaux (médiation animale)
suivi des consommables et jetables.....

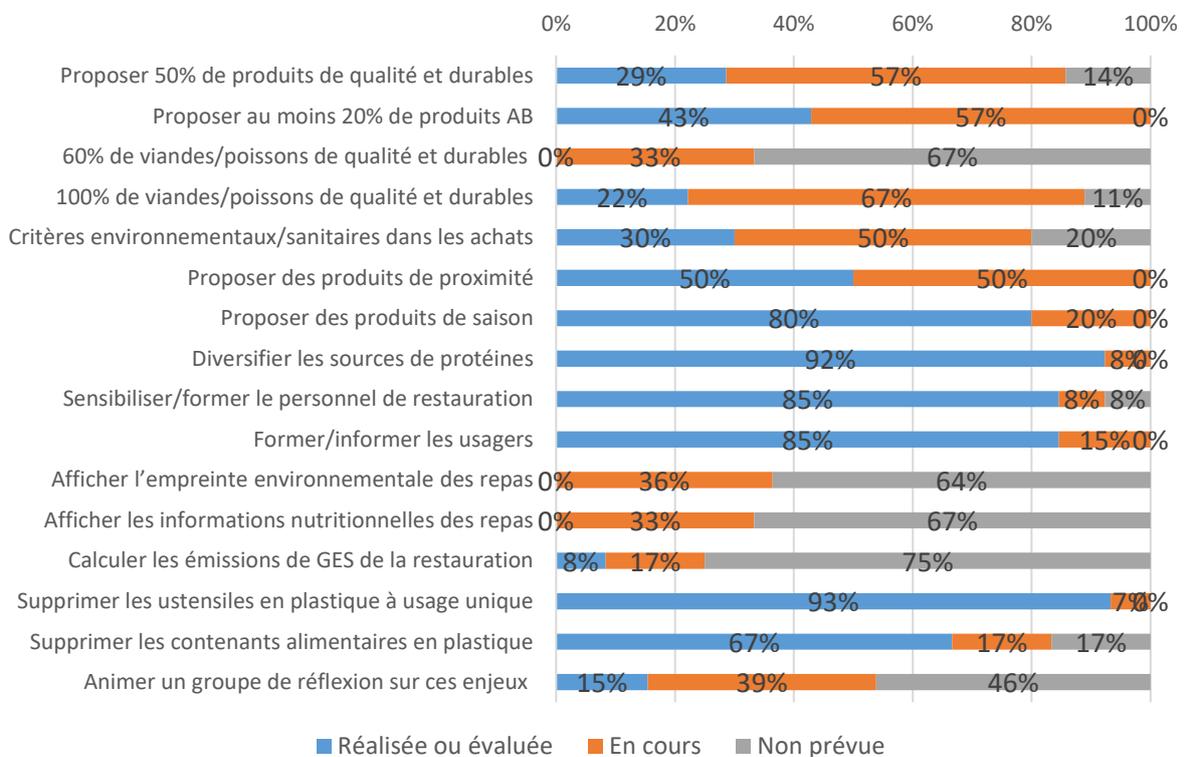


Structures sanitaires (n=23)

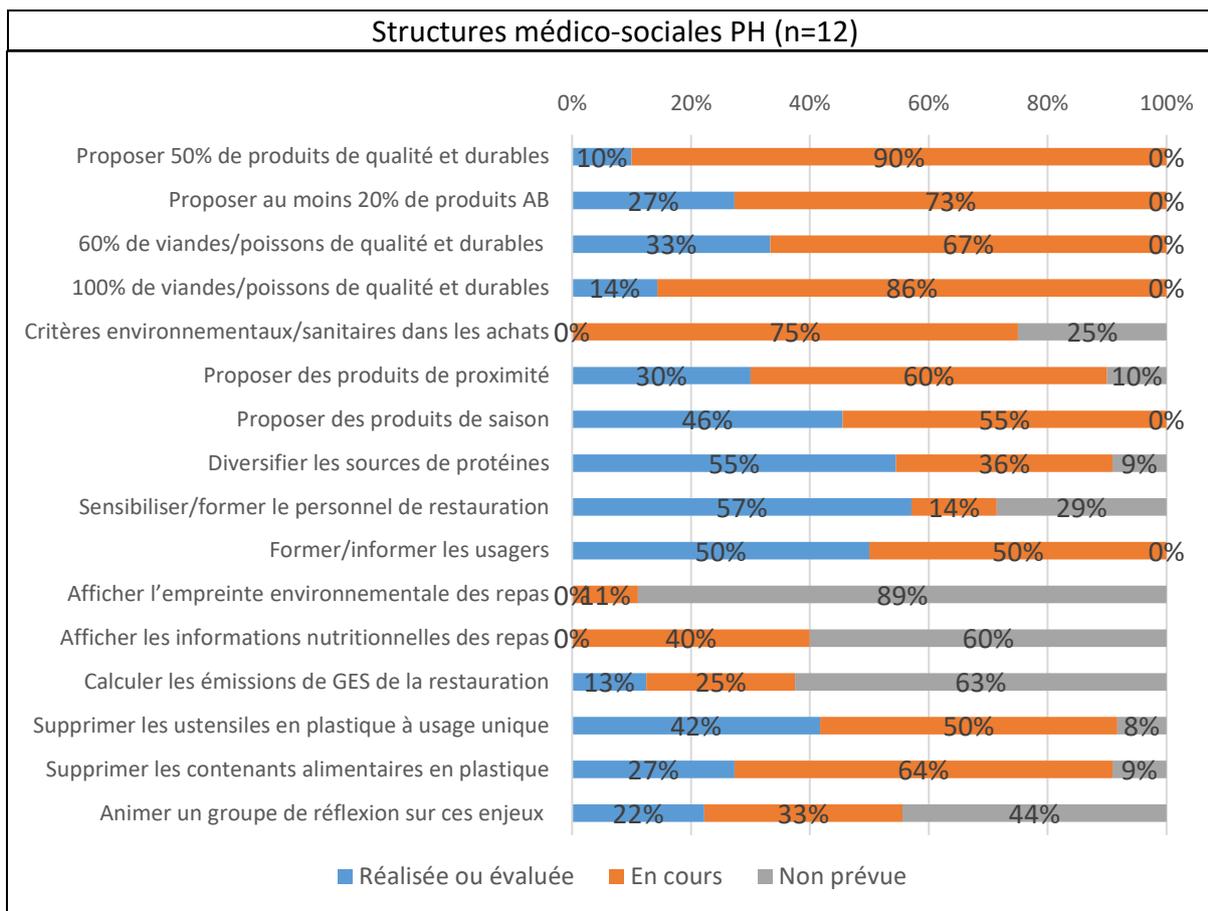


■ Réalisée ou évaluée ■ En cours ■ Non prévue

Structures médico-sociales PA (n=15)



■ Réalisée ou évaluée ■ En cours ■ Non prévue



Verbatim des autres actions mises en place par les structures répondantes pour proposer une restauration durable (N=2)

Des changements sont en cours dans notre établissement. Vu le fait que la restauration soit externalisée et qu'il y a une nouvelle direction en place, nous sommes en train de mettre en place les éléments de suivi avec indicateurs afin de formaliser les choses en lien avec les attendus réglementaires

Pesage des déchets effectué chaque jour

Verbatim des descriptions d'actions par les structures répondantes (N=3)

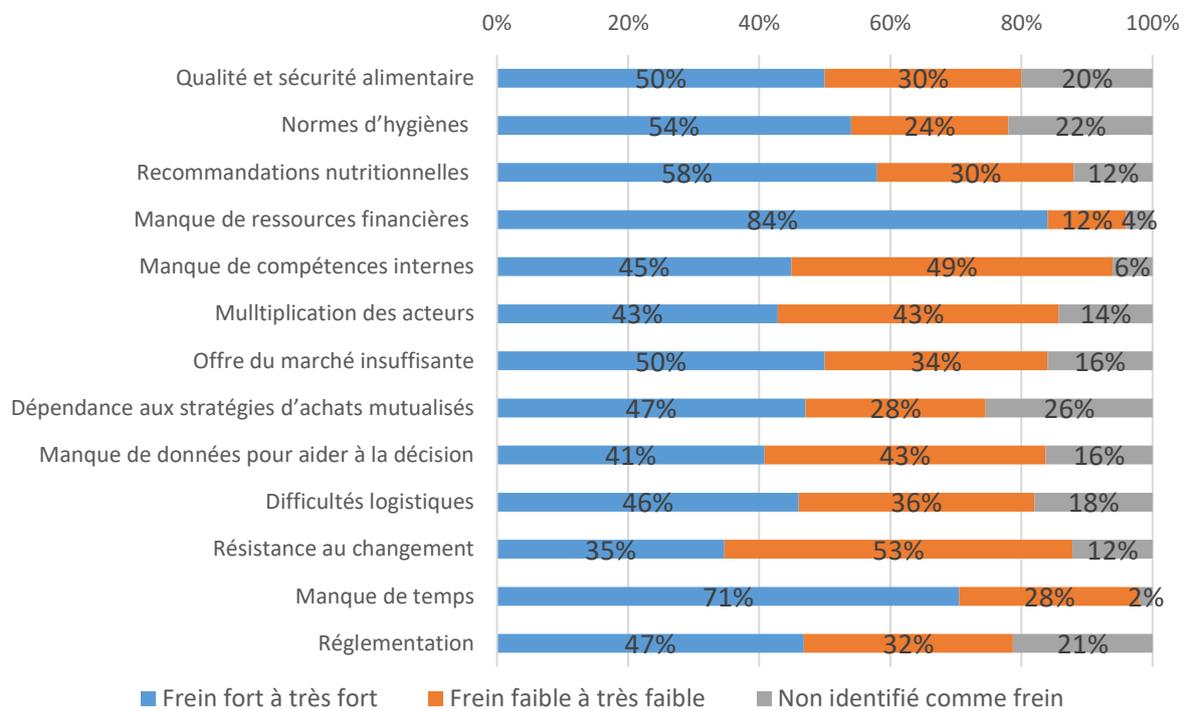
Le projet alimentaire se réalise en lien avec notre prestataire restauration.

Les groupes de travail et les réunions périodiques permettent de suivre certains indicateurs et de relancer le prestataire sur les sujets.

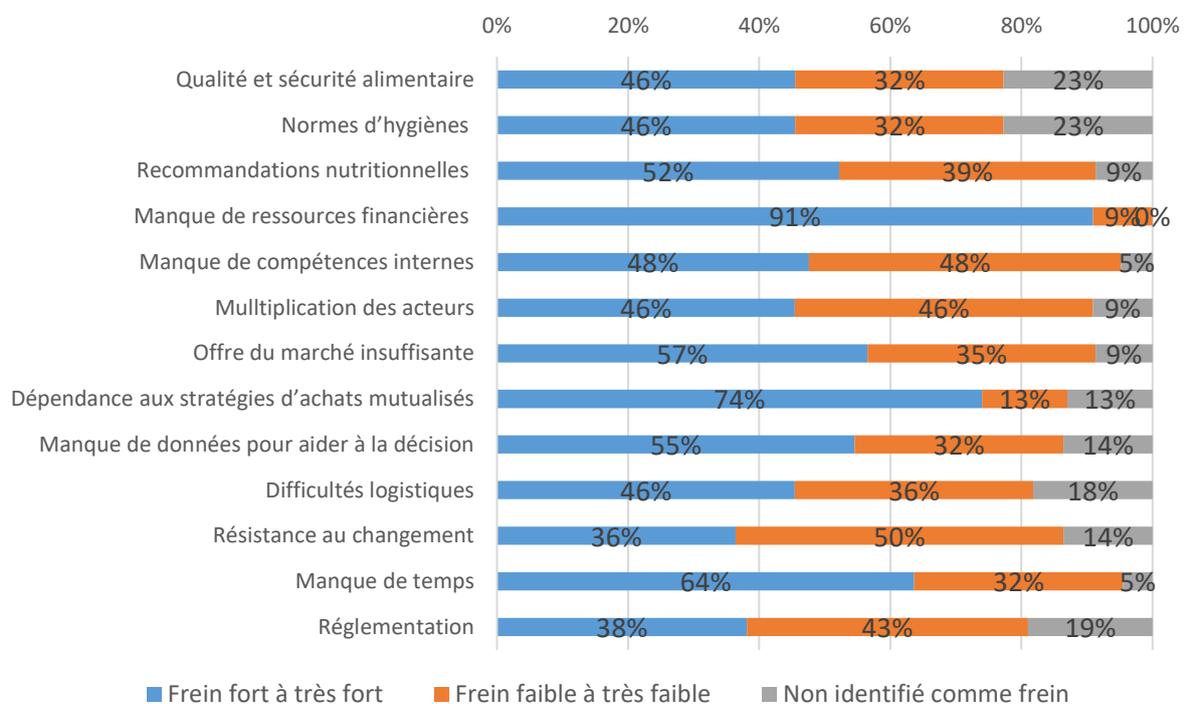
Nous essayons de supprimer toutes les bouteilles plastiques (personnel et usager) consommées dans l'établissement.

Q51

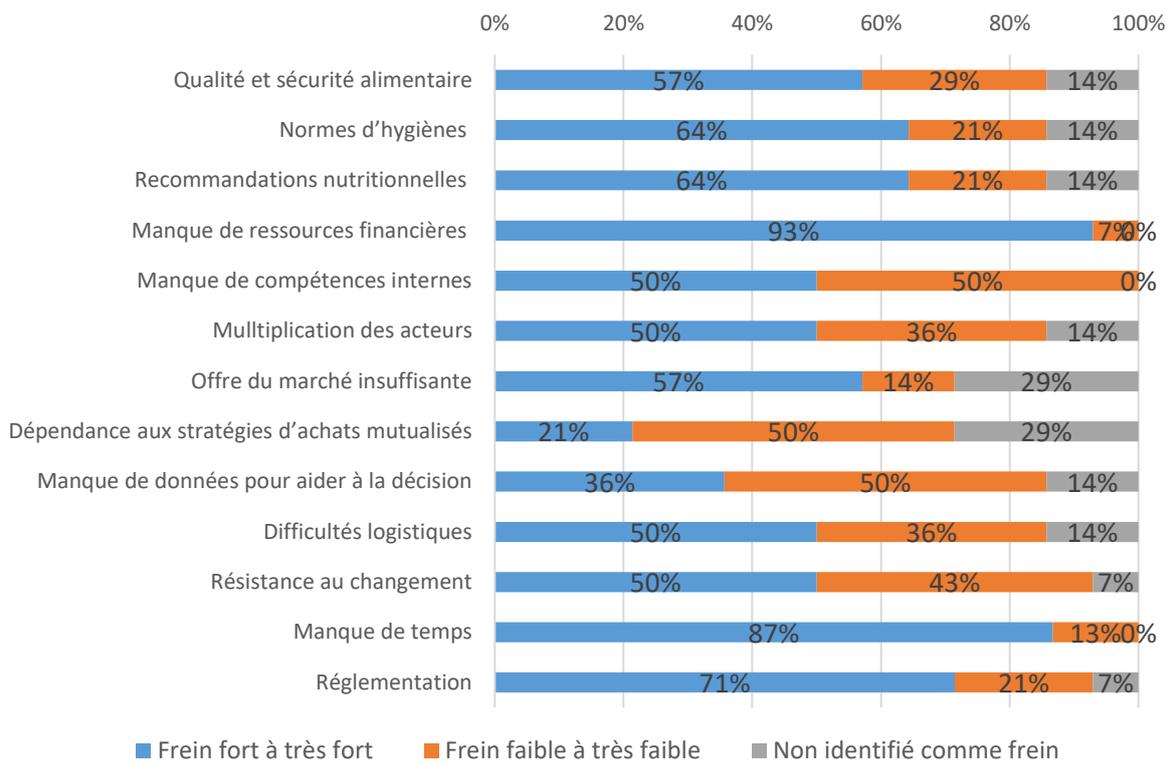
Répartition des freins identifiés par les structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées à l'alimentation (n=51)



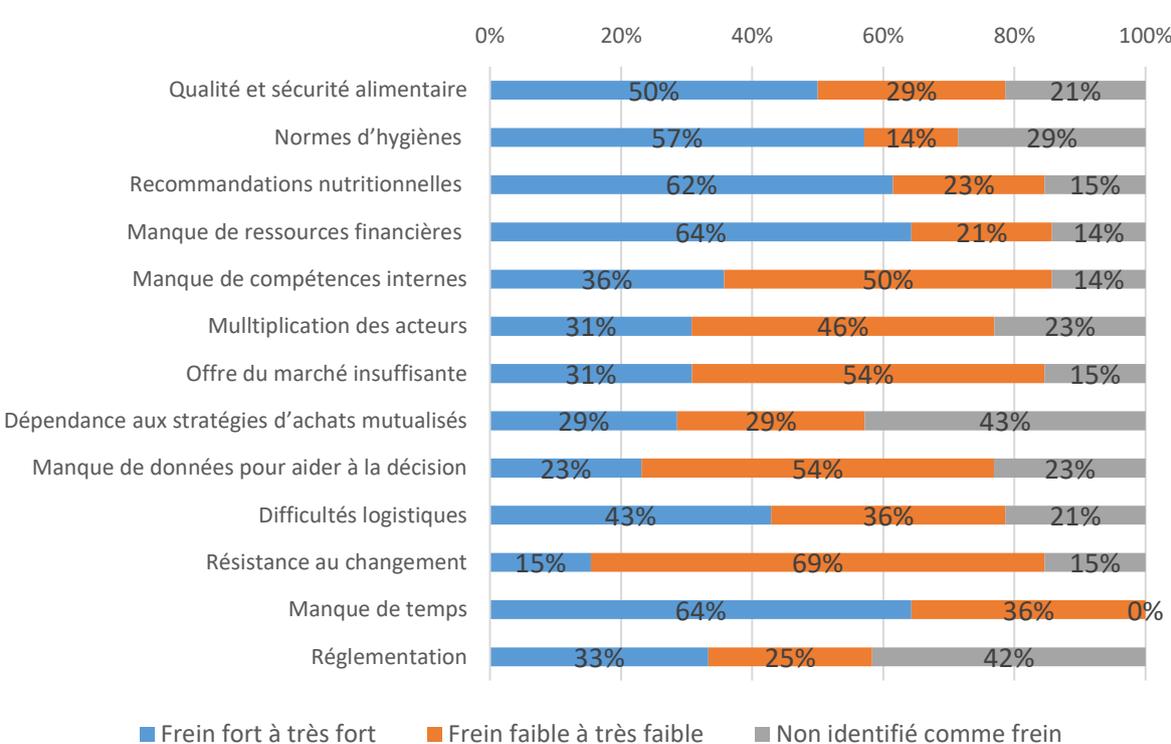
Structures sanitaires (n=22)



Structures médico-sociales PA (n=15)

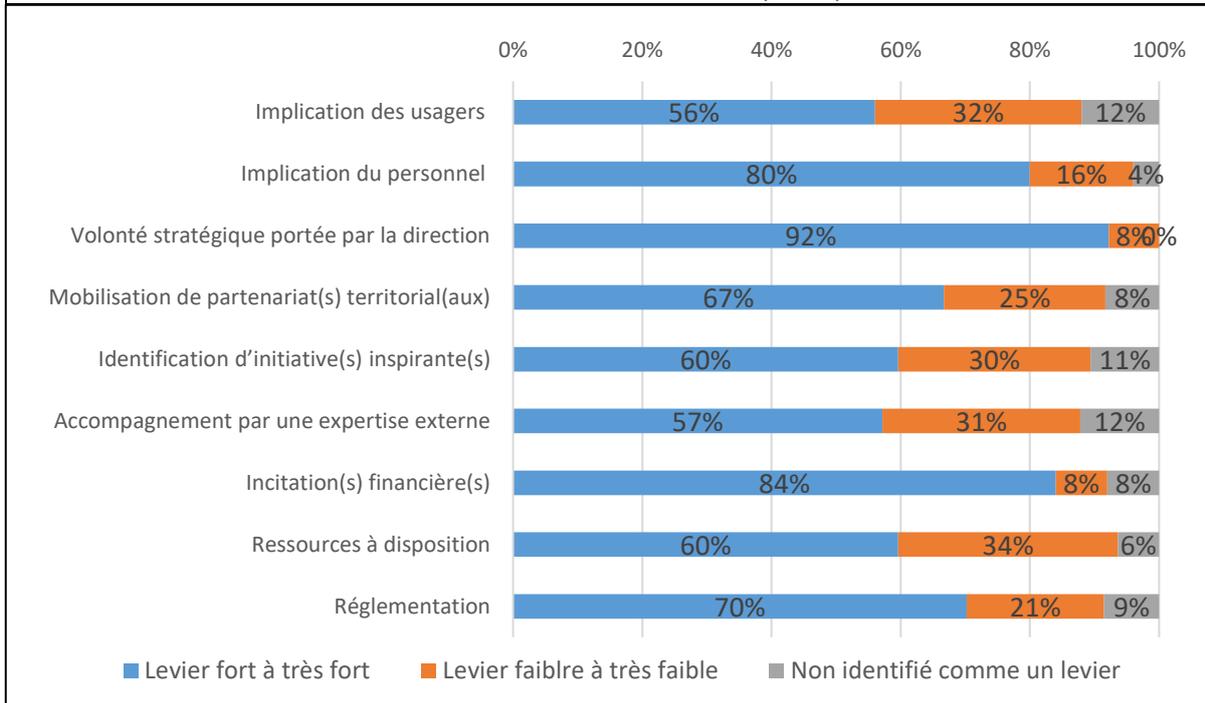


Structures médico-sociales PH (n=14)

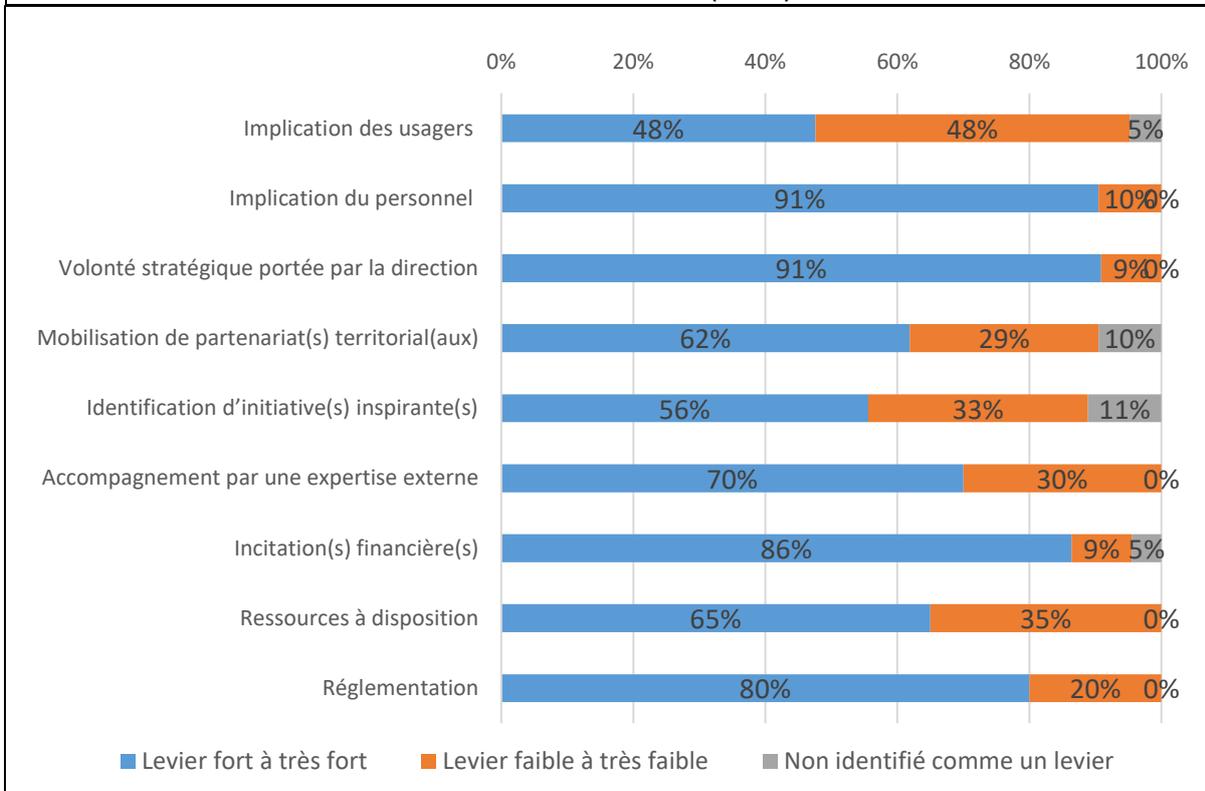


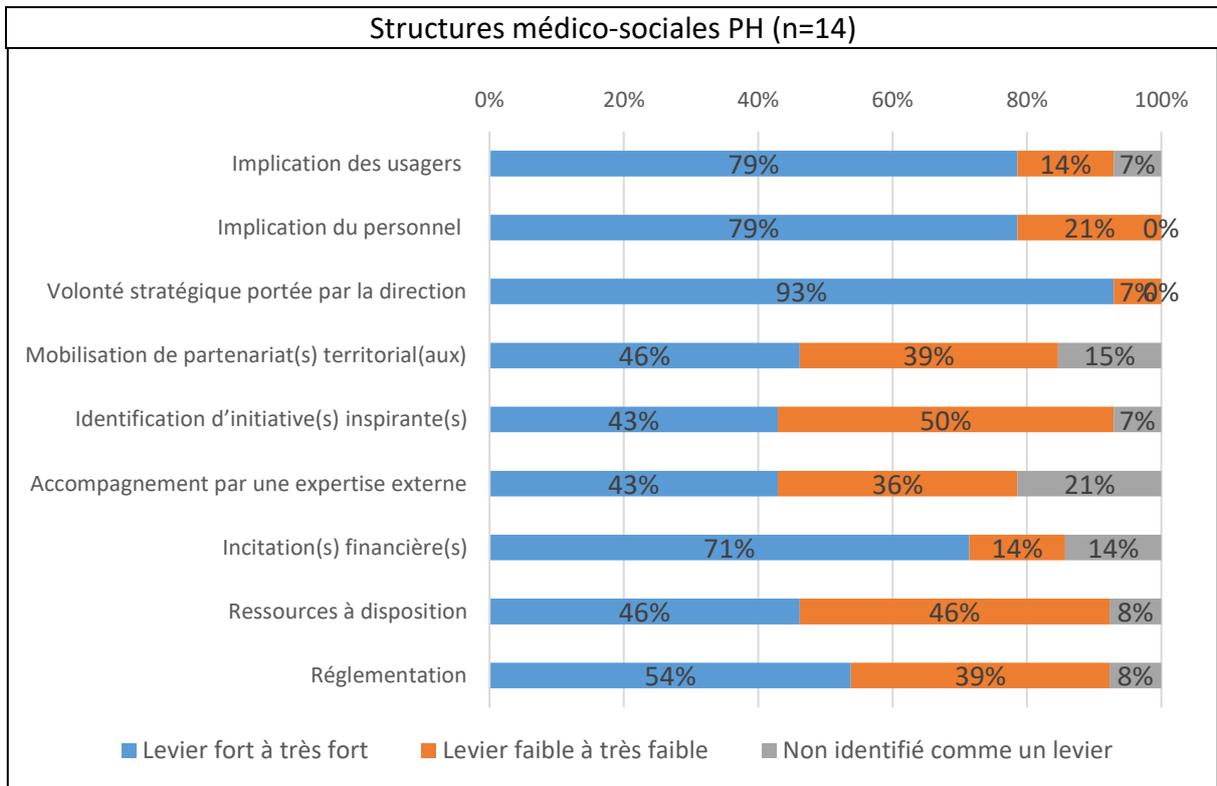
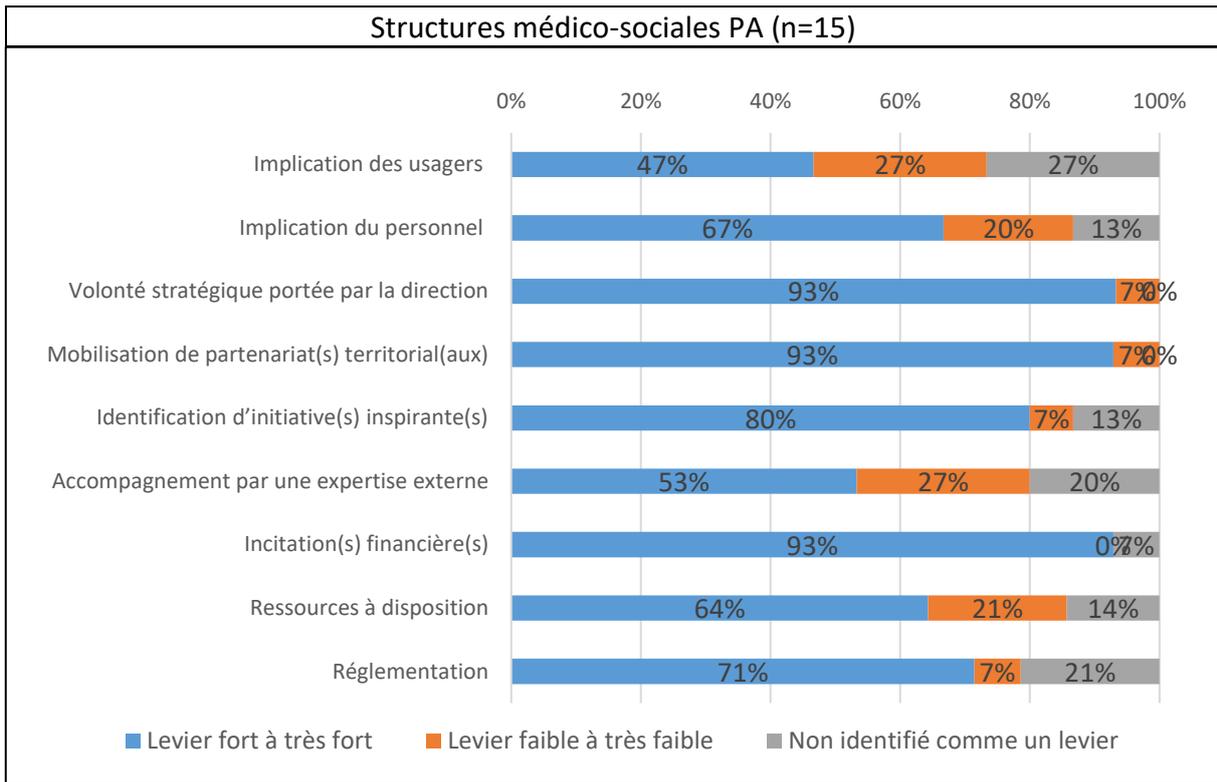
Q52

Répartition des leviers identifiés par les structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées à l'alimentation (n=51)



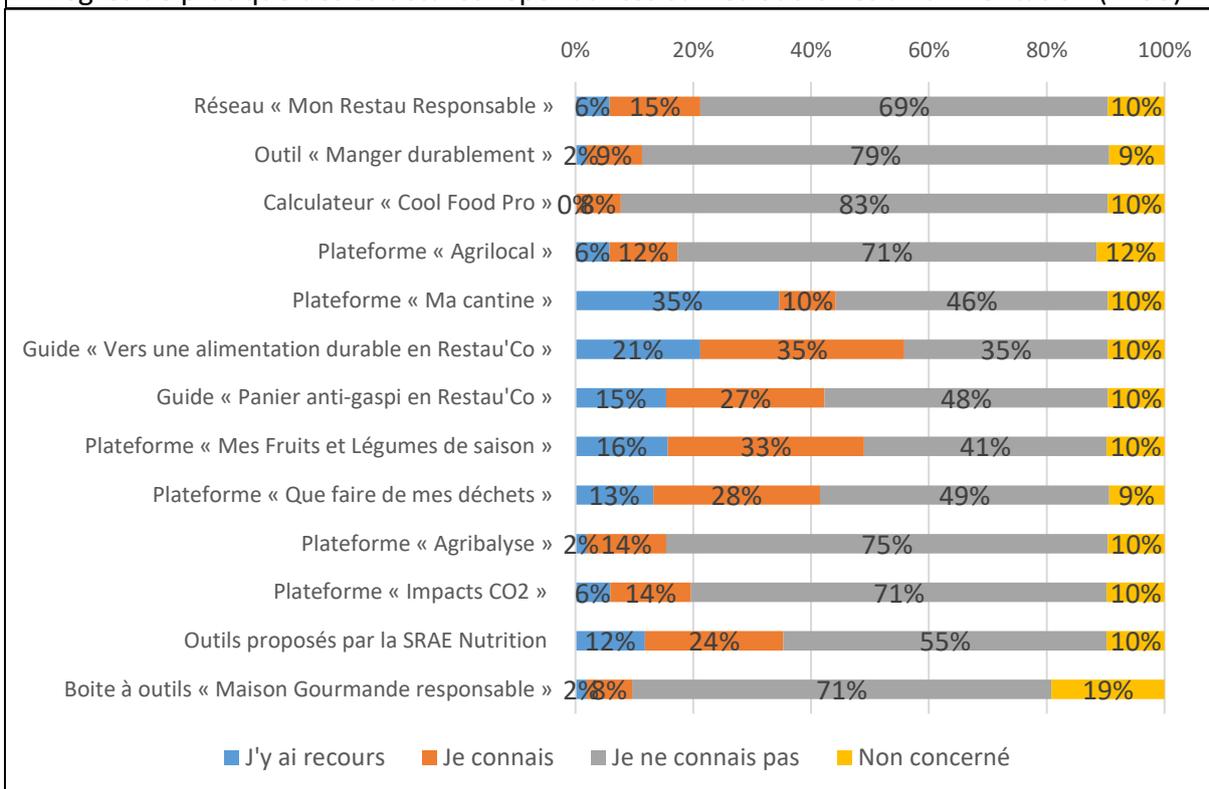
Structures sanitaires (n=22)



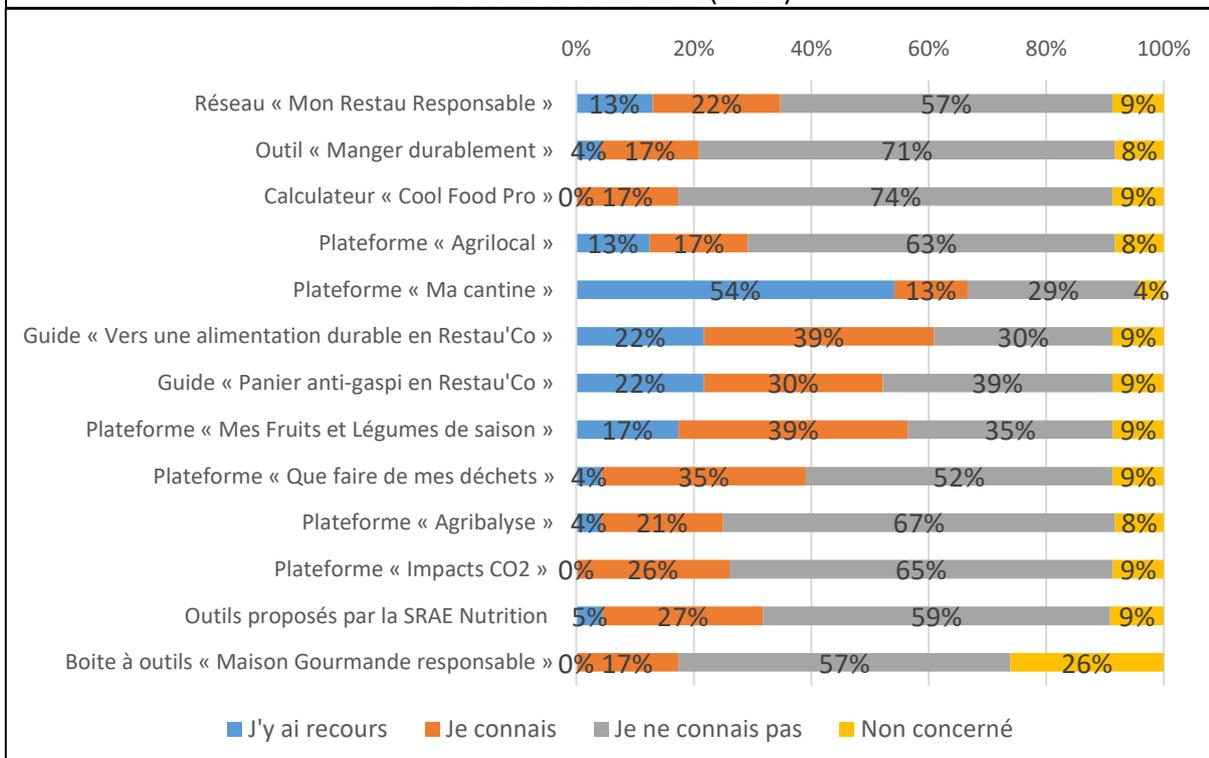


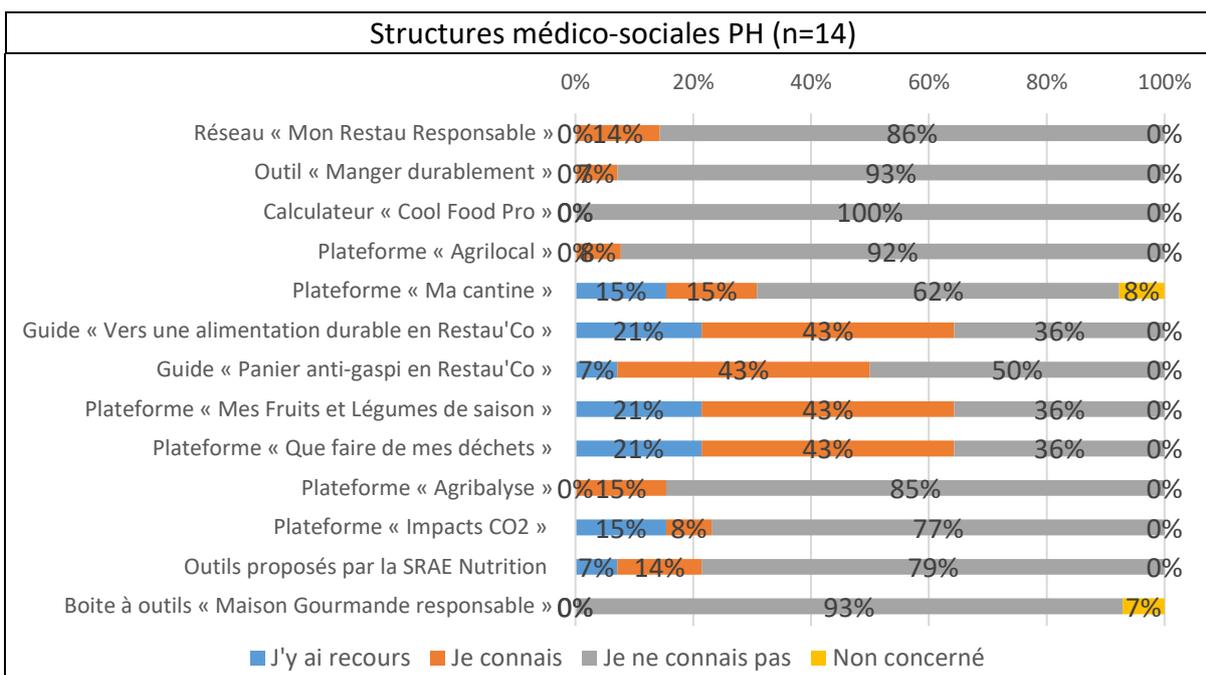
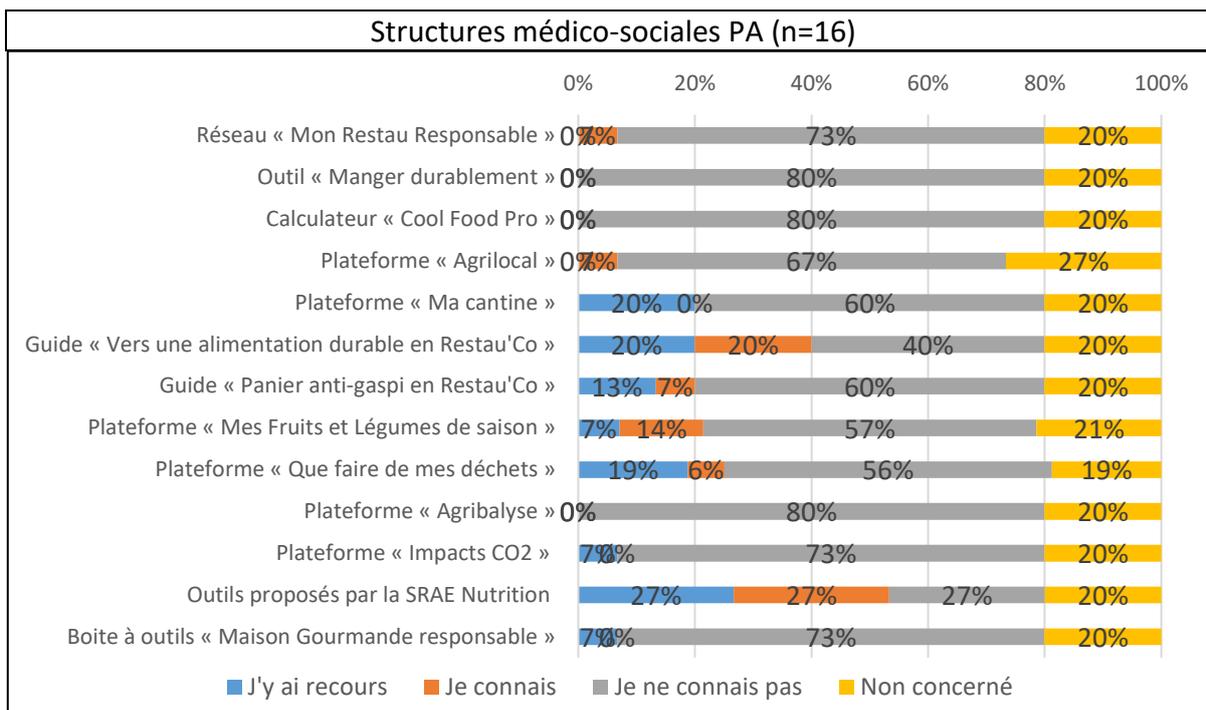
Q53

Degrés de pratique des structures répondantes sur les outils liés à l'alimentation (n=53)



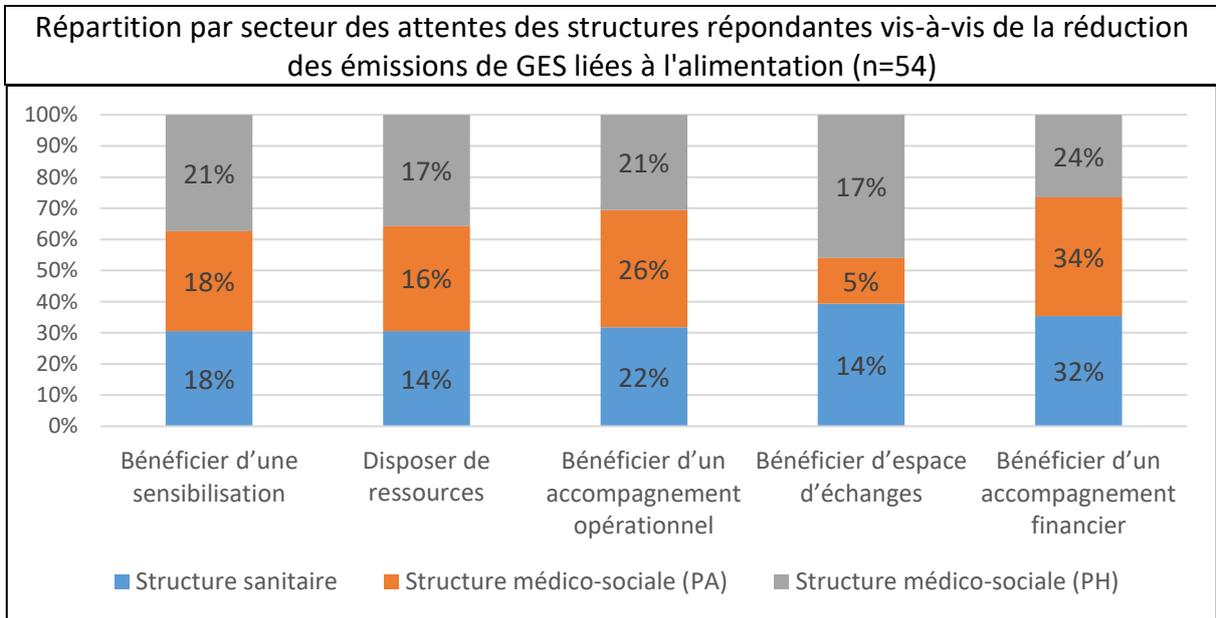
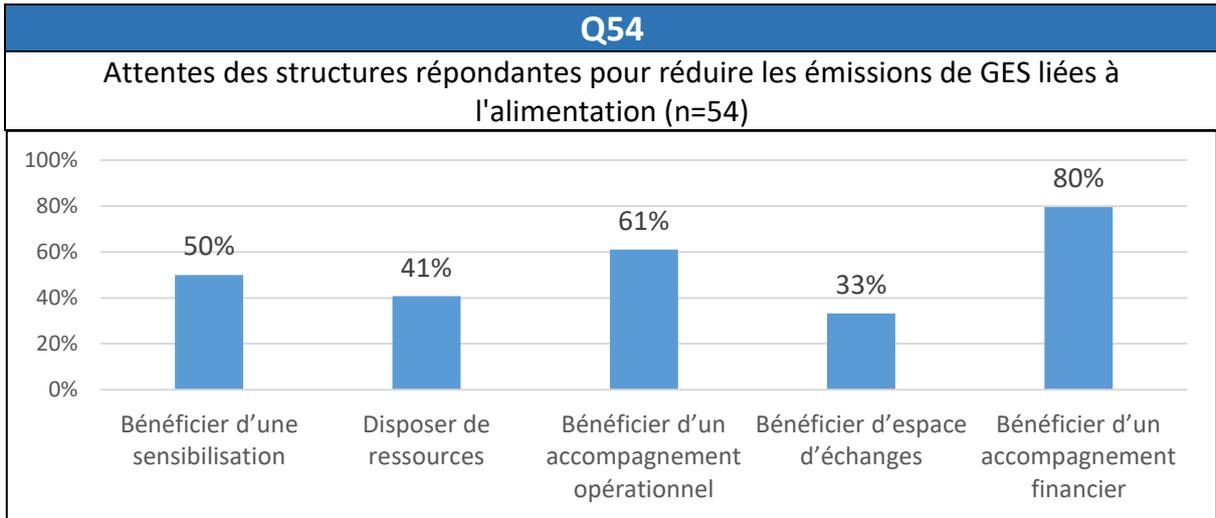
Structures sanitaires (n=24)





Verbatim des autres outils utilisés par les structures répondantes (n=1)
 CIVAM bio - MANGER BIO

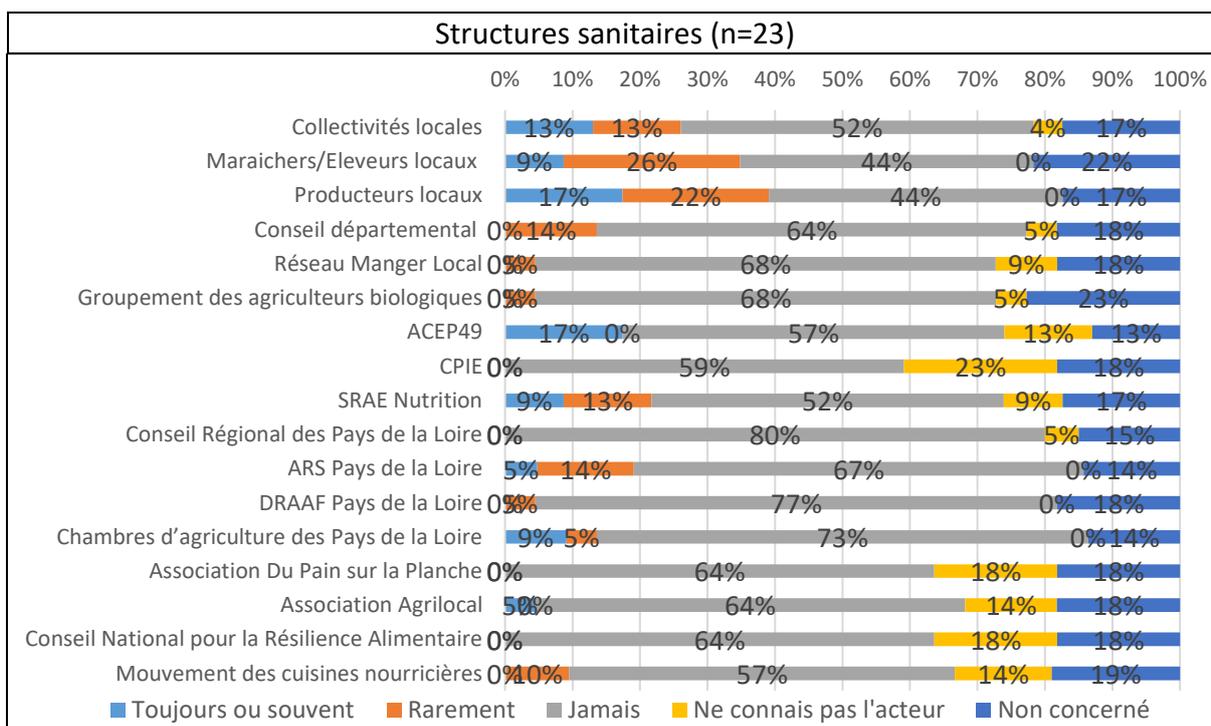
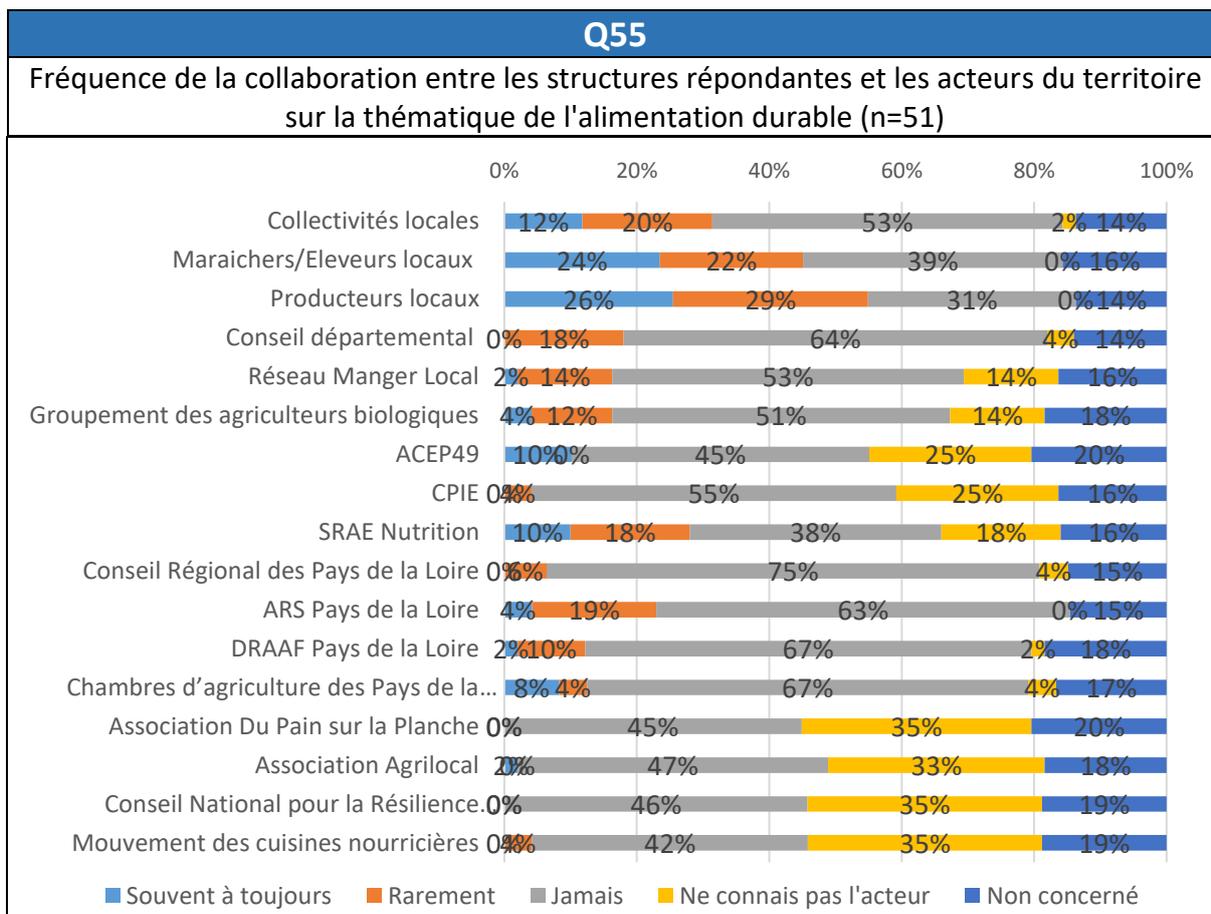
Verbatim des descriptions des déclinaisons des outils par les structures répondantes (n=3)
 Déclaration EGALIM
 groupe de réflexion interne afin de réfléchir sur nos pratiques
 SRAE nutrition : assistons aux webinaires

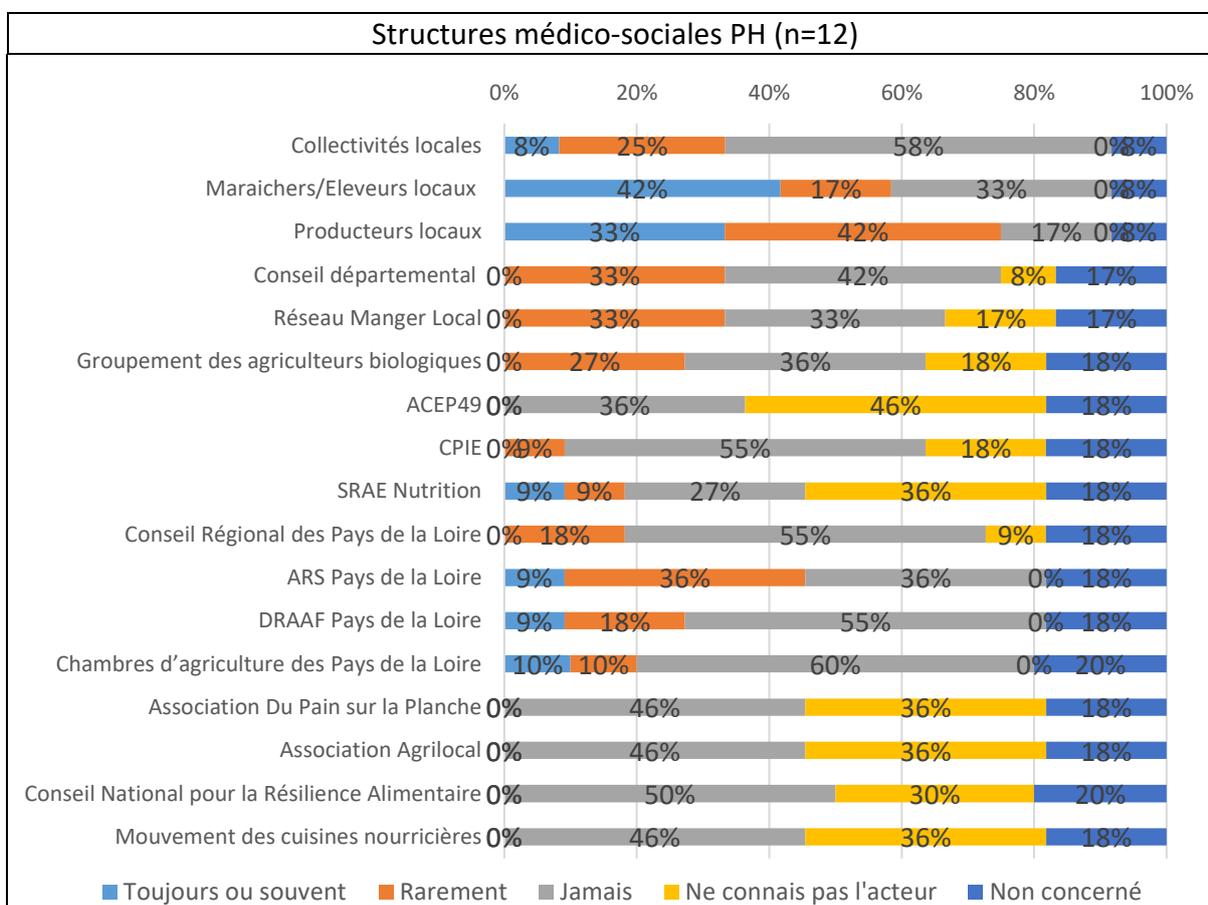
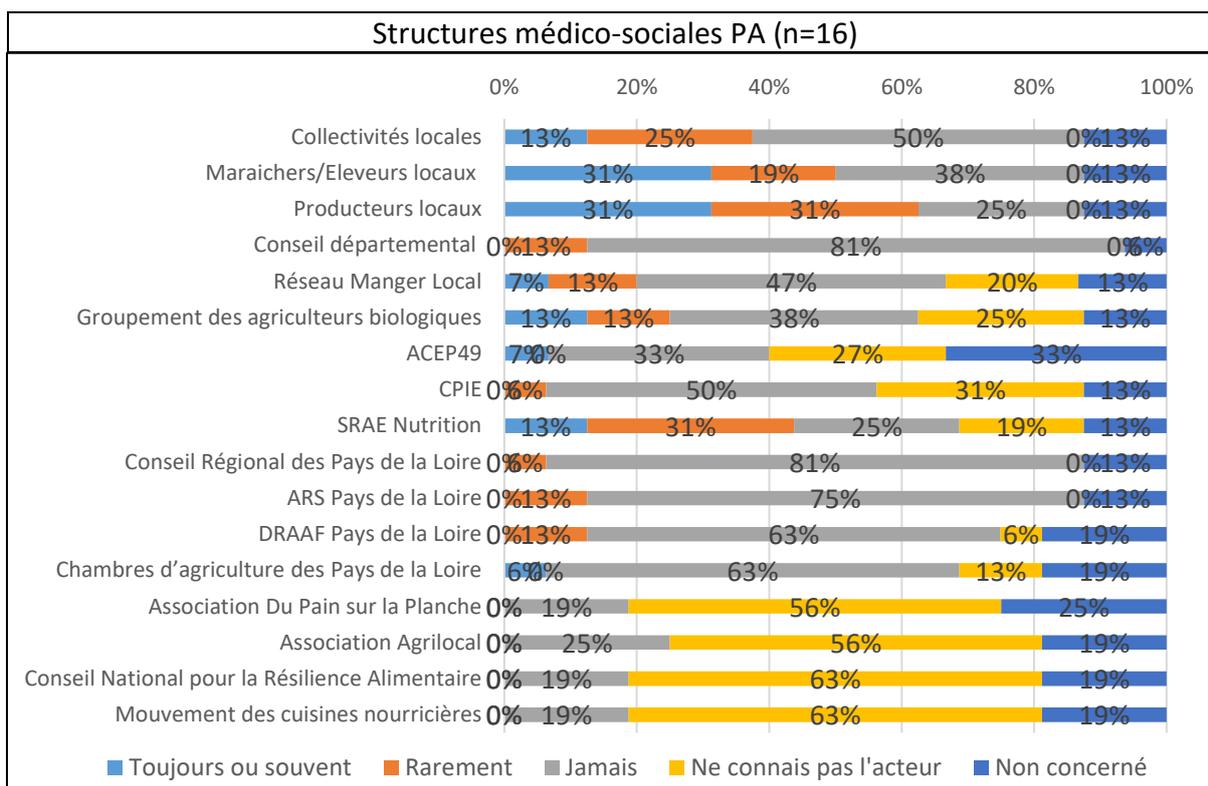


Verbatim des autres attentes des structures répondantes pour réduire les émissions de GES liées à l'alimentation (n=6)

Engagement et méthodologie du prestataire
Pouvoir bénéficiaire de grands changements sur les politiques d'achats qui nous lient au GHT... Contraintes et restrictions +++ dues aux marchés du GHT.
Prestataires, force de propositions
Révision des modalités d'achats publics limitant aujourd'hui la possibilité d'achat local
Simplifiez les choses.

6.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs territoriaux du secteur de l'alimentation :





Verbatim des descriptions de collaboration entre les structures répondantes et les acteurs du territoire sur la thématique de l'alimentation durable (n=1)

Travail avec le SRAE sur des actions de prévention sur le thème de la nutrition

Q56

Répartition des structures répondantes ayant connaissance du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de leur commune (n=14)



Répartition par secteur des structures répondantes ayant connaissance du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de leur commune (n=57)

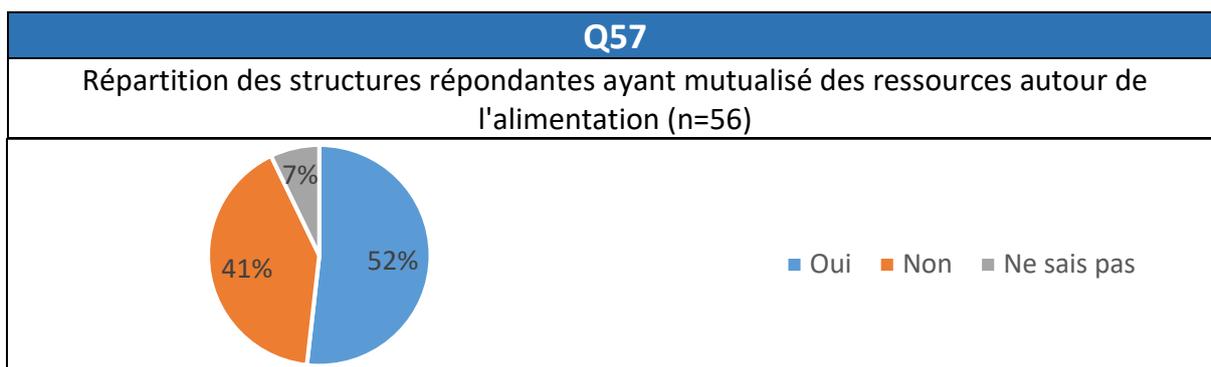


Répartition des structures répondantes ayant participé à l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de leur commune (n=7)



Répartition par secteur des structures répondantes ayant participé à l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de leur commune (n=13)





Verbatim des structures répondantes ayant mutualisé des ressources autour de l'alimentation (n=23)

1 cuisine pour plusieurs établissements
Achat alimentaire avec le groupement CACIC
Association Saint Jean de Dieu repas des patients
CACIC
Centrale d'achat du groupe XXX
Ch XXX
Cuisine sous-traitée à XXX
fourniture de repas aux écoles sur le territoire
GHT XX pour les achats alimentaires
ACEP 49 pour le projet SENS ET PAPILLES
GHT achat XX, partenariat avec CH XXX, CAPLAN
GHT-XX
ACEP-49
Groupement d'achat : UNIHA
Groupement d'achats alimentaires
Groupement d'achats alimentaires FORCE 5
Adhésion à APPROLOCAL
Convention avec les restos du cœur
Groupement de Coopération Sanitaire, Adhésion marché GHT-UNIHA,
L'unité décentralisée de production de repas est mutualisée avec d'autres établissements de santé (XX)
Livraison par le Centre Hospitalier
Mutualisation GHT XX avec UNIHA
Nos cuisines servent à faire des repas pour une autre structure à 15 min de chez nous.
Notre cuisine centrale est située sur le site sanitaire.
regroupement de plusieurs établissements, pour une cantine collective sur le secteur de XXX, projet en cours
OPTI MARCHÉ
Nous disposons au sein de l'Association d'une cuisine collective

Verbatim des commentaires et remarques des structures répondantes sur la partie "Alimentation" (n=5)

Il va finir par y avoir plus d'acteurs en tous genres que de paysans pour produire. on marche sur la tête

La partie alimentation est sous-traitée à hauteur de 95 % à un prestataire extérieur.

Malheureusement c'est un sujet que nous maîtrisons peu ou seulement à l'échelle des établissements. C'est un de nos grands engagements du cycle 2 de labellisation Lucie.

nous ne gérons pas en XXX la partie repas/alimentation.

On n'a pas pu répondre à tout.

1 cuisine pour plusieurs établissements

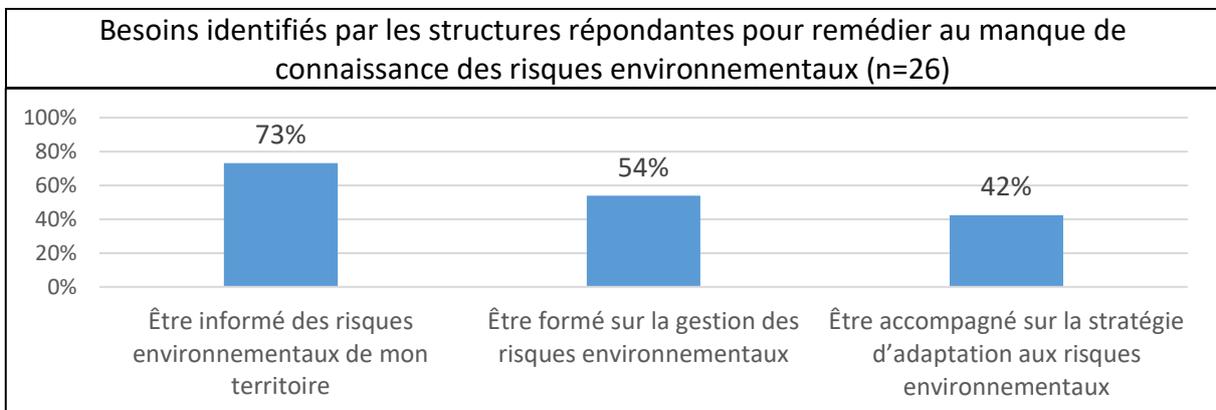
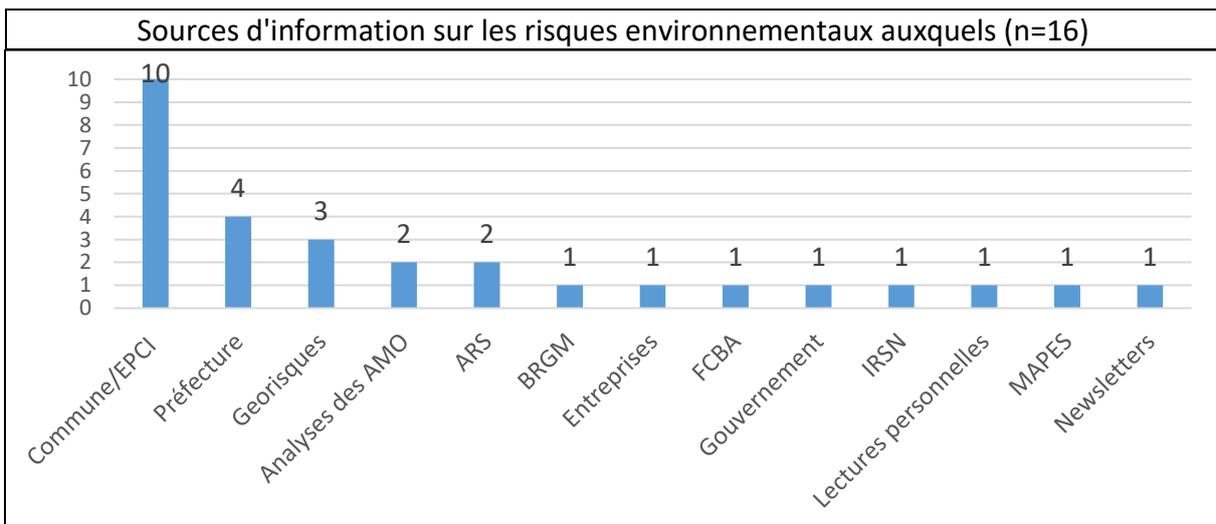
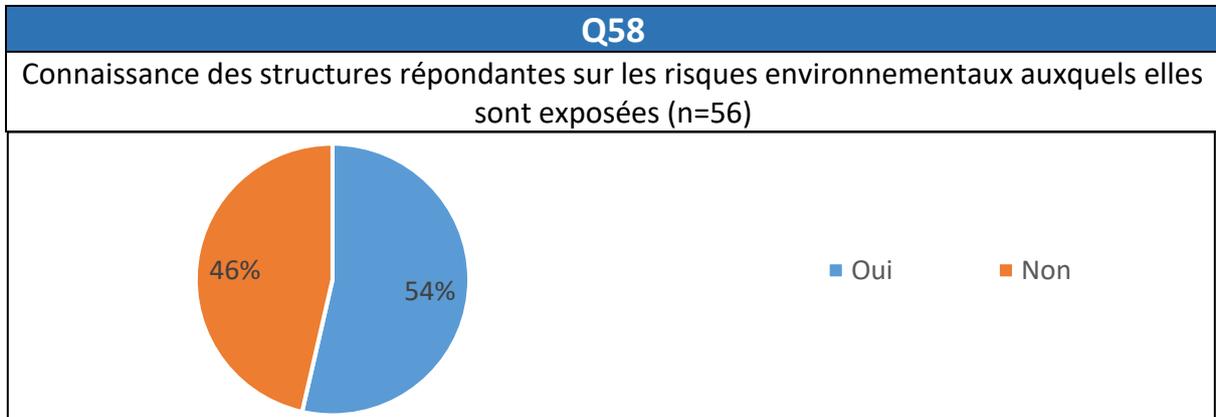
Verbatim des commentaires et remarques des structures répondantes à la 1ère partie "Enjeu d'atténuation" (n=2)

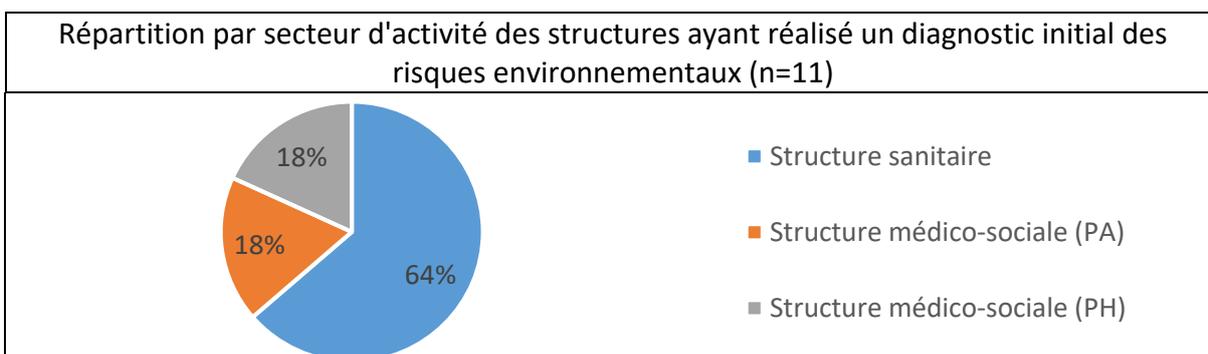
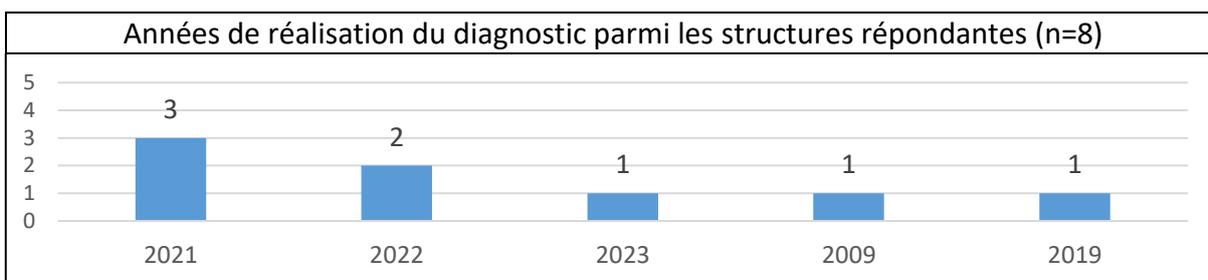
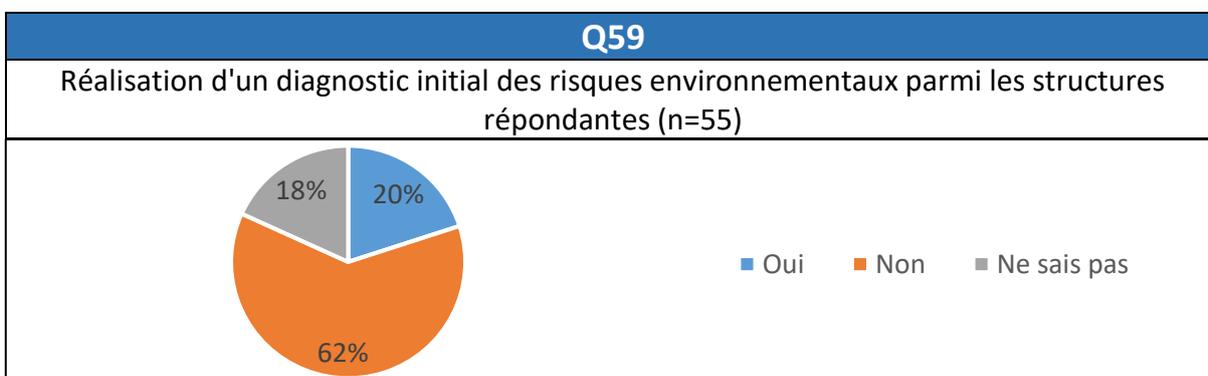
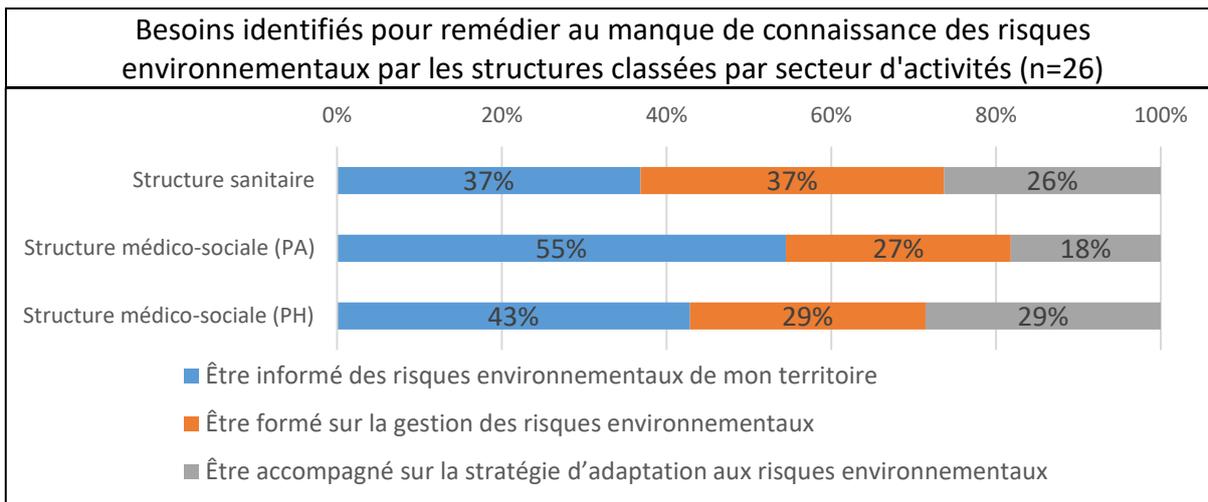
Dès colonnes pour insérer de nouveaux choix de réponses ont été ajoutées par endroit depuis que nous avons téléchargé les supports PDF. Normalement nous avons été vigilants pour ne pas nous tromper lors du report des informations.
--

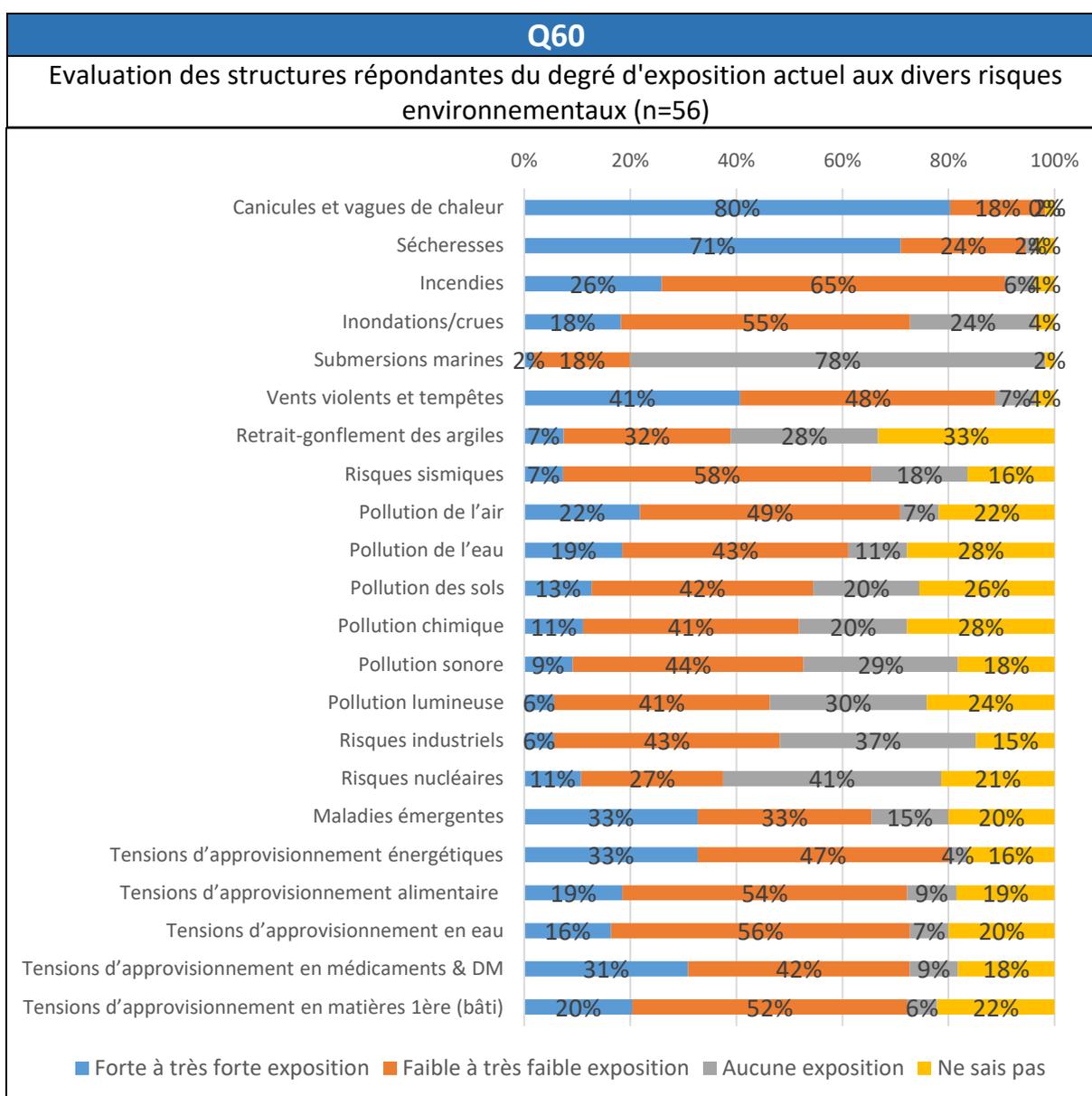
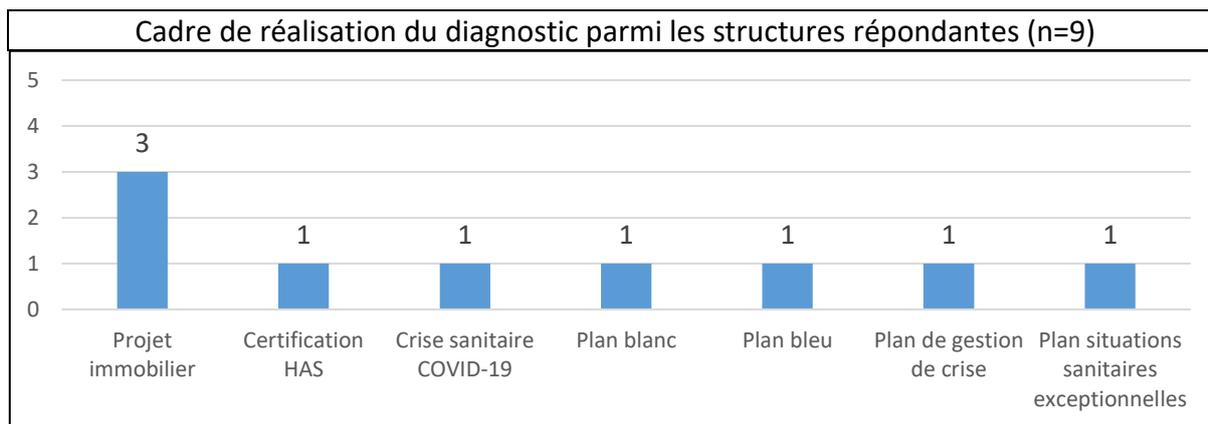
Sera-t-il possible d'avoir un export des questionnaires avec nos réponses ?

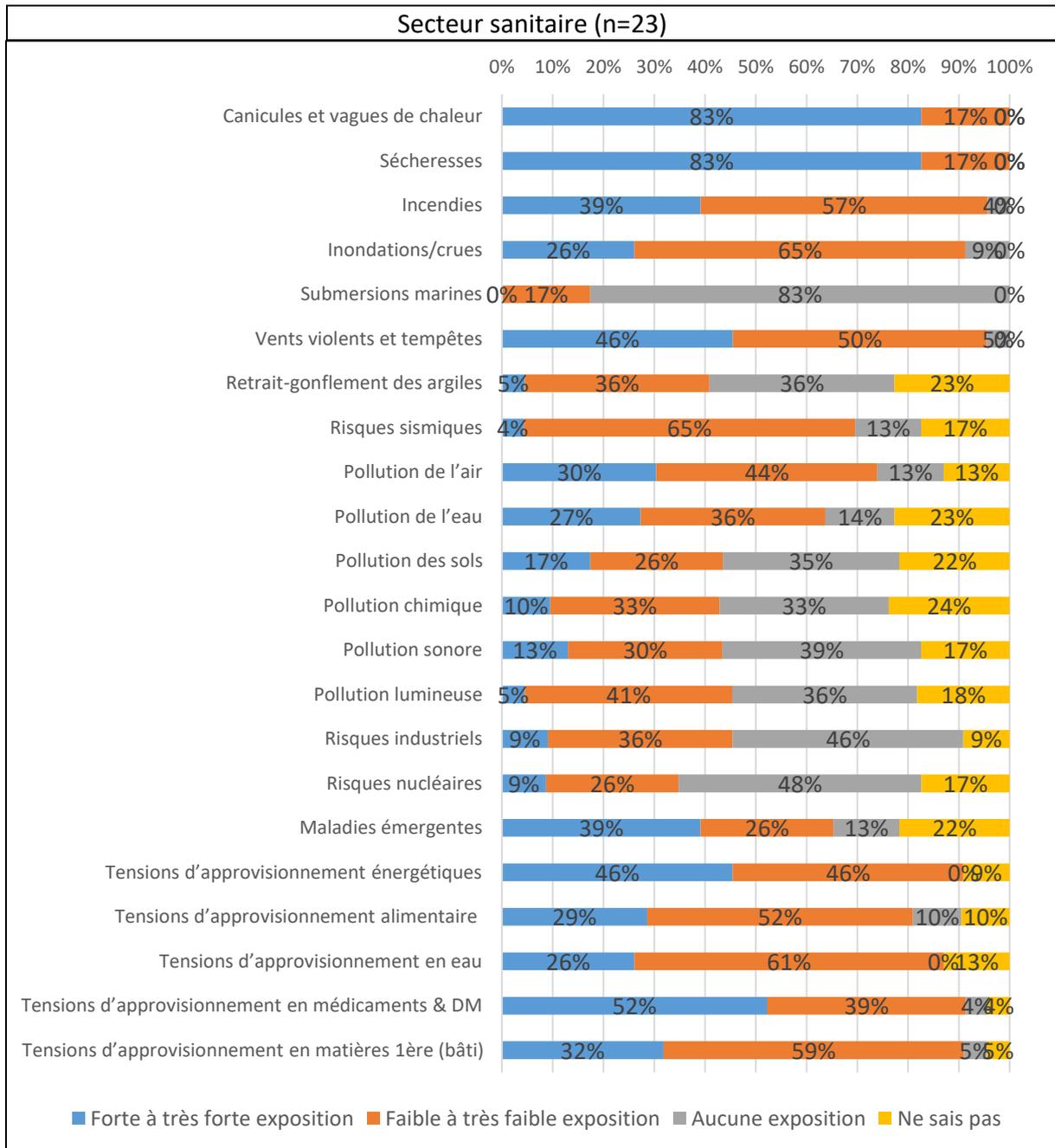
7. Adaptation :

7.1. Connaissance des structures répondantes sur les risques environnementaux du territoire :

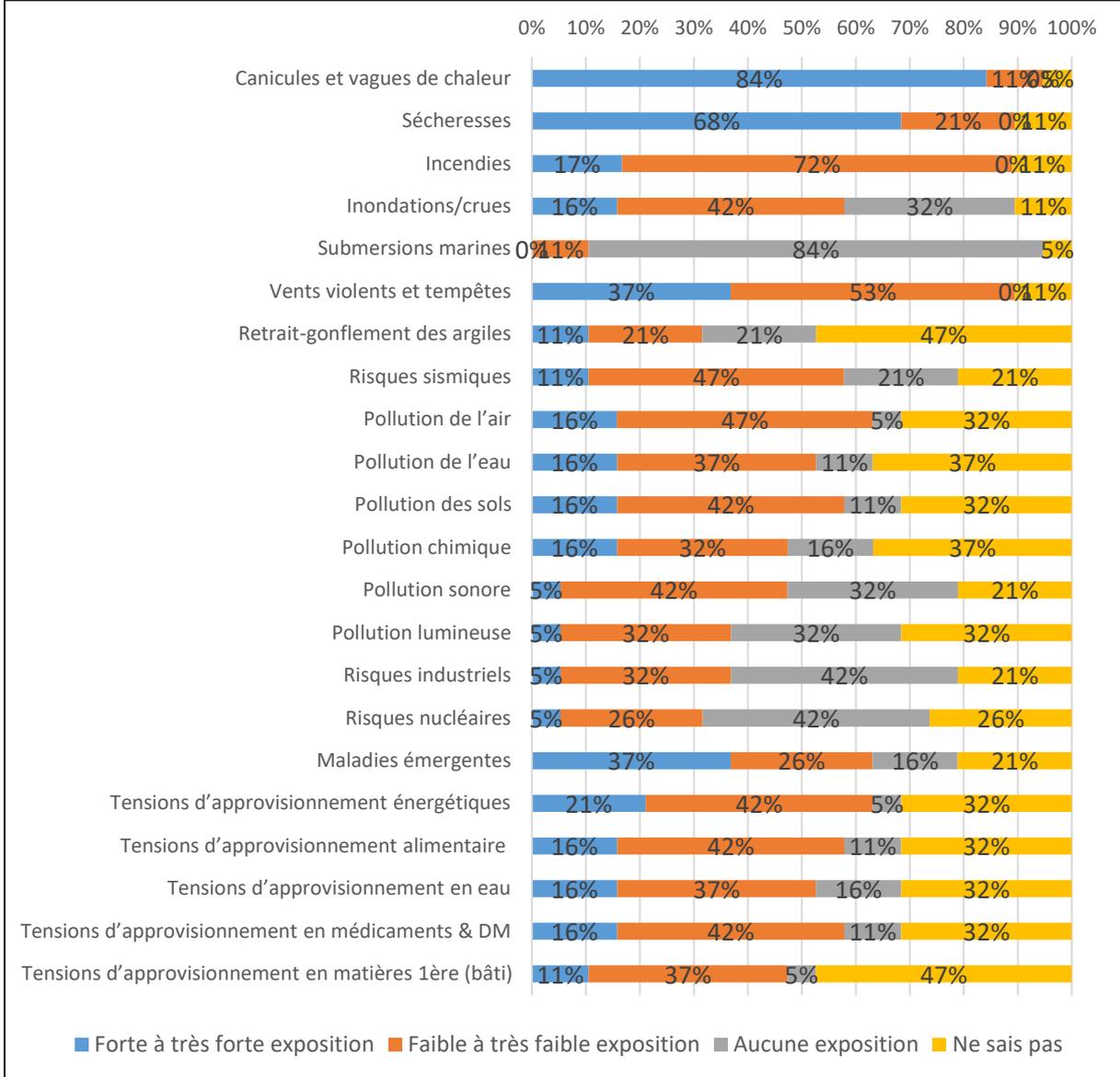




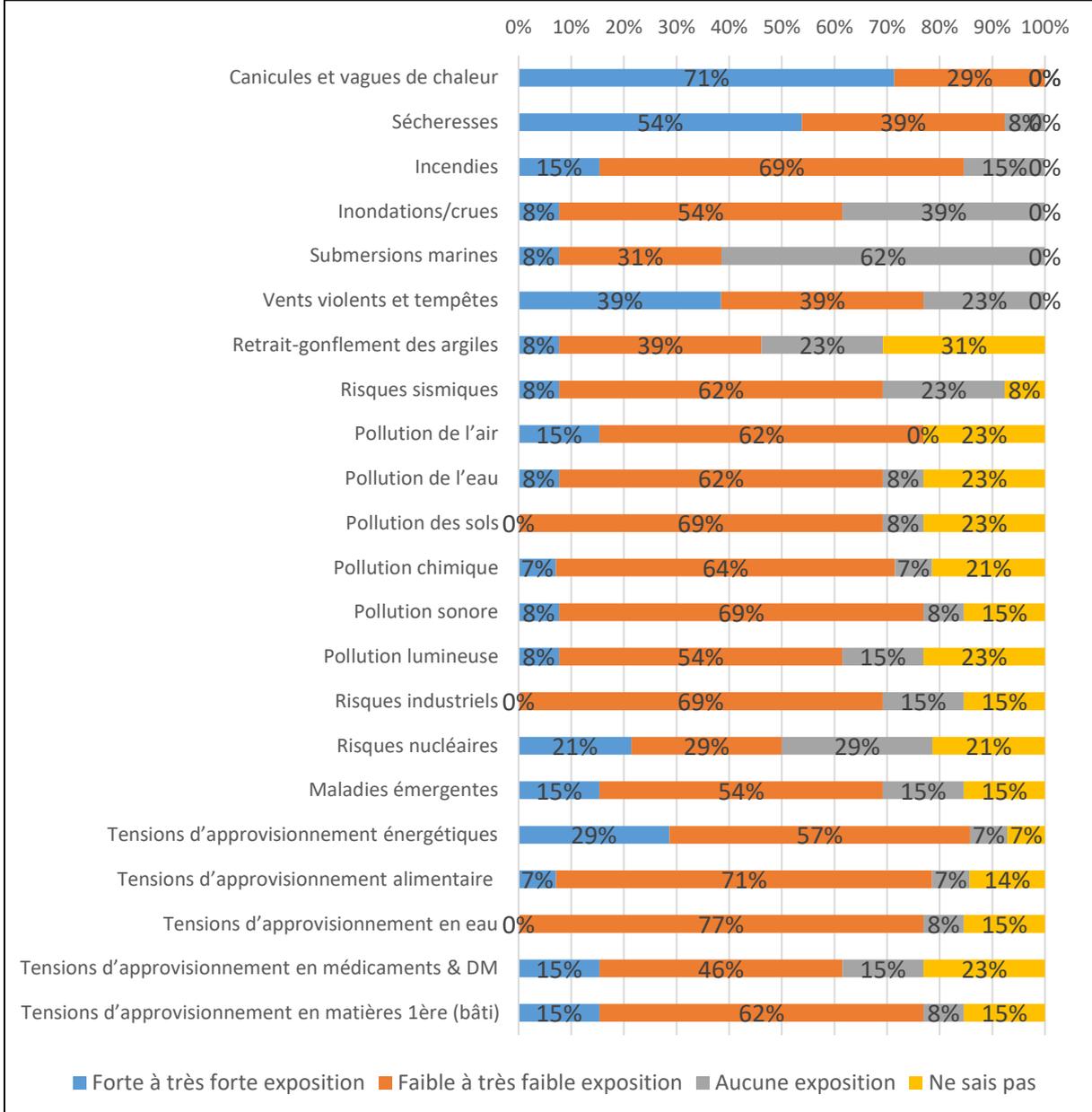




Secteur médico-social PA (n=19)

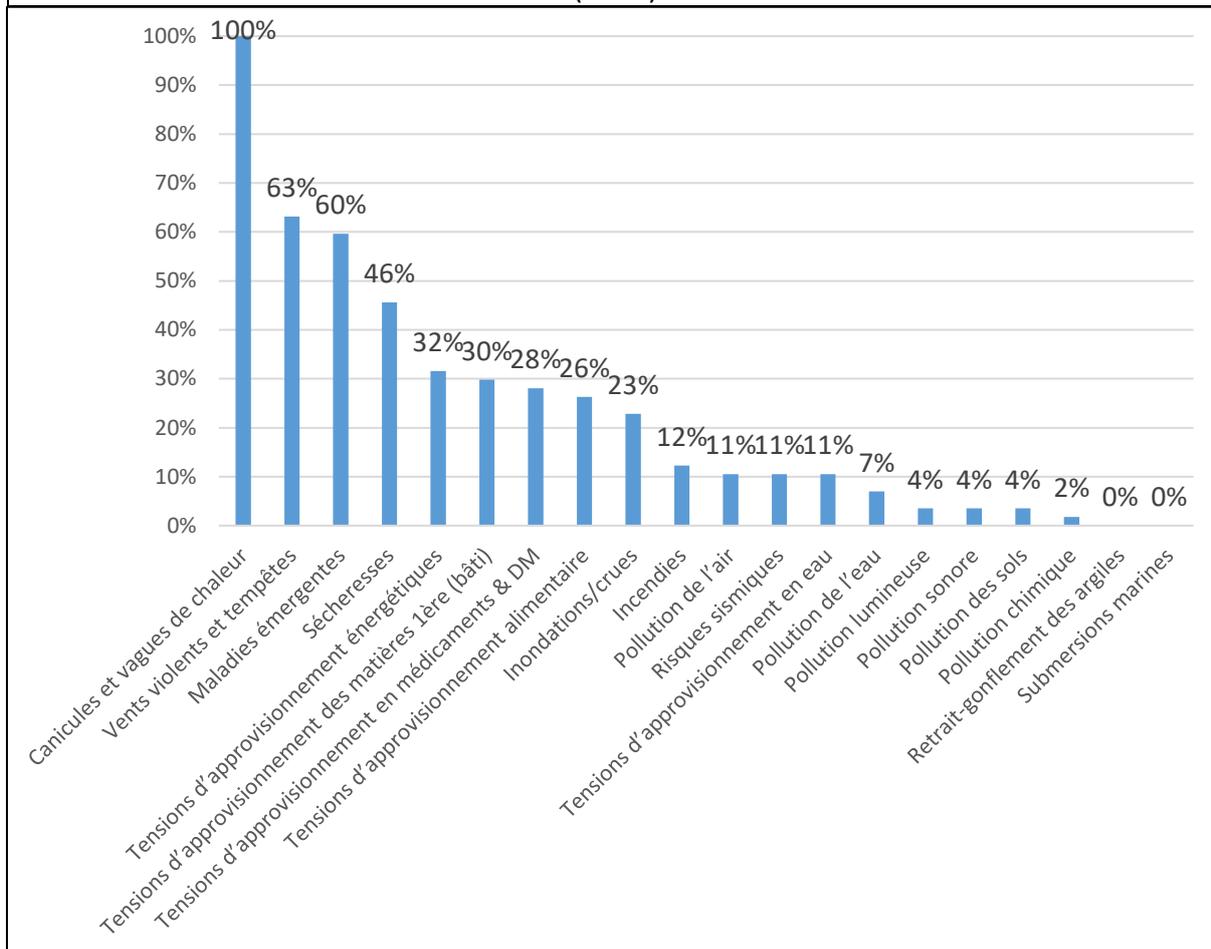


Secteur médico-social PH (n=14)



Q61

Risques environnementaux auxquels les structures répondantes ont déjà été confrontées (n=57)



Verbatim des descriptions de la gestion des risques des structures répondantes (n=22)

2011 pollution partielle du réseau d'eau, risque de légionelle

2023 Séisme de magnitude 5

A chaque période de chaleur : mise en place de stores extérieurs et protocole en cas de forte chaleur

2009 : tempête

canicule (annuel depuis 3 ans), bâtiment non conçu pour les fortes chaleurs.

Travaux de climatisation, campagne de communication, renfort pour besoins hydriques des patients, ventilateurs.

Canicule : Achat de fontaines, mise à disposition d'une salle climatisée

COVID : Suivi des directives Nationales

Canicule : Juin Juillet Aout 2022, mise en œuvre du plan d'action canicule :

décalage des horaires

distribution de brumisateurs pour les patients

distribution de bouteilles d'eau pour les patients

distribution de ventilateurs et clim pour les patients

-> Faibles impacts sur nos activités et nos usagers

Canicule : surveillance des alertes, réserves de plan blanc

<p>Canicule et vague de chaleur tous les ans Inondation - mai 2022 Vents violents périodiques Plan canicule - Plan Situations sanitaires exceptionnelles</p>
<p>Canicule et vagues de chaleur : nous sommes exposés, depuis maintenant plusieurs années, à de fortes chaleurs. Plan bleu canicule, mise en place de toutes les actions possibles pour protéger et préserver nos usagers. Sollicitation importante de bénévoles pour effectuer une surveillance hydrique des résidents.</p>
<p>Canicules : tous les étés (installation d'espaces collectifs climatisés et brises soleil) Maladies émergentes et tension approvisionnement dispositifs médicaux : COVID 2020 et 2021 Pollution de l'air : incendie proche Angers 2022</p>
<p>chaque été ; mise en place de stores sur les baies vitrées ; salle climatisée</p>
<p>Depuis 2020 tensions récurrentes sur l'approvisionnement des matières premières du bâtiment. Report des chantiers impactés.</p>
<p>En 2022, tempête de grêle - importants dégâts sur toiture et volets roulants. Canicules presque chaque année. Equipe formée et réactive pour une bonne prise en charge des résidents. En 2022/2023 : grosse tension sur les approvisionnements en médicaments. Substitution en accord entre pharmacie et IDE.</p>
<p>Episode COVID principalement</p>
<p>FERMETURE ÉTABLISSEMENT POUR CAUSE PANDÉMIE EN 2020 RÉOUVERTURE ÂPRES AVOIR MIS EN PLACE TOUTES LES MESURES BARRIÈRES POUR LA SECURITE DE TOUS.</p>
<p>Hausse des couts de l'énergie --> restriction du développement, des activités</p>
<p>plan canicule</p>
<p>plan canicule : mise en place d'un mode opératoire, d'affichages, d'équipements pour les usagers (ventilateurs, brumisateurs...). Projet de films protecteurs sur les vitres de certains services</p>
<p>pour énergétique, c'est malheureux mais chaque grève dépôt pétrolier ou blocage raffinerie nous perturbe, nous qui sommes service à domicile, mais non prioritaires selon la prefecture (et de toute façon nous ne pourrions tous les ssiad et services d'aide nous rendre dans les dépôts prefectoraux). pas de station local E85. nous pensons à l'électrique, mais refus des loueurs car le budget ARS n'est pas suffisant.</p>
<p>Tempete/vent violent : effondrement d'un mur d'habillage d'un bâtiment (2023) --> Réorientation des flux patients vers un autre centre hospitalier en raison de l'effondrement du mur sur une zone du SAU. Pollution lumineuse, sonore : grande ville avec culture "automobile" autour du circuit</p>
<p>virus du COVID ==> cluster en novembre 2020==> isolement et décès de résidents , mise en place de nouveaux protocoles et organisation de travail</p>
<p>Travaux : retard de gros oeuvre et second d'oeuvre = reception de deux ehpad décalées de 6 mois Alimentaire : ruptures fréquentes Maladie émergente = covid, BMR, Moustiques tigres, développement des populations d'insectes avec les températures = traitement par entreprises spécialisées</p>
<p>Depuis 2020 tensions récurrentes sur l'approvisionnement des matières premières du bâtiment. Report des chantiers impactés.</p>

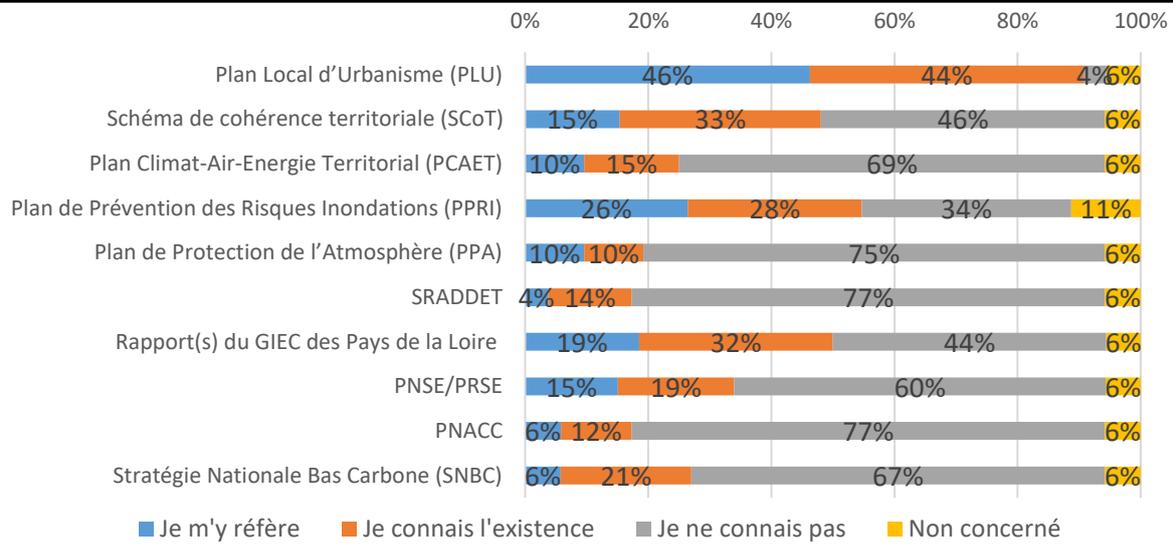
Q62

Evaluation de l'évolution des risques environnementaux par les structures répondantes (n=57)

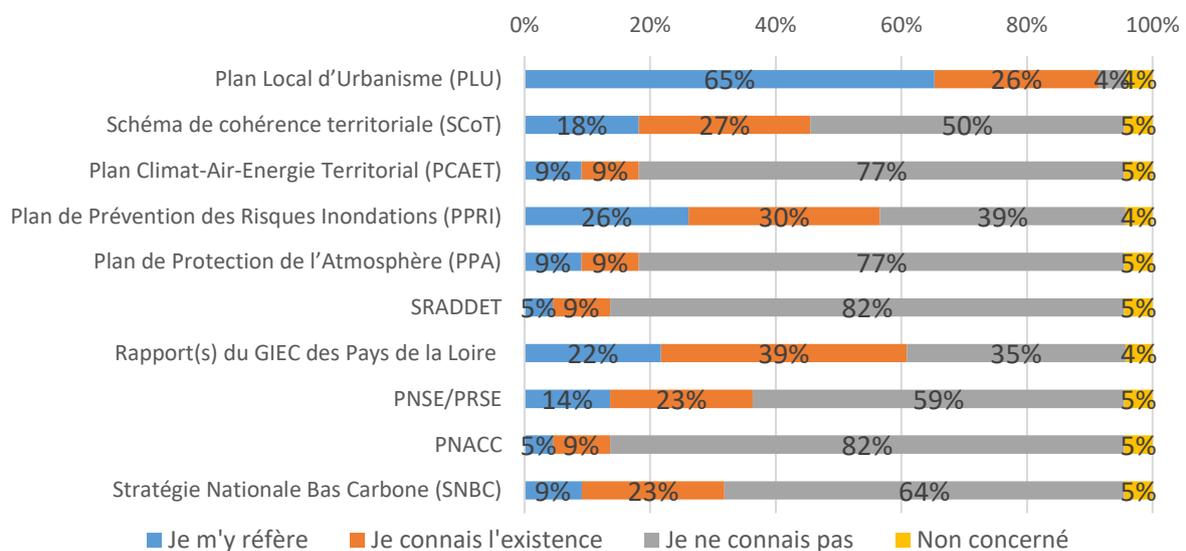


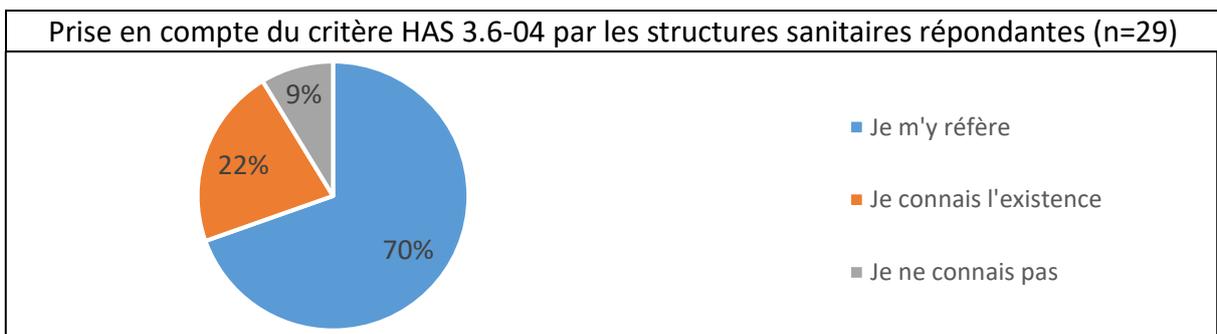
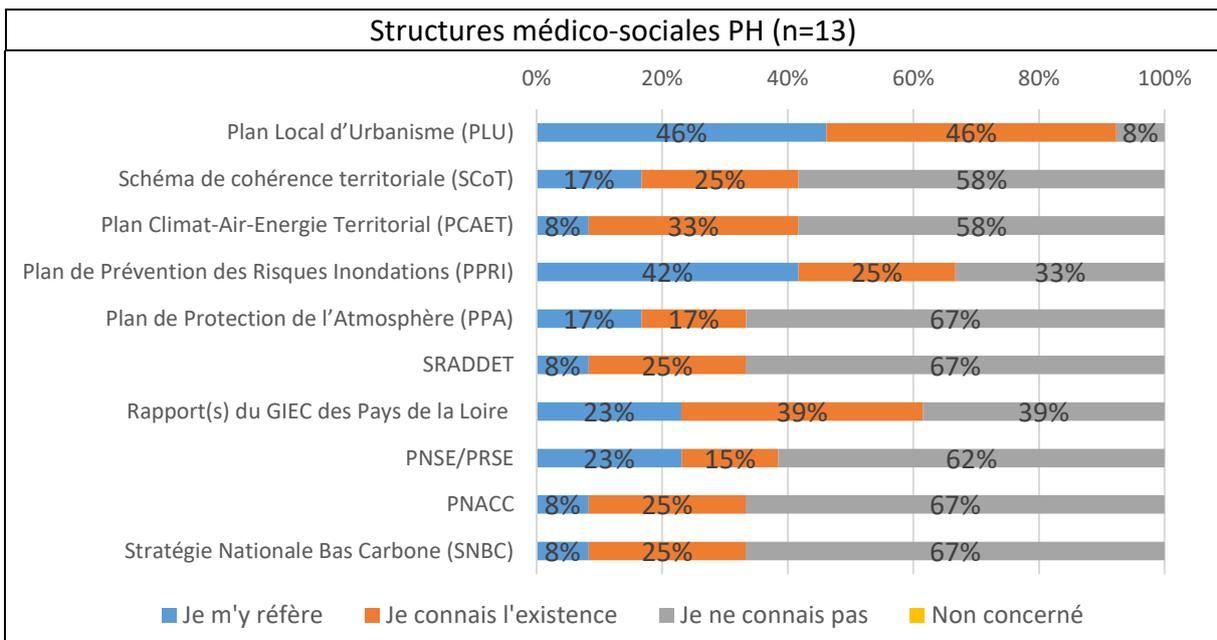
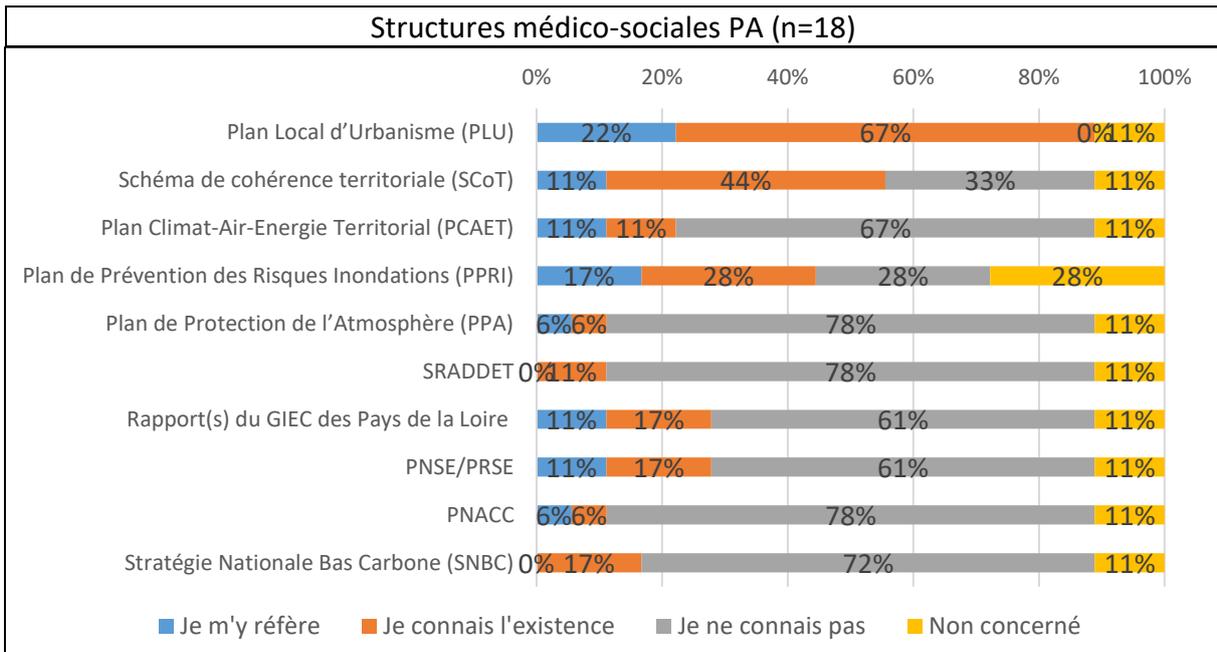
Q63

Niveau de prise en compte des documents suivant par les structures répondantes (n=54)



Structures sanitaires (n=23)





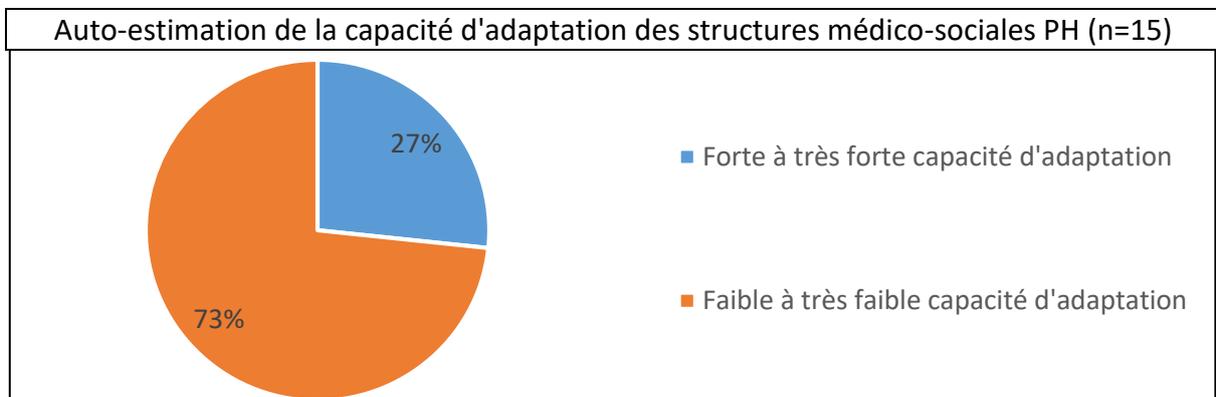
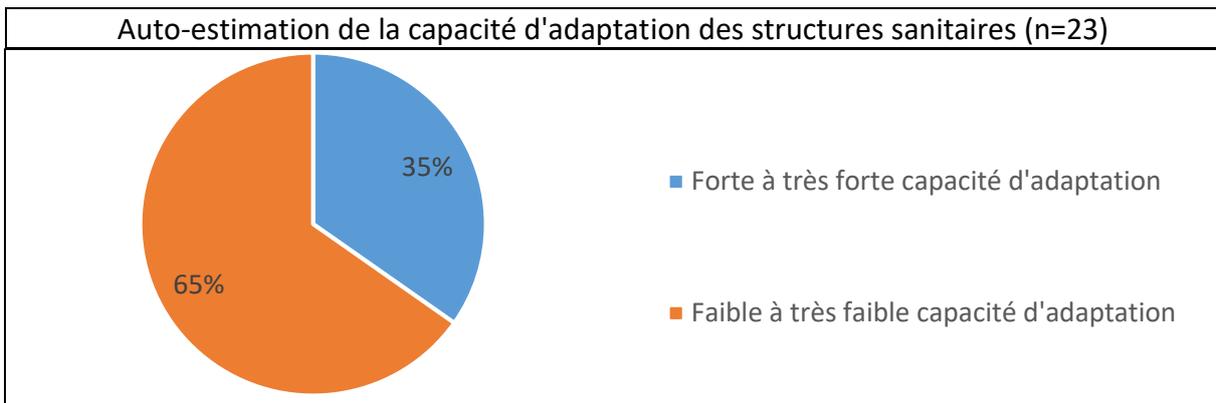
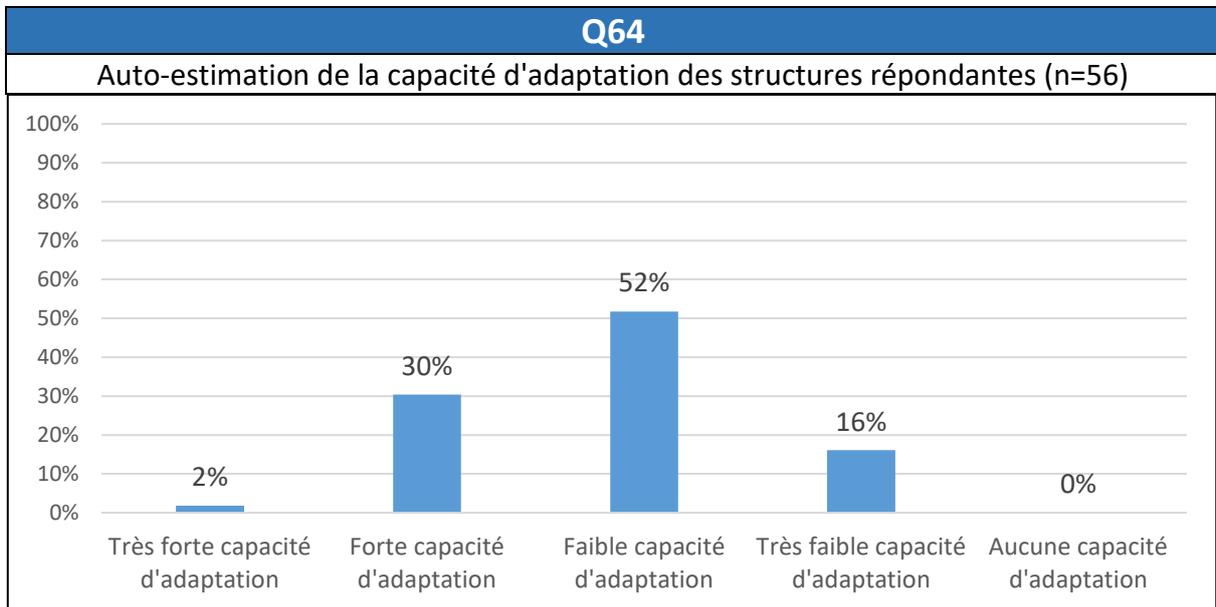
Prise en compte du critère HAS 3.14.1 par les structures médico-sociales répondantes
(n=31)



Verbatim des descriptions de la prise en compte des divers documents par les structures répondantes (n=11)

Autoévaluation annuelle aux éléments du critère HAS.
c'est afin de connaître les domiciles de patients qui pourraient être dans la zone concernée (bords de Loire notamment)
définition de notre plan d'action de labellisation Lucie
Documents consultés en fonction des sujets d'actualité. PLU pour vente immobilier Autres plans consultés dans le cadre du COPIL Transition écologique Sauf pour Certification S et MS : consultés régulièrement
Le Bureau d'Etude de l'établissement se réfère souvent au PLU.
Mise en place du plan blanc pour la gestion des risques de l'établissement
Plan Blanc (gestion crise)
PLAN BLEU
Plan de gestion de crise et de continuité de l'activité; plan bleu
PLU : projets de construction en amont pour connaître les dispositions constructives pour les structures médico-sociales : critère 3.14.1 du référentiel HAS (2021) portant sur la définition et la réactualisation d'un « plan de gestion de crise et de continuité de l'activité : réalisation de l'évaluation externe de la MAS XXX en avril 2023
PLU consulté et adapté pour les opérations de travaux.

7.2. Actions des structures répondantes pour maîtriser les risques environnementaux auxquels elles sont exposées :



Auto-estimation de la capacité d'adaptation des structures médico-sociales PA (n=18)



Fréquence de la collaboration entre les structures et les acteurs du territoire au sujet des émissions de GES liées à la consommation énergétique du bâtiment (n=55)

Audit énergétique des bâtiment avec l'élaboration d'un SDE, élaboration d'un SDI pour les bâtiments.
Effet positif de la Politique achat du GHT XX avec une mutualisation et massification.

bâtiment neuf et adapté

Forte sur les événements déjà vécus mais nous ne savons pas répondre sur les événements à venir même si l'hôpital est agile (Covid et canicule, grand froid..)

implication des salariés ; connaissance des protocoles

le quotidien et la connaissance des acteurs locaux permettent d'être réactif et répondre aux besoins

Mémo canicule mis en place chaque année.

Groupe électrogène à demeure.

Mono établissement et gouvernance proche du terrain

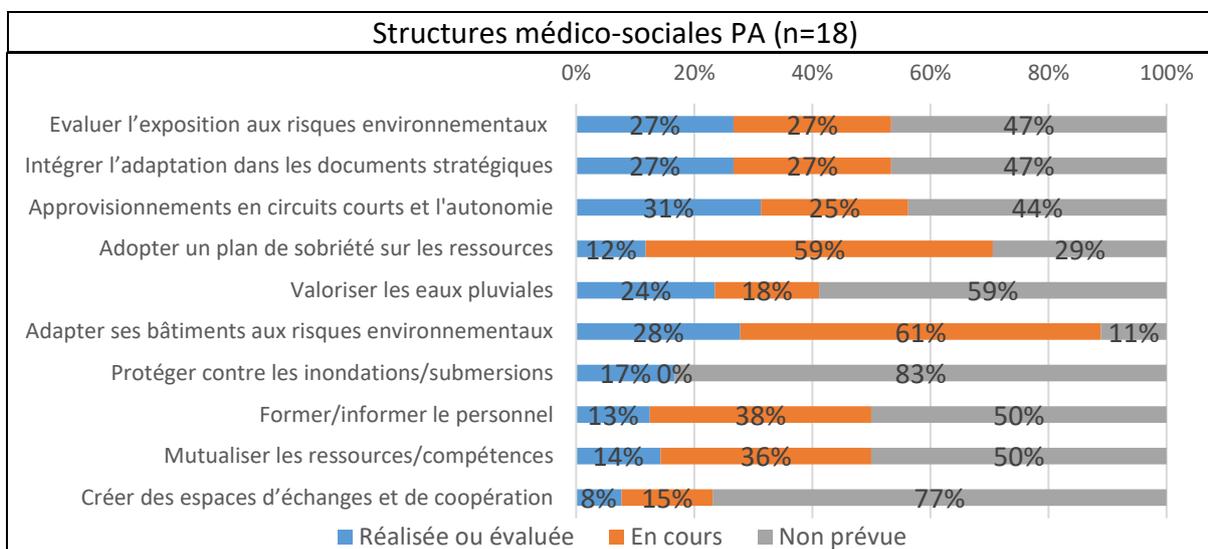
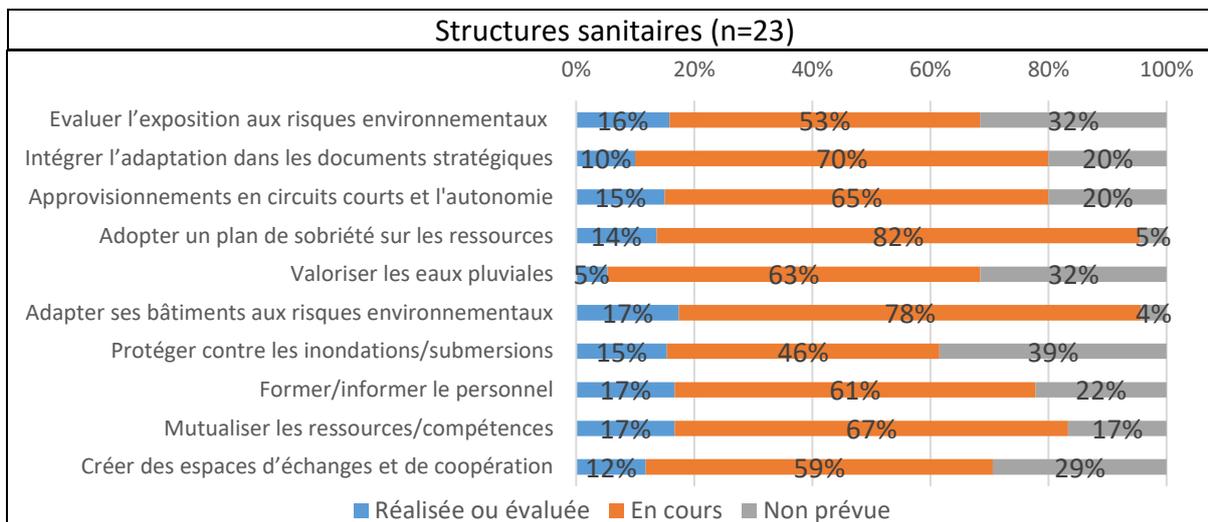
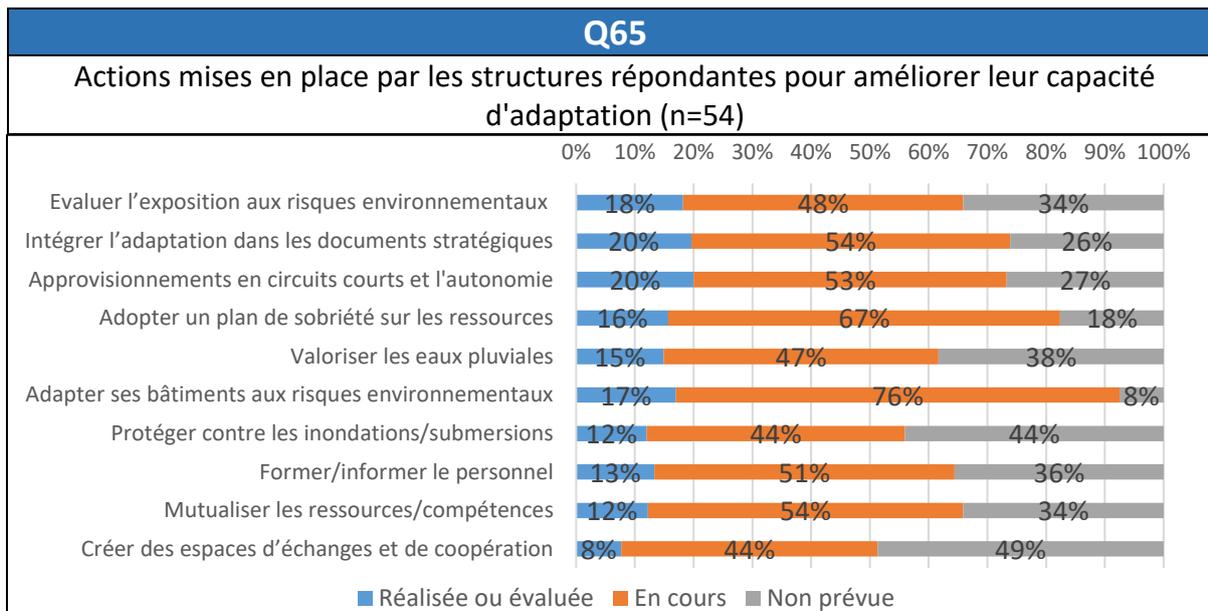
Organisation structurelle + agilité

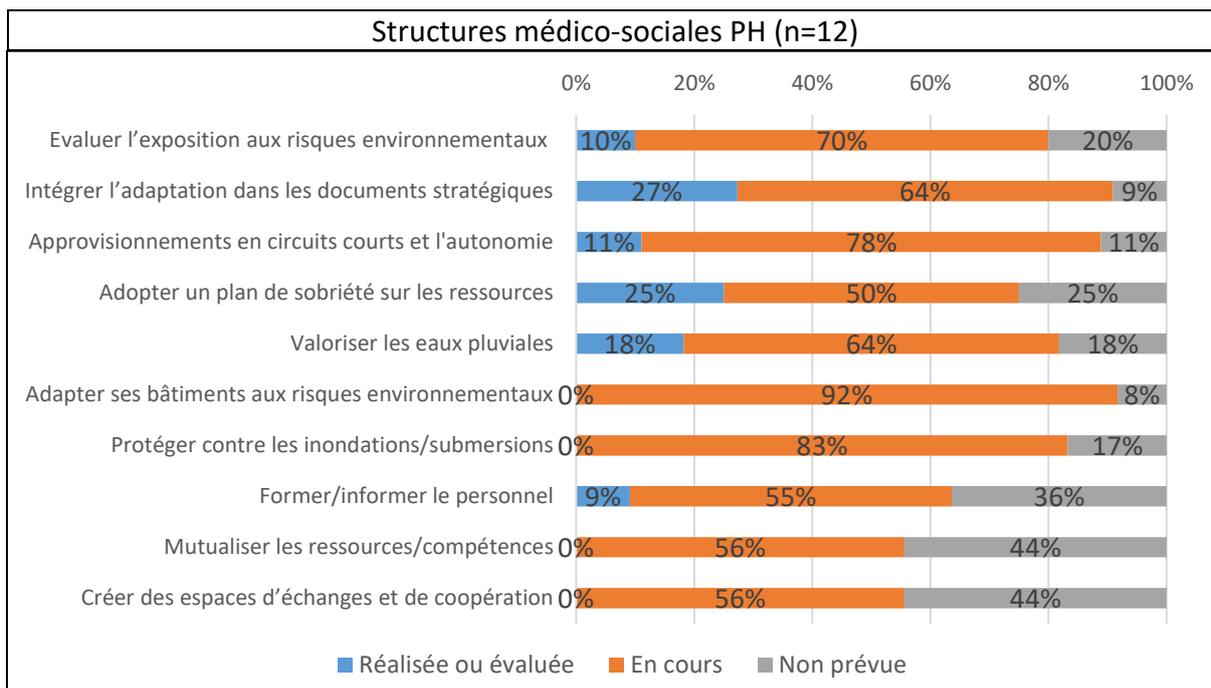
Risque vents violents : surveillance du patrimoine végétal avec un plan d'abattage et de replantation.

Tension alimentaire : stock d'épicerie sèche pour 3 mois

Tension énergétique : groupes électrogènes existants et rénovés

Volonté forte de la direction de l'établissement





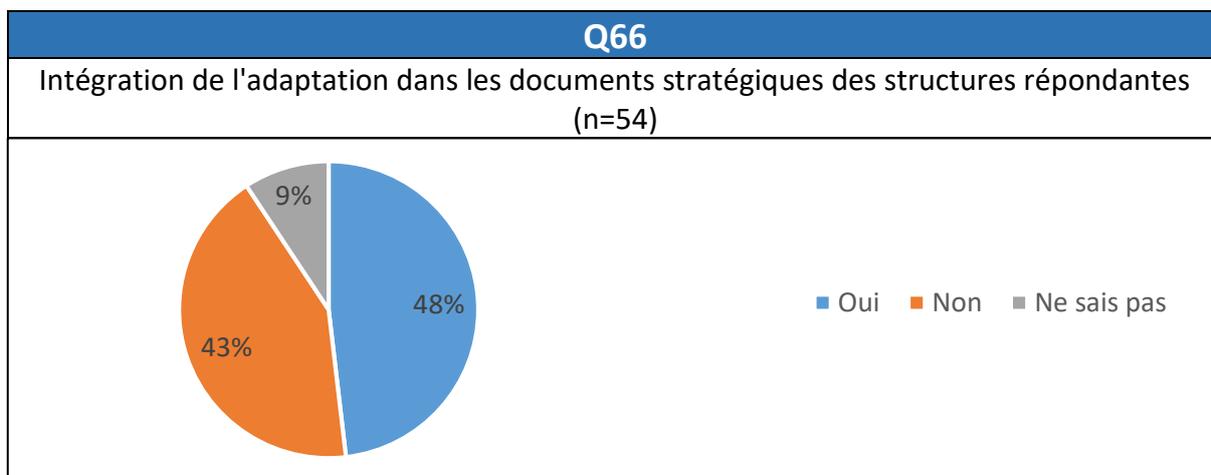
Verbatim des descriptions d'actions d'adaptation réalisées par les structures répondantes (n=4)

Actions décrites dans le Plan Bleu de l'établissement.
 Cuve de récupération d'eau pour le jardin.
 Casquettes brise-soleil mises en place + film anti chaleur.
 Production de l'eau chaude sanitaire et chauffage pour le gîte à proximité + chauffage pour l'école.

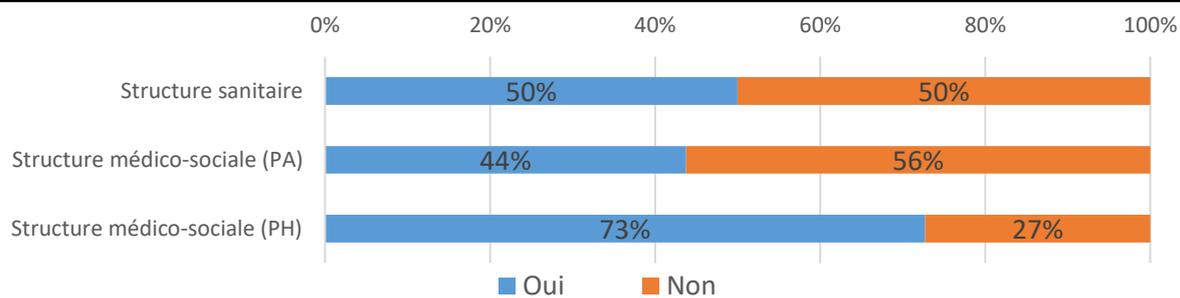
information des patients vivant en zone à risque identifié

PLAN DE SOBRIÉTÉ ENERGETIQUE

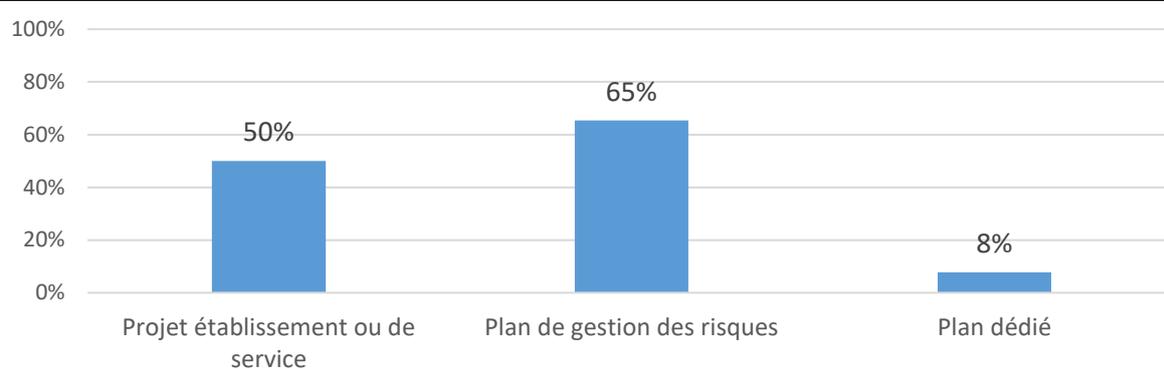
Raccordement au réseau de chaleur urbain XXX : 100% des besoins en chauffage et eau chaude sanitaire couvert. Il permet un mix énergétique composé à 84% d'énergies renouvelables.



Intégration de l'adaptation dans les documents stratégiques des structures répondantes réparties par secteur d'activités (n=54)



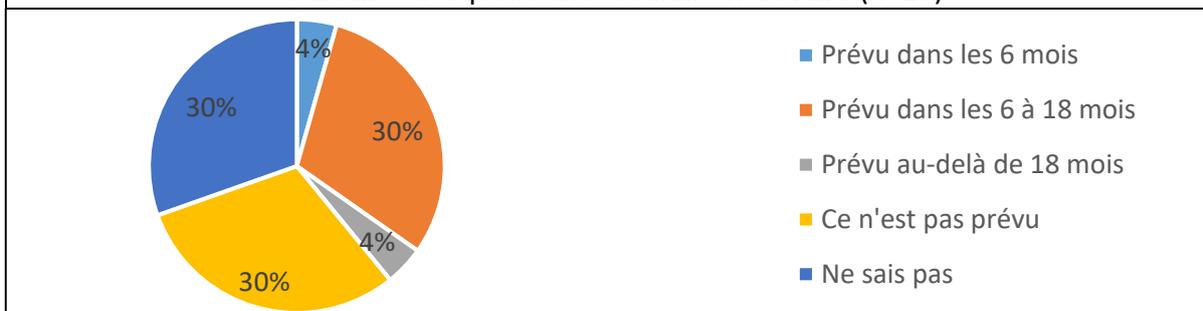
Typologie des documents stratégiques où est intégré l'enjeu de l'adaptation (n=26)

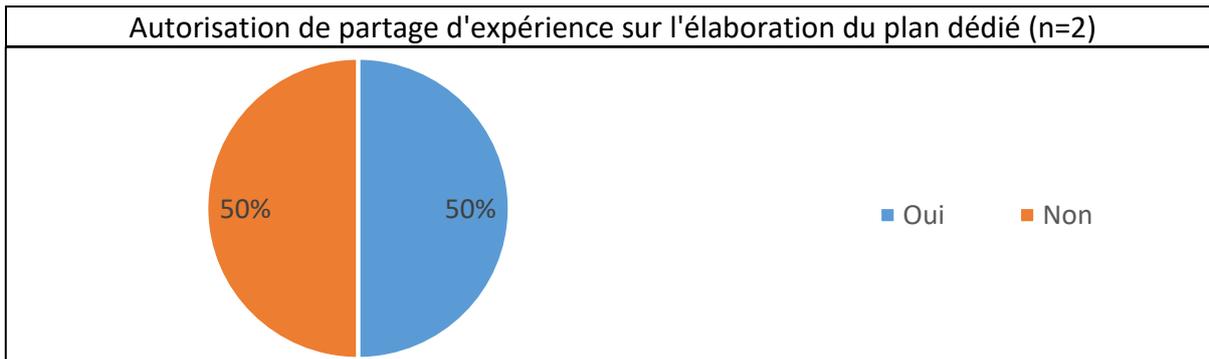


Verbatim des autres plans dans lesquels l'enjeu de l'adaptation est intégré (n=4)

- Plan canicule diffusé annuellement
- Plan de situations sanitaires exceptionnelles
- Plan électro-secours
- Plan bleu pour le médico-social
- Plan de transition écologique
- PROJET ASSOCIATIF

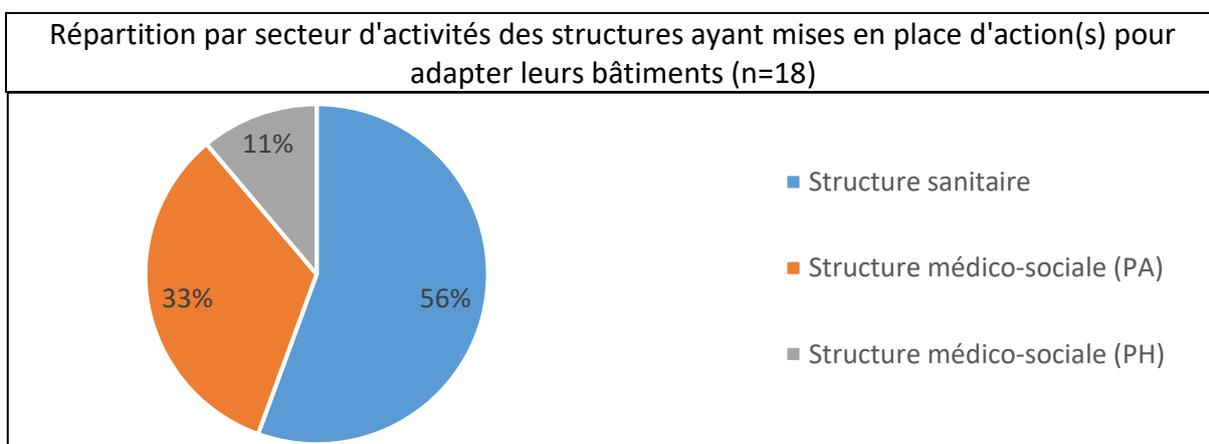
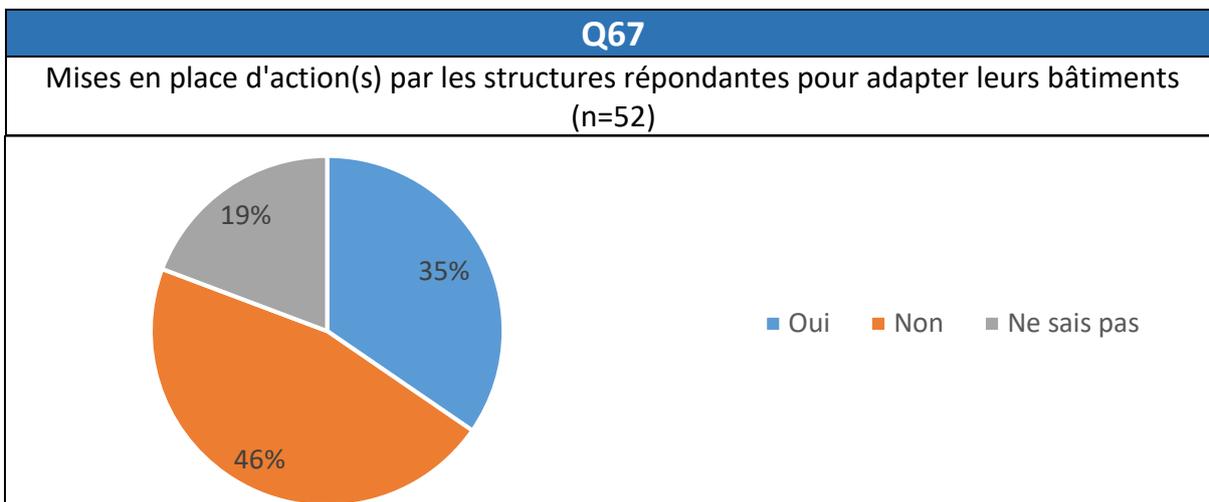
Parmi les structures n'ayant pas intégré l'adaptation dans les documents stratégiques, échéance à laquelle elles souhaitent le faire (n=23)



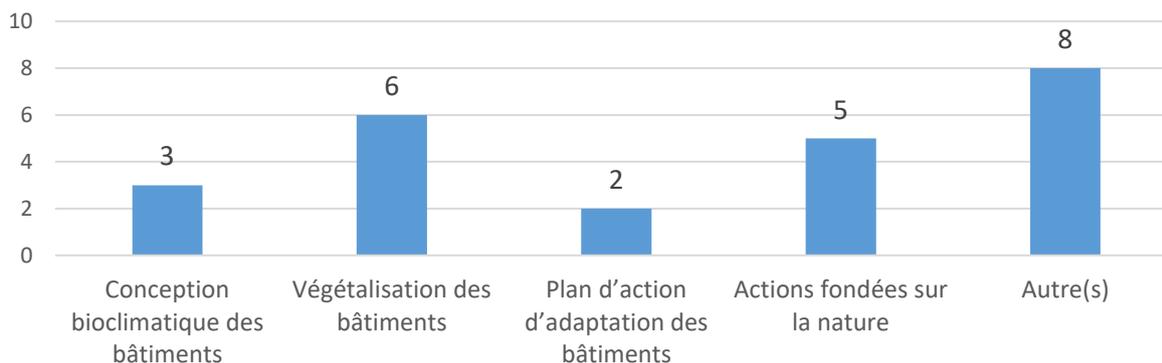


Année de conception du plan dédié (n=2)

2018 pour le DARDE
2020



Action(s) mises en place par les structures répondantes pour adapter leurs bâtiments (n=17)



Verbatim des autres action(s) mises en place par les structures répondantes pour adapter leurs bâtiments (n=6)

Adaptation des productions de froid
Eclaircissement des toitures terrasses
Installation de brises soleil
Dés imperméabilisation des sols
Rétention des eaux pluviales
Isolation des bâtiments

chauffage urbain et /ou géothermie

Elaboration d'un SDE

Nouveaux bâtiments aux normes

Bâtiment principal ancien 1974 ...Reconstruction nécessaire / coût GIE

Pour l'hiver : remplacement des menuiseries extérieures

Pour l'été : Installation de stores anti-chaueur (très efficace)

Schéma directeur immobilier

Evaluation des émissions de GES des actions d'adaptation des bâtiments par les structures répondantes (n=18)

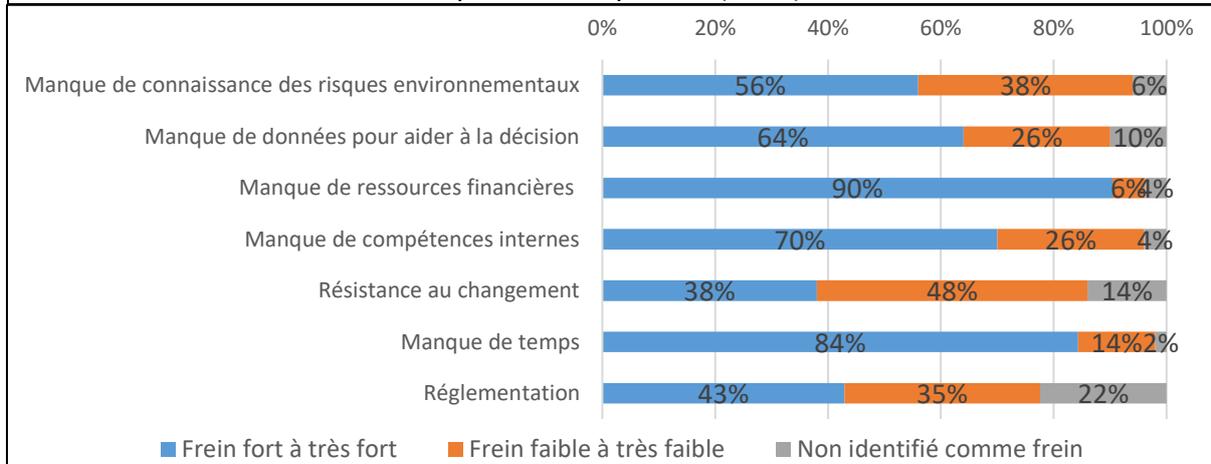


Verbatim des autres action(s) ayant fait l'objet d'un évaluation des émissions de GES (n=1)

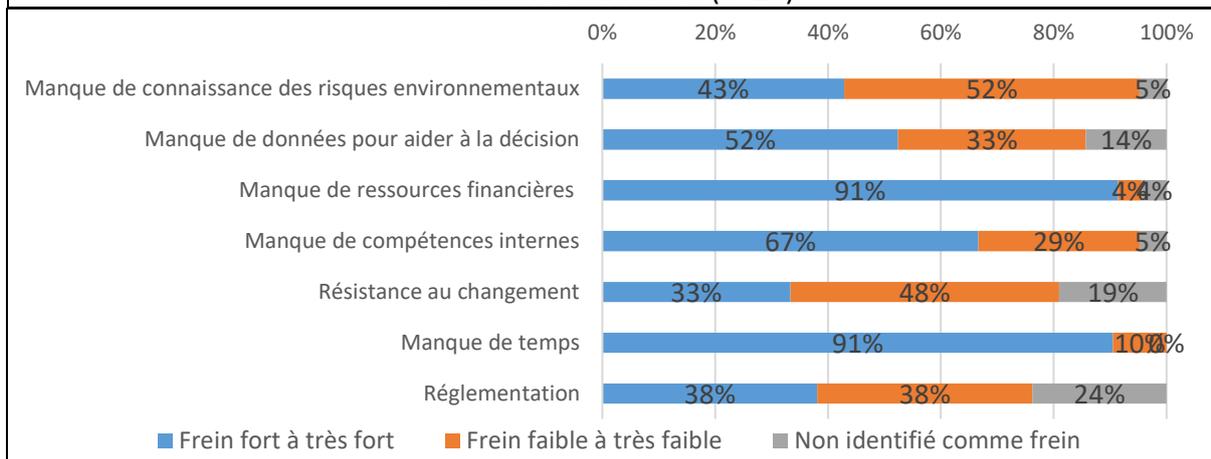
Action d'éco-pâturage récente, évaluation à venir.

Q68

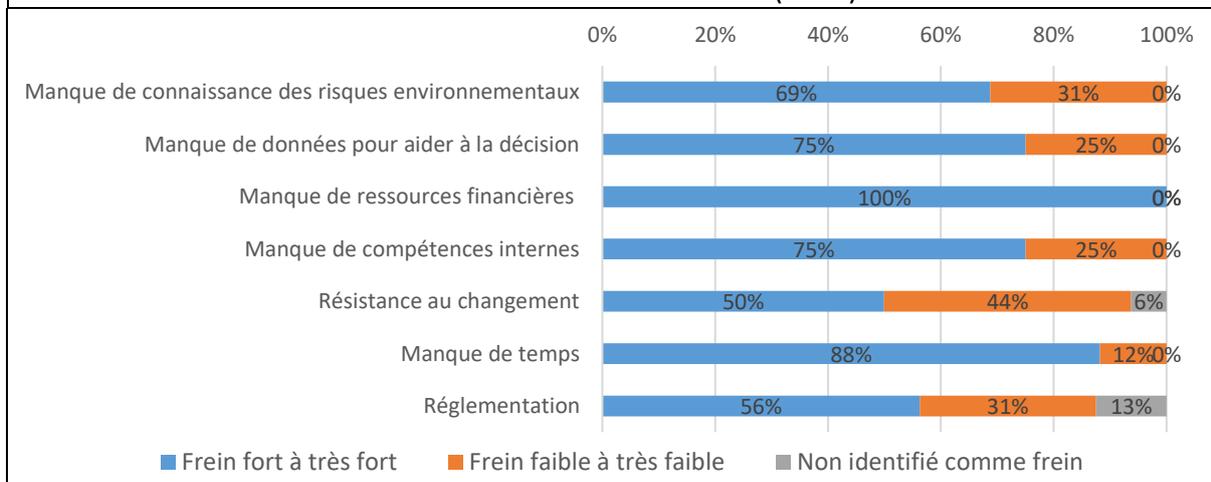
Répartition des freins identifiés par les structures répondantes pour améliorer leur capacité d'adaptation (n=52)

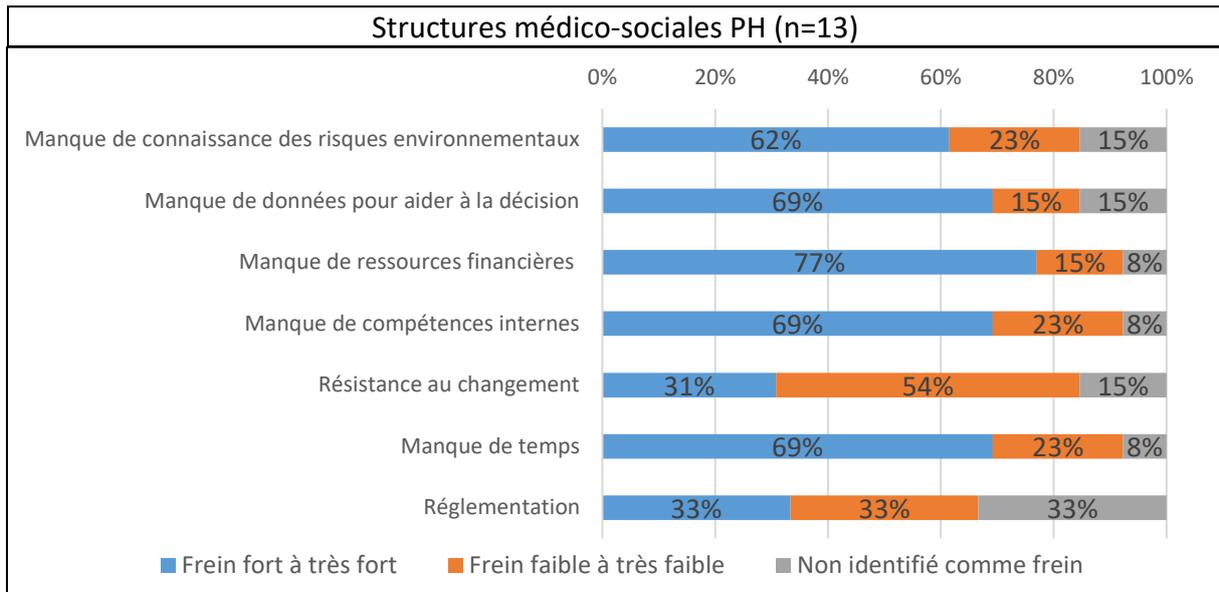


Structures sanitaires (n=23)



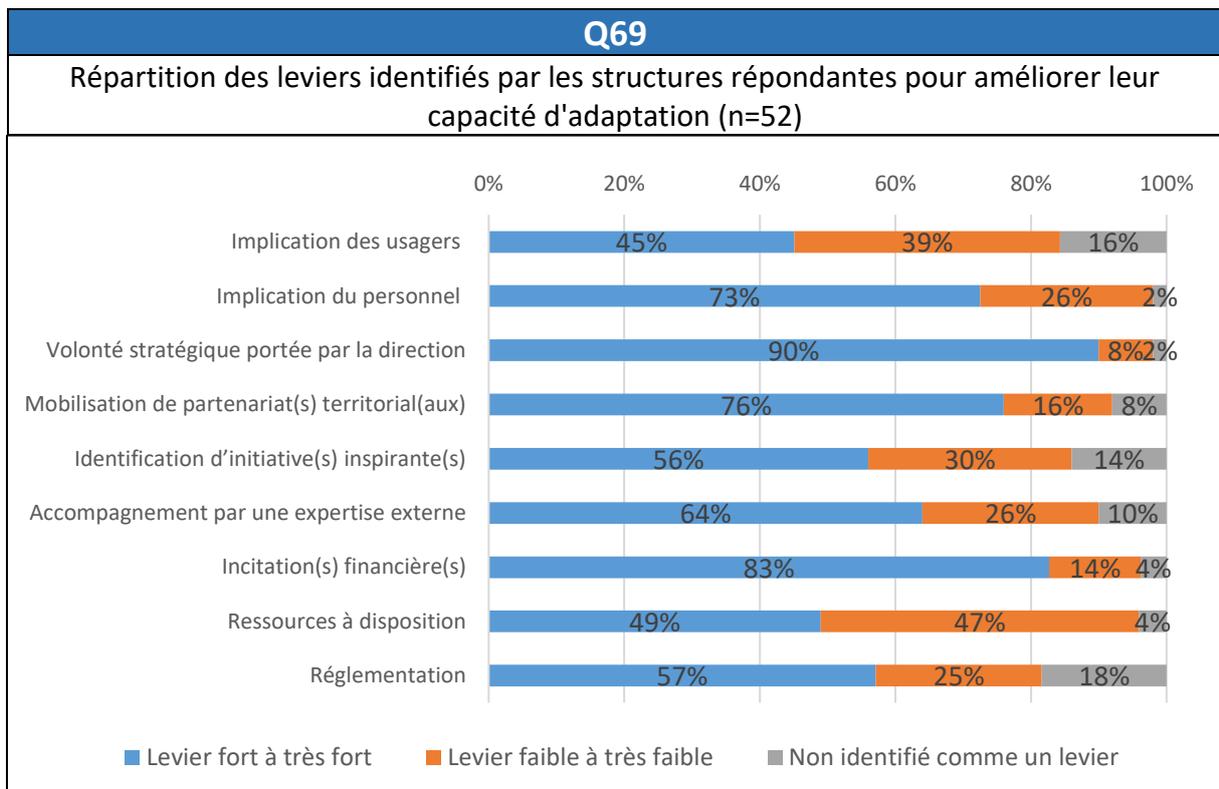
Structures médico-sociales PA (n=17)

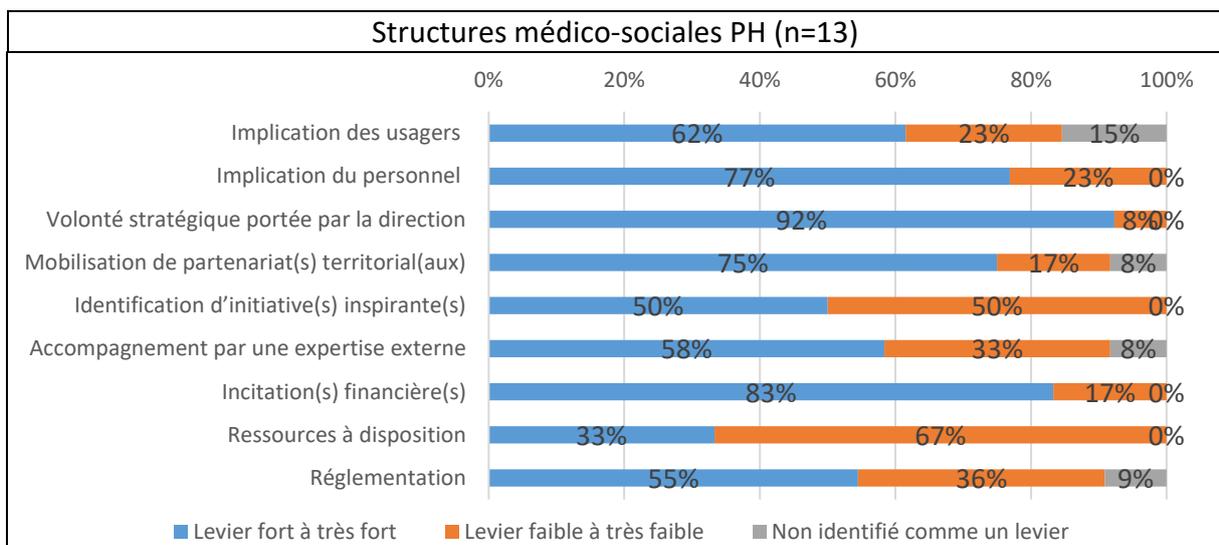
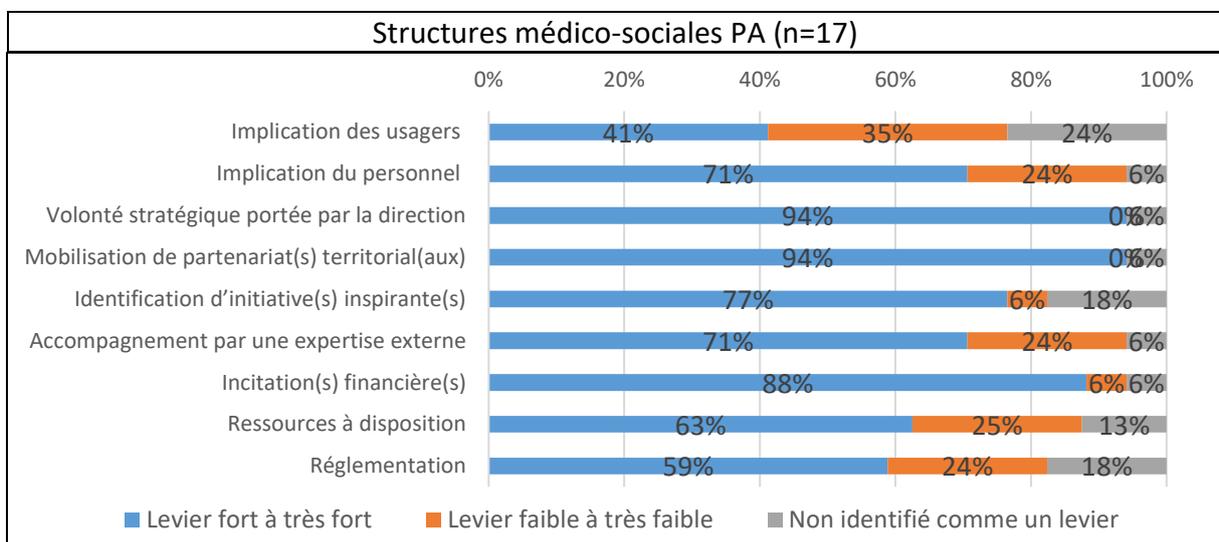
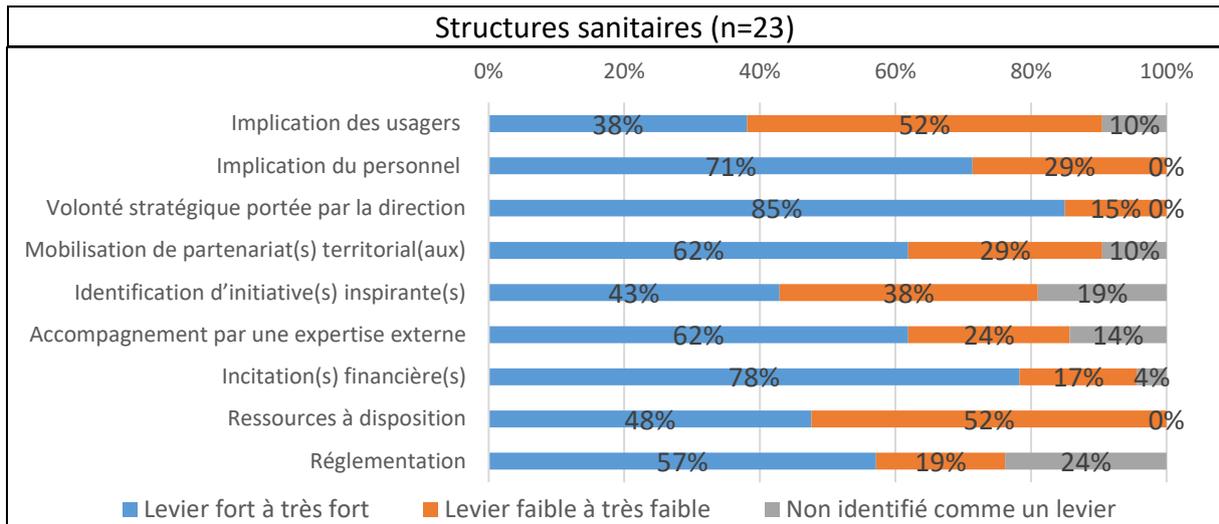




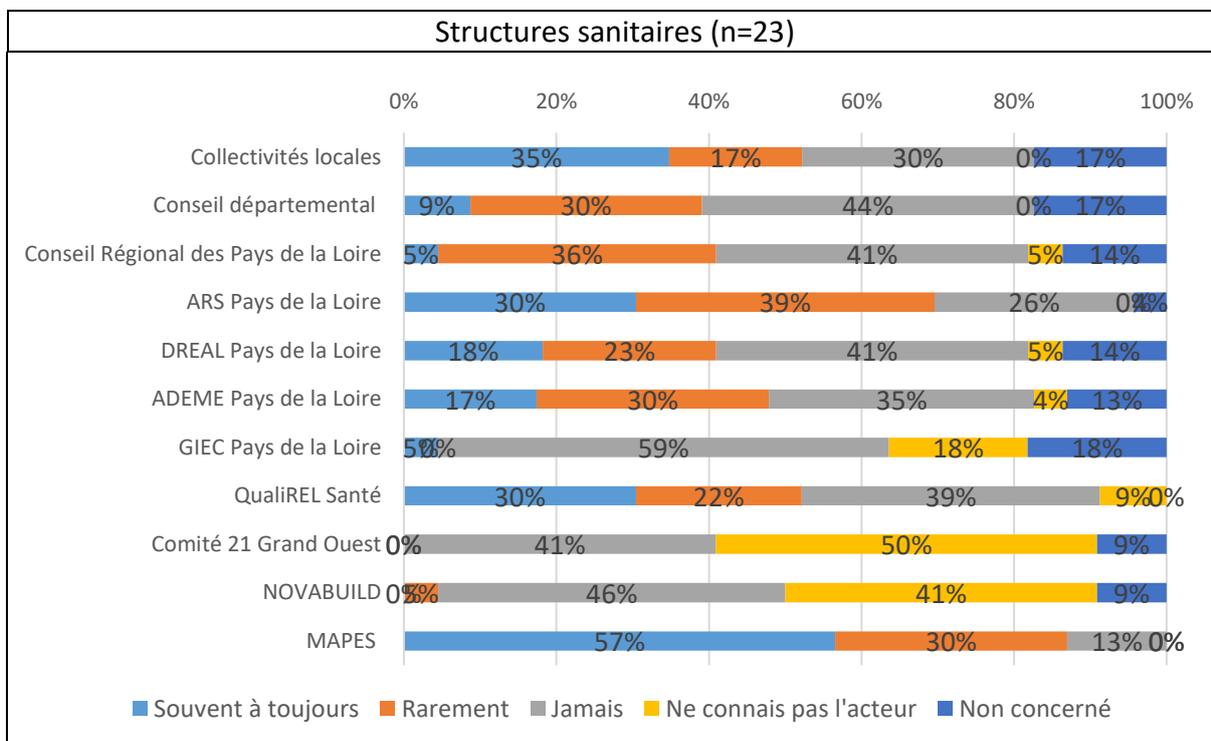
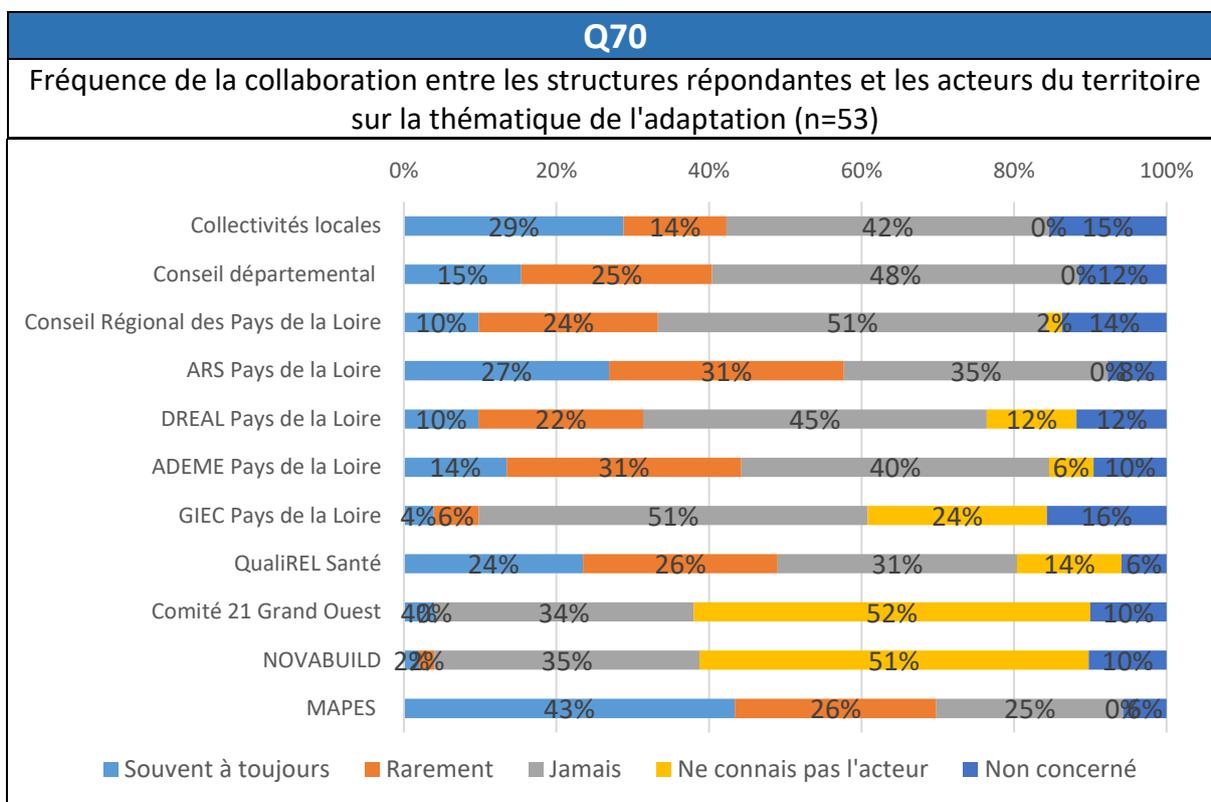
Verbatim des autres freins identifiés (n=1)

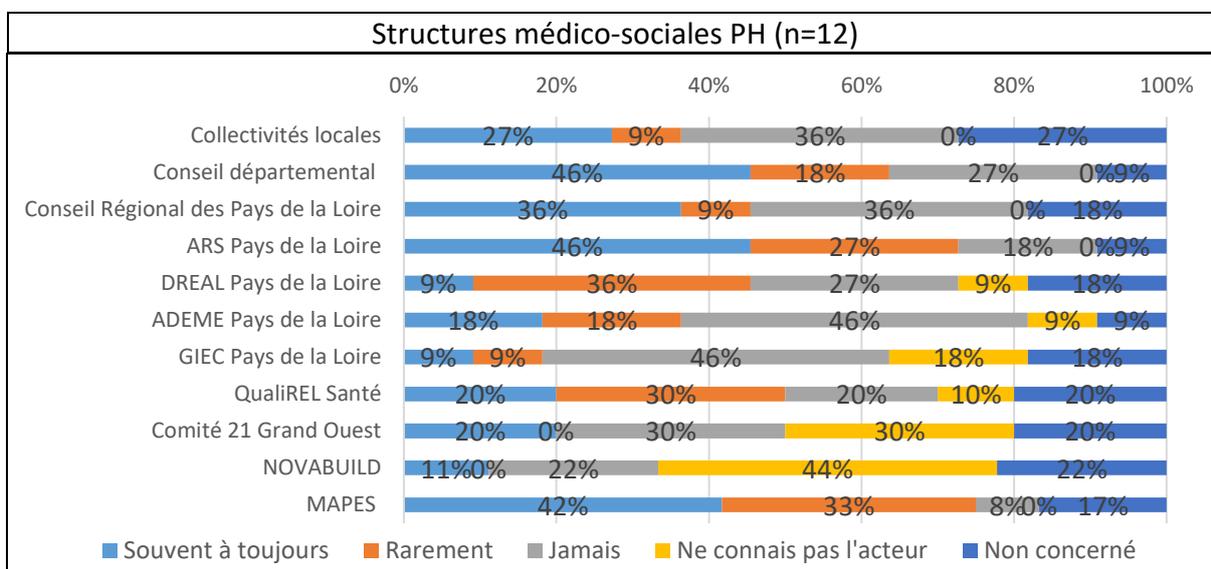
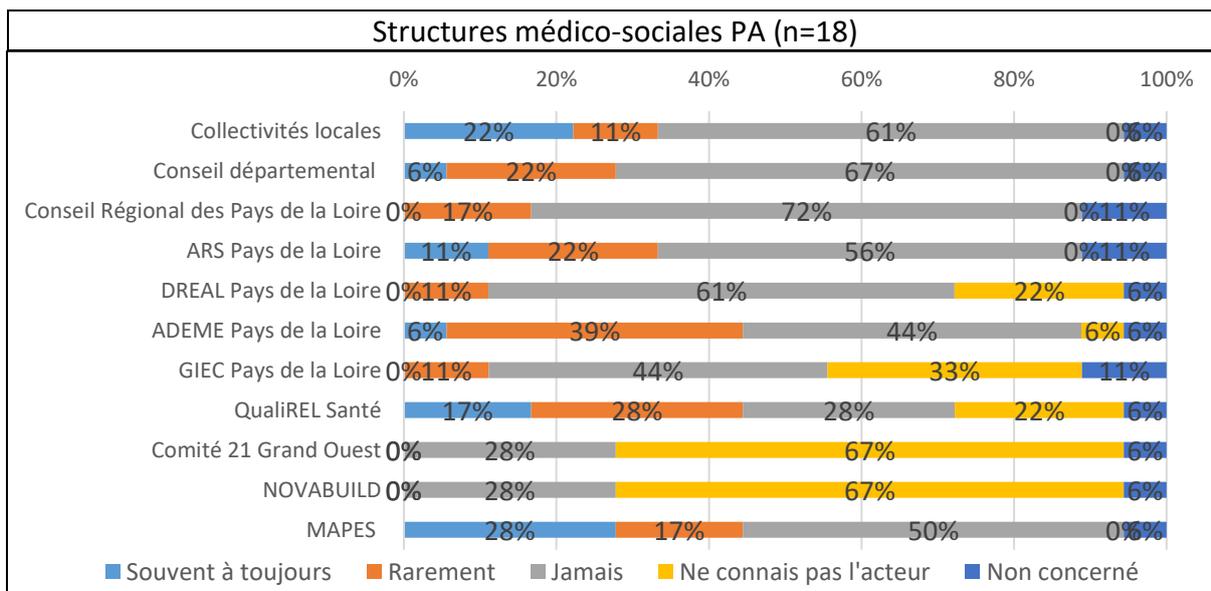
Le fait d'être locataire ne nous facilite pas la mise en œuvre





7.3. Collaboration des structures répondantes avec les acteurs du territoire sur le domaine de l'adaptation :





Verbatim des descriptions de collaboration entre les structures répondantes et les acteurs du territoire sur la thématique de l'adaptation (n=7)

Avec MAPES : Programme ETE, journée techniques, documentations techniques, webinaires... accompagnement à l'élaboration du CDCF de l'audit énergétique.

Dispositif ETE avec la MAPES

Collaboration CH - Ville XXX sur des investissements en faveur de la Transition écologique

Dispositif ETE et Accompagnement RSO

Documentation QUALIREL

Formation RSE par la MAPES

Le seul interlocuteur avec actions concrètes reste la MAPES avec l'agence + Terres d'énergies Mayenne

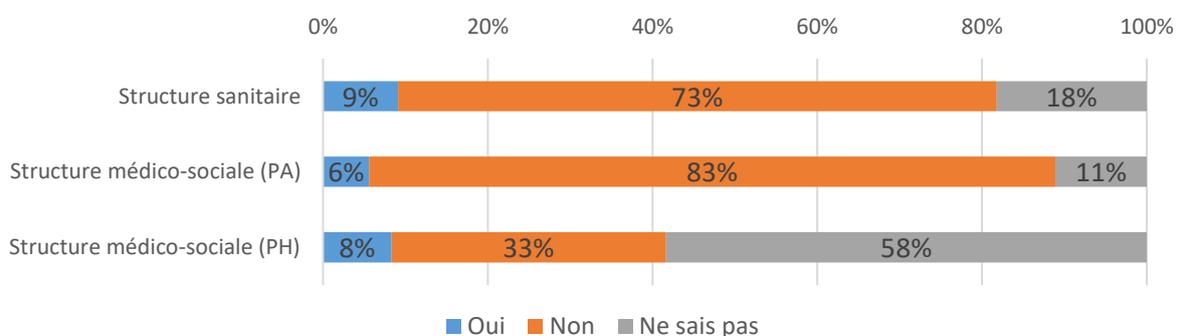
Participation à l'étude de zone sur la CARENE portée par la DREAL PDL : nous avons communiqué nos résultats de contrôles atmosphériques de nos installations de combustion (rubrique ICPE 2910) sur la période 2017 - 2019.

Q71

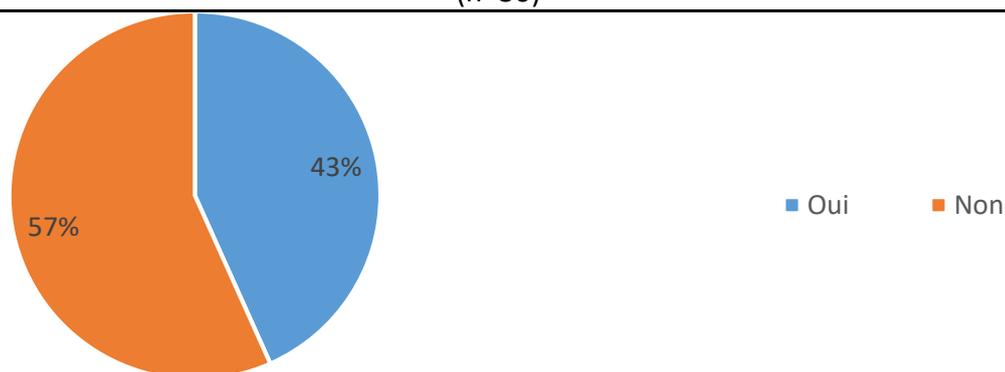
Implication des structures répondantes dans l'élaboration d'un plan territorial en rapport avec les risques environnementaux (n=52)

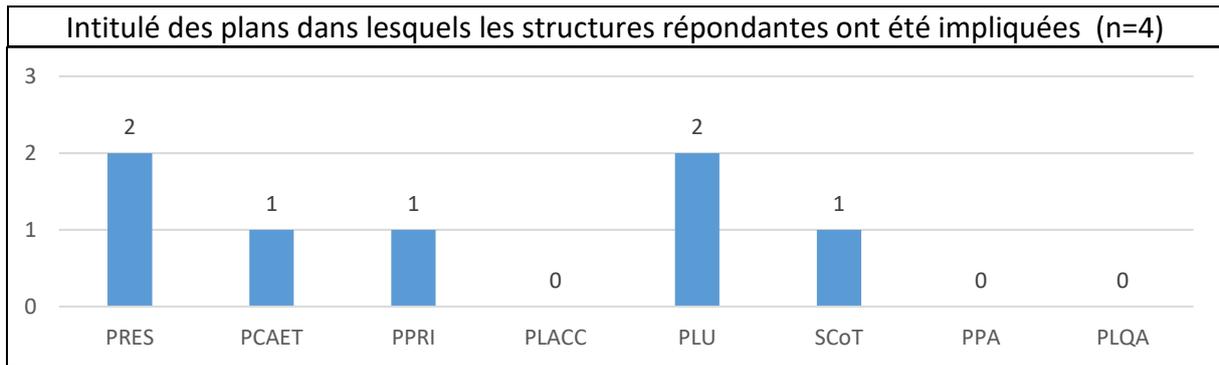


Répartition sectorielle (n=52)



Volonté d'être impliqué dans les prochains plans parmi les structures non-impliquées (n=30)

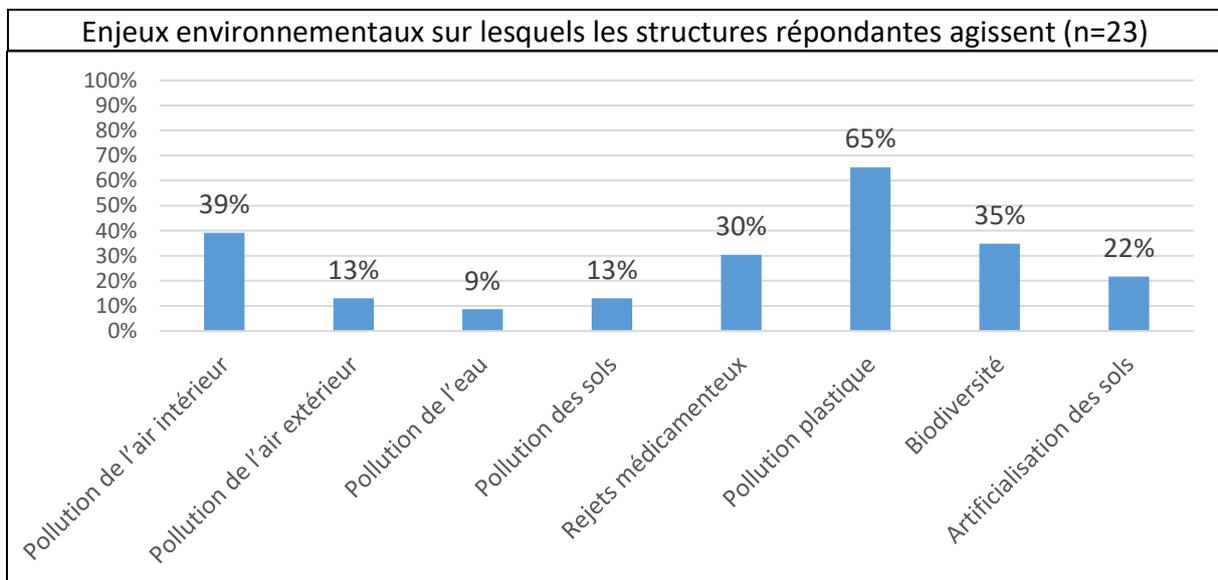
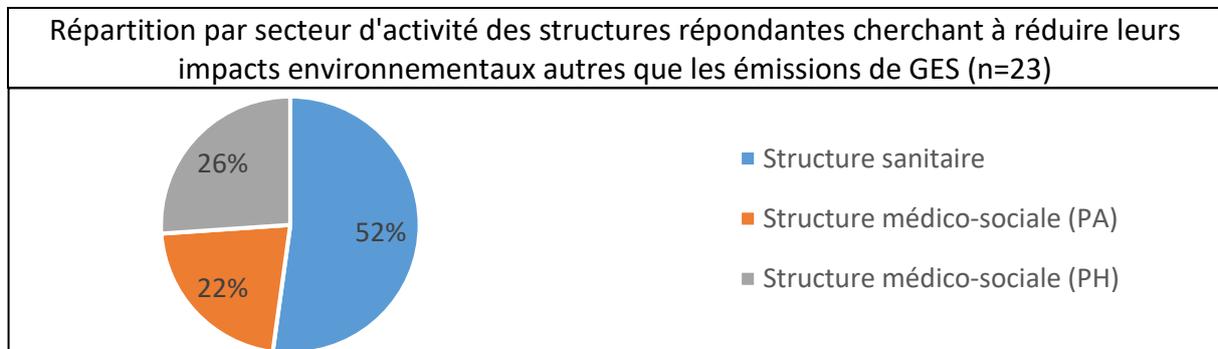
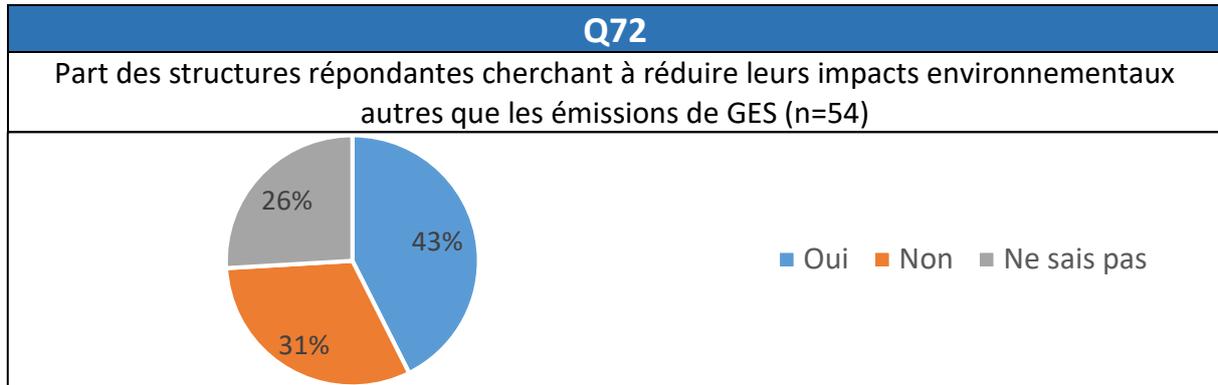




Verbatim des commentaires et remarques des structures répondantes à la 2ème partie "Enjeu d'adaptation" (n=1)

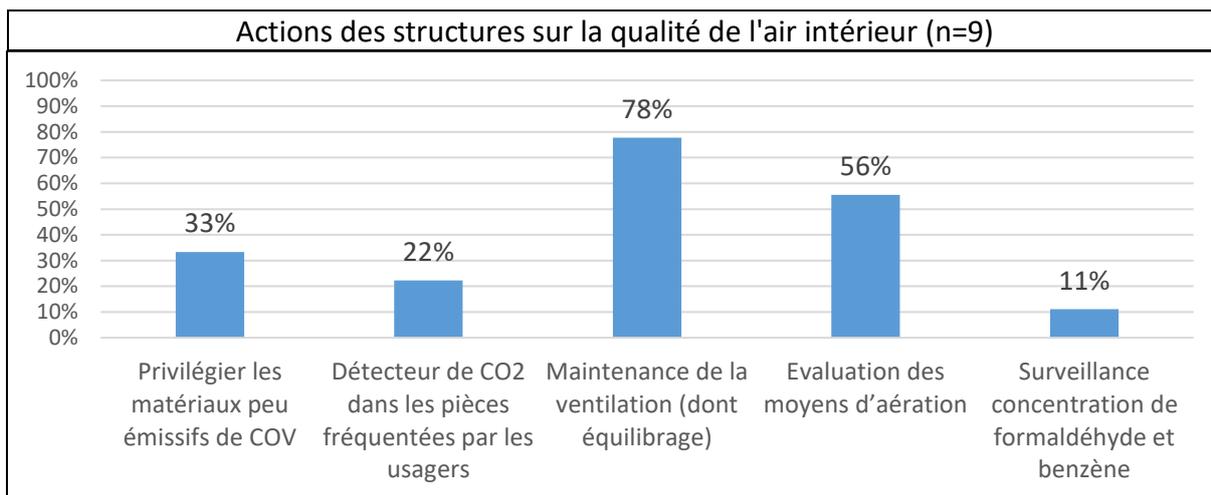
Réflexion en cours concernant une démarche de développement durable donc l'enjeu d'adaptation pour maîtriser les risques environnementaux sera abordé

8. Ouverture



Verbatim des autres enjeux environnementaux sur lesquels les structures répondantes agissent (n=1)

Pollution des mégots de cigarettes

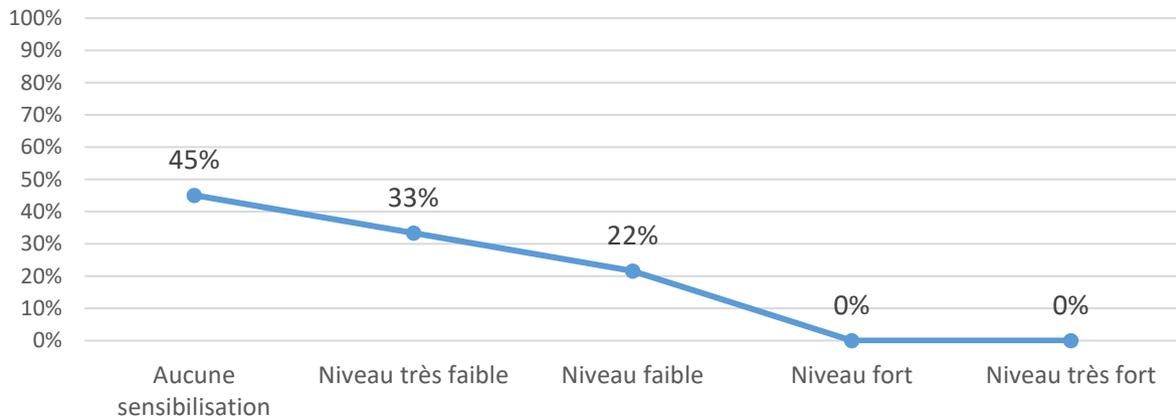


Verbatim des autres actions menées par les structures répondantes sur la qualité de l'air intérieur (n=3)
Bilan radon sur tous les sites
Mise en place de techniques de bio-nettoyable éco-responsables, sans produits chimiques (ex: désinfection vapeur, nettoyage des sols à la microfibre et à l'eau)
Ouvrir les fenêtres

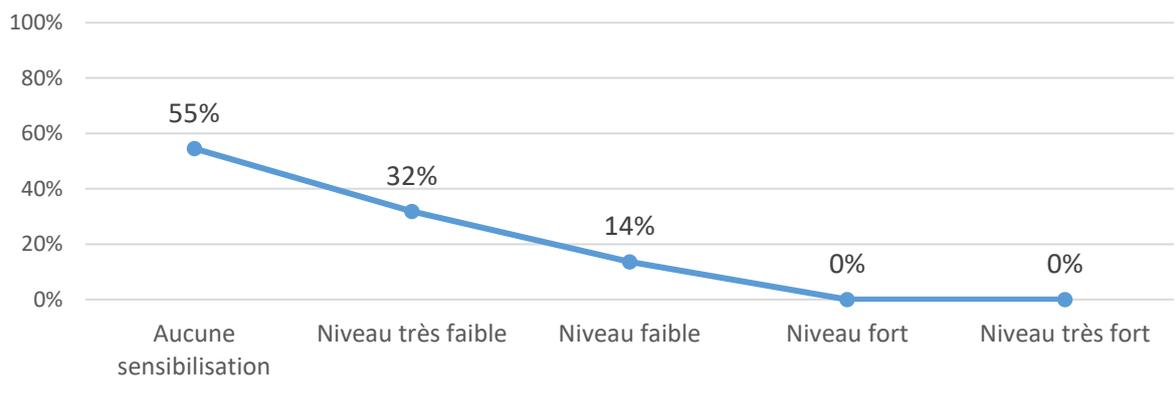
Verbatim des descriptions des actions menées par les structures répondantes sur les autres enjeux environnementaux (n=13)
CONTRÔLE ET MESURE RADON
développement d'un sentier botanique avec nichoir et hôtel à insecte
développement du service portage de repas sans utilisation de plastique
Diminuez les emballages plastiques utilisés dans l'établissement
Etudes pour réduire voir supprimer les substances dangereuses dans nos eaux usées.
Groupe "cellule eau et air" existente
Groupe de travail Développement Durable qui travaille sur ses filières de tri des déchets.
Limitation de la distribution des bouteilles d'eau en plastique aux professionnels et aux patients. Gourde remise à chaque nouvel arrivant et carafe d'eau pour les patients dans les soins.
nous aimerions être guidés et accompagnés pour la stratégie mobilité.
passage à l'électrification de notre parc auto ? attendre l'hydrogène ? attendre une station E85 ? ...
et puis faire comprendre à l'ARS les actions déjà mises en oeuvre (départ chez soi-rentre chez soi pour les tournées de soins), et les moyens financiers nécessaires. nous n'avons aucune autre recette que notre dotation annuelle XXX !!!
Plan de gestion différencié du parc sur le site principal (sensibilisation biodiversité)
recherche de pollution de sol sur les projet de nouvelles constructions
Mise en œuvre du plan radon
Réduction des déchets non recyclables
Renaturation pour réintroduction de la biodiversité sur nos établissements.
Tri, recyclage, lutte contre le gaspillage
Valorisation des déchets plastiques

Q73

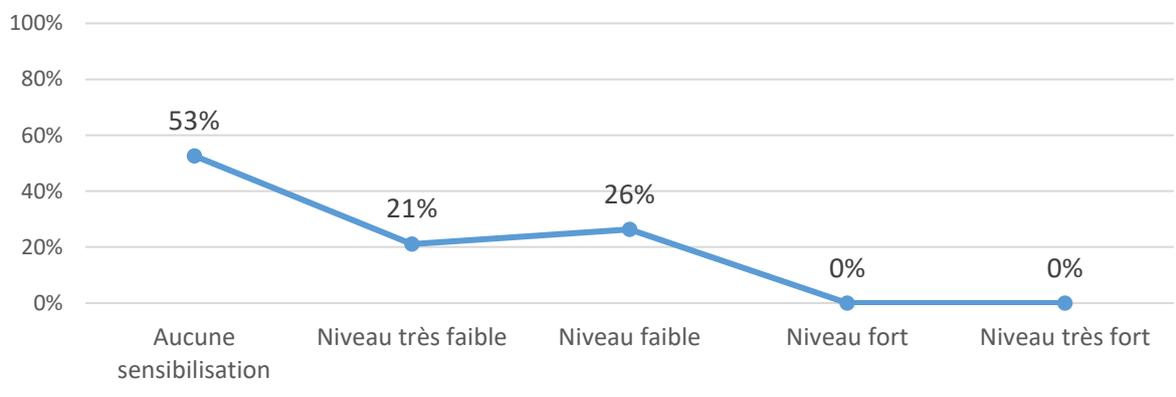
Niveau de sensibilisation des professionnels des structures répondantes aux enjeux actuels du PRSE 3 (n=51)



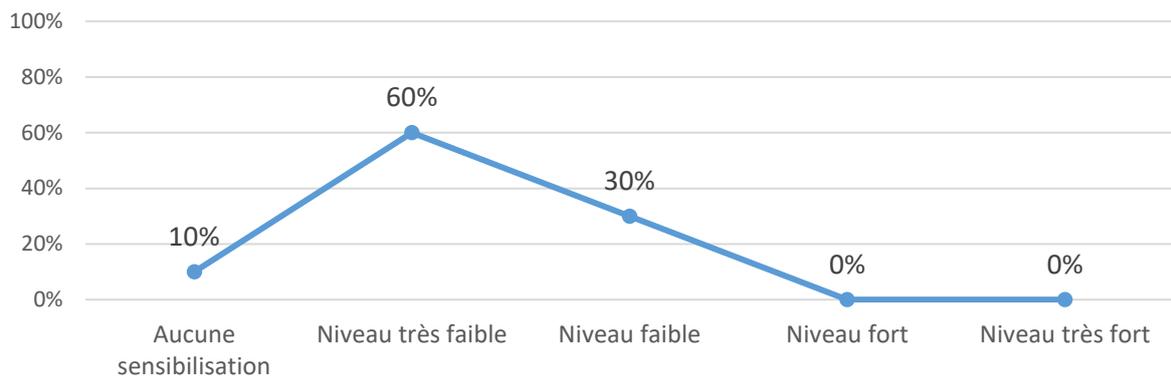
Niveau de sensibilisation des professionnels des structures sanitaires aux enjeux actuels du PRSE 3 (n=22)



Niveau de sensibilisation des professionnels des structures médico-sociales PA aux enjeux actuels du PRSE 3 (n=19)



Niveau de sensibilisation des professionnels des structures médico-sociales PH aux enjeux actuels du PRSE 3 (n=10)



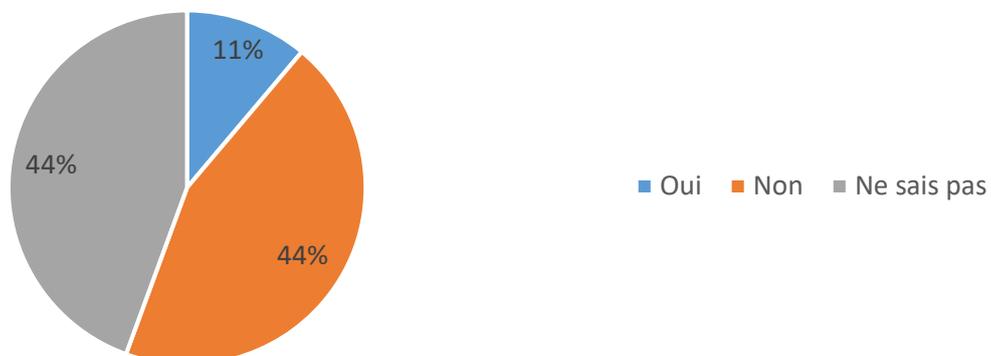
Q74

Déclinaison du PRSE 3 en plan d'actions par les structures répondantes (n=53)



Q75

Intérêt des structures répondantes aux travaux de co-construction du PRSE 4 (n=54)



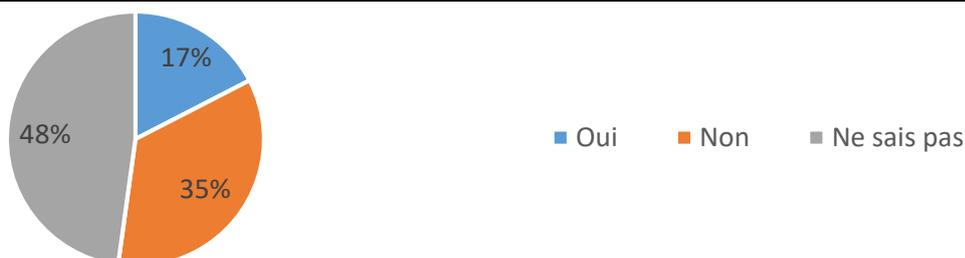
Verbatim des moyens utilisés par les structures répondantes pour s'intéresser aux travaux du PRSE 4 (n=3)

En lien et la connaissance de la MAPES

intégration dans groupe de travail PRSE4 local

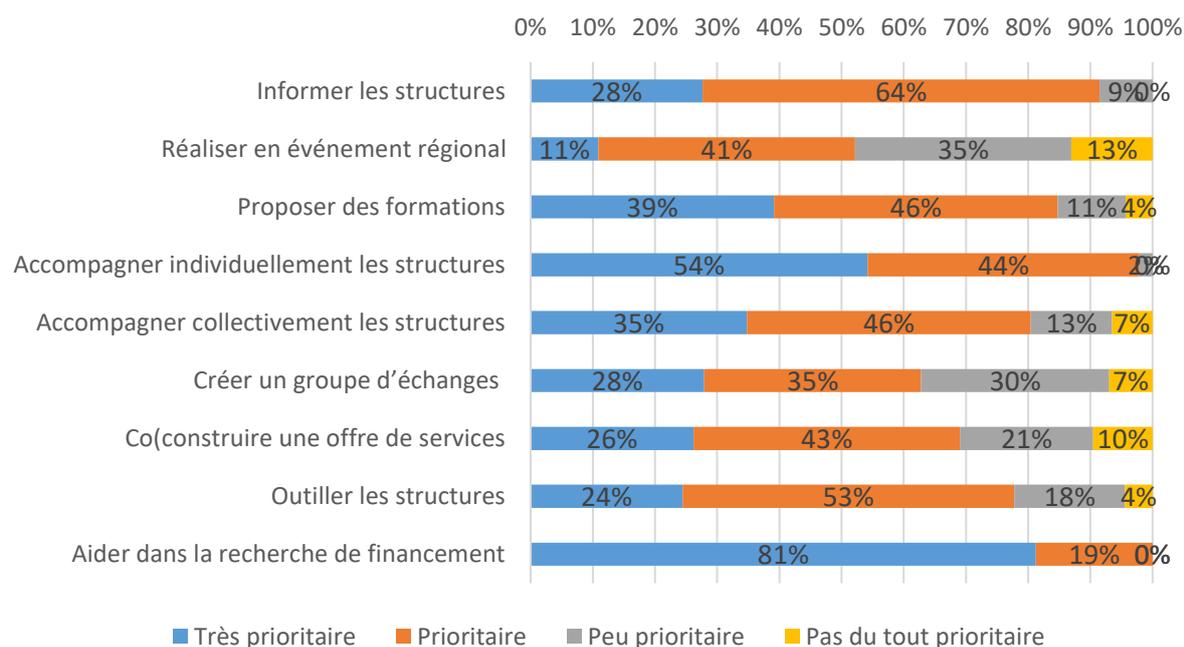
Via un Comité de pilotage dédié à la santé environnementale et son plan d'actions

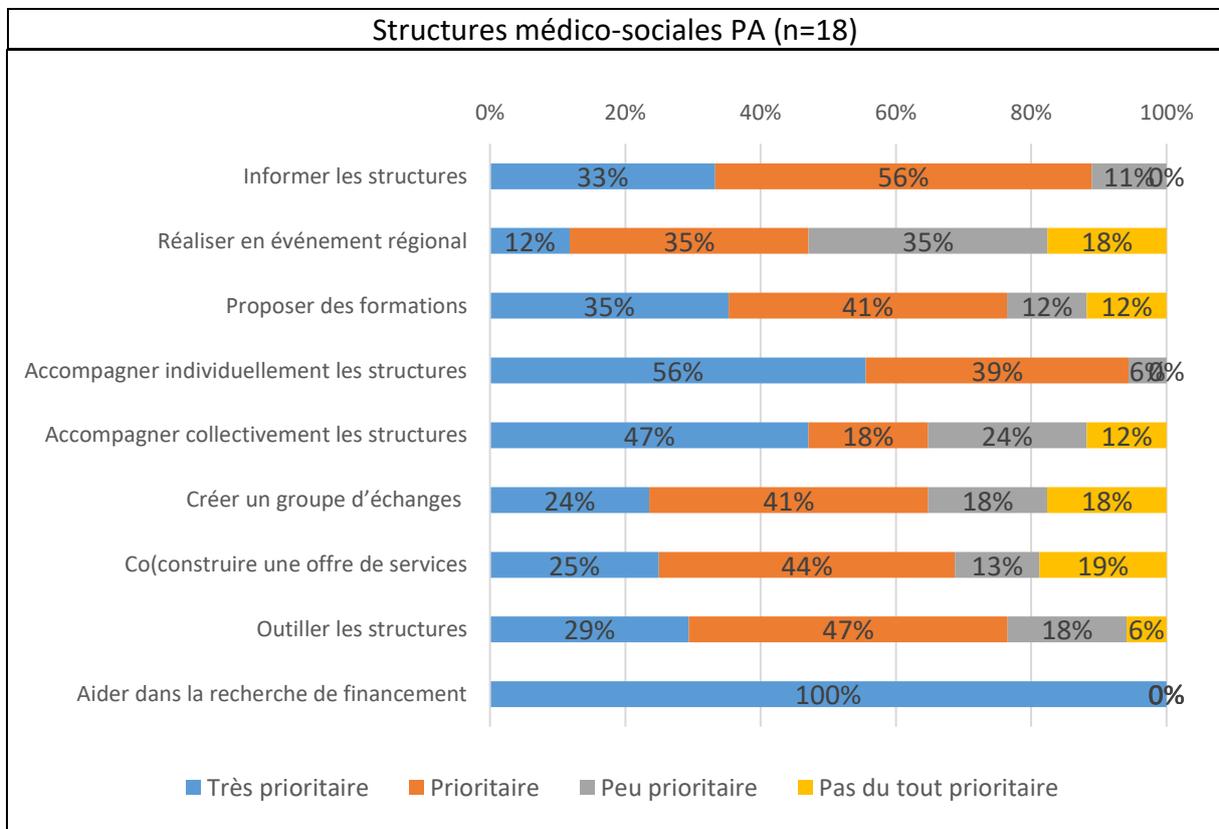
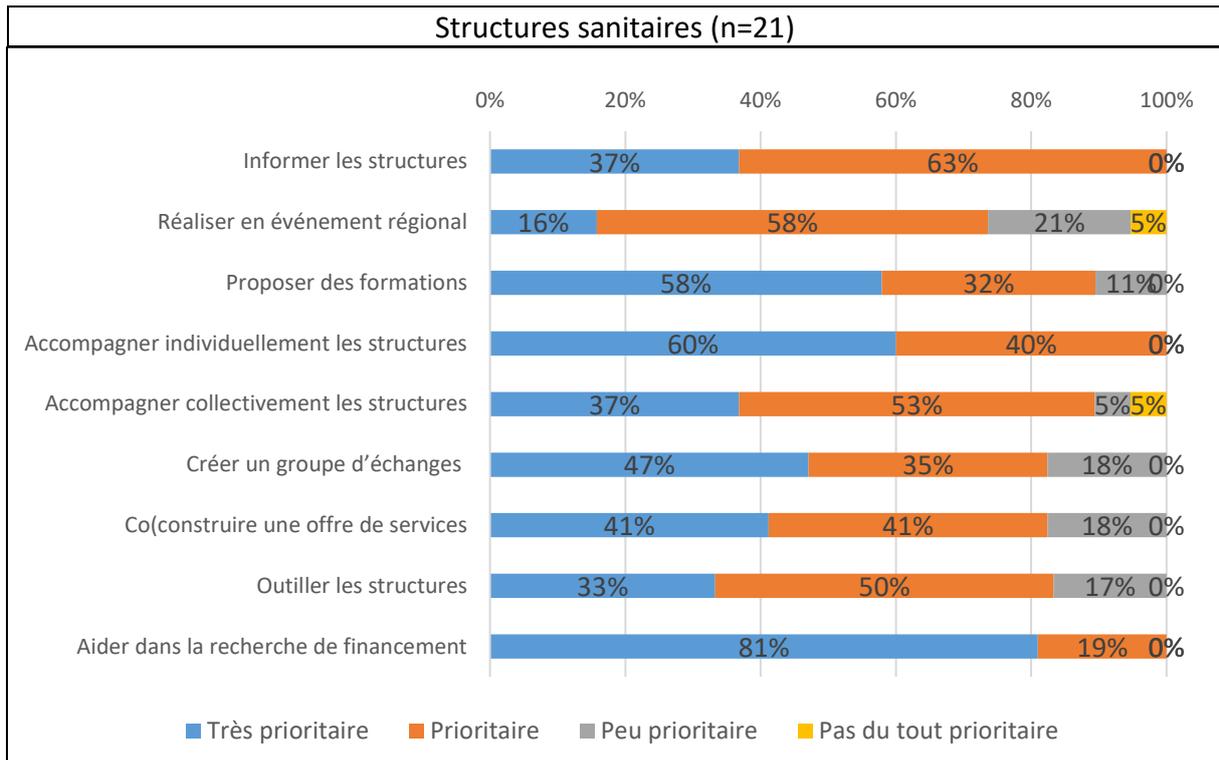
Souhait des structures répondantes de s'impliquer dans les travaux du PRSE 4 (n=23)

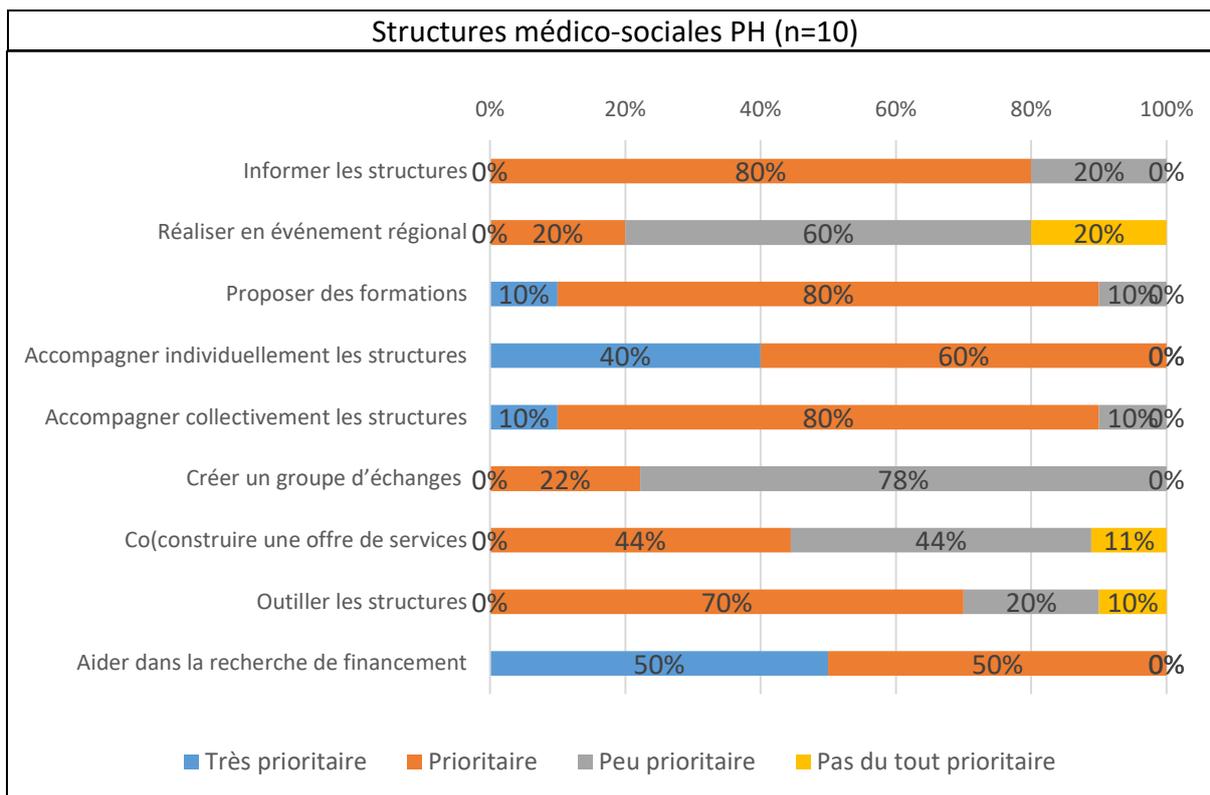


Q75 bis

Priorisation des actions à développer en région d'après les structures répondantes (n=48)

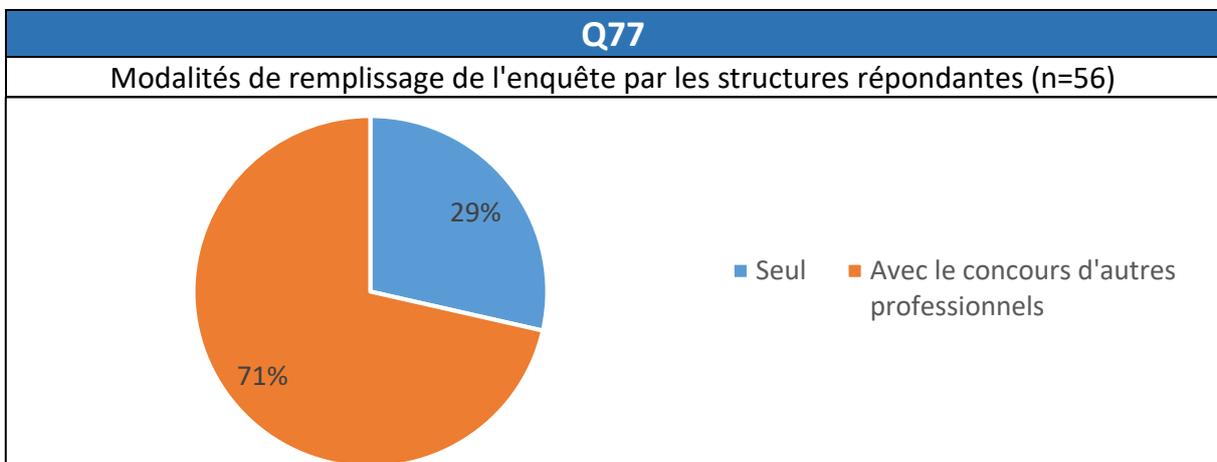
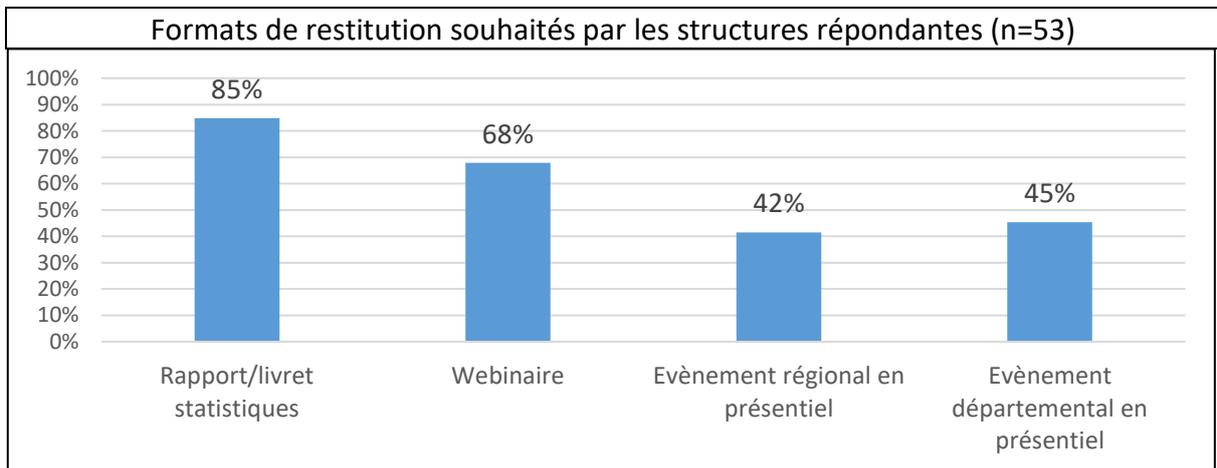
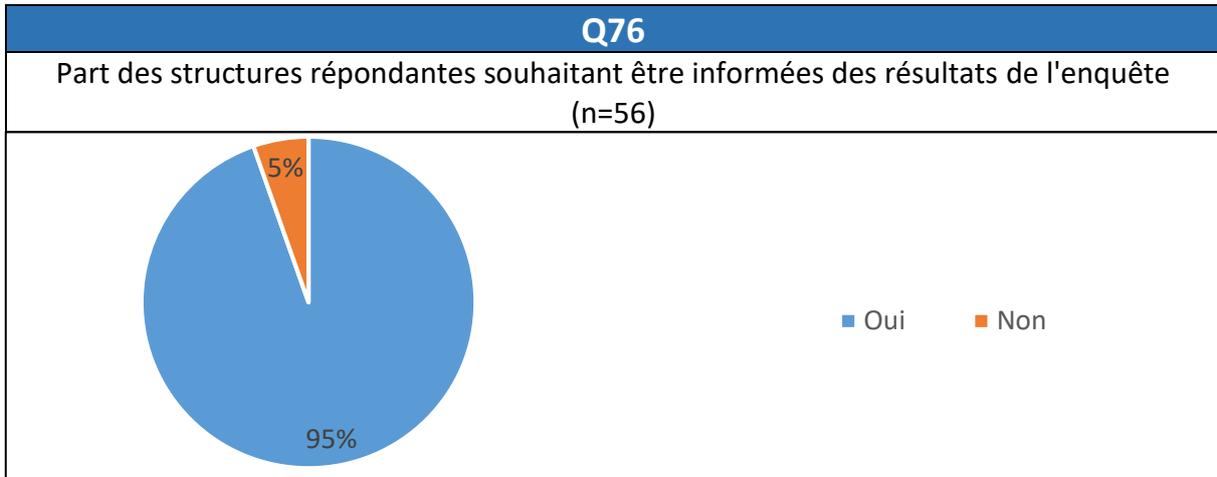


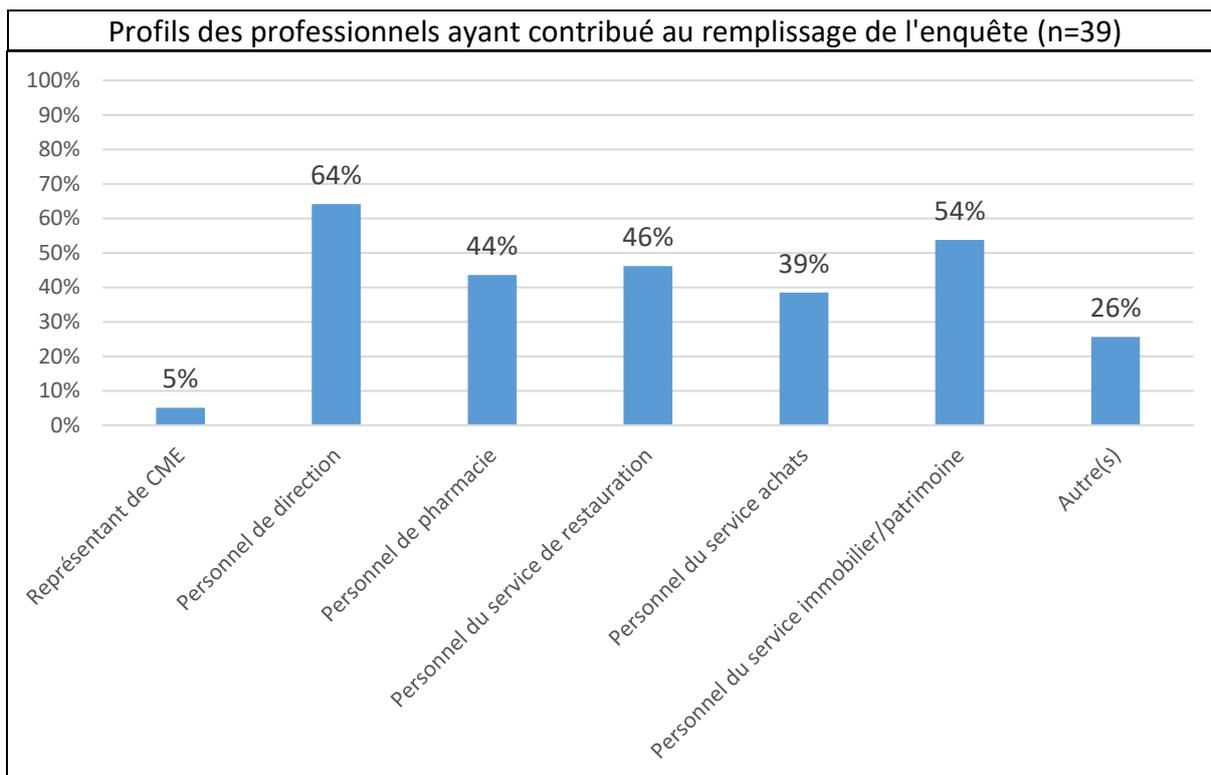




Verbatim des autres actions à développer en région d'après les structures répondantes (n=2)
Le manque de temps ne priorise pas ce sujet
Recruter du personnel dédié

9. L'enquête et vous





Autres profils des professionnels ayant contribué au remplissage de l'enquête (n=9)

service qualité
administratif et maintenance
assistante comptable
comptable et ide
Direction des Finances
Intendant
Personnel administratif
Personnel technique , ordonnateurs
Stagiaire DD/RSO